

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA RESPONSABILITÉ DES HÔTELIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 juin 1908

PAR

ANDRÉ MICHALON

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur.

Suffragants : { M. PLANIOL, professeur.
M. CAPITANT, chargé de cours.

PARIS

L. DE SOYE ET FILS, IMPRIMEURS

18, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES, 18

1908

LA RESPONSABILITÉ
DES HÔTELIERS

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA RESPONSABILITÉ DES HÔTELIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 juin 1908

PAR

ANDRÉ MICHALON

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur.

Suffragants : { M. PLANIOL, professeur.
 { M. CAPITANT, chargé de cours.



PARIS

L. DE SOYE ET FILS, IMPRIMEURS

18, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES, 18

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE

INTRODUCTION HISTORIQUE ET ÉCONOMIQUE

Dans les premiers temps de l'humanité, les peuplades encore à l'enfance de la civilisation menaient la vie pastorale et, par conséquent, errante. La tribu, ensemble de plusieurs familles, unies par des liens d'origine et de langue, avait la propriété collective d'un grand troupeau d'animaux domestiqués qui assurait la nourriture de tous ses membres. Les hommes n'avaient pas encore eu l'idée de cultiver la terre pour en obtenir un meilleur rendement : ils utilisaient seulement les produits sauvages et naturels du sol, soit en mangeant directement certains fruits et certaines plantes, soit surtout en nourrissant leurs troupeaux d'herbes et de feuillages et en profitant ensuite de leur laitage et de leur viande. Quand toute la végétation d'un endroit était épuisée par cette cueillette et ce pacage intensifs, c'est-à-dire au bout de quelques semaines à peine, il ne restait plus à la tribu qu'à aller un peu plus loin chercher une nouvelle végétation à donner en proie à ses membres et à ses animaux. On conçoit donc aisément que, dans ces conditions, le seul mode de vie soit la vie nomade, l'habitation dans des huttes de branchages, plus tard dans des tentes.

Mais toutes ces tribus, vivant sur le même territoire, à des distances plus ou moins considérables, ne devaient

pas tarder à entrer en contact les unes avec les autres, contact tantôt guerrier, tantôt pacifique. Les rapports pacifiques de tribu à tribu s'établirent naturellement au moyen d'un ou de plusieurs membres d'une tribu envoyés par leur chef au chef d'une autre tribu voisine pour traiter avec lui de questions de mariage, d'échange d'animaux domestiques et, plus tard, de limites de territoires, quand apparut l'idée d'assigner à chaque tribu un territoire propre dont elle épuiserait périodiquement les ressources naturelles des différentes régions.

Ces envoyés de tribu à tribu furent évidemment les premiers voyageurs, au sens moderne du mot, c'est-à-dire l'individu qui quitte momentanément le milieu où il vit pour aller au loin prendre contact avec d'autres pays et d'autres gens.

Les voyageurs, ayant ainsi abandonné pour quelque temps leur vivre et leur coucher habituels, devaient trouver, dans la tribu où ils arrivaient, un vivre et un coucher provisoires. Ils ne pouvaient les trouver dans une hôtellerie, une auberge : il n'en existait pas ; l'idée n'en était pas encore venue, les voyageurs étant trop peu nombreux, et la forme de la vie nomade ne s'y prêtant pas. Le chef ou l'un des principaux membres de la tribu recevait le voyageur, l'admettait dans son intimité, le nourrissait à sa table, le couchait sous sa tente : c'était l'hospitalité. Ce mot français « *hospitalité* » vient, en effet, d'un mot sanscrit et qui indique bien par lui-même sa signification première, le mot *ghôshapati*, composé de *ghôsha*, *pâtre*, *station de pâtre*, et de *pati*, *maître*.

Cette forme de l'hospitalité, si elle n'était pas pratiquée universellement chez tous les peuples, les peuples sauvages et anthropophages en sont la preuve, était la règle chez tous les peuples civilisés, ainsi qu'on le peut constater dans les récits de la Bible et dans les épopées de la Grèce et de l'Inde.

Au cours des siècles, il vint aux hommes cette idée que, certaines plantes étant bonnes pour la nourriture des hommes et des animaux, et d'autres étant mauvaises ou simplement médiocres, il y avait lieu de chercher à

augmenter les bonnes au détriment des autres et de les aider à se reproduire : alors on défricha, on laboura, on semença, on récolta, suivant des méthodes que l'expérience perfectionna peu à peu : c'est ainsi que naquit l'agriculture. Ce mode d'utilisation du sol, bien supérieur en rendement par unité de terrain au système pastoral, se répandit de plus en plus, au fur et à mesure que les hommes se multiplièrent. Une même étendue de territoire, en effet, nourrit plus d'hommes, exploitée suivant le système agricole qu'exploitée suivant le système pastoral. La tribu s'attacha ainsi à une portion déterminée du sol, plus restreinte qu'autrefois, mais à laquelle le lien du travail l'attachait plus étroitement. Cette appropriation du sol par l'occupation et par le travail engendra le droit de propriété; propriété d'abord collective pour toute une tribu, puis collective dans chaque famille, et enfin purement individuelle.

En même temps que les tribus se fixaient définitivement sur le sol et cessaient de mener la vie errante, les voyageurs isolés se multiplièrent : on voyagea plus souvent, on alla plus loin, on connut de mieux en mieux les peuples éloignés, et les relations commerciales à grandes distances commencèrent à entrer en usage.

L'hospitalité se développa de plus en plus; il aurait pu se faire que, le nombre des voyageurs que chaque localité était forcée de loger et de nourrir augmentant sans cesse, le zèle hospitalier et la bienveillance pour l'étranger vint à diminuer ou à disparaître. Mais il n'en fut rien, car, à l'idée religieuse primitive de l'hospitalité, vint s'ajouter une raison purement pratique : chacun avait intérêt à bien accueillir et bien traiter l'étranger, habitant d'une localité où lui-même serait sans doute appelé à voyager un jour ou l'autre.

Les Romains, hommes au caractère dur, égoïste et intéressé, comprirent vite l'utilité de cette réciprocité. Dans les premiers temps, le Romain, imbu de sa supériorité, se sentant fort dans une Rome petite, mais forte, voyage peu; et loin de bien accueillir l'étranger dans un but de réciprocité, le système primitif du droit romain le

traite avec la dernière rigueur : cet étranger n'a aucun droit, le premier citoyen romain venu peut le tuer, le prendre comme esclave; l'étranger ne peut faire aucun acte juridique, il est hors la loi. Rome ne tarda pas à comprendre qu'il convenait, pour le développement de son commerce et pour sa grandeur même, d'attirer à elle les commerçants et les notables des autres villes de l'Italie et des pays voisins; mais pour cela il fallait leur accorder une protection : ce fut le but du premier système de l'hospitalité romaine. L'étranger arrivant à Rome se plaçait sous la protection d'un citoyen romain : il avait ainsi l'avantage d'obtenir une existence juridique, bien minime d'abord, mais qui ne fit qu'augmenter au cours des siècles; le citoyen romain, lui, trouvait en cette fonction de protecteur une nouvelle occasion de manifester son orgueil aux yeux de ses concitoyens.

Cependant, Rome s'agrandissant sans cesse de nouveaux territoires, le citoyen romain commença à devenir lui-même voyageur. Dès lors, l'idée de réciprocité dans l'hospitalité fut pour lui une nouvelle raison de bien accueillir l'étranger. Poussé, d'une part, par son caractère à ne rien donner sans être sûr d'en recevoir plus tard l'équivalent, et obéissant d'autre part à ses vieilles habitudes de formalisme, le Romain prit l'habitude de conclure avec l'étranger une convention réciproque d'hospitalité par laquelle l'un et l'autre s'assuraient le vivre, le coucher et la protection juridique; pour plus de sûreté, on revêtait généralement ces conventions des formes solennelles, qui les transformaient en contrats et les rendaient inviolables.

Ces contrats d'hospitalité, faisant partie du patrimoine du père de famille, passaient héréditairement aux héritiers à la mort de ce père de famille. D'ailleurs, suivant les règles générales des contrats, l'hospitalité constituée sous la forme d'un contrat pouvait être rompue par le mode correspondant de rupture de ce même contrat.

Dès les premiers temps de l'histoire romaine, des conventions d'hospitalité furent formées, soit entre un citoyen romain et toute une cité étrangère, soit entre

Rome et une nation étrangère. Mais dans ces conventions, le caractère de l'hospitalité est déformé : il n'en subsiste qu'une partie, et une partie propre aux institutions romaines, la protection juridique. Le vivre et le coucher, qui sont en somme le but de l'hospitalité proprement dite, devaient alors être assurés par des conventions d'individu à individu, ou bien au moyen des établissements dont il va être question plus loin.

Primitivement, chaque homme pourvoyait lui-même à sa subsistance par ses propres moyens, et accomplissait les différents travaux nécessaires, travaux qui sont aujourd'hui l'objet de métiers tout à fait distincts : la division du travail n'était pas encore inventée. Dans ces conditions, la civilisation serait restée stationnaire et n'eût jamais progressé : chaque homme, devant apprendre tous les métiers, ne pouvait exercer chacun d'eux que d'une façon fort imparfaite, et les progrès de chaque industrie auraient été à peu près nuls.

Mais, dès une époque très ancienne, la division du travail s'est établie. Ce fut d'abord la division entre les travaux pénibles et de force, dévolus aux hommes, et les travaux faciles et délicats, dévolus aux femmes. L'histoire et les légendes nous montrent que, dans le système de la vie pastorale, les hommes s'occupaient surtout de la garde et de la conduite des troupeaux, de l'abattage et du dépeçage des animaux, du transport et de la construction des tentes, tandis qu'aux femmes étaient réservées la traite et le soin des laitages, la préparation des aliments, la confection des vêtements et la garde des enfants.

Dans la vie agricole et sédentaire, la division du travail ne fit que s'accentuer au cours des siècles ; dans chaque tribu, plus tard dans chaque famille, certains membres ne s'occupèrent plus que du labourage et des travaux des champs, tandis que d'autres membres se spécialisaient dans certains travaux, confection des vêtements, préparation du pain, travaux de boucherie, réparation des outils, construction et entretien de la maison et des étables, etc.

Mais, tandis que la division du travail n'alla jamais beaucoup plus loin dans les exploitations rurales, fermes isolées, éloignées plus ou moins les unes des autres, et obligées par cela même de se suffire à elles-mêmes, dans les agglomérations urbaines, au contraire, elle augmenta de jour en jour. En raison de l'invention et du perfectionnement de la monnaie, surtout depuis l'époque où la monnaie, tarée légalement, put être comptée, les échanges devinrent possibles et faciles : dès lors chacun put se spécialiser dans une branche de plus en plus distincte d'industrie, puisqu'il était sûr de pouvoir échanger d'abord ses propres produits contre de la monnaie, et ensuite cette monnaie contre les autres produits nécessaires à sa subsistance et fabriqués par d'autres spécialistes.

Au nombre des industries qui se spécialisèrent ainsi, il faut compter l'industrie hôtelière. Dans les campagnes, dans les villages isolés, il n'y eut pas, dans l'antiquité, d'établissements installés pour héberger les voyageurs : on continua le système de l'hospitalité pour les rares voyageurs qui venaient à y passer. C'est d'ailleurs le système encore appliqué de nos jours dans certains villages perdus des Alpes, où, disent les guides, « il n'y a pas d'auberge; on peut loger chez le curé ». Mais dans les villes, certains individus se spécialisèrent dans le métier d'hospitaliser les étrangers contre de l'argent, de leur vendre le droit de coucher ou de vivre dans leur établissement, dans leur hôtellerie. Ces hôtelleries se répandirent au fur et à mesure que l'on voyagea plus et leur nombre s'accrut dans les localités très fréquentées. Les hôtelleries antiques, dont les traces primitives se retrouvent chez les peuples d'Orient, étaient alors ce que sont encore maintenant les caravansérails orientaux. Une vaste cour entourée de bâtiments comprenant quelques chambres au premier étage et au rez-de-chaussée de vastes hangars pour les animaux.

A mesure que la domination romaine s'étendit, à l'Italie, puis à tous les pays méditerranéens, la nécessité de communications faciles et relativement rapides se fit

de plus en plus sentir. On construisit dans ce but ces longues voies romaines, dont on peut encore voir des vestiges en France en maint endroit, et qui reliaient Rome aux villes les plus lointaines. Ces routes, très rares comparativement à nos réseaux actuels de routes, se trouvaient par cela même très fréquentées; les voyages s'accomplissant à pied, à cheval, ou en voiture à une très faible vitesse, les voyageurs de longues distances se trouvaient obligés de coucher en route de nombreuses nuits : ils pouvaient alors s'abriter dans les nombreuses hôtelleries disséminées çà et là le long des routes impériales.

Ces hôtelleries romaines étaient de deux sortes. Les unes, appelées *mansiones*, installées et entretenues par l'Etat, offraient un abri confortable; mais elles n'étaient pas ouvertes à tout venant : y avaient seules accès les personnes munies d'une permission de l'empereur, *diploma tractatorium*, que leur fortune, leurs fonctions officielles ou leurs hautes relations, leur faisaient obtenir. Les autres voyageurs trouvaient asile le long des routes dans des hôtelleries libres, plus simples, où l'on pouvait loger soit à pied, soit à cheval, et qui prenaient le nom de *diversoria* dans le premier cas, de *stabularia* dans le second.

Tout ce système d'hôtelleries, très perfectionné pour l'époque, fonctionna pendant plusieurs siècles; il rendit facile les voyages, et grâce au perpétuel mouvement de voyageurs entre Rome et les cités les plus éloignées de l'Empire, le commerce de l'antiquité atteignit alors l'apogée de son développement et Rome put faire briller au loin les lumières étincelantes de sa civilisation.

C'est alors, sous les empereurs Dioclétien et Constantin, que Rome s'endormit dans une confiance exagérée en elle-même. Les siècles précédents avaient créé l'empire si vaste et si puissant que les Romains crurent cette puissance impérissable. L'armée, dont depuis des années le rôle de conquérante était terminé, n'apparaissait plus que comme un instrument de révolution et de compétition au trône : Dioclétien et Constantin s'effor-

cèrent donc de l'affaiblir en en diminuant l'effectif des trois quarts et en la recrutant parmi les plus basses classes de la société. Quant aux hautes classes d'élite, qui, autrefois sous la république, faisaient l'honneur, la force et la gloire de l'armée, elles se laissaient vivre dans la mollesse et dans le luxe.

Tandis que leur activité s'engourdissait ainsi dans cette atmosphère de tranquillité, de paresse et de volupté, de gros nuages s'amoncelaient sur les frontières de l'empire, hordes conquérantes, peuples les uns encore rustiques, les autres à demi sauvages, qui, venus de l'Asie, se répandaient dans toutes les plaines du Nord-Est de l'Europe et s'y préparaient depuis des années au combat contre l'empire romain dont ils convoitaient la richesse. Quand l'orage éclata, à la fin du quatrième siècle, que la tempête lança ses innombrables flots humains contre Rome, l'armée romaine, si affaiblie, fut impuissante et vaincue, et, en quelques années, cet immense empire, jadis si fort, fut ravagé, morcelé et partagé entre les conquérants.

Toute cette belle civilisation sombra et fut engloutie par la barbarie; le monde perdit en quelques années tous les progrès de civilisation qu'il avait mis plusieurs siècles à acquérir. L'administration romaine fut anéantie, et avec elle disparurent toutes ses créations : c'est ainsi que les voies romaines abandonnées tombèrent en ruine et devinrent impraticables en maint endroit de leur parcours. En même temps, les voyageurs se firent beaucoup plus rares dans toute cette période de guerres et de conquêtes qui suivit la chute de Rome. Durant plusieurs siècles, ces peuplades travaillèrent uniquement à se constituer en nations, à s'établir et à se fixer sur les territoires conquis. Les mœurs si raffinées de la Rome du bas-empire firent place aux mœurs de ces barbares, mœurs rudes et primitives. Leurs besoins économiques étaient très faibles, le commerce et l'industrie devinrent à peu près nuls : on ne voyagea plus pour les besoins du commerce.

Voyageurs, routes, administration, tout ayant disparu,

les hôtelleries du monde romain disparurent également. D'ailleurs les Germains n'en appréciaient pas l'utilité; leur civilisation était en retard de plusieurs siècles sur celle de Rome; ils en étaient encore à la phase de l'hospitalité individuelle accordée par chaque habitant à tout voyageur. Quand un peuple en a vaincu un autre, s'est installé sur son territoire et que ces deux peuples se fondent en une seule nation, ce n'est pas la civilisation du vainqueur qui l'emporte sur l'autre, mais bien la civilisation la plus avancée et la plus raffinée, même si c'est celle du vaincu; c'est ainsi que dans la fusion du peuple gallo-romain, avec leurs vainqueurs Wisigoths, Burgondes et Francs, ce fut finalement la civilisation gallo-romaine qui l'emporta. Toutefois, à ce principe général, il y eut de nombreuses exceptions et l'une des principales fut l'institution de l'hospitalité. L'hospitalité payante des hôtelleries romaines disparut et fit place à la vieille hospitalité individuelle et gratuite, et cela, pour les raisons indiquées plus haut.

Les peuples habitant la Gaule codifièrent, suivant la pratique perfectionnée des Romains, leurs propres coutumes, jusqu'alors purement traditionnelles; c'est ainsi qu'on peut lire dans l'un de ces codes, la Loi des Burgondes : « Si quelqu'un a refusé le couvert ou le foyer à un voyageur, qu'il soit frappé d'une amende de trois sous. » De même la Loi des Wisigoths permettait au voyageur d'allumer du feu, de faire paître son cheval et de couper des branches. Ces dispositions n'avaient force de loi qu'entre Germains, ou entre Germains et Gallo-Romains, en vertu du principe de la personnalité des lois en vigueur pendant plusieurs siècles : aux contestations entre Gallo-Romains s'appliquaient les lois romaines; mais le droit romain, en son dernier état, ne réglémentant que les hôtelleries, et celles-ci ayant disparu, ce sont encore les dispositions des lois barbares sur l'hospitalité que l'on se trouvait forcé d'appliquer aux Gallo-Romains.

Ce système d'hospitalité suffit aux rares voyageurs de l'époque mérovingienne; mais à la fin du huitième

siècle, les voyages devinrent plus fréquents; Charlemagne a réalisé une unité territoriale immense; les champs de bataille, reportés aux frontières lointaines de l'empire, laissent au centre un vaste territoire pacifié où le voyage est possible. D'ailleurs, l'organisation politique rend les voyages fréquents et nécessaires : « Deux fois chaque année, dit Victor Duruy, l'Assemblée nationale se réunissait autour de l'empereur. Les évêques, les leudes, les hommes libres, les agents impériaux s'y rendaient de toutes les extrémités de l'empire, et venaient instruire l'empereur de ce qui se passait dans leurs provinces... *Des missi dominici*, ou envoyés impériaux, parcouraient quatre fois l'an les districts soumis à leur surveillance. » Charlemagne fut ainsi amené à s'occuper de perfectionner l'hébergement des voyageurs. A cette époque de foi vive, on ne pouvait concevoir un voyageur qui ne soit pas « l'envoyé de Dieu », ni une hospitalité qui ne soit pas gratuite; aussi est-ce par la création de refuges gratuits que Charlemagne cherche à améliorer le sort des voyageurs. Dans un Capitulaire de 789, il déclare : « Il nous paraît convenable que les étrangers et les pauvres trouvent dans les divers lieux des asiles où régulièrement on leur donne l'hospitalité. En effet, le Seigneur dira au grand jour de la rémunération générale : « J'étais étranger, et vous m'avez accueilli. » Quelques années plus tard, en 802, Charlemagne, dans un autre Capitulaire, prend une mesure plus rigoureuse et plus efficace : il ordonne à tous ses sujets, riches ou pauvres, d'accorder au voyageur au moins le couvert, le feu et l'eau, et il les exhorte à lui donner aussi tout ce qui lui serait nécessaire, car Dieu récompense ceux qui pratiquent l'hospitalité.

Sous les successeurs de Charlemagne, l'empire se démembra; la souveraineté du sol se divisa à l'infini et, se joignant au droit de propriété, constitua une infinité de petites portions de territoire, véritables états minuscules, gouvernés chacun par un seigneur. A cette époque, chacun vivait pour soi, il n'y avait ni commerce ni industrie; des guerres presque perpétuelles avaient

lieu de château à château, de seigneur à seigneur, aussi les voyages étaient-ils très difficiles et les voyageurs peu nombreux.

Mais cet état d'anarchie ne pouvait durer. Les seigneurs les plus faibles cherchèrent un appui auprès de seigneurs plus puissants pour arrêter les incursions pillardes de certains autres seigneurs. Ainsi naquit le système féodal : un contrat intervenait entre un seigneur faible, appelé vassal, et un seigneur plus puissant appelé seigneur de fief, par lequel le vassal devait à son seigneur de fief un hommage solennel, c'est-à-dire l'assister à la guerre, se soumettre à sa justice et l'aider de ses conseils; de son côté, le seigneur de fief devait à son vassal fidélité, justice et protection. Le seigneur de fief, à son tour, devint le vassal d'un seigneur de fief plus puissant que lui. Il se forma ainsi en de longues années une hiérarchie féodale complète dont les échelons descendaient du roi de France ou de l'un de ses principaux adversaires jusqu'aux plus petits seigneurs.

Le lien féodal se formant entre deux seigneurs obligeait chacun d'eux au voyage : le vassal devait venir fréquemment au château de son seigneur de fief et celui-ci, de son côté, visitait et contrôlait les domaines de ses vassaux. Ces déplacements et ces voyages ne firent qu'augmenter en nombre et en distance au fur et à mesure que le lien féodal se formait entre seigneurs de plus en plus puissants et ayant sous leur dépendance des territoires de plus en plus grands. De plus, les chevaliers et les écuyers attachés à chaque seigneur allaient constamment de château à château porter des ordres ou de simples informations. La noblesse voyagea donc beaucoup au moyen âge; quant aux classes inférieures de la société, roturiers et serfs, leurs déplacements étaient beaucoup plus rares; les serfs de corps et de poursuite ne pouvaient jamais quitter le territoire de leur seigneur, et les autres serfs et les roturiers n'avaient ni le temps ni l'argent pour des voyages d'agrément; le service de guerre leur laissait à peine le temps de travailler la terre ou d'exercer leur métier. Le voyage

d'affaires leur était inconnu, le commerce interurbain n'existant pas. Les seuls rares voyageurs roturiers ou serfs que l'on voyait sur les chemins étaient presque tous des pèlerins se rendant à des lieux célèbres de dévotion. Il ne faut pas non plus oublier de citer ces voyageurs perpétuels du moyen âge, les troubadours et les jongleurs, qui allaient et venaient, colportant dans leurs « chansons » les légendes et les nouvelles à travers les châteaux et les campagnes.

Où donc ces voyageurs nobles ou humbles trouvaient-ils au cours de leurs voyages le gîte d'étape, le vivre et le coucher ?

C'était d'abord dans les châteaux. L'hospitalité y était presque toujours accordée d'une façon cordiale et gratuite au voyageur qui demandait asile. Le pauvre trouvait toujours, dans les vastes dépendances du château, un abri contre les intempéries. Le noble était traité d'égal à égal par le seigneur, il s'asseyait à son foyer, mangeait à sa table et récompensait son hôte en lui faisant de ces longs récits de guerre et d'aventures dont on apprécie bien la valeur en songeant à ce que devait être monotone la vie dans un pays sans journaux et sans poste, et où, d'ailleurs, la plupart des nobles, ne sachant ni lire ni écrire, devaient trouver un peu longues les sombres veillées d'hiver.

Les personnes qui aimaient exercer l'hospitalité et accueillir les voyageurs avaient, au moyen âge, la coutume de mettre, en haut de leurs maisons, un heaume ou un casque pour se faire connaître des passants. « Je me souviens, disait Sainte-Palaye au dix-huitième siècle, d'avoir vu, sur des toits de maisons, des heaumes de terre ou de fer blanc, qui étaient des restes de heaumes placés autrefois au haut des maisons pour inviter les passants à entrer. »

Le voyageur trouvait également l'hospitalité dans les monastères ; les règles des religieux les obligeait, au nom de la charité chrétienne, à loger et à nourrir les voyageurs. Dans chaque couvent se trouvait un bâtiment plus ou moins vaste affecté à l'hébergement gratuit des

voyageurs pauvres ou riches qui y cherchaient abri.

Les ordres religieux ne se contentaient pas d'avoir un asile là où se trouvaient leurs établissements, dans les plaines, dans les vallées : ils fondaient également des hospices, couvents spécialement destinés à recueillir les voyageurs, dans les endroits les plus isolés et les plus dangereux en hiver, tels que les plus hauts cols des Alpes et les déserts glacés du Massif central.

« Le village d'Aubrac, le « Saint-Bernard du plateau central », a possédé, durant de longs siècles, un hôpital célèbre, desservi par un ordre spécial de moines infirmiers et chevaliers. Cet hôpital avait été fondé vers l'an 1120, par Adalard, seigneur flamand qui, ayant échappé miraculeusement aux brigands auxquels les forêts d'Aubrac servaient de repaire, fit vœu d'y élever un monastère dans le but de « recevoir, ramasser et réconforter les pèlerins qui passaient sur ces montagnes pour aller visiter les églises de la bienheureuse Marie de Roc-Amadour, de Saint-Jacques de Compostelle et le Saint-Sépulcre de notre Sauveur », bref, pour défendre, soigner, restaurer et guider les pieux touristes de cette époque. Comme le dit Reclus, « la demeure pauvre et hospitalière d'Aubrac, Notre-Dame-des-Pauvres, attira longtemps par milliers les malades, les lépreux, les pèlerins, les va-nu-pieds ». — « Vers la fin du seizième siècle, dit l'abbé Deltour, l'abbaye distribuait jusqu'à 5000 pains par jour et donnait l'hospitalité à plus de 500 personnes. » Lorsqu'une nuit était plus sombre que d'habitude, lorsque les nuages traînaient sur le sol, obscurcissant la route, lorsque les rafales aveuglantes de neige rendaient le passage de la forêt très difficile, un religieux montait au clocher et sonnait la cloche à toute volée, pendant tout le temps que durait le danger. » (Docteur L. Murat.)

Dans les Alpes, les deux cols les plus anciennement fréquentés de la chaîne principale regurent, dès le moyen âge, des hospices religieux.

L'hospice du Petit-Saint-Bernard, situé sur le chemin de France en Italie, à 2157 mètres d'altitude, fut fondé à

la fin du dixième siècle par saint Bernard de Menthon et servit depuis cette époque à un nombre incalculable de voyageurs. Actuellement encore, l'hospice, propriété de l'Italie, est desservi par l'ordre militaire et religieux des saints Maurice et Lazare : tous les voyageurs qui passent le col, 15,000 par an, reçoivent, à l'hospice, une hospitalité gratuite.

Ce fut également saint Bernard de Menthon qui fonda, en l'an 1000, l'hospice du Grand-Saint-Bernard, à 2472 mètres d'altitude, sur ce chemin du Nord en Italie déjà très fréquenté du temps des Celtes et des Romains et rendu plus tard célèbre par le passage des armées françaises. Au Grand-Saint-Bernard, comme au Petit, les religieux offrent encore maintenant une hospitalité cordiale et gratuite, aux 19,000 voyageurs qui passent le col chaque année.

Enfin, au moyen âge, à côté de l'hospitalité des châteaux et des couvents, qui s'exerçait surtout dans les campagnes, une hospitalité commerciale et payante ne tarda pas à renaître dans les villes.

Durant tout le moyen âge et cette période de notre histoire que l'on nomme l'ancien régime, on peut observer une transformation insensible mais complète de l'hospitalité. L'hospitalité gratuite des châteaux diminua, puis disparut; l'hospitalité payante des hôtelleries naquit, s'accrut et occupa la première place.

Au fur et à mesure que le système féodal s'affaiblit et que la royauté s'agrandit et se fortifia, la vie de château devint de plus en plus en défaveur pour aboutir, sous Louis XIV et ses successeurs, à un abandon complet des châteaux et à la concentration de tous les seigneurs à la cour du roi. Il en advint tout naturellement que l'administration des châteaux fut de plus en plus abandonnée à des intendants, gens la plupart du temps fort rapaces et ne tenant nullement à laisser diminuer les revenus de leurs seigneurs et par suite leurs propres bénéfices, pour le seul plaisir d'exercer la vertu d'hospitalité. Les portes des châteaux se fermèrent donc peu à peu aux voyageurs, tant par les raisons indiquées ci-dessus, que pour celles

qui agirent déjà dans l'antiquité : les progrès de la civilisation amenant la spécialisation des industries, l'accroissement considérable du nombre des voyageurs, et l'affaiblissement des sentiments religieux au cours du dix-huitième siècle, chez une notable partie de la haute société.

Les derniers vestiges de l'hospitalité seigneuriales disparurent pendant la Révolution de 1789, par suite du guillotinage ou de l'émigration de ceux qui l'exerçaient. C'est également sous la tourmente révolutionnaire que disparut, en France, l'hospitalité religieuse exercée par les ordres monastiques dans les hospices et refuges dépendant de leurs couvents.

L'hospitalité commerciale et payante, après une éclipse de plusieurs siècles en Occident, renaquit au moyen âge dans les « hostelleries ». Ce furent d'abord d'immenses bouges situés dans les villes, établissements mal famés, où l'on pouvait entrer, mais d'où on ne sortait pas toujours : il arrivait si souvent à des voyageurs riches de disparaître ou de « trépasser de maladie » (?) dans ces hôtelleries qu'une ordonnance royale défendit aux hôteliers de s'approprier les effets des voyageurs morts dans leur hôtellerie.

Cette situation s'améliora peu à peu au cours des siècles et des hôtelleries convenables et sûres offrirent un asile aux voyageurs. Généralement placées près des portes des villes donnant sur les grands chemins, les hôtelleries portaient une enseigne. Celle-ci consistait la plupart du temps en un nom de saint, saint Julien principalement. Les princes et les seigneurs qui s'étaient bien trouvés dans l'hôtellerie, donnaient à l'hôtelier la permission de suspendre leurs armoiries à leur porte ; ce vieil usage se retrouve encore dans l'habitude moderne des hôteliers qui ont eu l'honneur d'héberger une tête couronnée et qui inscrivent sous le nom de leur hôtel, « Ancienne résidence de Sa Majesté, etc... » L'hôtelier ou l'un de ses valets se tenait devant la porte pour inviter les voyageurs à entrer et criaient les prix des chambres et de la nourriture : c'était le commencement du pistage

qui sévit actuellement en certaines villes d'eaux. Les hôteliers furent obligés par une ordonnance royale d'afficher leurs prix « pour empêcher leurs vols et leur rapacité ». C'est là une mesure que les voyageurs actuels ne cessent de réclamer aux hôteliers, pour le plus grand bien d'ailleurs des deux parties. Sur les *petites hôtelleries*, une affiche portait : *Dinée du voyageur à pied, 6 sols; couchée du voyageur à pied, 8 sols*; dans les *grandes hôtelleries*, on logeait les voyageurs avec chevaux et voitures : *Dinée du voyageur à cheval, 12 sols; couchée du voyageur à cheval, 20 sols*.

Jusqu'au seizième siècle les voyageurs n'eurent à leur disposition que des moyens de transport individuels, la marche à pied, le cheval, l'âne, et la voiture particulière. Mais à la fin du seizième siècle, il se produisit un événement d'une portée considérable : la création des premiers services publics de transports en commun. Des voitures effectuaient le trajet entre deux localités à des jours et heures réguliers ; les places étaient mises à la disposition des personnes ayant à se rendre de l'une à l'autre de ces localités, moyennant rémunération pécuniaire du service rendu. Le premier service de voitures publiques fut autorisé par privilège du roi Henri III, le 10 octobre 1575. Des services relièrent bientôt Paris avec Rouen, Amiens, Beauvais, Troyes et Orléans.

Mais ces services furent, pendant de longues années, très rares et très irréguliers en raison du mauvais état des routes. Ce n'est, en effet, qu'en 1705 que l'on commença à construire ces magnifiques routes nationales qui sillonnent la France en tous sens. Les divers services de voitures publiques se développèrent avec la création et l'amélioration des routes.

En 1775, Turgot organisa, sous la direction de l'Etat, l'entreprise des Messageries royales, dont les voitures, les turgotines, reliaient entre elles toutes les grandes villes à une allure qui nous paraîtrait actuellement dérisoire. En l'an VI, une loi déclara la liberté de l'industrie des messageries. Aussitôt de nombreuses entreprises se fondèrent, qui firent concurrence aux Messageries

royales, en offrant aux voyageurs une vitesse plus grande. Cette lutte de vitesse amena un si grand nombre d'accidents qu'un décret intervint, le 20 mars 1805; il édicta sur les services de diligences des prescriptions telles que presque toutes les entreprises furent forcées de disparaître et la puissante compagnie des Messageries royales, transformée en Messageries impériales, réacquit en fait le monopole qu'elle avait perdu en droit. Quelques années plus tard, en 1826, une autre compagnie, les Messageries générales, vint par sa concurrence améliorer les services existants, en augmentant la vitesse et le confort, et créer de nouveaux services, de plus en plus nombreux.

Le premier souci du voyageur fatigué, débarquant de la diligence soit à son arrivée à destination, soit au milieu de son parcours pour se reposer, était naturellement de trouver un repas et un lit. Aussi dans les grandes villes de nombreuses hôtelleries se fondèrent-elles autour des bureaux des diligences; dans les petites localités c'était la cour même de la principale hôtellerie qui servait de lieu de départ et d'arrivée à la diligence.

On conçoit aisément que le développement lent et progressif des hôtelleries se soit trouvé étroitement lié au développement également lent et progressif de l'industrie des diligences. On peut donc voir, depuis la fin du moyen âge jusqu'au premiers tiers du dix-neuvième siècle, un groupe de trois institutions économiques, routes, voitures publiques, hôtelleries, se développer et progresser concurremment et tendre toutes trois vers un même but : faciliter les voyages et par suite multiplier les voyageurs. Les hôtelleries du moyen âge se perfectionnèrent surtout dans les grandes villes, où les voyageurs étaient les plus nombreux : elles y prirent le nom d'*hôtels*. Dans les villages, les hôtelleries restèrent toujours plus primitives, on les appela *auberges* pour les distinguer des établissements des grandes villes, et le mot hôtellerie tomba peu à peu en désuétude.

Telle était la situation de l'industrie hôtelière au pre-

miers tiers du dix-neuvième siècle, au moment où allait se produire une révolution dans les moyens de transport, un événement économique qui, avec la découverte de l'Amérique constitue les deux « inventions » économiques, les plus considérables que le monde ait jamais connues : la création des chemins de fer.

En 1828 fut ouverte la première voie ferrée de France entre Saint-Etienne et Andrézieux; la traction était effectuée par des chevaux. Quant au premier chemin de fer à traction par locomotives, destiné à la fois aux voyageurs et aux marchandises, ce fut en France le chemin de fer de Saint-Etienne à Lyon, ouvert en 1832. En quelques années la France fut sillonnée du nord au sud, de l'est à l'ouest, de ces grandes lignes, tracées dans le sens des grands courants commerciaux, véritables fleuves d'acier, dont toutes les lignes secondaires postérieures ne pouvaient être que des affluents, artères maîtresses du réseau français, qui furent, sont et seront toujours les plus prospères et les plus riches.

Dès lors, le nombre des voyageurs s'accrut dans des proportions extraordinaires; un demi-siècle de chemins de fer développa infiniment plus le goût et l'habitude de voyager que dix siècles de voyages à pied, à cheval, ou en voiture. Il n'est plus de commerçant qui n'ait ses commis-voyageurs parcourant chaque année des milliers de kilomètres, et qui n'aille lui-même traiter sur place ses affaires importantes, souvent à plusieurs centaines de kilomètres. Il n'est plus de malade, même imaginaire, qui n'aille faire sa saison d'eaux à l'autre bout de la France. Il n'est plus de famille, même de la petite bourgeoisie, qui n'aille au grand complet passer ses vacances dans les montagnes ou à la mer, à des prix invraisemblables de bon marché.

A cet accroissement des voyageurs, devait correspondre l'accroissement du nombre et de la capacité des hôtels. C'est ce qui eut lieu en effet : de nombreux et vastes hôtels furent construits dans les villes commerçantes, dans les villes d'eaux célèbres, sur quelques plages fréquentées et surtout sur la belle Côte d'Azur où

se trouve la plus grande agglomération d'hôtels de villégiature du monde entier.

Mais, au fur et à mesure que le chemin de fer étendait ses lignes secondaires en ramifications de plus en plus nombreuses, le nombre des services de voitures publiques à grandes distance diminua progressivement pour disparaître complètement, à l'exception des services de cars alpins sur les routes les plus pittoresques des Alpes. Cette disparition fut la ruine de ces grandes auberges des petites villes, des bourgs et des villages, où la diligence s'arrêtait pour les repas ou pour la nuit. Pendant des années ces auberges parurent mortes, la grande cour et les vastes écuries étaient désertes, les chambres n'étaient plus occupées que par quelques rouliers ou quelques commis-voyageurs de troisième ordre. Toutefois, depuis une quinzaine d'années, la bicyclette et l'automobile ont repeuplé les grandes routes. Les aubergistes établis dans les villages, loin du chemin de fer, ont retrouvé les beaux jours d'antan; et quand, les dimanches de la belle saison, leurs salles et leurs jardins sont remplis de longues tables de cyclistes affamés, leurs chambres d'automobilistes étourdis et fatigués, et leurs remises de nombreuses « 24 chevaux », ils pensent aux récits dont leurs grands-pères ont bercé leur enfance, récits d'auberges toujours pleines, de riches voyageurs payant largement, de fortunes faites en quelques années, toutes choses que leurs pères et eux-mêmes enfants avaient cru disparues pour toujours.

Si, dans la seconde moitié du siècle dernier, les hôtels se sont considérablement accrus en nombre et en grandeur, ils étaient restés, en hygiène, en propreté et en confortable, exactement ce qu'ils étaient un siècle auparavant. Dans les plus « belles » chambres, les plus anti-hygiéniques, d'épais rideaux d'étoffe sombre et poussiéreuse obscurcissaient les fenêtres jamais ouvertes; des rideaux analogues garnissaient la baie de l'étroite alcôve, dans laquelle se moulait exactement un lit de bois vermoulu, que l'on ne pouvait tirer et que l'on faisait au bâton; les draps étaient généralement propres, mais

humides; quant au lit de plumes et à l'édredon, leur propreté, leur odeur et leur peuplement étaient ordinairement plus que douteux. A côté de l'alcôve, certain petit meuble révélait sa présence par une odeur aussi peu suave, mais encore plus pénétrante, que le seau de toilette en zinc. Dans la cuvette, de la taille des bols à éponges actuels, on ne pouvait se laver qu'une main à la fois; sur le dessus de cheminée en tapisserie avec longs effilés, et sous un majestueux globe de verre, une pendule en carton doré s'obstinait à marquer la même heure depuis sa naissance. Enfin un tapis-partout, largement imprégné de poussière et de taches, amortissait le bruit des sarabandes nocturnes des souris qui sortaient à minuit des plinthes en écumoières, pour passer la revue, avec preuves à l'appui, des effets et quelquefois de la personne du pauvre voyageur. Dans les cours du siècle dernier, le seul perfectionnement (?) apporté à la chambre d'hôtel fut le remplacement de l'hygiénique blanchiment des murs à la chaux, par le papier peint, le plus foncé possible toujours, généralement mal collé, et formant ainsi des nids à araignées, à insectes et à microbes.

Sans doute il n'en était pas ainsi dans toutes les chambres de tous les hôtels; mais la plus grande partie des hôtels des villes de province répondaient de tous points à la description précédente.

Cependant, dans le dernier quart du dix-neuvième siècle, les découvertes de Pasteur et les travaux de ses élèves sur le rôle des microbes dans la transmission d'un grand nombre de maladies amena une véritable révolution dans la médecine et dans l'hygiène, cette science toute nouvelle, dont le but est de prévoir et d'empêcher le mal que la médecine n'est que trop souvent impuissante à guérir. De toutes les études et de toutes les théories sur le monde des microbes, surgit cette vérité, universellement reconnue, que certains microbes, abandonnant d'une manière quelconque le corps d'un individu atteint d'une maladie dangereuse, peuvent vivre d'une vie autonome pendant un temps très long, être emportés ensuite par l'air ambiant jusque dans les poumons d'un

homme en bonne santé, développer chez cet homme la même maladie que chez le précédent individu et parfois le tuer en quelques jours. Or, de toutes les expériences faites, il résulte que ces microbes de l'air ambiant élisent domicile de préférence dans les tentures, les tapis, les papiers peints mal collés et moisis, les poussières, et que leur nombre augmente quand une pièce est à l'usage commun de nombreuses personnes et que l'air n'y est que peu ou point renouvelé.

De là vint la vogue actuelle, pour les habitations particulières des maisons aux grandes fenêtres prenant jour sur de larges rues ou de vastes cours, des pièces bien éclairées et aérées directement, des peintures claires décelant les moindres traces de poussière et de toiles d'araignées, de la suppression ou tout au moins de la réduction considérable des dimensions des rideaux et des ciels de lits.

« Pourquoi donc ces principes, souverains quand il s'agit d'habitations privées, sont-ils si complètement méconnus dans la plupart des hôtels, où non seulement les salons et salles à manger, mais encore toutes les chambres, tous les meubles servent successivement à des voyageurs de propreté et de santé différentes? »

« Pourquoi, alors que les propriétaires d'immeubles se louant par appartements sacrifient aux idées nouvelles en transformant leurs maisons ou en les reconstruisant selon les données de l'hygiène moderne, pour attirer chez eux des clients, locataires, pourquoi la plupart des propriétaires d'hôtels restent-ils inertes et assoupis dans l'atmosphère raréfiée, sombre, poussiéreuse et microbifère de leurs vieux hôtels préhistoriques, en se lamentant de ne point voir venir chez eux les voyageurs? »

Telle était la question que presque tous les voyageurs en France se posaient dans les dernières années du siècle dernier. Mais si tous les voyageurs gémissaient sur la situation, ils ne faisaient rien pour y remédier. Les quelques rares réclamations isolées que certains touristes osaient formuler n'étaient jamais suivies d'effet : « A quoi bon, se disait l'hôtelier, dépenser mon argent

pour satisfaire les lubies de ce voyageur que très probablement je ne reverrai jamais! » Le « monsieur qui réclamait » était considéré partout comme un « monsieur grincheux », non seulement par les hôteliers, mais même par les autres voyageurs, et il faut avouer qu'ils avaient raison, car ces réclamations étaient toujours faites sur le ton vindicatif et emporté de l'homme furieux d'avoir passé une mauvaise nuit.

Mais si aucun voyageur isolé ne put jamais réussir dans ses attaques contre la puissante forteresse de la routine des hôteliers, il était réservé à une véritable armée de voyageurs solidaires et disciplinés d'ébranler et d'emporter la place, et d'y faire pénétrer les idées de l'hygiène moderne. Cette armée, ce furent les membres du Touring-Club de France. Cette puissante association, reconnue d'utilité publique, fondée en 1890 et ayant pour but de développer le tourisme en France, travailla à améliorer d'une part les moyens de transport, chemins de fer, bicyclette, automobile, voiture, cheval, marche à pied, et d'autre part le logement et la nourriture aux étapes. Telles furent, en effet, sous l'habile direction de son président, M. A. Ballif, les préoccupations successives du T. C. F. au fur et à mesure que le nombre de ses adhérents, grossissant sans cesse, vint lui apporter l'argent et la force du nombre (110.054 membres au 1^{er} janvier 1908).

Ce ne fut que plusieurs années après sa fondation que le T. C. F. osa s'attaquer à la salubrité des hôtels, alors seulement qu'il fut pleinement conscient de la force que plusieurs dizaines de milliers de touristes pouvaient opposer à la mauvaise volonté présumable des hôteliers. La campagne fut menée d'abord contre les water-closets, dont la malpropreté générale était ce qui choquait le plus les voyageurs, puis contre les chambres à coucher et enfin elle se terminera contre les salles à manger et les cuisines. Le T. C. F. instruit les hôteliers, dont beaucoup, surtout ceux des petites villes, péchaient par ignorance; il leur apprend à aménager leurs hôtels selon les principes de l'hygiène et aussi à les tenir toujours

propres, soit par des brochures explicatives, soit par des expositions, soit surtout par les conseils de ses délégués de province généralement connus personnellement des hôteliers et pouvant les convaincre plus aisément. Il leur procure au meilleur compte et au prix du gros des ameublements hygiéniques et coûtant moins cher que les anciens avec tapis et rideaux, de la peinture laquée et des appareils sanitaires. Le T. C. F. a aidé ainsi à transformer 1200 hôtels et a dépensé dans ce but 180.000 francs; de plus elle a donné gratuitement 30.000 francs d'appareils sanitaires à 500 petits hôtels.

Certains hôteliers, surtout parmi les jeunes, eurent foi dans ces idées et les appliquèrent de suite; ils s'en trouvèrent bien. Le T. C. F. força la main à bien d'autres par cet argument singulièrement puissant : ne recommander dans l'Annuaire et ne leur assurer ainsi la clientèle de 110.000 touristes, que les hôtels aménagés d'une manière hygiénique et tenus proprement par un hôtelier aimable. Le difficile, d'ailleurs, n'est que de convertir un hôtelier dans chaque localité, la concurrence convertissant les autres : quand un hôtelier à l'ancienne mode voit les touristes affluer chez un collègue qui leur offre des installations hygiéniques, il ne tarde pas à transformer ses propres installations.

A l'heure actuelle, on peut considérer que la plupart des hôteliers de France sont convertis aux idées nouvelles. Un grand nombre d'hôtels sont installés tout à fait hygiéniquement, soit qu'ils aient été construits à neuf, soit qu'ils aient été entièrement transformés. Quant aux autres, ils se transforment petit à petit, par phases successives, supprimant d'abord tapis et rideaux, puis éclaircissant leurs peintures, et enfin rachetant du mobilier neuf. Pour tous, le mouvement de réforme est commencé : ce qui seul en retarde l'exécution complète pour un grand nombre, c'est la question d'argent.

Ainsi les voyageurs, les touristes, circulant de ville en ville, de localité en localité, se trouvent assurés de jouir d'une hospitalité aujourd'hui améliorée, demain presque parfaite. Cette catégorie de voyageurs proprement dits,

de personnes qui circulent sans cesse, a toujours existé, et leur nombre seul s'est accru.

Mais dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, les hôtels ont acquis une nouvelle clientèle très importante : une habitude nouvelle et excellente pour la santé s'est créée et rapidement développée, l'habitude de quitter les grandes villes pendant les vacances, les mois d'août et septembre et la quinzaine de Pâques, et d'émigrer temporairement dans les montagnes, à la campagne ou au bord de la mer. Pendant longtemps, cet usage fut réservé aux familles riches possédant château ou propriété, puis il s'étendit peu à peu aux classes de moins en moins aisées de la bourgeoisie, grâce aux progrès énormes des chemins de fer, relèvement de la vitesse des trains, mise en service de voitures confortables et luxueuses de toutes classes, et création de billets collectifs de famille à prix très réduits. Ces citadins en villégiature logent, soit en villas meublées, soit à l'hôtel. On voit donc qu'il y a là une source considérable de richesses pour l'hôtelier qui saura attirer ces pensionnaires à long séjour dans son hôtel, par son hygiène, sa propreté, sa bonne cuisine et son aménité. En ce qui concerne les plages de l'Océan, et surtout de la Manche, il faut reconnaître que les citadins y vivent surtout en villas, et que les pensionnaires à l'hôtel sont rares. Les raisons en sont le petit nombre des hôtels en ces pays, et les prix exorbitants et hors de proportion avec leur tenue, que la rapacité de leurs hôteliers n'a que trop longtemps exigés ou exige encore ; c'est aussi ce fait que le long séjour à la mer est monotone quand la campagne environnante est plate et « riche en agriculture », et que l'on cherche naturellement à remédier à cette monotonie en se créant un « intérieur » ; d'où la préférence accordée à la villa.

Le système de la villégiature à l'hôtel a, au contraire, pris son plein développement dans les montagnes. On y rencontre, soit de grands hôtels luxueux, soit de simples petits hôtels-pensions, dans les situations les plus pittoresques, dans les grands centres, dans les hameaux perdus

de la montagne, dans les vallées, sur les sommets, au bord des lacs, à flanc de montagne. Grands ou petits, tous ces hôtels ont pour principale clientèle les pensionnaires à long séjour, qui forment le fond de l'hôtel, ne variant pas selon les intempéries passagères. L'hôtelier aimable et empressé fournit un logement propre, une nourriture bonne et consent des prix de pension d'autant plus réduits que les familles sont plus nombreuses et séjournent plus de semaines. Dans ces conditions, un été dans les Alpes ne coûte pas plus à une famille qu'un séjour sur quelque plage du Pas-de-Calais entre deux déserts, l'un d'eau grise, l'autre de sable et de betteraves.

Il faut avouer que ce type d'hôtel-pension de montagne, propre et à prix raisonnables, ne s'est pendant longtemps trouvé qu'en Suisse, d'où l'habitude, qui ne s'est que trop enracinée dans l'esprit de certaines gens de considérer qu'il n'y a de montagnes qu'en Suisse. Cependant, maintenant tous les hôtels de la Savoie et du Dauphiné sont tout aussi hygiéniques; mais, par contre, ils ont une bonne cuisine, infiniment supérieure à la cuisine suisse.

Sous l'influence du Touring-Club et des Syndicats d'initiative de ces régions, les anciens hôtels savoyards et dauphinois se sont tous transformés, et il s'en ouvre chaque année plusieurs nouveaux, plus ou moins grands, construits et aménagés avec plus ou moins de luxe, mais tous selon les règles de l'hygiène. Une société, la « Compagnie hôtelière des centres de tourisme », s'est même formée tout récemment, pour la construction et l'exploitation d'hôtels de grand confort dans les centres de tourisme. Ces hôtels de villégiature en montagne constituent toute une nouvelle catégorie d'hôtels appelés au plus grand avenir.

Mais l'hygiène, la propreté, la bonne nourriture, l'amenité de l'hôtelier ne suffisent pas : il faut encore un site, un endroit pittoresque de montagne dont le charme attire et retient le voyageur. Or, quel autre pays que la France pourrait offrir un pareil ensemble de montagnes, toutes attirantes, quoique se présentant sous des aspects

si divers. Il faut y construire de ces hôtels-pensions par centaines et par milliers, développer cette nouvelle face de l'industrie hôtelière par une patriotique union des hôteliers et des capitalistes, pour arrêter l'exportation de l'or français dans les villégiatures étrangères et pour amener toujours plus nombreux les étrangers à venir, en échange de notre merveilleux climat, laisser leur or dans ces populations si méritantes et si peu fortunées de nos régions montagneuses, de nos Pyrénées, de nos Cévennes, de notre Auvergne, de notre Jura, de nos Vosges, de notre Morvan, et surtout de nos Alpes françaises, ce joyau de la France et du monde, où, du Rhône à la frontière d'Italie, de Genève et du Mont Blanc à la côte azurée de la Méditerranée, ce paradis de la France, la montagne revêt tous les aspects possibles, de la plus sublime grandeur à la grâce la plus charmante, tout en restant toujours l'expression la plus parfaite de la beauté.

DEUXIÈME PARTIE.

LA RESPONSABILITÉ DES HOTELIERS EN DROIT ROMAIN

CHAPITRE PREMIER

Motifs de la responsabilité des hôteliers.

Comme il a été dit précédemment, il existait à Rome et dans l'empire romain des hôtelleries nombreuses et fréquentées. Des voyageurs y descendaient, s'y arrêtaient pour la nuit; ces voyageurs avaient avec eux des bagages, bagages plus ou moins considérables, suivant la position sociale; le pauvre n'avait, sans doute, que quelques misérables vêtements de rechange; mais les membres de l'armée, les puissants citoyens emportaient une riche garde-robe; les hauts fonctionnaires des Provinces impériales avaient souvent, dans leurs bagages, de riches présents destinés à se concilier les faveurs de plus puissants qu'eux; enfin, les marchands avaient avec eux une quantité souvent considérable de marchandises. Tous ces bagages, les voyageurs les faisaient entrer avec eux dans l'hôtellerie où ils devaient passer la nuit; et là, le voyageur devait veiller sur eux jusqu'à son départ, s'il ne voulait pas les exposer à être volés ou endommagés par les nombreux employés ou voyageurs, plus ou moins honnêtes, avec qui il logeait. Ainsi le

voyageur se trouvait dans une singulière position : il descendait dans l'hôtellerie pour y dormir une nuit et se reposer des fatigues de son étape, et il n'y pouvait prendre une minute de sommeil sans risquer de voir disparaître ses bagages. Un remède existait bien, depuis les temps les plus anciens, contre une situation aussi intolérable. Si le voyageur, dont un bagage avait été volé ou endommagé, connaissait l'auteur du vol (*furtum*) ou du dommage (*damnum injuria datum*), et pouvait le prouver, il avait contre le coupable l'action *furti* ou l'action de la loi *Aquilia*. Mais il est aisé de concevoir combien ces actions offraient une garantie insuffisante au voyageur. Il suffisait à l'hôtelier malhonnête, qui voulait profiter du client, de s'entendre avec ses domestiques et d'autres compagnons simulant des voyageurs. Qu'un voyageur vienne à s'arrêter avec de bons bagages, toute la bande endormait sa méfiance, et quand, au milieu de la nuit, il se laissait aller à un sommeil nécessaire, on pillait ses bagages; au réveil il n'avait qu'à s'en aller avec ce qu'on avait bien voulu lui laisser de bagages. Que faire avec des actions aussi strictes que l'action *furti* et l'action de la loi *Aquilia*? Comment connaître exactement l'auteur d'un délit commis pendant son sommeil? Comment prouver que c'est lui le coupable, alors que l'hôtellerie est pleine de simili-voyageurs prêts à témoigner du contraire? Comment retrouver ses bagages dans un pays inconnu, au milieu de gens inconnus et suspects, bagages que la bande s'est empressée de cacher au loin, en lieu sûr, pour se mettre à l'abri d'une perquisition « lance licioque »?

Telle était la situation dans l'ancien droit romain. Avec la prospérité de l'empire et son accroissement incessant d'étendue, les voyages furent plus fréquents, plus lointains, les voyageurs souffrirent en plus grand nombre de la situation déplorable de leurs bagages dans les hôtelleries, l'opinion publique s'occupa de la réforme à accomplir, de la législation à améliorer. Le préteur, magistrat suprême à Rome, avait à cette époque le pouvoir de légiférer en matière de droit civil : lui seul pouvait modi-

fier ou améliorer les anciennes règles du droit civil, de la loi des 12 tables, du jus Quiritium. Sans doute, en raison du respect des traditions qui régnait à Rome, le préteur ne pouvait abroger ni modifier formellement une ancienne loi; mais il pouvait dans son Edit, sorte de programme-profession de foi qu'il composait à son entrée en charge, déclarer qu'il étendrait telle prescription du vieux droit civil, à tel nouveau cas, par exemple, ou encore que, dans tel cas déterminé, il n'y aurait plus à rechercher si le demandeur avait raison d'après le droit civil (*ex jure quiritium*), mais simplement à examiner si tel fait déterminé s'était produit (*in factum*) et dans l'affirmative à condamner le défendeur.

C'est à ces méthodes habituelles que le préteur eut recours quand, sous l'influence de l'opinion publique, il voulut assurer aux voyageurs la sécurité de leurs bagages. Il partit de l'idée que la raison d'être d'une hôtellerie est de fournir au voyageur les moyens de jouir d'un sommeil réparateur en toute sécurité. Or si le voyageur est obligé de veiller sur ses bagages il ne peut jouir du sommeil. Pour qu'il en jouisse, il faut que quelqu'un les surveille à sa place : ce sera la personne qui doit lui en fournir la jouissance, ce sera l'hôtelier.

L'hôtelier fut ainsi obligé par le préteur à veiller à la sécurité des bagages, et il en devint responsable, en cas d'avaries, de vol ou de disparition.

Comme sanction de cette obligation de l'hôtelier, le préteur donna au voyageur des actions *in factum* contre l'hôtelier pour se faire indemniser des avaries ou de la disparition de ses bagages. N'y eut-il d'abord qu'une seule action ou y en eut-il plusieurs? Furent-elles immuables depuis leur création ou furent-elles améliorées progressivement par les divers préteurs? On n'en sait rien aujourd'hui; toujours est-il que dans le dernier état du droit, celui du Digeste et des Institutes de Justinien, la responsabilité de l'hôtelier était sanctionnée par deux actions prétoriennes, *in factum* toutes deux, mais dont l'une était au simple, et l'autre au double. Ces actions n'ayant pas reçu de dénominations latines, chez

les Romains, il semble préférable de les désigner, en les distinguant l'une de l'autre, par les expressions « Action prétorienne au simple contre l'hôtelier » et « Action prétorienne au double contre l'hôtelier ».

CHAPITRE II

L'Action prétorienne au simple contre l'hôtelier.

§ 1^{er}. — **Par qui fut créée cette action prétorienne au simple contre l'hôtelier ?**

On vient de voir au chapitre premier que c'est le préteur, magistrat suprême, qui la créa. Le grand jurisconsulte romain Ulpien le déclare expressément dans son commentaire sur l'Edit des magistrats : Dig., 4, 9, 1, pr :

Ait prætor : nautæ, compones, stabularii, quod cujusque salvum fore receperint, nisi restituant, in eos judicium dabo.

Le préteur dit : les maîtres de vaisseaux, les hôteliers et les loueurs d'écuries, rendront ce qu'ils se seront engagés à garder en bon état; autrement je donnerai action contre eux.

Le préteur engloba dans le même édit ces trois professions de capitaine de navire, d'hôtelier et de loueur d'écuries, donna les mêmes actions contre eux et les soumit aux mêmes prescriptions : de sorte qu'en matière de responsabilité, toute règle concernant l'un d'eux s'applique aux autres.

Ulpien donne encore les motifs qui ont poussé le préteur à établir cette responsabilité; Dig. 4, 9, 1, § 1 :

Maxima utilitas est hujus edicti; quia ne-

Cet édit est très utile, parce que souvent on est obligé de

cesse est plerumque eorum fidem sequi, et res custodiae eorum committere.

Nec quisquam putet graviter hoc adversus eos constitutum; nam est in ipsorum arbitrio, ne quem recipiant; et nisi hoc esset statutum, materia daretur cum furibus adversus eos quos recipiunt, coeundi : cum ne nunc quidem abstinere hujusmodi fraudibus.

se confier à ces sortes de personnes et de leur donner des effets en garde.

Et qu'on ne croie pas que ce soit les traiter avec trop de rigueur, car ils sont les maîtres de ne recevoir personne; et sans cet édit on leur donnerait occasion de s'associer avec des voleurs, pour dépouiller ceux qu'ils reçoivent chez eux, puisque, malgré les précautions qu'on a prises, ces fraudes sont encore très fréquentes.

Cette action prétorienne au simple contre l'hôtelier était une action *in factum*. Le voyageur, qui voulait actionner un hôtelier en responsabilité s'adressait au magistrat (jus) chargé d'étudier les procès au point de vue juridique. Celui-ci lui délivrait une formule, sorte de petit programme indiquant ce qu'il devait faire au juge (judex), simple particulier chargé de trancher la question en litige. Dans cette formule il était recommandé au juge non pas de rechercher si le voyageur-demandeur était dans son droit, selon le vieux droit civil (*ex jure quiritium*), mais simplement si en fait (*in factum*) l'hôtelier n'avait pu rendre au voyageur, à son départ, les bagages qu'il avait à l'arrivée, et dans ce cas de condamner l'hôtelier, sinon de l'absoudre. Ulpien : Dig. 4, 9, 3, § 1.

Ait prætor : nisi restituant, in eos judicium dabo.

Ex hoc edicto *in factum* actio proficiscitur.

Le préteur dit : Je donnerai action contre eux s'ils ne rendent pas ces effets.

Cet édit donne lieu à une action *in factum*.

§ 2. — Qui peut intenter cette action prétorienne ou simple contre l'hôtelier?

1° LE VOYAGEUR.

C'est lui évidemment qui, le plus souvent, intentera cette action en responsabilité. C'est pour lui qu'elle a été créée; on se trouve ainsi dans le cas normal.

2° L'HÉRITIER DU VOYAGEUR.

Mais il convient d'examiner si l'héritier de ce voyageur pourra lui aussi l'intenter.

Un voyageur descend avec ses bagages dans une hôtellerie; à son départ, quelques-uns de ses bagages ont disparu ou sont endommagés. Peu après, il meurt, laissant un héritier. Cet héritier peut-il intenter contre l'hôtelier l'action prétorienne ou simple?

Les jurisconsultes romains n'ayant pas laissé de textes sur cette question, il convient de la résoudre conformément aux principes généraux du droit.

L'héritier est « le continuateur de la personnalité du défunt, a dit M. Girard ; il est créancier des créances du défunt comme des siennes propres ; il a, pour exercer ses droits, les actions qu'avait le défunt ».

On doit donc reconnaître à l'héritier du voyageur le droit d'intenter l'action prétorienne ou simple contre l'hôtelier.

3° LE VOYAGEUR REÇU GRATUITEMENT.

On comprend sans peine que l'hôtelier soit responsable des effets des voyageurs payants, puisqu'il peut trouver une contre-partie, une sorte d'assurance dans le prix plus ou moins élevé qu'il fait payer à ces voyageurs. Mais si l'hôtelier reçoit par charité (certains énergumènes diraient aujourd'hui : par humanité) quelque pauvre voyageur tout à fait gratuitement, sera-t-il juste de le rendre là encore responsable des hardes de ce pauvre hère? C'est pourtant ce qu'avaient décidé les Romains,

ainsi qu'il résulte du commentaire 22 sur l'Edit par le jurisconsulte Paul : Dig. 4, 9, 6, pr. :

Licet gratis incaupona deverteris, non tamen in factum actiones tibi de- negabuntur, si damnum injuria passus es.	Quoique on ait été reçu gra- tuitement dans une hôtel- lerie, on n'en a pas moins des actions in factum si on y a souffert quelque tort.
---	--

4° L'HÔTELIER DESCENDU CHEZ UN AUTRE HÔTELIER.

Quand un hôtelier en voyage descend chez un autre hôtelier, celui-ci est responsable des bagages et le voyageur-hôtelier pourra intenter contre lui l'action prétorienne ou simple.

Si caupo cauponis res receperit, æque tenebi- tur.	Les hôteliers sont tenus lorsque les choses leur ont été confiées par d'autres person- nes de leur profession.
--	---

§ 3. — Contre qui peut-on intenter cette action prétorienne au simple contre l'hôtelier ?

1° CONTRE L'HÔTELIER.

L'hôtelier est responsable, il est obligé à la garde et à la surveillance des bagages, c'est donc contre lui que l'on doit intenter l'action. — Digeste, 4, 9, 1, pr.

Ait prætor : <i>cæupones</i> , quod cujusque salvum fore receperint, nisi res- tituant, <i>in eos</i> judicium dabo.	Le préteur dit : les <i>hôtels</i> rendront ce qu'ils se seront engagés à garder en bon état; autrement je donnerai action <i>contre eux</i> .
--	--

2° CONTRE L'HÉRITIER DE L'HÔTELIER.

Dig. : 4, 9, 3, § 4 (Ulpien).

Hæc autem rei perse- cutionem continet, ut Pomponius ait : et ideo et <i>in heredem</i> et perpetuo dabitur.	Cette action est réipersécu- toire; de sorte que Pompo- nius dit : c'est par cela qu'elle est perpétuelle et qu'elle peut être intentée <i>contre l'héritier</i> .
--	--

Les actions romaines pouvaient se diviser, au point de vue du but que poursuivait le demandeur, en actions réipersécutoires et actions pénales. Dans les actions réipersécutoires, le demandeur, dont le patrimoine avait subi une diminution causée par le défendeur, réclamait simplement la réintégration dans son patrimoine de la valeur de cette diminution ; c'étaient toutes les actions sanctionnant les obligations nées de contrats ou de quasi-contrats. Au contraire, dans les actions pénales, le demandeur, en vertu d'une survivance de la vieille idée de la vengeance privée, cherchait non seulement à compléter son patrimoine, mais encore à s'enrichir et à appauvrir le demandeur : c'étaient toutes les actions sanctionnant les obligations nées de délits ou de quasi-délits.

Ulpien range l'action prétorienne au simple contre l'hôtelier dans la catégorie des actions réipersécutoires ; cette action en effet naît bien d'un contrat, d'un pacte prétorien, comme on le verra plus loin, au § 5.

Ulpien ajoute, en citant l'autorité de Pomponius, que cette action est perpétuelle et qu'elle peut être intentée contre l'héritier. Un des caractères habituels de l'action réipersécutoire est, en effet, d'être possible contre l'héritier du défendeur. Tandis qu'en partant de l'idée d'une vengeance, on ne conçoit pas qu'une action pénale s'exerce contre un autre que le coupable, contre son héritier par exemple, on conçoit fort bien qu'en partant de l'idée d'un excédent injuste du patrimoine du défunt, le demandeur, dont le patrimoine est diminué de cet excédent, actionne en restitution de cet excédent, l'héritier du défunt : car, en vertu de la confusion des patrimoines, celui de l'héritier s'était accru de cet excédent injuste. L'action prétorienne au simple peut donc être intentée par le voyageur contre l'héritier de l'hôtelier.

L'action prétorienne au simple est perpétuelle, disent Pomponius et Ulpien, et elle l'est parce qu'elle est réipersécutoire. Les actions prétoriennes se prescrivent, s'éteignent généralement par le délai d'un an, certaines sont perpétuelles, dont l'action pretorienne au simple.

Le jurisconsulte Cassius avait donné comme critérium de la distinction des actions prétoriennes en annales et perpétuelles, le caractère réipersécutoire ou pénal : les actions pénales auraient été annales et les actions réipersécutoires auraient été perpétuelles. C'est bien ce critérium qu'ont appliqué Pomponius et Ulpien : elle est réipersécutoire, donc perpétuelle. Toutefois ce caractère de perpétuité ne dura que jusqu'à Justinien, puisque, à partir de cette époque, toutes les actions civiles ou prétoriennes qui n'étaient pas déjà soumises à une prescription inférieure à trente ans, s'éteignaient à l'expiration d'un délai de trente ans.

3° CONTRE L'HÔTELIER, FILS DE FAMILLE OU ESCLAVE.

Au 1° du présent paragraphe, on a étudié l'action contre un hôtelier sui juris, c'est-à-dire homme libre chef de famille. Mais l'hôtelier peut être alieni juris, il peut être esclave, soumis à la puissance d'un maître (in dominica potestate); il peut être fils de famille soumis à la puissance du chef de famille, paterfamilias (in patria potestate).

Il faut distinguer si le fils de famille ou l'esclave travaille (est hôtelier), avec le consentement du chef de famille ou du maître, ou sans ce consentement.

A. — Le fils de famille ou l'esclave travaille avec le consentement du chef de famille ou du maître. Le voyageur devra intenter son action comme action *adjecticiæ qualitatis*, action *institoria*, contre ce chef de famille ou ce maître, et le faire condamner à payer toute la valeur de la perte (in solidum).

B. — Le fils de famille ou l'esclave travaille sans le consentement du chef de famille ou du maître. — Ici encore, le voyageur intentera son action contre ce chef de famille ou contre ce maître, mais seulement comme action de *peculio*; il ne pourra le faire condamner que jusqu'à concurrence du montant du pécule, de la petite masse de biens laissée à la gestion du fils de famille ou de l'esclave, c'est-à-dire ici de l'hôtellerie, de ses meubles, de ses approvisionnements et du fond de roulement.

Dig., 4, 9, 3, § 3, Ulpien :

Si filius familias aut servus receperit, et voluntas patris, domini intervenit, in solidum erit conveniendus.

Sin vero sine voluntate exerceant, de peculio dabitur.

Si le fils de famille ou l'esclave s'est engagé à garder quelques bagages du consentement de son père ou de son maître, celui-ci sera actionné à l'effet de rendre le tout.

Mais si le fils de famille ou l'esclave travaille sans le consentement du père ou du maître, on ne pourra actionner ces derniers que jusqu'à concurrence de ce qui se trouvera dans le pécule.

§ 4. — Quelles choses sont garanties par cette action prétorienne au simple contre l'hôtelier?

Ce sont les bagages que les voyageurs ont avec eux quand ils arrivent à l'hôtellerie : vêtements, linges, objets de toilette, armes, etc. Ce sont encore les marchandises de toutes sortes que le marchand-voyageur emportait pour trafiquer au loin. L'hôtelier reçoit de l'argent pour héberger le voyageur, il doit héberger également les bagages de ce voyageur, accessoires de ce principal, bien qu'il ne reçoive pas de rétribution directe pour ces accessoires.

C'est cette théorie des bagages accessoires du principal que Vivianus a développé à propos du transport sur un navire d'un marchand et de ses marchandises (principal payant), ainsi que des bagages particuliers de ce marchand (accessoires ne payant pas) : il déclare le capitaine du navire responsable aussi bien des accessoires que du principal. En vertu de l'assimilation constante des hôteliers aux capitaines de navire, on peut appliquer ces principes aux bagages des voyageurs dans les hôtelleries. Dig., 4, 9, 1, § 6, Ulpien :

Ait prætor : Quod cum-
jusque salvum fore rece-

Le prêteur dit : Tout ce
qu'ils se seront engagés à

perint : hoc est, quamcumque rem, sive mercem receperint. Inde apud Vivianum relatum est, ad eas quoque res hoc edictum pertinere, quæ mercibus accederent : veluti vestimenta, quibus in navibus uterentur, et cœtera que ad cottidianum usum habemus.

garder en bon état ; c'est-à-dire quelque chose qu'ils aient reçue, marchandises ou autres effets. C'est pour cela que Vivianus rapporte que l'Edit s'étend aussi aux accessoires des marchandises ; par exemple, aux habits dont on devait se servir dans le vaisseau, et aux autres choses qui sont d'un usage journalier.

Dig., 4, 9, 4, § 2, Paul :

Vivianus dixit, etiam ad eas res hoc edictum pertinere, quæ post impositas merces in navem, locatasque inferentur, etsi earum vectura non debetur, ut vestimentorum, penoris quotidiani : quia hæc ipsa cœterarum rerum locationi accedunt.

Vivianus pense que cet Edit a lieu à l'égard des choses qui ont été mises dans le vaisseau après les marchandises et les effets pour lesquels on a payé un loyer, quoiqu'elles ne doivent point de port, comme les habits, les vivres ; parce qu'on regarde ces dernières choses comme l'accessoire de celles pour lesquelles on a payé un loyer.

Ces bagages doivent-ils être la propriété du voyageur ? Le voyageur qui a dans ses bagages des présents offerts par un compatriote à un habitant du pays où il se rend, le marchand qui emporte avec lui des marchandises qu'on lui a confiées pour les vendre au loin, ne sont pas propriétaires de ces objets ; s'ils viennent à disparaître ou à être endommagés dans une des hôtelleries de la route, le voyageur pourra-t-il intenter l'action préto-rienne au simple ? Oui, répond le jurisconsulte Pomponius, l'hôtelier en est responsable, il peut être actionné et c'est au voyageur à intenter l'action, et non pas au propriétaire de ces objets. Il est d'ailleurs plus commode

pour ce propriétaire qu'il en soit ainsi; cela lui évite un voyage souvent long.

Dig., 4, 9, 4, § 7, Ulpien.

Item Pomponius libro trigesimoquarto scribit, parvi referre, res nostras, an alienas intulimus, si tamen nostra intersit salvas esse. Etenim nobis magis, quam quorum sunt, debent solvi.

Pomponius écrit au livre 34, qu'on ne doit pas distinguer si les choses que nous avons confiées étaient à nous ou à d'autres, pourvu que nous ayons intérêt à ne pas les perdre. En effet, elles doivent nous être payées plutôt qu'à ceux à qui elles appartiennent.

§ 5. — Que doit-il être arrivé à ces bagages pour qu'on puisse intenter cette action prétorienne au simple contre l'hôtelier ?

1° A L'ARRIVÉE du voyageur, il faut que l'hôtelier ait pris la charge des bagages de ce voyageur.

On peut concevoir la façon dont l'hôtelier en prendra la charge de deux manières différentes, ou par une convention intervenue entre voyageur et hôtelier, ou par le simple fait que les bagages sont entrés dans l'hôtellerie.

A. — *Convention* intervenue entre voyageur et hôtelier. Il faudrait qu'à son arrivée le voyageur convienne avec l'hôtelier que celui-ci sera responsable des bagages; il y aurait alors un accord de volontés, un pacte qui, ayant été muni de l'action *in factum* par le préteur, est devenu un pacte prétorien, c'est-à-dire un véritable contrat générateur d'obligations. Si, au contraire, le voyageur avait négligé de conclure ce pacte, l'hôtelier ne serait pas responsable. Pour soutenir cette opinion, on s'appuie sur les termes de la phrase d'Ulpien. Dig., 4, 9, 4, pr.

Ait pretor : caupones, quod cujusque saluum fore receperint, nisi res-tituant, etc.

Le préteur dit : les hôteliers rendront ce qu'ils se seront engagés à garder en bon état, autrement, etc.

Le mot « receperint », venant de *recipio*, qui signifie

s'engager à, promettre, entraîne donc l'idée d'une promesse de l'hôtelier au voyageur, d'un pacte.

D'ailleurs, le voyageur doit conclure ce pacte avec l'hôtelier ou l'un de ses employés principaux; un pacte fait avec un employé subalterne n'engagerait pas la responsabilité de l'hôtelier. C'est ce qui ressort du Digeste, 4, 9, 1, § 5, Ulpien :

Caupones autem, et stabularios æque eos accipiemus, qui cauponam, vel stabulum exercent, institoresve eorum. Cæterum, si qui opera mediastini fungitur, non continetur, ut puta atriarii, et focarii, et his similes.

On appelle hôteliers et loueurs d'écuries, aussi bien les maîtres que les employés qu'ils mettent à leur place. Au reste, si on s'était adressé à quelqu'un des derniers valets, comme à un portier, à un cuisinier, ou autres semblables, l'hôtelier ne sera point obligé.

B. — *Simple fait* de l'entrée des bagages dans l'hôtellerie. D'après cette opinion, la responsabilité de l'hôtelier est engagée dès le moment où le voyageur entre avec ses bagages dans l'hôtellerie, et sans qu'il y ait aucun accord de volontés, ni même déclaration de volonté unilatérale. Les choses se passent comme si un contrat était intervenu entre voyageur et hôtelier, bien qu'il n'y en ait pas en réalité : il y a un quasi contrat entraînant une obligation de surveillance et de restitution, sanctionnée par l'action prétorienne au simple.

Les partisans de la première opinion s'abritent derrière le Digeste, 4, 9, 1, § 1, où il est dit :

Nam est in ipsorum arbitrio ne quem recipiant.

Car il est de leur libre arbitre de ne pas s'engager avec quelqu'un.

Si l'hôtelier, disent-ils, peut ne pas s'engager avec telle ou telle personne, c'est donc qu'il peut s'engager ou non à son gré, que sa volonté est nécessaire et que sa responsabilité s'engage par un pacte, par une convention.

Les partisans de la deuxième opinion, et principale-

ment M. Maynz, déclarent que ces mots « ne quem recipient » « veulent dire tout simplement que nul n'est forcé de se faire aubergiste », mais ne prouvent nullement la nécessité d'une convention.

Le jurisconsulte Ulpien paraît se ranger à cette deuxième opinion au Digeste, 4, 9, 1, § 8 :

Recepit autem salvum fore, utrum si in navem res missæ, ei adsignatæ sunt, an, et si non sint adsignatæ, hoc tamen ipso quod in navem missæ sunt, receptæ videntur? Et puto omnium eum recipere custodiam quæ in navem illatæ sunt.

Que signifie ces paroles de l'édit : qu'il se serait engagé à garder? Faut-il que la garde des bagages lui ait été spécialement confiée, ou en est-il chargé par là même que ces bagages ont été mis dans son vaisseau?

Je pense qu'il s'est engagé à la garde de tout ce qui a été mis dans son vaisseau.

En appliquant ce texte par transposition aux hôteliers, on voit qu'ils sont responsables par le simple fait de l'entrée des bagages du voyageur et sans aucune convention.

Mais, comme on le verra au § 8, l'hôtelier peut conclure avec le voyageur un pacte pour le dégager de sa responsabilité.

Donc, en résumé, le voyageur apporte ses bagages à l'hôtellerie; par cela même, l'hôtelier en est responsable; toutefois, il peut faire avec le voyageur un contrat pour se décharger de cette responsabilité.

Il faut, d'ailleurs, que ce soit dans l'exercice de leur profession qu'ils aient pris la charge des bagages, pour qu'on puisse intenter contre les hôteliers l'action prétorienne au simple. Si un hôtelier prenait la garde d'objets n'appartenant pas à un voyageur, ou appartenant à un voyageur qui ne descende pas chez lui, il pourrait sans doute être actionné par les actions ordinaires, par exemple par l'action depositi, mais il ne pourrait pas être actionné en vertu de l'édit par l'action prétorienne au simple :

Dig. ; 4, 9, 3, § 2, Ulpien :

Eodem modo tenentur caupones, quo exercent negotium suum receperint, non tenebuntur.

Les hôteliers sont tenus, lorsqu'ils se sont engagés à garder quelques effets dans l'exercice de leur profession. S'ils s'en sont chargés en dehors de l'exercice de leur profession, ils ne sont plus tenus par cet édit.

Il peut enfin paraître singulier que l'hôtelier soit tenu ainsi, par le simple fait de l'apport des bagages et sans que son consentement soit nécessaire, d'une garde d'objets pour laquelle il ne reçoit aucun salaire. Mais ceci s'explique encore par la théorie des bagages accessoires du voyageur principal.

Gaius l'explique dans le Dig. : 4, 9, 5, pr.

Nanta et canpo et stabularius mercedem accipiunt, non pro custodia; sed nauta, ut trajiciat vectores, caupo, ut viatores manere in canpona patiat; stabularius ut permittat juvenia apud eum stabulari : et tamen custodiæ nomine tenentur : nam et fullo et sarcinator non pro custodia sed pro arte mercedem accipiunt : et tamen custodiæ nomine ex locato tenentur.

Un capitaine de navire, un hôtelier, un loueur d'écurie reçoivent un salaire, mais qui ne leur est pas donné pour la garde des effets. Le capitaine de navire le reçoit pour le transport des passagers, l'hôtelier pour loger les voyageurs qui descendent dans son hôtellerie, le loueur d'écurie pour souffrir que des animaux soient renfermés dans son écurie. Cependant ils sont tenus de la garde : car un foulon ou un tailleur ne reçoivent pas de salaire pour garder les étoffes qu'on leur donne, mais pour leur travail; ils sont néanmoins tenus de la garde des effets qu'on leur a confiés et on a contre eux à cet égard l'action directe du loyer.

2° Au DÉPART du voyageur, il faut que l'hôtelier ne puisse rendre les bagages intacts.

Le quasi-contrat, dont on vient de parler engendre l'obligation principale de rendre intacts les bagages : « nisi restituant » dit le prêteur, au Dig. 4, 9, 1, pr :

Ait prætor : canpones quod cujusque salvum fore receperint, nisi restituant, in eos judicium dabo.

Le prêteur dit : Les hôteliers *rendront* ce qu'ils se seront engagés à garder en bon état, autrement je donnerai action contre eux.

Pour pouvoir intenter l'action prétorienne au simple, il suffit que l'hôtelier ne puisse pas rendre les bagages disparus, ou que, s'il les rend, ils soient endommagés. Car l'hôtelier est aussi responsable du simple dommage, que de la disparition à la suite d'un vol ou de toute autre cause.

Dig., 4, 9, 5, § 1. Gaius :

Quæcumque de furto diximus, eadem et de damno debent intelligi : non enim dubitari oportet quin is qui salvum fore recepit, non solum a furto sed etiam a damno recedere videatur.

On doit étendre au dommage fait à la chose tout ce que nous avons dit du vol ; car il n'y a point de doute que celui qui s'est chargé de conserver en bon état, doit être garant non seulement du vol, mais aussi de la détérioration de la chose.

Il n'y a pas à apprécier si l'hôtelier était en faute ou non : il est responsable toujours et dans tous les cas :

On voit au Dig., 4, 9, 3, § 1, Ulpien :

At hoc edicto omnimodo qui recepit tenetur, etiamsi sine culpa ejus res periit, vel damnum datum est.

En vertu de cet édit, celui qui s'est engagé à garder est toujours tenu de la perte ou du tort dont on se plaint, quoiqu'il n'y ait pas eu de sa faute.

Il paraît en somme assez juste que l'hôtelier réponde dans tous les cas de son propre fait : mais le législateur romain a été plus loin et a déclaré l'hôtelier responsable

également du fait de ses employés : l'hôtelier doit donc choisir avec soin ses employés et les recruter parmi les honnêtes gens. Enfin le législateur a été jusqu'à rendre l'hôtelier responsable du fait des autres voyageurs qu'il reçoit dans son hôtellerie ; pourtant l'hôtelier, là, ne peut faire un choix ; d'après la loi romaine il ne pouvait repousser les voyageurs de passage ; il pouvait donc se trouver forcé de loger des gens malhonnêtes et être responsable de leur fait. Mais, bien que cela puisse paraître dur pour lui, il était indispensable qu'il en fût ainsi, autrement tout ce système de responsabilité était anéanti : si l'hôtelier n'était pas responsable du fait des autres voyageurs, chaque voyageur serait tenu de surveiller ses bagages pour voir si ce n'est pas un autre voyageur qui y touche, par suite il serait obligé à la surveillance constante comme avant l'édit, et cet édit ne servirait à rien.

Si l'hôtelier est responsable du fait des autres voyageurs, il n'a qu'à exercer une surveillance plus active, et s'il trouve ceci trop pénible ou trop coûteux, il n'a qu'à élever le prix de son hospitalité.

Dig., 4, 9, 1, § 8, Ulpien :

... et factum non solum nautarum præstare de- bere, sed et vectorum.		... il doit répondre non seu- lement de ses matelots (em- ployés) mais aussi des passa- gers (voyageurs).
--	--	--

Dig., 4, 9, 2, Gaius :

Sicut et caupo viato- rum.		Comme l'hôtelier répond des voyageurs qui logent chez lui.
-------------------------------	--	--

Si maintenant la disparition ou le dommage est le fait non plus d'un voyageur ou d'un employé, mais d'un esclave de l'hôtelier, l'hôtelier sera encore responsable, mais, dans ce cas, appliquera-t-on les règles de l'édit sur les hôteliers, ou les règles ordinaires de l'esclavage ? Si le demandeur suit les règles de l'esclavage, c'est l'action noxale qu'il devra intenter contre le

maître, l'hôtelier, c'est-à-dire une action dans laquelle il demande au défendeur de lui payer le montant du préjudice causé par le délit ou de lui abandonner le coupable (pour se venger sur lui, dans les temps anciens). Mais il doit prouver qu'il y a eu un délit, que l'auteur du délit est bien l'esclave, que cet esclave est bien celui du maître. Ces preuves sont plus ou moins faciles à fournir pour un voyageur et constituent des restrictions à l'exercice de l'action. Au contraire, en vertu des règles de l'édit sur les hôteliers, le voyageur n'a pas besoin de rechercher qui « a fait le coup » ; il lui suffit de dire à l'hôtelier : « Pendant mon séjour ici, mes bagages ont disparu ou ont été endommagés, payez ou je vous actionne en justice. »

C'est ce qu'indique Ulpien, Dig., 4, 9, 3, § 3 :

Item si servus exercitoris subripuit, vel damnum dedit, noxalis actio cessabit : quia ob receptum suo nomine dominus convenitur.

De même si c'est l'esclave de l'hôtelier qui a volé ou fait quelque dommage, on n'aura pas besoin d'intenter l'action noxale, parce que le maître (l'hôtelier) est tenu en son propre nom en raison du quasi-contrat de réceptum.

Toutefois si, en principe, l'hôtelier est tenu dans tous les cas, du fait de tout le monde, il y a un cas où sa responsabilité est suspendue, où le voyageur ne peut pas intenter contre lui l'action prétorienne au simple, c'est le cas de force majeure. Ceci se produirait, par exemple, si l'hôtellerie était la proie d'un incendie qui détruit les bagages, ou si, comme cela devait se passer souvent dans les hôtelleries isolées dans la campagne, l'hôtellerie était attaquée par des bandits qui emportaient comme butin le matériel de l'hôtelier et les bagages des voyageurs.

Dig., 4, 9, 3, § 4, Ulpien :

... nisi si quid damno fatali contingit. Inde Labeo scribit; si quid nau-

à moins que le tort n'ait été causé par un accident imprévu. C'est ce qui fait dire à Labéon

fragio aut per vim piratarum perierit, non esse iniquum exceptionem ei dari. Item erit dicendum et si in stabulo aut in campona vis major contigerit.

que si quelque effet est perdu dans un naufrage, ou enlevé par des pirates, le chef du vaisseau a besoin, s'il est actionné, d'une exception qu'il est juste de lui accorder. On doit en dire autant lorsqu'on éprouve quelque perte dans une hôtellerie par force majeure.

§ 6. — **Quelle est la condamnation dans cette action prétorienne au simple contre l'hôtelier?**

Sous la procédure formulaire, à Rome, la condamnation était toujours pécuniaire, le défendeur ne pouvait être contraint qu'à payer une somme d'argent.

Dans l'action prétorienne au simple contre l'hôtelier, c'était donc une condamnation purement pécuniaire qui était prononcée contre l'hôtelier.

Cependant souvent le demandeur désire plutôt obtenir la restitution d'une chose à laquelle il tient, qu'une somme d'argent. C'est dans ce but qu'on avait imaginé les actions arbitraires; dans ces actions le juge condamnait le défendeur à payer une somme d'argent à moins qu'il ne fournisse au demandeur une satisfaction fixée par le juge, et qui pouvait être précisément la restitution d'une chose déterminée.

On peut se demander si l'action prétorienne au simple était une action arbitraire? Il convient de répondre par la négative, car la science du droit romain n'a pas encore fourni le critérium permettant de reconnaître si une action est arbitraire ou non : on se contente d'une énumération dans laquelle figurent toutes les actions dont le caractère arbitraire est expressément reconnu par un texte. Or, dans aucun texte on ne voit que l'action prétorienne au simple est arbitraire, elle ne l'est donc pas.

Enfin, dans le système des actions romaines, le montant de la condamnation pécuniaire pouvait être simple,

ou doublé, ou triplé ou quadruplé, suivant que la loi voulait frapper plus ou moins fortement le défendeur.

Ici, en l'absence d'un texte formel, il conviendra d'appliquer le droit commun qui est en cette matière le simple.

§ 7. — **D'autres actions peuvent-elles coexister avec cette action prétorienne au simple contre l'hôtelier?**

1^o ACTION DU DÉPÔT.

On peut concevoir qu'il s'est formé un contrat réel de dépôt entre l'hôtelier et le voyageur. Si l'hôtelier ne peut rendre l'objet déposé, le voyageur aura contre lui l'action depositi directa. Cette action est-elle plus avantageuse que l'action prétorienne au simple? Non, car le dépositaire n'est responsable que de son dol ou de sa faute lourde, ce qui se comprend, puisqu'il rend un service gratuit. Au contraire, on a vu que l'hôtelier est tenu par le prêteur non seulement de toute faute même légère mais même sans sa faute. L'action du dépôt est donc beaucoup moins avantageuse.

2^o ACTION DU LOUAGE.

Ce serait ici un louage d'ouvrage, un travail à la tâche, dans lequel l'hôtelier s'engagerait à fournir comme tâche la surveillance et la restitution des bagages, contre un loyer, une redevance pécuniaire fournie par le voyageur. Si l'hôtelier manque à sa tâche, le voyageur aura contre lui l'action locati par laquelle il pourra le faire condamner « non seulement pour son dol et sa faute lourde, mais pour sa faute simple (*culpa levis in abstracto*). Par là cette action locati est supérieure à l'action depositi qui ne garantit que contre le dol et la faute lourde; mais elle est encore inférieure à l'action prétorienne au simple, car celle-ci s'intente en l'absence de toute faute même légère; de plus le louage suppose nécessairement un loyer en argent et un contrat formé à l'arrivée du voyageur.

Voici ce que dit Ulpien à ce sujet : Dig., 4, 9, 3, § 1.

Ait prætor : nisi restituant, in eos iudicium dabo. Ex hoc edicto in factum actio proficiscitur. Sed an sit necessaria, videndum : quia agi civili actione ex hæc causa poterit ; si quidem merces intervenerit, ex locato vel conducto..... si vero res perferendas nanta conduxit, ex locato convenietur ; sed si gratis res susceptæ sint, ait Pomponius depositi agi potuisse. Miratur igitur, cur honoraria actio sit inducta, cum sint civiles. Nisi forte, inquit, ideo ut immotesceret prætorem curam agere reprimendæ improbitatio hoc genus hominum ; et quia in locato conducto culpa, in deposito dolus duntaxat præstat : at hoc edicto omnimodo qui recepit tenetur, etiamsi sine culpa ejus res periit vel damnum datum est.

Le préteur dit : je donnerai action contre eux s'ils ne rendent pas ces bagages. Cet édit donne lieu à une action in factum. Mais voyons s'il est nécessaire de donner cette action particulière, car on a quelquefois pour la même cause une action civile, puisque s'il y a une redevance pécuniaire pour la garde de ces bagages, il y a lieu à l'action du louage..... si le capitaine de navire a loué ses soins pour transporter quelques bagages, on aura contre lui l'action directe du louage ; s'il s'est chargé gratuitement de ces effets, Pomponius pense qu'il pourrait y avoir lieu à l'action du dépôt. C'est pourquoi il s'étonne que le préteur ait donné une action particulière en pareil cas, puisqu'il y a des actions civiles ; à moins que, dit-il, le préteur ne l'ait fait pour montrer qu'il veillait à réprimer la mauvaise foi de cette espèce de gens ; et parce que l'action du louage ne poursuit que la réparation du tort fait par la négligence, et que l'action du dépôt ne tend qu'à faire garantir au dépositaire sa mauvaise foi : au lieu qu'en vertu de cet édit celui qui s'est engagé à garder est toujours tenu de la perte ou du tort

| dont on se plaint, quoiqu'il
| n'y ait pas eu de sa faute.

3° ACTION FURTI (DU VOL).

Il faut supposer que les bagages d'un voyageur ont été volés par quelqu'un, autre que l'hôtelier et ses employés; le voyageur volé connaît le voleur. Il peut intenter contre ce voleur l'action furti, née du délit de vol; il peut intenter contre l'hôtelier l'action prétorienne au simple; pourra-t-il user des deux actions? Telle est la question que se pose Ulpien dans son commentaire sur l'Edit, liv. XIV; Dig., 4, 9, 3, § 5 :

Novissime videndum, an ejusdem rei nomine et de recepto honoraria actione, et furti agendum sit? et Pomponius dubitat : sed magis est, ut vel officio judicis, vel doli exceptione, alterutra esse contentus debeat.

Voyons, en dernier lieu, si, relativement à la même chose, on pourrait intenter en même temps l'action prétorienne de réceptum contre celui qui en était chargé, et l'action de vol. Pomponius est indécis sur cette question : mais il est plus naturel de croire qu'on devra se contenter de l'une de ces deux actions, et qu'on y sera forcé ou par le juge, ou par une exception de dol.

Ainsi, alors que Pomponius restait indécis, Ulpien déclarait que le voyageur devait choisir entre l'action furti et l'action prétorienne au simple, et ne pouvait intenter les deux.

4° RECOURS DE L'HÔTELIER CONTRE LE VOLEUR.

Si un hôtelier a été condamné par l'action prétorienne au simple à indemniser un voyageur du vol de ses effets, cet hôtelier sera-t-il tenu de subir définitivement cette perte ou aura-t-il un recours contre le voleur, s'il le connaît, bien entendu? Le législateur romain lui reconnaissait ce droit, et c'était toute justice, car il est normal que le véritable coupable soit tenu, en définitive, des

conséquences de son acte. L'hôtelier pourra intenter contre le voleur l'action furti.

Dig., 4, 7, 4, pr. Paul :

Sed si ipsi nautæ furti actio competit, cujus sit periculo.	Mais si les bagages ont été volés, le capitaine de navire, qui en court les risques, peut intenter l'action furti.
---	--

Dig., 47, 5, § 4. — Ulpien :

Quod si receperit sal- vum fore caupo, furti actionem non dominus rei subreptæ, sed ipse habet, qui recipiendo pe- riculum custodiæ subiit.	Que si l'hôtelier s'est engagé à garder la chose saine et sauve, l'action de vol est donnée non au maître de la chose dérobée, mais à celui qui s'en chargeant a pris sur lui le péril de la garde.
--	---

Il y a deux cas où l'hôtelier ne pourra pas intenter cette action furti : d'abord si cet hôtelier a volé la chose en premier et qu'ensuite elle soit volée par un autre, il ne pourra user de l'action furti contre cet autre ; il n'y a là que l'application d'un principe général du droit romain que l'action furti n'appartient jamais au voleur volé. Ensuite si le bagage d'un voyageur a été volé par une personne quelconque et que l'hôtelier soit insolvable, celui-ci n'aura pas l'action furti contre le voleur ; en effet, cette action lui est donnée comme recours, pour faire rentrer dans son patrimoine une valeur qu'il a été obligé de fournir au voyageur volé, dont il a été forcé de faire l'avance ; par conséquent, si cet hôtelier est insolvable, il n'a pas payé le voyageur, il n'a fait l'avance d'aucune valeur, il n'a donc pas besoin de faire rentrer cette valeur dans son patrimoine, il n'a aucun besoin de l'action furti.

Dig., 4, 9, 4, pr. ; Paul :

... nisi si ipse subri- piat, et postea ab eo su- bripiatur, aut alio su-	... à moins que l'hôtelier ne l'eût volée le premier, et que, ensuite, elle eût été volée par
---	---

bripiante, ipse nauta	un autre, ou que la chose
solvendo non sit.	ayant été volée par un autre,
	l'hôtelier ne soit pas solvable.

§ 8. — **L'exercice de cette action prétorienne au simple contre l'hôtelier peut-il être écarté par un pacte entre hôtelier et voyageur?**

Que l'on considère l'action prétorienne au simple comme sanctionnant un quasi-contrat, ou qu'on la considère comme sanctionnant un pacte prétorien, on se trouve toujours sur le terrain contractuel; il y a un accord de volontés exprès ou tacite, volontaire ou présumé par la loi, qui engendre une obligation sanctionnée par une action. On conçoit facilement que, si cet accord de volontés s'exprime formellement en sens opposé, par un contrat intervenu entre les deux parties, l'obligation ne naîtra pas et, par suite, l'action n'existera pas. L'hôtelier peut donc par contrat s'entendre avec le voyageur pour n'être pas responsable des bagages et n'être pas actionné par l'action prétorienne au simple. Mais, comme l'accord de volonté, présumé par la loi, établissant normalement cette responsabilité, a lieu au moment de l'arrivée du voyageur, c'est également à ce moment que doit avoir lieu le contrat écartant volontairement cette responsabilité.

CHAPITRE III

L'action prétorienne au double contre l'hôtelier.

§ 1. — **Par qui fut créée cette action prétorienne au double contre l'hôtelier?**

Comme l'action prétorienne au simple, cette action prétorienne au double fut créée, par le préteur, pour corriger les lacunes du vieux droit civil en cette matière. Ce fut également ici sous la forme d'une action in factum que la réforme s'accomplit; dans sa formule, le

magistrat disait au juge de rechercher si, en fait, c'était un employé de l'hôtelier qui avait volé ou endommagé les bagages d'un voyageur, et, si ce fait était vérifié, de condamner l'hôtelier au double, s'il n'était pas vérifié, de l'absoudre.

Ulpien dit au Dig., 4, 9, 7, § 1.

Hæc actio <i>in factum</i>		Cette action <i>in factum</i> est
in duplum est.		au double.

On voit également dans les Institutes de Justinien : 4, 5, § 3 :

In his autem casibus		Dans tous ces cas, il y a lieu
in factum actio competit.		à une action <i>in factum</i> .

§ 2. — Qui peut intenter cette action prétorienne au double contre l'hôtelier?

1° LE VOYAGEUR.

C'est normalement au voyageur à intenter l'action, puisque c'est lui qui souffre le préjudice.

2° L'HÉRITIER DU VOYAGEUR.

Mais si ce voyageur vient à mourir laissant un héritier, cet héritier pourra-t-il intenter l'action prétorienne au double?

Oui, toujours, car il est « le continuateur de la personnalité du défunt ».

Les Institutes de Justinien l'indiquent, d'ailleurs, formellement au liv. IV, tit. 5, § 3.

... in factum actio com-		Il y a lieu à une action in
petit : quæ heredi qui-		factum qui passe à l'héritier.
dem datur.		

3° LE VOYAGEUR REÇU GRATUITEMENT.

Dig., 4, 9, 6, pr.

Licet gratis in cau-		Quoique on ait été reçu gra-
pona deverteris, non ta-		tuitement dans une hôtellerie,
men in factum actiones		on n'en a pas moins des ac-

tibi denegabuntur, si damnum injuria passus es.	tions in factum, si on y a souffert quelque tort.
---	--

Ce texte du jurisconsulte Paul a déjà été appliqué à l'action prétorienne au simple. Il semble, en effet, devoir s'appliquer aux deux actions, au simple et au double, et cela pour deux raisons : d'abord ce texte est placé exactement entre les textes concernant l'action prétorienne au simple (Dig., 4, 9, liv. I-V) et ceux se rapportant à l'action prétorienne au double (Dig., 4, 9, liv. VI-VII). Ensuite, il est parlé dans ce texte du mot actions au pluriel (actiones), alors qu'aux autres paragraphes de ces textes le mot action est au singulier (in factum actio).

4^o LE VOYAGEUR AU PAIR

Il peut arriver qu'un voyageur peu fortuné fasse avec l'hôtelier la convention suivante : donnez-moi le vivre et le coucher gratuitement et, en échange, je vous aiderai à servir les autres voyageurs. Les bagages de ce voyageur au pair peuvent être volés ou endommagés par un employé de l'hôtelier. La question est de savoir si ce voyageur au pair pourra de ce chef intenter l'action prétorienne au double contre l'hôtelier. En considérant sa qualité de voyageur, on répondrait oui; en considérant sa qualité d'employé, on répondrait non (voir ci-dessus). Le droit romain résolvait la question par l'affirmative : Dig., 4, 9, 7, § 2, Ulpien.

... Quod si quis, quos vulgo ναυτεπιβατας id est, remum pronaulo, et vec- turæ pretio solventes di- cunt, et hunc tenebitur.	S'il y a quelqu'un dans le vaisseau qui donne ses ser- vices en paiement du droit de passage, l'hôtelier sera pareil- lement tenu envers lui.
--	---

5^o PAS L'EMPLOYÉ DE L'HÔTELIER.

On peut enfin se demander si un employé de l'hôtelier, dont un objet a été volé par un autre employé, peut intenter contre l'hôtelier l'action prétorienne au double ? On serait tenté de lui reconnaître ce droit, si on consi-

dérail l'action comme établie pour rendre toujours le patron-hôtelier responsable des faits et gestes de ses employés. Mais cette action a été créée pour la sécurité des voyageurs. Partout donc où il n'y a pas de voyageur, il ne peut y avoir d'action. Aussi l'employé de l'hôtelier, volé par un collègue, ne peut-il user de l'action prétorienne au double.

Dig., 4, 9, 7, § 2. Ulpien.

Si quid nautæ inter se dammi dederint, hoc ad exercitorem non pertinet.	Mais si les matelots se font quelque tort entre eux, cela ne regarde pas le capitaine du navire.
---	---

§ 3. — Contre qui peut-on intenter cette action prétorienne au double contre l'hôtelier ?

1° CONTRE L'HÔTELIER.

C'est le cas le plus habituel, formellement exprimé au Digeste, 47, 5, Pr. Ulpien :

In eos qui naves, cau- ponas, stabula exerce- bunt, si quid a quoquo eorum, quosve ibi habe- bunt, furtum factum esse dicetur, iudicium datur.	Le droit donne action contre ceux qui exercent les indus- tries des navires, des <i>hôtelle- ries</i> ou des écuries, s'il est dit qu'un vol ait été fait par l'un d'eux ou de leurs gens.
---	--

De même on lit aux Institutes de Justinien, 4, 5, § 3 :

Item exercitor campo- næ, de dolo aut furto, quod in caupona factum erit, quasi ex maleficio teneri videtur.	Le maître d'une hôtellerie est obligé, en vertu d'un quasi- délit, à raison des dommages ou des vols qui se font chez lui.
--	--

2° CONTRE PLUSIEURS HÔTELIERS GÉRANT ENSEMBLE UNE MÊME HÔTELLERIE.

Dig., 4, 9, 7, § 5, Ulpien,

Si plures navem (cau- ponam) exerçant, unus	Si plusieurs hôteliers gè- rent ensemble une même hô-
--	--

quisque pro parte qua navem exercet, conveni- tur.	tellerie, chacun d'eux est tenu à proportion de la part qu'il a dans l'administration.
--	--

On pourrait se demander, dans ce cas, si le voyageur, dont les bagages ont été volés ou endommagés, peut intenter son action prétorienne au double contre l'un quelconque de ces hôteliers pour le tout, ou s'il doit actionner chacun d'eux pour une partie proportionnelle à la part qu'il a dans l'administration de l'hôtellerie. C'est ce dernier système que le droit romain avait adopté ainsi que l'indique le texte ci-dessus. En effet, on n'y voit pas indiqué de solidarité, soit sous forme de corréalité, soit sous la forme *in solidum*; s'il y avait en ce cas solidarité, elle serait indiquée, puisqu'au paragraphe suivant le même auteur, pour un autre cas, emploie deux fois expressément les mots *in solidum*.

3° CONTRE L'HÉRITIER DE L'HÔTELLIER.

Si l'on reprend la division (V. ci-dessus titre 2, ch. 1, § 3, 2°), des actions en reipersécutoires et pénales, il faudra classer l'action prétorienne au double parmi les actions pénales, car elle naît d'un quasi-délit (v. ci-dessous, § 5), et sont pénales, les actions naissant d'un délit ou d'un quasi-délit. Il est de règle en droit romain que les actions pénales ne s'intentent pas contre les héritiers, ce qui se comprend, puisque l'action pénale est un dérivé de l'idée de la vengeance privée des anciens temps et qu'il ne serait pas juste d'exercer sa vengeance contre un autre que le coupable. Aussi l'action prétorienne au double ne peut pas s'intenter contre l'héritier de l'hôtelier.

Dig., 4, 9, 7, § 6, Ulpien :

Hæc judicia... in here- dem autem non dabun- tur.	Ces actions... ne sont pas données contre l'héritier.
---	--

De même dans les Institutes de Justinien, il est écrit au livre 4, titre 5, § 3 :

...Adversus heredem | L'action... ne peut pas être
autem non competit. | intentée contre l'héritier.

L'action prétorienne au double a été créée par le préteur, or les actions prétoriennes sont habituellement temporaires, toutefois il en est de perpétuelles. D'après Cassius, les actions prétoriennes réipersécutoires sont perpétuelles et les actions prétoriennes pénales sont temporaires, généralement annales. L'action prétorienne au double est pénale; elle devrait donc être temporaire. Or, elle est perpétuelle : il y a ici une exception au système de Cassius. Le jurisconsulte Ulpien le dit formellement; Dig., 4, 9, 7, § 6 :

Hæc judicia, quamvis | Ces actions, quoique préto
honoraria sunt, tamen | riennes, sont néanmoins per-
perpetua sunt. | pétuelles.

Donc l'action pourra s'exercer perpétuellement et ne s'éteindra que par la mort de l'hôtelier.

Toutefois, à partir de Justinien, l'action prétorienne au double s'éteindra au premier, qui se produira, des deux événements suivants : la mort de l'hôtelier, l'expiration d'un délai de trente ans.

Cette action prétorienne au double ne pouvant pas s'intenter contre l'héritier de l'hôtelier est donc moins avantageuse à ce point de vue pour le voyageur que l'action prétorienne au simple qui, elle, pouvait s'intenter contre l'héritier de l'hôtelier.

4° CONTRE LE PÈRE OU LE MAÎTRE D'UN HÔTELIER FILS DE FAMILLE OU ESCLAVE.

Il faut supposer qu'un esclave, à qui son maître a laissé la disposition d'un pécule, s'établisse hôtelier sans le consentement formel, la volonté de son maître. Cet esclave vient à mourir. Au moment de la mort, le pécule, dont l'esclave n'avait que la jouissance, rentre de plein droit dans le patrimoine du maître. Du vivant de l'esclave, les tiers pouvaient intenter, contre le maître, à titre de peculio (jusqu'à concurrence du montant du pécule), les actions qu'ils auraient eues contre l'esclave

s'il avait été homme libre, sui-juris. Après la mort de l'esclave, le droit romain accordait un an aux créanciers de l'esclave pour intenter leurs actions de peculio contre le maître. Cette règle de droit commun s'appliquait-elle à l'exercice de l'action prétorienne au double contre le maître de l'esclave-hôtelier défunt? Non, affirme Ulpien, en en donnant pour raison que cette action n'est pas donnée contre l'héritier et en considérant ce maître comme une sorte d'héritier de son esclave; Dig., 4, 9, 7, § 6 :

Hoc judicia... in heredem autem non dabitur.

Proinde, et si servus navem exercuit, et mortuus est, de peculio non dabitur actio in dominum nec intra annum.

Ces actions ne seront pas données contre l'héritier. C'est pourquoi, si un esclave est capitaine de navire (hôtelier) et qu'il meure, l'action prétorienne au double ne sera pas donnée de peculio contre le maître, pas même pendant le délai normal d'un an.

Si on suppose ensuite qu'un fils de famille ou un esclave s'établisse hôtelier avec le consentement formel, la volonté du père ou du maître, ce père ou ce maître sera tenu solidairement (in solidum) avec son fils ou son esclave; on pourra intenter l'action prétorienne au double, comme action institoria contre le père ou le maître, pour le tout, sans aucune limitation.

Dig., 4, 9, 7, § 6, Ulpien :

... Sed cum voluntate patris vel domini, servus vel filius exercent navem, vel cauponam, vel stabulum, puto etiam hanc actionem in solidum eos pati debere; quasi omnia quæ ibi contingunt in solidum receperint.

... Mais si c'est avec la volonté du père ou du maître, qu'un esclave ou un fils de famille tiendrait une hôtellerie, je crois que l'action peut être exercée solidairement pour le tout contre ce maître ou ce père; parce qu'ils sont censés chargés solidairement de tous les dommages qui pourraient être causés.

**§ 4. — Quelles choses sont garanties
par cette action prétorienne au double contre l'hôtelier?**

Ce sont les bagages appartenant à un voyageur et que ce voyageur apporte avec lui dans une hôtellerie.

Tout ce qui a été dit au sujet de l'action prétorienne au simple (V. titre 1; ch. 2, § 4) s'applique ici : les actions diffèrent, les objets matériels qu'elles garantissent ne diffèrent pas.

**§ 5. — Que doit-il être arrivé à ces bagages pour qu'on
puisse intenter cette action prétorienne au double contre
l'hôtelier?**

1^o A L'ARRIVÉE du voyageur, il faut ici, comme dans l'action prétorienne au simple, que ce voyageur ait *apporté ses bagages dans l'hôtellerie.*

2^o AU DÉPART de ce voyageur, il faut, encore comme dans l'action prétorienne au simple, que l'hôtelier *ne puisse rendre les bagages intacts.*

Dig., 47, 5, § 3, Ulpien.

Cum enim in caupona
res perit, ex edicto præ-
toris obligatur caupo.

Lorsque dans une hôtellerie
une chose vient à périr, l'édit
du préteur oblige l'hôtelier.

3^o TROISIÈME CIRCONSTANCE. — Contrairement à ce qui se passe dans l'action prétorienne au simple, il faut qu'il se produise une troisième circonstance pour que l'on puisse intenter l'action prétorienne au double. Il faut que la raison pour laquelle l'hôtelier ne peut rendre les bagages intacts soit un vol ou un dommage commis sur eux, et il faut que ce vol ou ce dommage soit *commis par un employé de l'hôtelier.* Cette circonstance nécessaire rendra donc cette action prétorienne au double d'un exercice singulièrement plus rare que l'action prétorienne au simple, mais elle est, d'autre part, plus avantageuse à d'autres points de vue.

Dig., 47, 5, princ.; Ulpien :

In eos qui cauponas
exercebunt si quid a

Le droit donne action contre
ceux qui tiennent des hôtelle-

quoquo eorum, quosve ibi habebunt, furtum factum esse dicetur, iudicium datur; sive furtum ope, consilio exercitoris factum sit, sive eorum cujus qui in ea navi navigandi causa esse.

ries, s'il est dit qu'un vol ait été commis par un d'eux ou de leurs gens; soit que le vol ait été fait avec l'aide et le conseil de l'hôtelier, soit avec ceux des employés qui sont dans l'hôtellerie pour le service de cette hôtellerie.

Institutes de Justinien, 4, 5, § 3 :

Item exercitor caupona de dolo aut furto, quod in caupona factum erit, teneri videtur, si modo ipsius nullum est maleficio, sed alicujus eorum quorum opera cauponam exercet.

Le maître d'une hôtellerie est obligé, en vertu des dommages ou des vols qui se font chez lui, pourvu qu'il n'y ait point de délit de sa part, mais seulement de la part de ceux dont il se sert dans son hôtellerie.

On voit que, d'après ces textes, il faut distinguer deux cas :

1^{er} cas. — Le vol ou le dommage ont été causés par l'hôtelier lui-même, ou par un tiers avec l'aide ou le conseil de l'hôtelier. Dans ce cas, le voyageur doit intenter l'action furti ou l'action de la loi Aquilia contre l'hôtelier, comme auteur ou comme complice.

2^e Cas. — Le vol ou le dommage ont été causés par un employé de l'hôtelier. C'est dans ce deuxième cas que le voyageur devra intenter l'action prétorienne au double contre l'hôtelier.

Dans les textes ci-dessus, celui du Digeste indique, en effet, que dans les deux cas le voyageur a une action, et qu'il a une action non seulement dans le premier cas, ce qui existait depuis le vieux droit romain, mais même dans le second cas, où l'action n'a été donnée que par le préteur. Le texte des Institutes, parlant uniquement de l'action prétorienne au double, dit expressément qu'elle est donnée contre l'hôtelier, pourvu qu'il n'y ait point de

délit de sa part, mais seulement de la part de ceux dont il se sert dans son hôtellerie; il est donc certain que s'il y a délit de la part de l'hôtelier (1^{er} cas), ce n'est pas l'action prétorienne au double, mais le droit commun (action furti, action de la loi Aquilia) qu'il faut exercer.

Mais en partant de quelle idée le droit romain a-t-il pu faire condamner l'hôtelier pour les délits de ses employés?

C'est en partant de l'idée d'un quasi-délit : si l'hôtelier a des employés capables de voler les voyageurs, c'est qu'il ne les a pas bien choisis, qu'il a pris des gens malhonnêtes; il n'y a pas de sa part une faute directe ayant occasionné le vol, mais une faute indirecte commise dans le recrutement du personnel. Le préteur a considéré cette sorte de faute comme un quasi-délit, et c'est en réparation de ce quasi-délit qu'il a établi l'action prétorienne au double.

Dig., 4, 9, 7, § 4, Ulpian :

Hac autem actione suo nomine exercitor teneatur, culpæ scilicet suæ, qui tales adhibuit.

L'hôtelier est tenu par cette action en son propre nom, à cause de la faute qu'il doit s'imputer d'avoir recruté de pareils employés.

Institutes de Justinien, 4, 5, § 3 :

Item exercitor cauponæ... quasi ex maleficio teneri videtur...

Le maître d'une hôtellerie est obligé en vertu d'un quasi-délit...

Cum enim neque ex maleficio, neque ex contractu sit adversus eum constituta hæc actio, et aliquatenus culpæ reus est, quod opera malorum hominum uteretur : ideo quasi ex maleficio teneri videtur.

Car, comme il n'y a en ce cas aucune action établie contre lui en vertu d'un délit ou d'un contrat, et qu'il y a cependant quelque faute de sa part à se servir de malhonnêtes gens, il est censé obligé en vertu d'un quasi-délit.

Ainsi il y a quasi-délit de la part d'un hôtelier à prendre comme employés de malhonnêtes gens, et le voyageur

pourra intenter directement contre lui l'action prétorienne au double, si le vol ou le dommage ont été commis par un de ces employés.

L'hôtelier est donc responsable du fait de ses employés. Mais est-il responsable, comme dans l'action prétorienne au simple du fait des autres voyageurs, c'est-à-dire des vols ou dommages commis sur les bagages d'un voyageur, par d'autres voyageurs?

Pour résoudre la question, il faut faire une distinction entre les voyageurs de passage et les pensionnaires.

Pour les *pensionnaires*, qui séjournent longtemps dans l'hôtellerie, l'hôtelier a tout le loisir de les étudier et de se renseigner sur eux. S'ils commettent un délit, c'est qu'ils sont malhonnêtes, l'hôtelier est censé s'en être aperçu; il y avait donc quasi-délit de sa part à les avoir gardé chez lui, et il devra être responsable de leur fait.

Quant aux *voyageurs de passage*, à ces personnes qui ne restent par exemple qu'une ou deux nuits, l'hôtelier ne peut pas voir instantanément s'ils sont honnêtes ou non; il n'y a donc pas quasi-délit de sa part à les héberger quelques nuits, d'autant plus qu'il semble que la législation romaine n'autorisait pas les hôteliers à refuser le voyageur qui demandait l'hospitalité pour une nuit. Le droit romain ne rendait donc pas l'hôtelier responsable, par l'action prétorienne au double, du fait des voyageurs de passage.

Dig., 4, 9, 7, Pr. Ulpien :

Debet exercitor omnium nautarum suorum, sive liberi sint, sive servi, factum præstare : nec immerito factum eorum præstat. cum ipse eos suo periculo adhibuerit.

L'hôtelier est responsable du fait de tous ses (matelots) employés, soit libres, soit esclaves; et avec raison, puisqu'il les emploie à ses risques.

Dig., 4, 9, 6, § 3; Paul :

In factum actione caupo, tenetur pro his qui

L'hôtelier est tenu de l'action dont nous parlons, lors

habitandi causa in caupona sunt : hoc autem non pertinet ad eum qui hospitio repentino recipitur, veluti viator.

même que le tort est fait par ceux qui logent dans son hôtellerie, mais non pas lorsqu'il est fait par un homme qui n'y est reçu qu'en passant, comme un voyageur.

Dig., 47, 5, § 6; Ulpien :

Caupo præstat factum eorum qui in ea caupona ejus cauponæ exercendæ causa ibi sunt : item eorum qui habitandi causa ibi sunt : viatorum autem factum non præstat : namque viatorem sibi eligere caupo non videtur, nec repellere potest iter agentes. Inhabitatores vero perpetuos ipse quodammodo elegit, qui non rejecit, quorum factum oportet eum præstare.

L'hôtelier répond du fait de ceux qui sont dans l'hôtellerie pour en faire le service, aussi de ceux qui y sont pour y demeurer; mais il ne répond pas du fait des voyageurs : car l'hôtelier ne paraît pas se choisir les voyageurs et il ne peut pas refuser les voyageurs de passage. Mais il s'est choisi en quelque sorte les habitants à demeure, par cela qu'il ne les a pas rejetés; aussi faut-il qu'il réponde de leur fait.

Si l'employé est mort, depuis qu'il a commis le vol ou le dommage, le voyageur pourra-t-il encore intenter contre l'hôtelier l'action prétorienne au double, ou bien cette action, en raison de son caractère délictuel, s'éteindra-t-elle par la mort de l'employé? L'action subsiste toujours contre l'hôtelier, car elle naît du quasi-délit commis par l'hôtelier.

Dig., 4, 9, 7, § 4; Ulpien.

Hac autem actione suo nomine exercitor tenetur ... et ideo, etsi decesserint, non relevabitur.

L'hôtelier est tenu par cette action en son propre nom... Quand même ses employés seraient morts, il ne serait pas libéré de l'action.

Si l'employé est un voyageur au pair, c'est-à-dire un voyageur qui paye ses frais d'hôtellerie, par des services

rendus en nature, et qu'il commette un vol ou un dommage sur les bagages d'un autre voyageur, l'hôtelier sera-t-il responsable du fait de ce voyageur au pair? Il faut savoir en ce cas si c'est la qualité de voyageur de passage qui l'emporte ou si c'est la qualité d'employé. Dans le premier cas, l'hôtelier ne sera pas responsable, dans le second, il le sera. Ulpien nous apprend que c'est le second que l'on appliquait en droit romain. Dig., 4, 9, 7, § 2.

sed hujus factum præstat, cum sit et nauta.

mais il répondra du tort qu'on pourra souffrir de ce voyageur au pair, parce qu'il est aussi employé.

Si le vol ou le dommage a été causé par un esclave de l'employé, l'hôtelier pourra-t-il être actionné par l'action prétorienne au double? Rigoureusement, l'hôtelier n'étant responsable que de ses employés et de leur fait, ne devrait pas être responsable du fait de l'esclave de l'un d'eux. Mais l'hôtelier doit exercer sa surveillance en somme aussi bien sur les esclaves qui assistent ses employés que sur eux-mêmes, ou bien il n'a qu'à interdire à ses employés d'amener leurs esclaves dans son hôtellerie. Aussi, Ulpien dit-il que par équité pour le voyageur qui serait volé par un de ces esclaves, le préteur accorda à ce voyageur une action contre l'hôtelier. Il s'agissait donc d'appliquer à ce cas non encore prévu l'action prétorienne au double qui avait été créée pour d'autres cas. Pour cela, le préteur employa un de ses procédés de législation : le procédé des actions utiles; il agrandit la zone d'exercice de l'action prétorienne au double, en déclarant dans son Edit que lorsque ce cas se présenterait, il délivrerait cette action comme action utile.

Dig., 4, 9, 7, § 3; Ulpien.

Si servus nautæ damnum dederit, licet servus nauta non sit, æquissi-

Si un esclave d'un (matelot) employé a fait quelque tort, quoique cet esclave ne soit

mum erit, in exercitorem actionem utilem dare.	pas (matelot) employé, l'équité demande qu'on donne contre (le capitaine) l'hôtelier, une action utile.
---	--

Si l'hôtelier utilise comme employé un esclave d'un voyageur, et que cet esclave commette un vol ou un dommage sur les bagages de ce voyageur (qui est son maître), l'hôtelier sera-t-il responsable? Ce voyageur a d'abord l'action née du délit : Action furti ou de la loi Aquilia; le coupable étant esclave, cette action est donnée comme action noxale contre le maître de l'esclave. Mais ici, le maître de l'esclave est le voyageur lui-même; cette action ne sert donc à rien. On reconnaît de plus à ce voyageur le droit d'intenter contre l'hôtelier l'action prétorienne au double, en ne considérant chez cet esclave-employé que la qualité d'employé de l'hôtelier au moment où le délit a été commis.

Dig., 4, 9, 6, § 1; Paul.

Si servo meo in cau- pona utaris, et damnum mihi det, vel furtum fa- ciat; quanquam et furti actio et damni injuria mecum sit, hæc tamen actio, quia in factum est, etiam servi mei nomine adversus te competit.	Si vous, hôtelier, vous vous servez de mon esclave dans votre hôtellerie, et que cet esclave commette sur mes bagages, à moi voyageur, un vol ou un dommage, j'aurai sans doute l'action furti ou damni injuria contre moi- même (comme maître de l'es- clave); mais néanmoins, je pourrai exercer cette action (parce qu'elle vient du fait) contre vous hôtelier, au sujet du fait de mon esclave.
---	---

Si l'un des employés de l'hôtelier est un esclave commun à un voyageur et à cet hôtelier, Paul indique que la solution de la question sera analogue à celle du cas précédent : Dig., 4, 9, 6, § 1 :

Item dicetur, et si communis sit.

Il en est de même s'il s'agit d'un esclave qui nous est commun.

Si, dans les deux hypothèses précédentes, l'hôtelier partageait avec le voyageur-maitre de l'esclave les profits du travail de l'esclave, cet hôtelier, tenu envers ce voyageur par l'action prétorienne au double, pourra réciproquement l'actionner en partage de responsabilité; par quelle action? Il faut distinguer s'il y avait entre eux un contrat de société ou s'il n'y en avait pas. Dans le premier cas, c'est l'action *pro socio*, dans le second, c'est l'action *communi dividendo*.

Si, toujours dans ces deux hypothèses, il y avait non plus partage des profits du travail, mais un contrat de louage de chose, l'hôtelier louant l'esclave du voyageur, cet hôtelier aura contre ce voyageur-maitre l'action conducti pour riposter à l'action prétorienne au double que ce même voyageur pourrait intenter contre lui.

Dig., 4, 9, 6, § 1; Paul :

..... Tu tamen quod mihi præstiteris ejus nomine, vel communi dividundo vel pro socio actione; aut, si partem ejus, vel totum conductuxisti, etiam ex conducto habebis me obligatum.

..... Cependant si vous m'avez payé quelque chose pour ce sujet, je serai moi-même obligé envers vous par l'action communi dividundo ou par l'action pro socio; ou si vous avez loué de moi cet esclave en tout ou en partie, vous aurez contre moi l'action du loyer.

Si un hôtelier utilise, comme employé, l'esclave d'un voyageur, et que cet esclave souffre quelque dommage de la part de quelque employé de l'hôtellerie, l'hôtelier sera-t-il responsable, pourra-t-il être actionné par l'action prétorienne au double? Tout d'abord l'esclave, en droit romain, étant non pas une personne mais une chose, ne pourra intenter lui-même cette action; ce serait son maitre, qui put toujours devenir créancier par ses esclaves, qui aurait le pouvoir d'intenter l'action préto-

rienne au double contre l'hôtelier. Mais le pourra-t-il? Non, répondait le jurisconsulte Pomponius, le domaine de l'action prétorienne au double ne pourra pas être étendu à ce cas, et cette action ne pourra être appliquée à ce cas sous la forme d'une action utile. Il est aisé de le comprendre : il vient d'être vu ci-dessus que dans cet esclave-employé c'est la qualité d'employé que le droit romain faisait prédominer sur la qualité d'esclave. Or l'hôtelier n'est pas tenu, par l'action prétorienne au double, du vol commis ou du dommage causé par un employé au préjudice d'un autre employé (Voir ch. III, § 2, 5°, et Dig., 4, 9, 7, § 2). Le maître de l'esclave-employé ne pourra donc pas intenter en ce cas l'action prétorienne au double.

Dig., 4, 9, 6, § 2, Paul :

Sed si damnum in eo datum sit ab alio qui in eadem caupona est, cuius factum prætor æstimare solet, non putat Pomponius ejus nomine hanc actionem utilem futuram.

Si un dommage a été causé à l'esclave d'un voyageur (utilisé comme employé par un hôtelier), par un autre employé de la même hôtellerie (employé dont le fait est garanti par l'action prétorienne au double), Pomponius ne pense pas que cette action puisse être intentée comme action utile par le maître au nom de son esclave.

4° DANS L'HÔTELLERIE.

Il faut que ce soit *dans l'hôtellerie* que le vol ait été commis ou que le dommage ait été causé. Ceci dérive du but même poursuivi par le prêteur en créant l'action prétorienne au double : garantir la sécurité des bagages des voyageurs tout le temps qu'ils resteraient dans l'hôtellerie. Du moment qu'un vol ou dommage ont été faits hors de l'hôtellerie, l'hôtelier n'en est plus responsable, même si ce sont ses propres employés qui sont les coupables.

Dig., 4, 9, 7, Princ.; Ulpien :

..... Sed non alias præstat, quam si in ipsa nave damnum datum sit : cæterum, si extra navem, licet a nautis, non præstabit.	 Mais l'hôtelier n'en est responsable qu'autant que le dommage est arrivé dans l'hôtellerie. Du reste, s'il est arrivé hors de l'hôtellerie, quoique par le fait de ses employés, il n'en est plus tenu.
---	--

De même on lit aux Institutes de Justinien, 4, 5, § 3 :

..... de dolo aut furto quod in caupona factum erit.....	 responsable du vol ou du dommage qui aura été fait dans l'hôtellerie.....
---	--

§ 6. — Quelle est la condamnation dans cette action prétorienne au double contre l'hôtelier ?

De même que dans l'action prétorienne au simple, la condamnation est ici toujours pécuniaire, et cette action n'a pas non plus le caractère arbitraire et cela pour les mêmes raisons.

Mais, contrairement à l'autre action étudiée précédemment et où la condamnation était au simple, le montant de la condamnation était le double. Le magistrat disait au juge dans sa formule de condamner le défendeur au double de la valeur des objets volés ou au double de la diminution de valeur causée par le dommage.

Dig., 4, 9, 7, § 1; Ulpien :

Hæc actio in factum, in duplum est.	Cette action in factum est au double.
--	--

Dig., 47, 5, § 2, Ulpien :

Et est in duplum actio.	Cette action est au double.
----------------------------------	------------------------------------

Pour quelles raisons cette action était-elle au double ?

C'est à cause du caractère pénal de cette action. Le préteur a voulu punir plus sévèrement l'hôtelier ayant commis le quasi-délit de mauvais recrutement d'employés, que l'hôtelier n'ayant qu'inexécuté un quasi-contrat ou un pacte muni d'action.

§ 7. — D'autres actions peuvent-elles coexister avec cette action prétorienne au double contre l'hôtelier?

1° ACTION FURTI OU DAMNI INJURIA DATI.

On a vu plus haut que l'action prétorienne au double ne peut être intentée qu'à la suite d'un délit, vol (*furtum*) ou dommage causé (*damnum injuria datum*) par un employé de l'hôtelier sur les bagages d'un voyageur. Or ces délits étaient punis par des actions remontant à l'origine du droit romain. La loi des 12 tables avait établi l'action *furti* pour réprimer le vol, et la loi *Aquilia* avait sanctionné le dommage causé au moyen de l'action *damni injuria dati*. Conformément à l'esprit du droit romain, le préteur pouvait étendre et transformer la zone d'application du vieux droit civil, mais il ne pouvait jamais abroger une action qui avait été établie par ce vieux droit civil : il y eût eu là un quasi-sacrilège envers les mânes des ancêtres. C'est pourquoi, lorsque le préteur établit l'action prétorienne au double, il n'abrogea pas les actions *furti* et *damni injuria dati*, nées du délit lui-même. C'est ainsi qu'à côté de l'action prétorienne au double née du quasi-délit de l'hôtelier et à la suite du délit de son employé, il coexiste une action *furti* ou *damni injuria dati* née du délit et donnée contre l'employé.

Mais s'il n'était pas donné au préteur d'empêcher la coexistence de ces actions, il pouvait en réglementer l'exercice, déterminer si dans une seule et même affaire on pouvait intenter les deux actions à la fois, ou s'il fallait les intenter successivement, ou enfin s'il fallait choisir entre les deux. C'est à ce dernier parti que se rangea le préteur.

Il décida qu'il faudrait choisir entre l'action du vieux droit civil (*furti* ou *damni injuria dati*) et l'action prétorienne au double, et par conséquent diriger son action ou contre l'employé coupable ou contre l'hôtelier.

Si le voyageur intentait d'abord son action prétorienne au double contre l'hôtelier, et qu'ensuite il veuille intenter son action *furti* ou *damni injuria dati* contre l'employé coupable, il semble que le préteur ne pouvait

pas l'en empêcher, puisque cette action date du vieux droit civil et que le préteur ne pouvait pas l'abroger. Le préteur arriva néanmoins à son but de la manière suivante : le magistrat, tout en reconnaissant dans sa formule le droit du demandeur d'intenter cette action de l'ancien droit, disait au juge de rechercher s'il ne s'était pas produit tel fait particulier qui paralyserait le droit du demandeur et empêcherait la condamnation : ce fait particulier était ici l'exercice préalable de l'action prétorienne au double; ce système, c'était « l'exception ».

Au cas inverse où le voyageur, ayant d'abord agi par l'action *furti* ou *damni injuria dati*, voulait revenir à l'action prétorienne au double, c'était encore l'exception qui empêchait le cumul.

Dig., 47, 5, § 3; Ulpien :

Cum enim in caupona res perit, ex edicto prætoris obligatur caupo; ita ut in potestate sit ejus; cui res subrepta sit, utrum mallet cum exercitore honorario jure, an cum fure jure civili experiri.

Car lorsque, dans une hôtellerie, une chose vient à périr, l'édit du préteur oblige l'hôtelier; en sorte qu'il est au pouvoir de celui à qui la chose a été dérobée, de diriger son action d'après le droit prétorien contre le maître, ou, suivant le droit civil, contre le voleur.

Dig., 4, 9, 6, § 4; Paul :

Possumus autem furti, veldamni injuriæ actione uti cum nautis, ut certi hominis factum arguamus : sed una contenti esse debemus..... Sed si absolutus sit exercitor hac actione, deinde agatur cum nauta, exceptio dabitur : ne sæpius de ejusdem hominis admisso quærat. Et contra,

On peut aussi intenter l'action *furti* ou *damni injuria dati* contre les (matelots) employés, lorsque l'on peut convaincre l'un d'eux d'être coupable; mais on doit se contenter de l'une de ces actions..... Si on avait intenté son action contre l'hôtelier et qu'il eût été absous, et qu'ensuite on agisse contre le (matelot) employé, celui-ci pourra opposer

si de admisso unius hominis actum sit, deinde in factum actione agatur, exceptio dabitur.

une exception : car il ne doit pas être agi plusieurs fois relativement au même fait du même homme. Et symétriquement, si on agi directement sur le fait de tel employé (action furti ou damni) et qu'ensuite on veuille intenter l'action prétorienne au double contre l'hôtelier, celui-ci pourra opposer une exception.

Mais ce choix donné au voyageur entre les deux actions n'est guère que théorique, car pratiquement le voyageur intentera toujours l'action prétorienne au double. La raison en est la question de solvabilité : l'hôtelier est presque toujours solvable, tandis que l'employé coupable du délit est presque toujours insolvable.

Il faut maintenant examiner un cas particulier, celui où *l'employé est un esclave de l'hôtelier*. Dans ce cas, le voyageur devrait avoir deux actions : d'abord l'action prétorienne au double contre l'hôtelier considéré comme patron de l'employé, et ensuite l'action furti ou damni injuria dati donnée comme noxale contre l'hôtelier considéré comme maître de l'esclave. En effet, en droit romain, l'esclave étant une chose et non pas une personne, on ne peut intenter d'action contre lui, c'est son maître que l'on doit actionner. « Toutes les actions, dit M. Girard, nées de délits, qui seraient données contre l'auteur lui-même, s'il était sui juris, sont données comme noxales, s'il est alieni juris, et le sont aux mêmes conditions. » Le maître de l'esclave a le choix ou de payer ce que réclame le demandeur, ou d'abandonner l'esclave à la vengeance du demandeur.

Mais, en ce cas, le droit romain ne donnait pas le choix au voyageur entre les deux actions : le voyageur n'avait que l'action noxale et ne pouvait intenter l'action prétorienne au double. Le motif en était que l'hôtelier ayant des esclaves pouvait s'en servir; qu'ils fussent

bons ou mauvais, honnêtes ou malhonnêtes, il les employait tels qu'il les avait; il n'avait pas le choix de leur recrutement; dès lors, on ne pouvait lui reprocher d'en avoir recruté de malhonnêtes, il n'y avait pas quasi délit de sa part, et l'action prétorienne au double, fondée sur ce quasi délit, ne pouvait être exercée.

Dig., 4, 9, 7, § 4; Ulpien :

Servorum autem suorum nomine, noxali duntaxat tenetur : nam cum alienos adhibet, explorare eum oportet, cujus fidei, cujus innocentie sint : in suis venia dignus est, si qualesquales ad instruendam navem adhibuerit.

Si l'hôtelier s'est servi de ses propres esclaves, on n'a contre lui que l'action noxale. Car lorsqu'il recrute des employés, il doit examiner leur fidélité et leur honnêteté; mais quand il emploie ses propres esclaves, on doit l'excuser de s'en servir tel qu'il les a.

2^o ACTION PRÉTORIENNE AU SIMPLE.

Dans le cas où le voyageur a la possibilité d'intenter l'une ou l'autre des deux actions prétoriennes contre l'hôtelier, au simple et au double, il se pose la question de savoir si ce voyageur, après avoir intenté l'une d'elles, pourra intenter l'autre. L'autorité de la chose jugée ne semble pas pouvoir être invoquée ici, car les actions sont très dissemblables ayant des sources différentes; l'action au double a une source délictuelle (quasi-délit), et l'action au simple a une source contractuelle (quasi-contrat ou pacte prétorien).

1. — Le voyageur a intenté d'abord l'action prétorienne au simple. — Si l'hôtelier a été absous, le voyageur pourra agir ensuite contre lui par l'action au double s'il peut prouver la culpabilité d'un employé. De même si l'hôtelier a été condamné, il semble que le voyageur pourra intenter l'action au double, s'il a les preuves nécessaires, car la condamnation au double est plus avantageuse pour lui que la condamnation au simple.

2. — Le voyageur a intenté d'abord l'action prétorienne au double. — Si l'hôtelier a été absous, le voya-

geur pourra agir par l'action au simple. Si, au contraire, l'hôtelier a été condamné au double, le voyageur ne peut plus intenter l'action prétorienne au simple. Cette dernière, en effet, est reipersécutoire (Voir ch. II, § 3, 2°), le voyageur y poursuit la réintégration dans son patrimoine d'une valeur qui en était sortie. Or, dans le cas présent, cette valeur y est rentrée au double; il y aurait donc dol à en poursuivre encore la réintégration; et si le voyageur intentait l'action prétorienne au simple, l'hôtelier ferait insérer dans la formule l'exception de dol, et serait absous.

Il semble, en somme, que le voyageur pourra toujours rechercher la condamnation la plus forte, pourvu qu'il soit dans le cas prévu et qu'il puisse fournir les preuves nécessaires; mais il ne pourra cumuler les actions pour chercher à obtenir trois fois la valeur : une fois au simple et une fois au double.

§ 8. — **L'exercice de cette action prétorienne au double contre l'hôtelier peut-il être écarté par un pacte entre hôtelier et voyageur?**

L'action prétorienne au simple sanctionnant une obligation née d'un fait contractuel (quasi-contrat ou pacte prétorien), on conçoit aisément que l'on puisse suspendre l'obligation et l'action par un autre contrat inverse intervenu entre voyageur et hôtelier.

Mais, dans l'action prétorienne au double, on se trouve sur le terrain délictuel (quasi-délit, obligation quasi-délictuelle, action pénale); il ne semble donc pas que cette obligation et cette action puissent être annihilées par un contrat.

C'est pourtant ce qui a été expressément déclaré par Ulpien, au Dig., 4, 9, 7, pr.

... Item si prædixerit, ut unusquisque vectorum res suas servet, neque damnum se præstaturum, et consenserint vectores prædictioni; non convenitur.

... De même s'il a averti que chaque voyageur gardât ses effets et qu'il n'en répondrait pas, et que tout le monde y ait consenti, il ne peut plus être actionné.

CHAPITRE IV

Immutabilité du système romain.

En résumé le droit prétorien arriva à un système parfait de sécurité pour les bagages des voyageurs pendant leurs séjours dans les hôtelleries.

Si le vol ou le dommage étaient commis directement par l'hôtelier en personne et que le voyageur en soit certain, il intentera directement l'action furti ou damni injuria dati avec toutes leurs rigueurs d'actions de l'ancien droit civil.

Si le voyageur est certain que le vol ou le dommage ont été commis par tel employé de l'hôtelier, il agira contre l'hôtelier par l'action prétorienne au double. Enfin, si le voyageur constate que ses bagages ont été volés ou endommagés, sans savoir par qui, il agira contre l'hôtelier par l'action prétorienne au simple.

C'est donc toujours contre l'hôtelier qu'agira le voyageur.

La rigueur de l'action, le montant de la condamnation varieront, seront gradués suivant les cas, mais c'est toujours l'hôtelier qui sera responsable personnellement.

Ce système de responsabilité, si fortement organisé par les Romains, a pu résister par sa force même à toutes les tempêtes de l'histoire. Il est demeuré immuable pendant près de vingt siècles et se retrouve presque intact dans le droit français actuel et dans la plupart des législations européennes.

Tandis que toutes les règles du droit romain évoluaient au cours des siècles pour n'arriver que transformées à servir de fondement au droit moderne, tandis que l'organisation économique des hôtelleries subissait tant de changements, la responsabilité des hôteliers demeurait intacte; sans doute la forme varia; elle s'adapta successivement aux divers systèmes d'organisation judiciaire; mais le fond du droit demeura intact.

TROISIÈME PARTIE

LA RESPONSABILITÉ DES HOTELIERS

DANS L'ANCIEN DROIT FRANÇAIS

Dans les siècles qui suivirent les invasions et l'établissement des Barbares en Gaule, lorsque l'hospitalité primitive chez l'habitant redevint d'usage normal pour les voyageurs alors rares, cette question de la responsabilité des hôteliers, si peu nombreux, ne fut pas de grande importance.

Mais plus tard, quand la civilisation se développa, que le nombre des voyageurs et des hôtelleries augmenta, les abus commis par les hôteliers contre les voyageurs recommencèrent, comme jadis à l'époque romaine, et les mêmes motifs rendirent de plus en plus nécessaire une responsabilité des hôteliers.

Dans les régions du Midi de la France, pays de droit écrit, où le droit romain continuait à être appliqué, ce fut la responsabilité romaine.

Dans les régions du Nord, régies par le droit coutumier, on ne pouvait puiser dans les anciennes mœurs et législations barbares une réglementation sur l'hospitalité payante et professionnelle, institution que ces Barbares n'avaient jamais connue. Aussi y fût-on amené à emprunter aux pays de droit écrit le système de la responsabilité romaine. Mais on se trouvait en pays coutumier, sans texte unique et précis pendant bien longtemps,

ce qui rend compréhensible certaines légères différences ou déformations qu'on y rencontre.

Cependant, on peut en somme considérer que ce système de responsabilité fut dans son ensemble à peu près le même dans toute la France, au Nord comme au Midi.

CHAPITRE I^{er}

Motifs de la responsabilité des hôteliers.

Tous les motifs peuvent dans l'ancien droit se résumer en un seul : le trop fréquent manque d'honnêteté chez les hôteliers.

Les divers auteurs qui ont traité cette question de responsabilité sont unanimes sur ce point.

Tel est l'avis du grand jurisconsulte du moyen âge, Pierre de Fontaines.

« Pierre de Fontaines, dit du Cange, dans sa préface des établissements de Saint Louis, fut l'un des plus fidèles conseillers de saint Louis, roi de France, selon Joinville... Il fut le premier de nos Français, ainsi qu'il le dit en la préface de cet ouvrage, qui entreprit d'écrire de l'ordre judiciaire de France. Nus, dit-il, *n'enprit onques devant moi ceste chose dont j'aie exemplaire*. Ce traité est donc le fondement de tout ce qui a été écrit depuis sur l'ordre judiciaire. » Il date 1253.

« Pierre de Fontaines, dit le président Hénault, peut être regardé comme le plus ancien jurisconsulte de notre droit français. »

« Il est le premier auteur de pratique écrit en français que nous ayons. C'est ce qui rend son travail plus précieux pour l'intelligence de notre ancien droit (M. Dupin) ».

Voici ce que dit Pierre de Fontaines : Chapitre xx, des taverniers et des hosteliers.

I — Il est resons que		Il est équitable que si les
li tavernier et li hostelier		taverniers et les hôteliers re-

reçoivent aucune chose qu'ils promettent à rendre tot sauf, s'il ne l'rendait de lor gré, que la justice lor face rendre : car bien est résons et besoins que je croie mon hoste, et que je li bail mes choses à garder; et puisqu'il les reçoivent, bien est drois qu'il les rendent : car il est en lor volonteï qu'ils n'en reçoivent nule sanz garde.

Et s'en ne lor feist rendre, matière lor fust donée d'estre compaignon à larrons contre ce qu'ils reçoivent en lor garde : car encore ne se tient-il mie de ce.

çoivent une chose qu'ils promettent de rendre intacte, et s'ils ne la rendent pas de leur plein gré, la justice la leur fasse rendre : car il est raisonnable et nécessaire que j'aye confiance en mon hôtelier et que je lui donne mes choses à garder : et puisque les hôteliers les reçoivent, ils doivent les rendre : il est d'ailleurs en leur pouvoir de n'en recevoir que contre une rémunération.

Si on ne les obligeait pas à rendre, on leur donnerait occasion de coopérer au vol de ce qu'ils reçoivent en garde; et encore ce moyen ne suffit-il pas toujours.

Et au paragraphe 6 du même chapitre, il dit encore :

L'en doit mestre grant eüre de réfréner la desloiauté des hosteliers.

On doit apporter un grand soin à réfréner la déloyauté des hôteliers.

Il y a dans ces paragraphes une traduction ou plutôt une interprétation libre des textes de droit romain sur la responsabilité. Mais pas plus dans ces textes de vieux français que dans les textes romains on ne considère cette responsabilité comme découlant d'un contrat de dépôt proprement dit. Pour les Romains, comme nous l'avons vu, cette responsabilité prenait naissance soit dans un quasi-délit, soit dans un pacte prétorien de receptum, contrat entièrement distinct du contrat de dépôt. Pierre de Fontaines ne fit que suivre la pratique romaine et ce n'est que dans les siècles suivants que vint

l'idée d'assimiler cette garde d'objets engendrant une responsabilité, à un dépôt nécessaire.

En 1667, dans l'ordonnance d'avril, au titre 20, article 4, on voit cette idée exprimée officiellement :

« N'entendons pareillement exclure la preuve par témoins pour *dépôts faits en logeant dans une hôtellerie*, entre les mains de l'hoste et de l'hostesse, qui pourra être ordonnée par le juge, suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait. »

Ce qui montre bien que cette assimilation était alors nouvelle, ce sont les observations générales publiées par *Danty*, avocat au Parlement de Paris, en 1697, dans son *Traité de la Preuve par témoins en matière civile*; il dit : « ... L'article 4 de l'ordonnance de 1667 met au nombre des dépôts nécessaires, celui fait dans une hôtellerie par un voyageur, parce qu'il le fait par une espèce de nécessité et sans choix de la personne du dépositaire. »

On voit la même opinion exprimée dans « *Les Institutions du Droit français*, suivant l'ordre de celles de Justinien, accommodées à la jurisprudence moderne et aux nouvelles ordonnances » par M. *Claude Serres*, avocat et professeur de Droit français en l'Université de Montpellier. Livre III, titre 15 :

« Il y a une autre espèce de dépôt nécessaire, dont il est parlé dans l'ordonnance de 1667, titre 20, article 4, qui est le dépôt fait, en logeant dans une hôtellerie, entre les mains de l'hôte ou de l'hôtesse, ou dans leur logis... »

Pour Pothier, le célèbre juriconsulte du dix-huitième siècle, il y a en ce cas un contrat particulier, dérivant du contrat de dépôt, et auquel il donne un nom spécial : *Le dépôt d'hôtellerie*.

Dans son traité du Contrat de dépôt, chapitre 3, § 2, on lit :

« Le dépôt d'hôtellerie est le dépôt qu'un voyageur fait à un aubergiste, chez qui il va loger, de certains effets, pendant le temps du séjour qu'il y doit faire.

« Ce contrat dégénère du contrat de dépôt ordinaire, en ce que l'aubergiste ne se charge pas du dépôt,

comme dans les dépôts ordinaires par un pur office d'amitié, mais par une suite de son état d'aubergiste, et en considération du profit qu'il retire des voyageurs qu'il loge dans son auberge. »

CHAPITRE II

Personnes responsables.

Qui sera responsable dans le cas où les effets d'un voyageur seraient perdus ou détériorés dans une hôtellerie? Contre qui ce voyageur pourra-t-il agir en justice? Qui pourra être condamné?

§ 1. — L'hôtelier.

Est responsable, le patron de l'hôtellerie.

Pierre de Fontaines :

Il covient de savoir qui sont cil qui sont tenu? Et certes taverner et hosteler si sont cil qui sont mestre des tavernes et des hostels, ou cil qui vendent lor choses.

Il convient de savoir quelles personnes sont obligées à rendre? Ce sont les taverniers et les hôteliers; ainsi appelle-t-on ceux qui sont les maîtres des tavernes et des hôtelleries, ou ceux qui sont préposés par eux à ces commerces.

Le patron d'une hôtellerie s'appelait dans l'ancien droit de différents noms : oste, hôte, ostelier, hôtelier, aubergiste.

Philippe de Beaumanoir, jurisconsulte français du treizième siècle, dans son recueil des Coutumes du Beauvoisis, emploie les mots oste et ostelier.

Ces dénominations d'oste et d'hostelier sont également employées par Charondas, Danty, Guyot, Claude Serres, etc.

Toutefois, ces mots d'hoste et d'hostelier s'appliquaient plus spécialement aux tenanciers d'hôtelleries situées à la campagne, sur les grands chemins. Ceux qui logeaient et nourrissaient les voyageurs dans les villes portaient plutôt le nom d'aubergiste.

M. Claude Serres, après avoir parlé de la responsabilité des hôtes, écrit :

« Ce que nous avons dit des hôtes s'applique aussi aux aubergistes des villes. »

Était donc responsable quiconque fait profession de loger et de nourrir les voyageurs.

Un arrêt du Parlement de Toulouse, 1584, condamne un hôte de Rabastens.

Le 22 janvier 1675, au Parlement de Paris, un « arrêt est intervenu confirmatif d'une sentence du Châtelet, qui condamne l'hostelier... »

Jacques de la Haye, cabaretier-logeur, à Ypres, est condamné par le Parlement de Tournay, le 3 mai 1695.

Divers arrêts parlent encore des aubergistes comme responsables : Parlement de Paris, arrêt du 7 déc. 1700; arrêt du 4 avril 1727; sentence du Châtelet, 13 juin 1749; arrêt du mercredi 5 janvier 1752; arrêt du 12 février 1780, etc...

§ 2. — La femme de l'hôtelier.

Quand le mari et la femme tenaient ensemble une hôtellerie, la femme pouvait-elle être rendue responsable solidairement avec son mari et tenue sur sa fortune propre, ou le mari seul pouvait-il être condamné comme responsable? L'ancien droit s'est prononcé pour la solidarité et la condamnation possible de la femme par un arrêt du Parlement de Paris du 7 juillet 1724. Le sieur Barbier de la Serre, chanoine d'Agen, et le sieur de Mazac, curé d'Aiguillon, en Agenois, ayant été volés de 2000 livres dans l'hôtellerie tenue par Jean Chartier et sa femme sur la route d'Orléans, demandaient la condamnation solidaire des hôteliers, mari et femme; mais la première sentence repoussa leur prétention. En appel, au contraire, la condamnation solidaire fut prononcée

par le Parlement de Paris qui considéra « que la femme participe aux profits, qu'elle est obligée aux mêmes soins que son mari, qu'on ignore si elle est commune en biens avec lui, qu'on ne doit la connaître que comme hôtelière, puisqu'elle en fait les fonctions ».

On voit encore, dans un arrêt rendu le 4 avril 1727, un hôtelier et sa femme mis en cause comme responsables solidairement; mais ils furent mis hors de cour et de procès.

§ 3. — L'hôtelier, fils mineur, ou serf.

Quand une hôtellerie était tenue par un mineur sous la puissance paternelle ou en tutelle, ou par un serf sous la puissance d'un seigneur, qui était responsable des effets des voyageurs? Était-ce le fils mineur ou le serf, ou était-ce le père ou le seigneur?

La question a été traitée par Pierre de Fontaines, le jurisconsulte du moyen-âge. Mais il n'a fait que traduire et adapter à son époque les textes romains (Dig., 4, 9, 3, § 3, Ulpien), et utiliser une distinction célèbre ayant comme critérium le consentement ou le non-consentement du père ou du seigneur à l'exercice de la profession d'hôtelier.

Voici ce que dit Pierre de Fontaines :

Se li filz qui est en bail
ou el mainbor son père,
on li sers, reçoit aucune
chose, et ses pères, ou
ses sires s'iaissent après,
il pourra estre très en
plet li pères ou li sires
se la chose n'est rendue.
Et s'il s'entremettent
sans la volenté le père
et le seignor, en porra
la chose demander au
seignor por tant com li
chateus au serf monte,
se la chose est de tel

Si le fils mineur qui est en
tutelle ou sous la puissance
de son père, ou le serf, accepte
le dépôt d'une chose et que le
père ou le seigneur y con-
sente, on pourra mettre en
cause le père ou le seigneur
si la chose n'est pas rendue.
S'ils sont hôteliers sans le
consentement du père ou du
seigneur, 1° on pourra, pour
le serf, demander au seigneur
la valeur de la chose qui a été
volée jusqu'à concurrence du
montant de la tenure servile.

valor que forstreite est : et ce meisme puet estre dit dou fil s'il a chatel qui suens soit; mais s'il n'en a point, à lui s'en preigne qui sa chose li bailla nicement : car de tel fet ne puet mie li filz obliger son père à autrui.

2° On peut dire la même chose du fils, s'il a un patrimoine à lui propre; mais s'il n'en a point, à lui-même s'en prenne celui qui lui donna imprudemment sa chose en dépôt : car, en de telles matières, le fils ne peut pas obliger son père envers autrui.

Le texte romain, dont le précédent est l'adaptation, se rapportait à l'action prétorienne au simple, action dont s'occupe d'abord le Digeste au titre 9 du livre IV, dans la loi 3. Plus loin, dans ce même titre 9 du livre IV, à la loi 6, le Digeste parle encore du fils de famille ou de l'esclave; mais à propos cette fois de l'action prétorienne au double. Or Pierre de Fontaines, arrivant à ce texte à la fin du titre du Digeste, semble n'y avoir vu qu'une répétition du texte de la loi 3, et paraît avoir cru y voir la solution d'une hypothèse particulière : celle où le fils ou le serf exerce la profession d'hôtelier dans une hôtellerie appartenant au père ou au seigneur.

Se sers on filz taverniers ou osteliers par la volenté son père ou son seigneur, si que la taverne ou l'ostelerie soit le père ou le seigneur, je croi que li pères ou li sires doit estre tenuz ès choses devant dites; car il semble qu'il aient receu les choses de quoi damages i avient.

Si un serf ou un fils mineur est tavernier ou hôtelier avec le consentement du père ou du seigneur, et que la taverne ou l'hôtellerie appartienne au père ou au seigneur, je crois que le père ou le seigneur doit être responsable des effets du voyageur, car il semble que ce soit lui qui a reçu en dépôt les effets endommagés.

Et il ajoute :

Ce meisme i enten-ge d'un estrange sergant, s'il l'avoient fet tavernier ou ostelier.

On doit en dire autant pour tout autre serviteur dont le maître ferait un tavernier ou un hôtelier.

CHAPITRE III

Personnes qui peuvent invoquer la responsabilité de l'hôtelier.

1° Le voyageur descendu dans l'hôtellerie.

C'est dans son intérêt direct que la responsabilité a été établie, c'est donc lui qui peut l'invoquer et agir en conséquence devant les tribunaux.

2° La personne qui fait un dépôt dans l'hôtellerie.

Il faut supposer qu'un habitant d'une ville a un ami hôtelier; il lui donne à garder des marchandises qui sont ensuite volées. Cet habitant pouvait-il invoquer la responsabilité de l'hôtelier, comme l'aurait fait un voyageur pour se faire indemniser de la perte de ses marchandises? Il ne le pouvait point; car il n'avait pas été, comme un voyageur, forcé de déposer ses bagages ou marchandises là où il s'arrête pour coucher, et, d'autre part, il n'avait qu'à choisir un lieu plus sûr qu'une hôtellerie fréquentée par des inconnus. Ceci a été spécialement décidé par un arrêt du 21 mai 1594.

D'ailleurs, en 1667, l'ordonnance d'avril décide que la responsabilité ne pourra être invoquée que par les voyageurs logeant dans l'hôtellerie : « ... par déposts faits en logeant dans une hôtellerie... »

3° Le voyageur reçu gratuitement.

Dans l'ancien droit comme en droit romain on permettait au voyageur hébergé gratuitement dans une hôtellerie d'agir en responsabilité contre l'hôtelier, lorsque ses effets étaient perdus ou endommagés.

Pierre de Fontaines dit (vii) :

Ce meismes entent-je,
se li hosteliers herberge
l'estrangle tot par amors
sanz hostel paier.

J'entends que l'hôtelier est
encore responsable, s'il loge
le voyageur par charité et
gratuitement.

CHAPITRE IV

Objets dont l'hôtelier est responsable.

§ 1. — Effets et bagages.

En général, l'hôtelier était responsable de tous les *effets* des voyageurs, que ceux-ci apportaient avec eux dans l'hôtellerie. C'étaient leurs vêtements en service, ceux placés dans leurs malles ou coffres de voyage, linge et tous objets utiles en voyage. Au treizième siècle, Pierre de Fontaines dit : « Les choses qui sont mises ès-ostels... toutes les choses qui sont mises en son hostel. »

Claude Serres parle « des *effets*, argent ou autres choses portées par les voyageurs dans son logis ».

Pour Denisart, ce sont des *effets* ; pour Charondas Le Caron, ce sont les *biens* qui sont amenés dans les hôtelleries ; pour Danty, ce sont les *hardes* des voyageurs.

Dans l'ordonnance du duc Léopold de Lorraine, du mois de novembre 1707, on parle du « dépôt de nippes et hardes fait dans une hôtellerie ».

L'hôtelier était aussi responsable des armes des voyageurs, ce qui était très utile à une époque où le peu de sûreté des grands chemins nécessitait le port d'armes défensives, et ce qui était très naturel à une époque où une épée faisait partie du costume de tout gentilhomme. Ainsi le parlement de Tournay condamna, le 3 mai 1695, un hôtelier d'Ypres à payer au sieur des Soulies, lieutenant de cavalerie au régiment de Vaillac, la valeur de deux pistolets qui avaient disparu pendant le séjour du lieutenant.

Il n'y avait pas que les effets à l'usage personnel des voyageurs qui étaient garantis par la responsabilité de l'hôtelier. Les marchands en voyage qui s'arrêtaient dans les hôtelleries, y pouvaient déposer les marchandises qu'ils transportaient avec eux : l'hôtelier en était

responsable tout comme des effets personnels du voyageur.

A Langeais, des marchands s'arrêtant dans une hôtellerie apportèrent avec eux des balles de marchandises : plusieurs objets ayant été volés dans ces balles, l'hôtelier fut condamné par un arrêt du 21 juin 1718.

De même, les rouliers, les voituriers, qui constituaient, à cette époque, l'unique moyen de transport des marchandises et qui, chaque nuit, remisaient leurs voitures dans les diverses hôtelleries des grandes routes, y trouvaient la sécurité pour les marchandises qu'ils transportaient, bien que ces marchandises ne leur appartenissent pas : l'hôtelier en était responsable.

Danty déclare l'hôtelier responsable des marchandises des voituriers « selon nos mœurs ».

Un voiturier, ayant eu des marchandises volées dans le cour d'une hôtellerie, l'hôtelier, conformément à la coutume de Normandie, fut déclaré responsable (arrêt du Parlement de Rouen, 14 juin 1616).

Il en était de même en pays de droit écrit : un voiturier étant venu dans une hôtellerie de Rabastens et y ayant déchargé ses marchandises dans une étable, fut volé d'une partie de ces marchandises. L'hôtelier fut condamné à en payer la valeur par un arrêt du parlement de Toulouse, du 27 février 1584.

§ 2. — Espèces monnayées.

Qu'un hôtelier soit responsable d'objets tels que des vêtements et des bagages toujours assez volumineux pour en rendre la sortie de l'hôtel difficile à effectuer par un voleur, et facile à surveiller pour l'hôtelier, cela se conçoit aisément. Mais il est plus difficile de regarder comme équitable de rendre l'hôtelier responsable des espèces monnayées qui pourraient être volées à des voyageurs, et de l'en rendre responsable, quelle que soit l'importance de la somme. Un voyageur peut arriver dans une hôtellerie porteur d'une somme importante sans en prévenir l'hôtelier et sans que la chose soit visible extérieurement. De même, le voleur peut sortir

de l'hôtellerie, sous les yeux même de l'hôtelier, sans que la somme volée, cachée dans ses poches, soit visible.

Néanmoins, l'ancien droit français rendait l'hôtelier responsable des espèces monnayées et sans aucune limitation.

Ainsi un arrêt du Parlement de Paris du 10 juin 1575 condamna une hôtelière à rendre à un voyageur une bourse qui avait disparu pendant son séjour dans l'hôtellerie.

Un hôtelier de Paris, chez qui un marchand de vin avait été volé d'une somme de 900 livres, a été condamné à la restitution de cette somme par un arrêt du 22 janvier 1675, Parlement de Paris.

L'ordonnance du duc Léopold de Lorraine, de 1707, assimile expressément les espèces monnayées aux autres effets : « ...dépôt d'argent, nippes et hardes, fait dans une hôtellerie par le passant ou voyageur... »

Un arrêt du Parlement de Paris du 7 juillet 1724 condamna un hôtelier de la route d'Orléans à payer à un chanoine d'Agen et au curé d'Aiguillon une somme de deux mille livres qui leur avait été volée pendant leur séjour dans l'hôtellerie.

En 1748, le conducteur de la Messagerie de Toulouse est volé à Orléans, dans l'auberge des Trois-Empereurs, d'une somme de 382 livres. Un arrêt du 5 janvier 1752 condamne l'hôtelier à la restituer.

§ 3. — Objets précieux, bijoux.

Les mêmes raisons que l'on pourrait faire valoir en faveur de la non responsabilité de l'hôtelier quant aux espèces monnayées, pourraient s'appliquer au cas des objets précieux, bijoux, etc.

Bien que les auteurs emploient des expressions très générales quant aux objets dont sont responsables les hôteliers, « *toutes les choses* qui sont mises en son hostel » (Pierre de Fontaines, 20, 4), « effets, argent ou *autres choses* portées par les voyageurs en son logis » (Charondas Le Caron, 3, 15), il semble cependant que l'ancien

droit ne rendait pas l'hôtelier responsable des objets précieux, tels que des bijoux de prix.

Au dix-septième siècle, le comte des Armoises, ayant subi un vol de pierreries et de diamants, dans une auberge de Paris, tenue par un nommé Turpin, dit Lespine, avait intenté un procès contre celui-ci pour s'en faire restituer la valeur, 6800 livres. Mais le Parlement de Paris, par un arrêt du 7 décembre 1700, a déchargé l'aubergiste de la demande formée par le comte des Armoises.

« Il y a dans les auteurs plusieurs arrêts semblables » (Denisart).

L'hôtelier n'était donc pas responsable des objets précieux et bijoux, à moins, bien entendu, que le voyageur n'ait déclaré en arrivant qu'il en avait avec lui, ce qui était équitable, car alors l'hôtelier n'avait qu'à surveiller ou à faire surveiller ces objets et à élever en conséquence le prix du logement.

« On n'est pas libre, d'ailleurs, de rendre des aubergistes responsables de sommes indéfinies, en supposant dans des malles des effets précieux, tels que des diamans et des bijoux qui ne seraient pas présumés y être. En pareil cas, il faut dénoncer à l'aubergiste qu'on est porteur d'effets précieux dont on le charge nommément ». (Denisart 1783.)

§ 4. — Animaux.

L'hôtelier sera-t-il responsable des animaux que le voyageur amène avec lui dans l'hôtellerie?

Question d'une grande importance en un temps où la traction ou le portage par cheval était le seul moyen de locomotion.

La jurisprudence de l'ancien droit semble partagée sur la question.

A Grenoble, deux négociants, Dolle et Favier, avaient un cheval qui était logé dans l'écurie de l'aubergiste Brun : un jour, le 6 mai 1776, ce cheval eut la jambe cassée par un coup de pied d'un autre cheval; d'où procès intenté par les deux négociants à l'aubergiste en paie-

ment de la valeur du cheval. L'aubergiste fut condamné par un arrêt de la grand'chambre du Parlement de Grenoble, le 3 décembre 1776.

Dans l'espèce de l'arrêt de Grenoble, il était payé une redevance de tant par jour pour le logement du cheval.

Voici, au contraire, une autre espèce où le logement du cheval était gratuit et était considéré comme l'accessoire du principal, le logement du maître.

Un laboureur, après avoir apporté du blé au marché de Pontoise, détela ses chevaux et les mit dans l'écurie d'une auberge; l'un de ces chevaux y fut blessé. Le laboureur fit assigner l'aubergiste devant le juge de police en remboursement des frais de guérison du cheval. L'aubergiste objectait qu'il ne prenait rien pour la garde des chevaux dans son écurie et qu'on ne pouvait, en conséquence, le rendre responsable. Néanmoins, l'aubergiste fut condamné par le juge de police. Mais un arrêt du 5 mars 1742 infirma cette sentence et déclara l'aubergiste non responsable en raison de ce qu'il ne faisait pas payer la garde des chevaux dans son écurie.

Il semblerait, d'après les deux arrêts opposés ci-dessus, que la raison de cette opposition fût la gratuité ou la non-gratuité du logement des animaux. Il est plus vraisemblable de croire que l'on se trouve ici en présence d'une divergence entre un pays de droit écrit (Grenoble) et un pays de droit coutumier (Pontoise). D'autant plus que voici l'histoire d'un petit cochon, dans laquelle, bien que l'on se trouve en présence d'un dépôt gratuit, comme à Pontoise, l'aubergiste fut déclaré responsable, comme à Grenoble; or, il s'agit ici de Toulouse, autre pays de droit écrit.

A Touget, en Gascogne, un marchand de cochons s'arrête avec six cochons dans l'auberge tenue par Cambon. Il y rencontre un autre marchand et lui vend ses six cochons à tant le quintal : on soupe, puis on se met en devoir de peser les six cochons; mais la balance est trop faible pour des animaux probablement bien gras, le vendeur court dans le village chercher un fléau plus long et à son retour ne trouve que cinq cochons au

lieu de six : il injurie l'aubergiste, l'accuse de lui avoir soustrait l'animal, et finalement est mis à la porte à minuit passé. Devant le Parlement de Toulouse, l'aubergiste soutint qu'il n'y avait aucune preuve qu'il ait soustrait le cochon, et qu'il pouvait prouver que l'animal s'était échappé de lui-même et avait fait deux lieues pour retrouver son ancien gîte. L'arrêt du 21 février 1783 rendit cependant l'aubergiste responsable de la disparition du cochon et le condamna à des dommages et intérêts envers le marchand.

CHAPITRE V

Lieux sur lesquels s'étend la responsabilité de l'hôtelier.

Guyot, dans son « Répertoire universel et raisonné de jurisprudence », définit ainsi le mot « hôtellerie » : Maison où les voyageurs et les passants sont logés et nourris pour de l'argent.

C'est évidemment sur l'hôtellerie que s'étend la responsabilité de l'hôtelier. Il sera responsable des effets des voyageurs qui se trouvent dans l'hôtellerie, il ne le sera pas de ceux qui sont restés dans la rue ou aux environs.

« Je croi qu'il doivent recevoir la garde de totes les choses qui sont mises *en son hostel*. » (Pierre de Fontaines.) Claude Serres dit : « Les choses portées par les voyageurs *dans son logis*. » Pour Charondas le Caron, « les hostes... sont tenus de répondre des biens qui sont amenés *dans leurs hostelleries* », et l'enseigne posée sur leur porte étend leur responsabilité sur toute la maison : « Les hôteliers..., ayant enseigne levée *en leurs logis*, s'obligent à garder les biens qui sont apportés ou amenés *en iceux*. »

En 1695, un hôtelier d'Ypres fut condamné pour la disparition des deux pistolets d'un voyageur, qui se trouvaient *dans son hôtellerie*. Un arrêt du Parlement de Toulouse, du 27 février 1698, condamna un hôtelier de Saint-Gaudens à payer la valeur d'objets volés la nuit *dans son hôtellerie*. Un hôtelier fut condamné par le Parlement de Paris, le 7 juillet 1724, à rembourser 2000 livres qui avaient été volées *dans l'hôtellerie*.

La responsabilité ne s'étendait pas seulement aux chambres des voyageurs, elle s'étendait à toute l'hôtellerie, aux écuries, remises, etc...

Un voiturier, ayant déchargé ses marchandises *dans l'étable* d'une hôtellerie de Rabafflens et ayant fermé la porte à clef, en fut volé d'une partie. Le Parlement de Toulouse, en 1584, condamna l'hôtelier.

La responsabilité s'étend même à la cour de l'hôtellerie : les voituriers qui s'arrêtaient pour une nuit chez un hôtelier, laissaient généralement leurs voitures toutes chargées de marchandises au milieu de la cour de l'auberge, mettaient leurs chevaux à l'écurie, et pendant qu'ils dormaient eux-mêmes, la sécurité de ces marchandises était garantie par la responsabilité de l'hôtelier.

Un arrêt du 14 août 1582 a condamné un hôtelier à rembourser la valeur d'une marchandise à un voiturier. Celui-ci avait laissé, dans la cour de l'hôtellerie, sa charrette toute chargée et on lui avait volé un paquet de marchandises pendant la nuit qui suivit son arrivée.

La responsabilité de l'hôtelier s'étendait-elle sur les « annexes », bâtiments séparés, où les hôteliers ont coutume de loger leur trop-plein de voyageurs? Evidemment, car ces annexes ne constituent, en somme, que le prolongement du bâtiment principal.

Au treizième siècle, Pierre de Fontaines écrivait (20, 8) :

Siaucuns vos herbergé chiès i suen, ou i suen voisin qui ne soit pas herbergières, se il pert ses choses, eles li sont	Si un hôtelier vous loge chez l'un des siens ou chez un de ses voisins qui ne soit pas hô- telier, et que vos bagages soient perdus ou ne vous
--	--

pas rendues, s'eles ne sont fort reites et emblées par la colpe celui qui le herberge, ou par sa tricherie : et ce meismes est tenu del ostelier, s'il reçoit tex choses hors de son herbergerie.

soient pas rendus et qu'ils n'aient pas été soustraits et volés par la faute de celui qui vous loge ou par son dol, l'hôtelier sera responsable, même dans ce cas où le dépôt est fait hors de son hôtellerie.

L'hôtelier était donc responsable quand il logeait un voyageur dans une annexe appartenant soit à lui soit à un voisin.

Mais, au contraire, il n'était plus responsable quand, ayant son hôtellerie pleine, il renvoyait un nouvel arrivé chez un confrère, hôtelier comme lui, et cela même s'il avait recommandé ce confrère au voyageur : si les effets de ce voyageur subissaient un dommage ou étaient volés, le voyageur devait en demander indemnité à l'hôtelier chez qui il logeait et non pas à celui qui le lui avait recommandé.

Dans son recueil des coutumes du Beauvoisis, Philippe de Beaumanoir en cite au treizième siècle un exemple longuement développé dans le § 6 du chapitre 36 :

Pierres proposa contre Jehan qu'il estoit venus en le meson du dit Jehan comme cix son oste, où il avoit reperié et esté autrefois, et li requist qu'il le herbegast li et son ceval, si comme il avoit fet autre fois; et Jehan li avoit respondu qu'il ne pooit, car ses ostix estoit toz plains d'ostes; mais il li enseigneroit bon ostel. Et Pierre li dist qu'il li feist mener.

Pierre accusa Jean de ceci : il était venu dans la maison dudit Jean, comme chez son hôtelier habituel, où il était revenu et avait séjourné autrefois, il lui avait demandé de le loger lui et son cheval, comme il avait fait autrefois, et Jean lui avait répondu qu'il ne le pouvait, car son hôtellerie était toute pleine de voyageurs; mais il lui indiquerait une autre bonne hôtellerie. Pierre lui demanda de l'y faire mener.

Adont Jehan envoia son vallet por mener le dit Pierre quiex Guillaume qui estoit osteliers, et mist son ceval en l'estable, et prist en l'ostel de Guillaume de l'avoine, et donna à son ceval; et quant il s'en fu partis pour aler el marcié, son ceval fut pris en l'estable et li fu emblés; et quant il revint, il demanda à Guillaume, quix qui son ceval estoit, qu'il li rendist son ceval qu'il avoit perdu en son ostel; et Guillaumes li avoit respondu, qu'il ne li avoit pas baillié en commande, et que de son ceval ne savoit-il riens, par quoi il requeroit que le dis Jehan, porce qu'il disoit que li dis Jehan avoit loé l'ostel à bon, et qu'il l'i avoit envoié par son vallet, li rendist le damace de son ceval.

A ce respondi Jehan, qu'il connoissoit bien qu'il li avoit loé l'ostel à bon, et à bon le creoit-il, et qu'il l'avoit fet conduire dusqu'à l'ostel par son vallet; mais il ne voloit pas por ce estre tenus à rendre le damace de son

Jean envoya son valet pour mener ledit Pierre chez Guillaume qui était hôtelier : il mit son cheval à l'écurie et prit dans l'hôtellerie de Guillaume de l'avoine et la donna à son cheval; quand il fut parti pour aller au marché, son cheval fut pris dans l'écurie et lui fut volé; et quand il revint, il demanda à Guillaume, chez qui était son cheval, de lui rendre son cheval, qu'il avait perdu dans son hôtellerie.

Guillaume lui avait répondu qu'il ne le lui avait pas donné en dépôt et qu'il ne savait rien de son cheval.

C'est pourquoi il demandait à Jean de l'indemniser de la perte de son cheval, disant que Jean lui avait recommandé l'hôtel de Guillaume, qu'il l'y avait fait conduire par son valet.

Jean répondit à ceci, qu'il reconnaissait bien lui avoir recommandé cet hôtel, qu'il le croit recommandable, et qu'il l'y avait fait conduire par son valet. Mais il ne voulait pas par ces faits être rendu responsable de la perte du cheval : c'est ainsi

ceval; et sor ce se mis-trent en droit.

Il fut jugié que Jehan n'estoit pas tenu à rendre le damace du ceval, car on doit croire, quant il avoit autre fois esté ses ostes, et avoit esté herbergiés en son ostel sauvement, qu'il li enseignast l'ostel Guillaume porce qu'il le creoit à bon et por cause de bone foi.

Et on se doit peure plus près en jugement d'assaure que de condamner, quant cil qui se deffent met en se deffense cause de bonne foy.

qu'ils engagèrent le procès.

Il fut jugé que Jean n'était pas responsable de la perte du cheval. Car on doit penser, puisque Pierre était venu autrefois dans l'hôtel et qu'il y avait été bien logé, que Jean recommandait l'hôtel de Guillaume, parce qu'il le croyait bon et en toute bonne foi.

Et, dans tout jugement, il vaut mieux absoudre que de condamner, quand le défendeur est de bonne foi.

Toutefois l'ancien droit français reconnaissait un cas où la responsabilité de l'hôtelier ne s'étendait pas à l'une des pièces de son hôtellerie. C'était quand l'hôtelier, prévenu par le voyageur qu'il avait des effets de valeur, ou le supposant de lui-même d'après l'extérieur du voyageur, lui fournissait une chambre fermant à clé et qu'il lui remettait cette clé. Ayant ainsi donné au voyageur les moyens de mettre ses effets en sûreté, l'hôtelier était déchargé de leur surveillance et par suite n'en était plus responsable. Cependant si des voleurs forçaient la serrure, enfonçaient la porte ou perçaient un mur ou une cloison, la responsabilité de l'hôtelier reparaissait tout entière, car en ce cas ou bien il avait fourni une chambre ayant des moyens de clôture insuffisants, ou bien il avait gravement manqué à la surveillance générale de son hôtellerie, l'enfoncement d'une porte robuste ou le percement d'un mur étant des opérations fort bruyantes, dans

ces siècles où les cambrioleurs ne disposaient pas d'outils bien perfectionnés.

Le sieur Despaty, contrôleur du grenier à sel de Clamecy, et le sieur Née de Durville, étant arrivés à Saint-Pierre le Moustier, descendirent dans l'auberge du Cheval-Blanc, tenue par Guitté et sa femme. Ceux-ci leur fournirent une chambre fermant à clé. Le lendemain ils se plaignirent d'un vol qui leur aurait été fait et agirent en justice contre l'hôtelier. Mais un jugement en première instance reconnut l'hôtelier non responsable, parce que les voyageurs ne s'étaient pas plaint que leur chambre fût mal fermée et qu'on n'avait relevé aucune fraction à la porte ou aux murailles, ainsi que le constatait un procès-verbal officiel. La Cour confirma la sentence par un arrêt du 4 avril 1727.

Trente ans avant, en 1697, Danty, dans son traité de la preuve par témoins, avait exprimé l'opinion diamétralement opposée; il l'avait fondée sur un arrêt. Mais il reconnaît lui-même de suite après que cet « arrêt » n'est pas décisif. On avait trouvé que la femme de l'hôte avait deux clés qui ouvraient la porte de la chambre où était le voyageur.

Il semble que lorsque le moyen de fermeture était entièrement entre les mains du voyageur et était unique, l'hôtelier n'était plus responsable des objets situés dans la chambre. Mais qu'au contraire, sa responsabilité demeurerait entière sur la chambre quand le moyen de fermeture était en double, deux clés, le voyageur ayant l'une et l'hôtelier l'autre, ou encore quand, la clé étant unique, le voyageur en sortant l'a donnée à garder à son hôtelier, en l'accrochant, par exemple, dans le bureau de l'hôtelier au tableau à ce destiné.

Voici, à l'appui, un arrêt que le parlement de Paris a rendu le 22 janvier 1675 :

« Un marchand de vin, qui était allé demeurer chez un particulier hostellier de cette ville de Paris, avait la somme de 900 livres dans une petite cassette, et pour serrer la cassette avait demandé la clef d'un coffre qui était dans sa chambre où il renferma cette cassette.

« Etant allé en ville pour les affaires de son commerce, il laissa la clef de sa chambre pendue à un clou dans la chambre de son hostellier, ainsi que c'était la coutûme. Un autre hoste, inconnu au marchand, prend cette clef, et furtivement entre dans la chambre de ce marchand, lève la serrure du grand coffre, lève pareillement la serrure de la cassette, et ayant pris les 900 livres qui y étaient, jette cette cassette sous le lit du marchand, et s'enfuit après ce vol.

« Arrest est intervenu confirmatif d'une sentence du Chastelet qui condamne l'hostellier, et néanmoins surseoit l'exécution de l'arrest pendant trois mois.

« Prononcé à la Tournelle civile, le vingt-deuxième janvier mil six cens soixante-quinze, par Monsieur le Président Le Coigneux, conformément aux conclusions de Monsieur l'Avocat général de Lamoignon. »

CHAPITRE VI

Durée de la responsabilité de l'hôtelier.

Le voyageur étant un hôte passager, la responsabilité de l'hôtelier sur les effets et bagages de ce voyageur doit être passagère, elle aussi. Il importe donc de savoir, quand commence cette responsabilité, et quand elle cesse.

Section 1^{re}. — Quand commence la responsabilité de l'hôtelier ?

Au moment de l'arrivée du voyageur, il se forme une convention entre celui-ci et l'hôtelier, convention appelée quelquefois « contrat d'hôtellerie ». Il résulte de cette convention bilatérale des obligations réciproques : l'hôtelier a l'obligation principale de loger et de nourrir le voyageur et l'obligation accessoire de garder sains et saufs ses effets, ses bagages et tout ce qu'il apporte avec lui; le voyageur a réciproquement l'obligation de payer

les frais de son logement et de sa nourriture. Le voyageur ne paye rien qui corresponde à l'obligation de garder ses effets; mais pour l'hôtelier cette obligation de garde est accessoire de l'obligation principale et est par cela même aussi impérative qu'elle. C'est l'inobservation par l'hôtelier de cette obligation de garde qui cause sa responsabilité. L'hôtelier devient responsable des effets du voyageur dès le moment où se forme cette obligation de garde, dès la formation de la convention, c'est-à-dire dès l'arrivée du voyageur.

Cette convention n'a d'ailleurs pas besoin d'être expresse : elle peut être simplement tacite, et en réalité elle l'est presque toujours. Par conséquent, l'obligation de garder les effets et la responsabilité de l'hôtelier se forme tacitement aussi.

On peut donc dire que la responsabilité de l'hôtelier commence au moment même où les effets entrent dans l'hôtel.

Guyot dit en 1784 :

« Il se forme entre l'hôtelier et le voyageur une convention, par laquelle l'hôtelier s'oblige de loger le voyageur et de garder ses effets, ses chevaux, ses équipages, et le voyageur s'engage à payer la dépense qu'il aura faite dans l'hôtellerie.

« D'ordinaire cette convention se forme tacitement par la seule entrée du voyageur dans l'hôtellerie, et par le dépôt des effets mis entre les mains de l'hôtelier ou de ceux qu'il a préposés pour prendre soin de l'hôtellerie. »

Il n'y a donc pas besoin que le voyageur donne spécialement en dépôt ses effets; le voyageur, par exemple, n'a pas besoin de dire : « Voici mes effets à garder. » — « Je compte que vous surveillerez mes effets » ou autres formules du même genre.

Pierre de Fontaines, dans son conseil, nous apprend que tel était déjà le droit au treizième siècle :

Il ne covient mie de- mander se les choses qui sont mises és ostels ou		Il ne convient pas de se demander si les choses appor- tées dans les hôtelleries ou
--	--	---

des tavernes, sont baillies au mestre del ostel : car se eles n'i sont, si apert-il qu'elles li soient baillies, dès qu'elles sont mises en son hostel par son seu et par sa souffrance : et je croi qu'il doivent recevoir la garde de toutes les choses qui sont mises en son hostel.

les tavernes, ont été expressément données en garde à l'hôtelier : car si elles ne l'ont pas été, il est certain qu'il en a la garde dès qu'elles sont apportées dans l'hôtel, qu'il l'ait su et toléré : et je crois qu'il doit avoir la garde de toutes les choses apportées dans son hôtellerie.

Dans ses « Mémorables observations de droit français, rapporté au droit romain, civil et canonic, enrichies d'arrests et recherches singulières », le jurisconsulte L. Charondas Le Caron écrit en 1637 :

« Les hôtes qui font profession de recevoir et de loger les passans, desquels ils recoivent salaire, sont tenus de respondre des biens, qui sont amenés dans leurs hotelleries et déposez en leur garde, encores qu'ils ne leur soient expressément baillez en garde, parce qu'il suffit qu'ils soyent par eux receuz dans leurs hostelleries, d'autant que par telle reception ils s'en chargent »... « Et encore qu'expressément ils n'en aient pris la charge, si est ce qu'ils sont tenus de la restitution de ce qui aurait été pris en leur logis, comme en ayant reçu la garde. »

« Pour rendre l'hôte responsable, dit Danty, des marchandises et hardes des voituriers ou voyageurs, selon nos mœurs, on a jugé qu'il n'était pas nécessaire qu'elles lui aient été données en garde, ni qu'il les avait vues, ou qu'il sache qu'elles sont entrées dans son hotellerie, mais qu'il suffit qu'il y ait preuve qu'elles y aient été apportées. »

Pour Claude Serres, « un hôte est responsable des effets, argent ou autres choses portées par les voyageurs dans son logis, et qui ont été volées ou perdues, quand même lesdits effets ne lui auraient pas été baillés en garde, ni déposés entre ses mains, et qu'il ne s'en serait pas chargé expressément ».

Dans l'affaire de l'hôtellerie de la Tête d'or à Ypres, le sieur des Soulies, lieutenant de cavalerie, avait apporté avec lui dans l'hôtel une paire de pistolets, mais sans en prévenir l'hôtelier. Le lendemain, les pistolets furent introuvables : on les avait volés; l'officier en avertit l'hôtelier qui proteste que ce n'est point son affaire; que ledit officier ne les lui avait point donnés en garde et qu'il pouvait les chercher. Le Parlement de Tournay, le 3 mai 1695, le reconnut néanmoins responsable et le condamna.

L'opinion, suivant laquelle la responsabilité de l'hôtelier commence dès l'entrée des effets du voyageur et sans aucune déclaration ou avertissement préalable par le voyageur, est celle qui fut adoptée, comme on vient de le voir, par la doctrine et par la jurisprudence dans l'ancien droit français.

Mais l'opinion inverse, suivant laquelle l'hôtelier n'est responsable que par un engagement de sa part, pris sur la demande formelle du voyageur, rencontra quelques partisans.

C'est cette opinion que Philippe de Beaumanoir nous expose, au treizième siècle, dans son recueil des Coutumes du Beauvoisis, à la suite du jugement cité ci-dessus (voir au ch. vi).

Or veons se Pierres eust demandé en jugement son cheval à Guillaume, en qui ostel il fu mis en le manière dessus dite, se li dis Guillames fust tenus à restorer le damace du cheval?

Nous disons que non, car il ne li fu pas baillés en commande; et à ce que li oste soient tenu à rendre les cozes perdues en lor ostix qui furent à

Or, dans ce même cas, si Pierre avait demandé en justice à Guillaume de l'indemniser de la perte de son cheval, Guillaume y aurait-il été condamné?

Nous disons que non; car il ne lui fut pas donné en dépôt; et pour que l'hôtelier soit responsable des objets appartenant aux voyageurs et perdus dans l'hôtellerie, il est néces-

lor ostes, il convient qu'elles lor soient bailliées en commande, et c'on die à l'oste ou à l'ostesse : « Gardez nous ce », car autrement porroient li larron qui se herbergent, embler, on fere embler à lor mesnie, ou à autres, lor cevax ou lor cozes qu'il porteroient as ostix, et puis demander les à l'oste; et ensi porroient estre li oste deceu, et che ne seroit pas resons.

saire qu'ils lui aient été donnés expressément en dépôt et qu'on ait dit à l'hôtelier : « Gardez-nous ceci. » Autrement, en effet, les voleurs pourraient venir dans une hôtellerie avec leur cheval et leurs bagages, les voler et les faire voler par des compères de leurs familles ou autres, et ensuite en demander la restitution ou l'indemnité à l'hôtelier : de la sorte l'hôtelier serait trompé, et cela ne serait pas équitable.

Beaumanoir expose ainsi le principal argument contre la responsabilité de l'hôtelier s'établissant sans sa volonté; savoir : le manque d'équité. Mais la réponse est simple : l'hôtelier n'a qu'à exercer lui-même ou à faire exercer par des personnes de confiance une surveillance incessante aux portes de son hôtellerie. »

Cette opinion ne se rencontrait pas seulement en Beauvoisis, pays coutumier; on la retrouve également dans la jurisprudence des pays de droit écrit. Un arrêt du 3 février 1687, du Parlement de Provence, déclara un hôtelier non responsable des effets d'un voyageur, parce que ces effets n'avaient pas été déposés entre ses mains.

Quant à Pothier, voici ce qu'il dit sur la question : « Observez que ce dépôt n'est pas censé intervenu par cela seul, que le voyageur a apporté les effets dans l'auberge, au vu et au su de l'aubergiste, s'il ne les lui a pas expressément donnés en garde...

« Danti, sur le troisième chapitre de Boiceau (de la preuve par témoins), est d'avis contraire. Il soutient sur le fondement de quelques arrêts, qu'il suffit que les effets d'un voyageur soient entrés dans l'auberge, quoiqu'à l'insu de l'aubergiste, pour qu'il soit responsable du vol qui en a été fait, quoiqu'il n'y ait pas de preuve qu'il ait été

fait par ses domestiques; mais ces arrêts, qui ont pu être rendus sur des circonstances particulières et sur de fortes présomptions de fraude, ne sont pas décisifs, et ne peuvent détruire les principes de Droit que nous avons tirés des Lois romaines. »

Si l'on se reporte à ce qui a été dit sur cette question en Droit romain (Voir page 38), on voit que Pothier a fondé son opinion sur ce texte d'Ulpien (Dig., 4, 9, 1 pr.), « les hôteliers rendront ce qu'ils se seront engagés à garder en bon état ». (Voir p. 38). Mais on peut se demander pourquoi ce jurisconsulte n'a fait aucun cas du § 8 de la même loi I (Voir p. 40), où Ulpien explique le texte des principium, et du texte de Paul (Dig., 4, 9, 4, § 2. — Voir p. 37). De ces deux textes ressort clairement l'opinion inverse de celle de Pothier, celle de Danty, celle de l'ancien droit français, celle qu'adoptera notre Droit actuel. Dès lors, sont-ils donc aussi indestructibles que l'orgueilleux Pothier le proclame, « les principes de Droit, que nous avons tirés des lois romaines? »

Une autre question se pose : la responsabilité de l'hôtelier découle de la convention, tacite généralement, qui se forme, au moment de l'arrivée du voyageur, entre celui-ci et l'hôtelier. Mais la responsabilité de l'hôtelier se trouvait-elle engagée aussi quand cette convention tacite avait lieu, non plus entre le voyageur et l'hôtelier lui-même, le patron, mais entre l'hôtelier et l'un des membres du personnel de l'hôtellerie? Il faut distinguer deux cas.

Dans le premier cas le voyageur est « reçu » à son arrivée par un remplaçant de l'hôtelier : sa femme, son fils, son principal employé, sa servante en chef; la responsabilité de l'hôtelier se trouve engagée.

Cette responsabilité ne serait pas engagée, au contraire, dans le deuxième cas, celui où le voyageur est reçu à son arrivée par un employé subalterne, aide-cuisinier, plongeur, petite servante, ou encore par un jeune enfant de l'hôtelier.

Cette distinction de l'ancien droit n'est que l'application d'un texte d'Ulpien (Dig., 4, 9, 1 § 5. — Voir p. 39).

L'hôtelier est responsable même quand le voyageur arrive au milieu de la nuit et pendant son sommeil : un bon hôtelier, en effet, doit confier la garde de sa porte soit à un employé subalterne qui vienne le prévenir quand un voyageur attardé arrive, soit à un employé supérieur qui le remplace et engage sa responsabilité.

Un voiturier arriva dans une hôtellerie à deux heures du matin, détela ses chevaux, les mit à l'écurie, et alla se coucher, laissant dans la cour de l'hôtellerie sa voiture chargée de ballots de marchandises. A son réveil, il constata qu'un ballot avait disparu et en demanda le remboursement à l'hôtelier : celui-ci soutint qu'il ne connaissait pas l'arrivée du voiturier, n'avait pu surveiller ses marchandises et n'en était pas responsable. Un arrêt du 14 août 1582 le condamna néanmoins, considérant que s'il était entré, c'est que la porte avait été ouverte par un employé, qui l'avait reçu, avait agi en remplaçant de l'hôtelier et avait par cela même engagé sa responsabilité.

« Le nommé Girardin, conduisant la messagerie de Toulouse, qui était chargée de deux cens quatre vingt et tant de mille livres appartenant à la recette générale des finances de Limoges, arriva à Orléans dans l'auberge des Trois-Empereurs, le 25 décembre 1748, à six heures du matin. Après avoir fait décharger ses ballots sur le pavé de la cour, il alla à la messe avec tous ceux qui l'accompagnaient. Revenu à l'auberge, il s'aperçut qu'on avait ouvert un sac d'argent et volé 882 livres... Girardin soutint vis-à-vis de l'aubergiste, la veuve Pio, qu'elle était responsable de ce vol, parce qu'il avait été fait chez elle. L'aubergiste répondait que le conducteur de la messagerie avait contrevenu aux règlements qui défendent aux messagers de voyager la nuit, qu'il était arrivé chez elle à heure indue et qu'elle n'avait appris qu'à son réveil le vol dont il s'était plaint. Mais il était constant que le conducteur n'avait pu entrer dans l'auberge, qu'on ne lui en eût ouvert la porte. Dès lors, l'aubergiste, responsable de ses gens, ne pouvait se défendre sur ce qu'elle avait ignoré l'arrivée de la messagerie. Le con-

ducteur avait d'ailleurs averti sa sœur de veiller à sa voiture, tandis que son monde et lui iraient à la messe. L'arrêt du mercredi 5 janvier 1752 condamna l'aubergiste à restituer la somme volée, et aux dépens.

La responsabilité de l'hôtelier découlant d'une convention tacite, il semble que, par une convention expresse contraire passée entre hôtelier et voyageur, on puisse convenir que l'hôtelier ne sera pas responsable : c'est ce qui avait lieu dans l'ancien droit français. Au moment où l'hôtelier recevait le voyageur à l'arrivée, il pouvait le prévenir qu'il ne prenait pas la responsabilité de ses effets : le voyageur averti pouvait d'ailleurs à ce moment changer d'hôtellerie, ou veiller à ses effets et débattre ses prix en conséquence.

On lit dans le Conseil de Pierre de Fontaines (20, 12) :

Et s'il lor dist au commencement dou herbergier, que chascuns gart bien sa chose, ou il li baillent, ou metent en bones huches et il lor en baillera les clef, ou il ne lor respondra ja : je croi que s'il prennent ainsi l'ostel, et ne le font si com li ostes dit lor a, s'il i perdent, bien s'en porra portant oster li ostes, s'aucune chose n'i est provée de sa tricherie.

Et s'il leur dit au commencement du logement qu'ils prennent chez lui, que chacun garde bien sa chose ou qu'il la donne à l'hôtelier en dépôt, ou qu'il la mette dans un bon coffre dont l'hôtelier leur donnera la clé, ou que sinon il n'en sera pas responsable; je crois que si, dans ce cas, le voyageur couche dans l'hôtellerie, ne se conforme pas à l'avis, et est volé, l'hôtelier ne sera pas responsable, si aucun délit n'est prouvé à sa charge.

Le sieur Nicolas Desrues, huissier à cheval au Châtelet de Paris, s'arrêta un jour pour coucher dans une hôtellerie de Sézannes-en-Brie; l'hôtelier l'avertit à son arrivée de ne pas laisser son argent dans sa chambre, qui n'était pas bien fermée. Il l'y laissa néanmoins, et le lendemain ne le retrouva plus. Un arrêt du 16 août 1677 déclara l'hôtelier non responsable.

Il y avait cependant un cas où la responsabilité de l'hôtelier ne naissait pas spontanément à l'arrivée du voyageur. C'était le cas d'une chambre commune. Dans les siècles passés, comme encore aujourd'hui dans certaines petites auberges, il était d'usage dans les hôtelleries d'avoir des chambres à deux ou plusieurs lits, en lesquels couchaient des voyageurs quelconques, inconnus les uns aux autres. Quand un voyageur acceptait ainsi de coucher dans une chambre où il n'était pas seul, l'ancien droit ne reconnaissait pas de responsabilité de l'hôtelier sur les effets de ce voyageur. L'hôtelier, en effet, dans le cas où l'un vole les effets de l'autre, n'est pas en faute de surveillance, puisqu'il ne peut surveiller ce qui se passe dans une chambre fermée à clé, pendant la nuit.

Un arrêt du Parlement de Toulouse du 22 janvier 1575 a décidé qu'un hôtelier n'était pas responsable en ce cas : deux voyageurs avaient consenti à coucher dans la même chambre et, pendant la nuit, l'un d'eux avait pris l'argent et les vêtements de l'autre et s'était sauvé par la fenêtre.

Section 2. — Quand cesse la responsabilité de l'hôtelier ?

De même que la responsabilité commençait à l'arrivée du voyageur, au moment où les bagages entraient dans l'hôtellerie, de même elle cessait au départ du voyageur, quand les bagages sortaient de l'hôtellerie.

Si un voyageur avec bagages quittait l'hôtellerie où il avait séjourné et y laissait ses bagages pour quelque temps, soit qu'il revienne les chercher, soit qu'il les fasse prendre par un voiturier, l'hôtelier restait-il responsable de ces bagages ? Oui, mais plus de la même manière : la responsabilité dérivant de l'obligation de garder formée par la convention tacite à l'arrivée du voyageur s'éteignait toujours par le départ de ce voyageur ; mais si le voyageur, à son départ, demandait à l'hôtelier de lui garder ses bagages et que l'hôtelier acceptât, il se formait un contrat de dépôt volontaire. L'hôtelier était alors responsable comme dépositaire volontaire de droit commun.

« A cet égard, dit M. Aublet de Maubuy, *Traité des dépôts*, page 206, il ne devient plus que dépositaire volontaire, parce que c'est un acte purement volontaire de la part des parties; l'hôtelier ne devient dépositaire que parce qu'il le veut; la confiance qu'on lui donne en ce cas n'est pas une suite de sa profession. Il n'est astreint qu'aux obligations du dépositaire volontaire, et en cas de difficulté sur la remise du dépôt, il n'y a que sa déclaration. Je l'ai vu juger ainsi en 1765, sur délibéré, au rapport de M. Renaud d'Yrval, conseiller au Parlement de Paris; quoique l'hôte convint avoir ouvert de lui-même la valise en l'absence du déposant. La raison était qu'il y avait dans la valise une drogue qui, s'échauffant, infectait la chambre. En vain, on opposait qu'on aurait dû, pour constater le fait, appeler un commissaire, qu'ayant ouvert la valise, lui ou ceux de la maison en avaient détourné les effets : il affirma qu'il n'y avait alors que ce qu'il représentait et offrait de remettre. Le déposant fut déclaré non recevable. Il y avait entre le dépôt fait et la réclamation un laps de 3 ans. Celui que je défendais était néanmoins lieutenant-colonel. »

En dehors de ce cas normal où la responsabilité de l'hôtelier cessait par le départ du voyageur, ne pouvait-elle venir à cesser même pendant le séjour du voyageur? L'ancien droit, d'accord avec le droit romain, reconnaissait un cas où la responsabilité cessait pendant le séjour du voyageur : c'était le cas de *force majeure* : Une inondation survenant et détériorant les bagages du voyageur, une attaque par une bande de voleurs d'une hôtellerie isolée en rase campagne suivie d'un pillage général. Tous les jurisconsultes de l'ancien droit sont d'accord pour l'affirmer : Charondas Le Caron, Danty, Claude Serres, Pothier, Guyot, etc.

Dès le treizième siècle d'ailleurs, Pierre de Fontaines écrivait :

Et s'eles ont esté em- blées sanz la colpe à l'ostelier et sanz sa tri-		Si elles ont été volées sans la faute de l'hôtelier, et sans sa connivence, il en est aussi
---	--	---

cherie, si covient-il qu'il les rende, s'aucun dama-che n'avient par tel dont il ne puisse estre porveuz, si come par grant force de robeors, ou d'autre cas dont l'en n'est porveuz.

responsable pourvu que le dommage ne résulte pas d'un cas que l'on n'ait pu prévoir, comme le pillage à main armée et autres cas que l'on ne peut prévoir.

Philippe de Beaumanoir nous apprend qu'il en était de même en Beauvoisis :

Et encore à ce qui est baillié as astes espécialement en commande, pot-il avoir remède por les ostes qu'il ne seront pas tenu à rendre ce qui sera emblé; si comme quand il aperte coze et bien provée que li laron emblèrent des cozes à l'oste, aussi comme des cozes as osteles.

Et même en ce qui concerne les objets donnés expressément en dépôt, il y a des cas où l'hôtelier ne sera pas responsable de leur perte; ainsi quand il est certain et bien prouvé que ces objets ont été enlevés par des voleurs en même temps que d'autres objets appartenant en propre à l'hôtelier.

Un arrêt du 18 mai 1574 rendit un hôtelier non responsable, les effets ayant disparu par force majeure.

La responsabilité de l'hôtelier cessait aussi, même sans le départ du voyageur, même sans force majeure, par une imprudence grave du voyageur, une faute relevée et prouvée contre lui.

C'est ce que décida un arrêt du Parlement de Paris, du 7 décembre 1700 :

Le comte des Armoises, étant venu à Paris, descendit dans une auberge tenue par un nommé Turpin, dit Lespine; il avait avec lui une valise contenant des objets de valeur, notamment des diamants, et commit l'imprudence de laisser cette valise dans le vestibule de l'hôtellerie où elle fut volée. Le comte des Armoises intenta un procès à l'hôtelier et invoqua sa responsabilité; mais Turpin opposa que le comte avait commis une grave impru-

dence, une faute annihilant sa propre responsabilité, en laissant sa valise dans le vestibule, au lieu de la mettre dans sa chambre où deux armoires, fermant à clé, se trouvaient. La Cour lui donna raison et le déchargea de la demande formée contre lui.

CHAPITRE VII

Faits qui mettent en mouvement la responsabilité de l'hôtelier.

On vient de voir que l'hôtelier était responsable de certains objets envers certaines personnes. Mais, en temps normal, cette responsabilité sommeille en quelque sorte : il faut l'événement de certains faits pour réveiller cette responsabilité, la mettre en mouvement et lui faire produire des effets juridiques. Ces faits doivent se produire sur les objets dont l'hôtelier est responsable.

Section. 1 — Quels sont les faits qui mettent en mouvement la responsabilité de l'hôtelier ?

Ils sont au nombre de deux : le vol de ces objets, et le dommage qui leur est causé.

1^o Vol.

On lit dans le Conseil de Pierre de Fontaines : (20, 10).

Quant les choses sont emblées chief l'ostelier, bien en puet pleidier l'ostelier come de larrecin s'il vielt, puisque li périlz des choses emblées apartienent à lui, puisque li convient rendre.

Quant les choses sont volées chez l'hôtelier on peut actionner cet hôtelier en prouvant le vol, car les risques des choses volées sont à sa charge, puisque il est obligé à les restituer.

Dans l'ancien droit français, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord à constater que le vol des objets rend l'hôtelier responsable.

« Lorsque, dit Pothier, les choses, données en dépôt par un voyageur à un aubergiste, ont été *volées* dans l'auberge, l'aubergiste en est responsable. »

En 1753, M. Claude Serres écrit : « Il faut savoir qu'un hôte est responsable des effets, argent ou autres choses portées par les voyageurs dans son logis, et qui ont été *volées*. »

« Les aubergistes sont régulièrement responsables des vols commis dans leurs maisons, dit Guyot. »

Un arrêt du parlement de Paris du 22 janvier 1675, condamne un hôtelier en raison du *vol* d'une cassette pleine d'argent.

Le 27 février 1698, le parlement de Toulouse condamne un hôtelier de Saint-Gaudens en raison d'un vol commis chez lui.

L'aubergiste Turpin est rendu responsable du *vol* de la valise du comte des Armoises, par un arrêt du parlement de Paris du 7 décembre 1700.

Deux voyageurs déclarent à serment avoir été volés dans une hôtellerie de la route d'Orléans : le parlement de Paris condamne l'hôtelier le 7 juillet 1724.

Un arrêt du 5 janvier 1752 rend une aubergiste d'Orléans responsable du *vol* d'un sac d'argent.

C'est encore à la suite d'un *vol* qu'un aubergiste d'Etampes est condamné le 12 février 1780.

2° DOMMAGE.

Ce n'est pas seulement du vol des objets dont l'hôtelier est responsable ; c'est encore du dommage qui leur est causé : vêtements déchirés ou tachés, objets cassés, etc..., et surtout les coups et blessures reçus par les animaux, chevaux principalement, dans les écuries de l'hôtellerie : c'était là la cause la plus fréquente des procès relatifs au dommage causé.

Pierre de Fontaines dit :

Totes les choses qui devant sont dites, qui forteites sont par larrecin, et doivent estre rendues, ce meesmes doit estre entendu se eles sont damachies en la garde à l'osteler : car il ne covient mie douter que cil qui reçoit une chose à garder l'a sauvement, ne la doie autresi bien garder qu'ele ne soit damachée, come s'ele ne soit emblée.

Tout ce qui vient d'être dit du vol doit être appliqué au dommage causé aux choses des voyageurs, pendant qu'elles sont en la garde de l'hôtelier : car il n'y a pas de doute que celui qui reçoit une chose à garder intacte ne la doive pas garder aussi bien contre le dommage que contre le vol.

Il n'y a là, en somme, que la répétition du texte de Gaïus en droit romain (Dig. 4, 9, 5, § 1).

« Il en est de même, dit Pothier, du cas auquel les choses données en dépôt à l'aubergiste se trouvent endommagées. Il en est responsable. »

On voit la même idée exprimée par Denisart et par Guyot.

Section 2. — Par quelles personnes doivent être accomplis ces faits qui mettent en mouvement la responsabilité de l'hôtelier ?

1^o HOTELIER.

Si c'était l'hôtelier lui-même qui volait ou endommageait les effets ou bagages, il en était responsable : c'est évident et ce n'était que l'application du droit commun. Mais pour qu'il y ait lieu à la responsabilité spéciale de l'hôtelier, il fallait que ces faits, vol ou dommage, soient accomplis par une tierce personne. L'hôtelier n'était alors plus responsable directement, comme auteur du fait, comme coupable du délit, mais responsable indirectement, comme une sorte de complice, en partant de cette idée que si le délit a été commis, c'est que l'hôtelier l'avait rendu possible par sa négligence, son manque de

précaution et son défaut de surveillance. C'est ce qui se produisit dans les cas des paragraphes suivants.

Pothier disait en parlant du dépôt d'hôtellerie : « Ce dépôt doit obliger l'aubergiste dépositaire à la prestation de la faute légère, » et plus loin : « Ces personnes doivent apporter à la garde des effets qui leur sont confiés, non pas seulement de la bonne foi, comme dans le cas des dépôts ordinaires, mais un soin exact, et elles sont en conséquence, tenues de la faute légère. »

« L'hôtelier, disait Guyot, doit garder ou faire garder, avec tout le soin possible, les choses que le voyageur a apporté dans l'hôtellerie. C'est pourquoi il est tenu non seulement de ses fautes, mais encore de la moindre négligence. »

Cette simple négligence engageant une lourde responsabilité pour l'hôtelier, on avait cherché à lui faire éviter en partie sa négligence et à diminuer, par suite, sa responsabilité par des mesures directes de police impératives ; c'est ainsi qu'une ancienne ordonnance de police du 12 février 1367 défendait aux aubergistes d'ouvrir leur porte le matin, qu'après avoir demandé à tous leurs hôtes s'ils n'avaient rien perdu dans la nuit précédente.

2° EMPLOYÉS ET DOMESTIQUES DE L'HÔTELIER.

Si le vol ou le dommage était accompli par un employé ou un domestique de l'hôtelier, celui-ci en était responsable. Le bon hôtelier doit recruter son personnel avec le plus grand soin ; il ne doit prendre comme employés ou comme domestiques que des personnes d'une loyauté absolue, d'une honnêteté parfaite et sachant accomplir leurs fonctions d'une façon quasi-parfaite.

Dès lors, si un effet d'un voyageur était volé par un employé malhonnête, ou déchiré, taché, brisé ou endommagé volontairement par un employé méchant, ou involontairement par un maladroit ou un incapable, l'hôtelier en était responsable comme coupable d'une faute dans le recrutement de son personnel.

Comme on l'a vu plus haut, le droit romain voyait là un quasi-délit et il y avait lieu à l'action au double.

Ulpien et Justinien en ont donné des textes précis, dont Pierre de Fontaines s'est inspiré pour écrire au treizième siècle :

Quant li hosteliers met estranges genz en son service, il doit encerchiez de quel foi et de quel loiauté i sont; car il doit restorer le mesfet à ses serjans, qui qu'ils soient, ou franc ou serf; ne ce n'est mie tors s'il restore lor fez, puisqu'il les a mis en son service, à son péril.

Quand l'hôtelier prend à son service des gens étrangers, il doit examiner leur foi et leur loyauté, car il doit réparer les délits de ses serviteurs, quels qu'ils soient, libres ou serfs; il n'est pas exagéré de le rendre responsable de leurs faits, puisqu'il les a pris à son service à ses risques.

Il en est de même au dix-septième siècle : « L'hôte, dit Danty, est tenu aussi du vol ou dommage, si le vol a été fait par ses domestiques. » De même au dix-huitième siècle, « il est aussi, dit Claude Serres, responsable civilement du fait de ses domestiques ».

Toutefois, l'ancien droit reconnaissait un cas où l'hôtelier pouvait être reconnu par le juge non responsable du vol commis par un de ses domestiques sur les bagages d'un voyageur, quand le domestique avait volé l'hôtelier lui-même en même temps que le voyageur. Mais encore dans ce cas, le droit présumait que l'hôtelier était complice, et c'était à celui-ci à prouver qu'il ne l'était pas.

3° AUTRES VOYAGEURS DE L'HÔTELLERIE.

Dans l'ancien droit, l'hôtelier était encore responsable quand le vol ou le dommage étaient l'œuvre d'un autre voyageur logé dans l'hôtellerie.

En ce qui concerne l'action au simple, le droit romain rendait toujours l'hôtelier responsable du fait (vol ou dommage) des autres voyageurs; mais dans le domaine de l'action au simple, le droit romain faisait une distinction entre les voyageurs de passage et les pensionnaires :

responsable du fait de ceux-ci, l'hôtelier ne l'était plus du fait de ceux-là.

Cette distinction, que les Romains n'avaient établie que pour une des deux actions, fut reprise par le vieux droit français, généralisée et étendue à tous les cas. Ainsi le constate Pierre de Fontaines à son § 11, du chapitre 20 :

S'en me bat mon ser-
jant ou mesfet aucune
chose on l'ostel à l'oste-
lier ou au tavernier, li
hosteliers est tenuz de
ce qui est malement fet
por cels qui sont en son
hostelpor cause d'abiter;
mès ce n'appartient pas à
celui qui est soutène-
ment venuz en l'ostel, si
come li trespassans.

Si l'on cause quelque tort à
mon serviteur, ou quelque
dommage à une de mes
choses dans la maison de l'hô-
telier, ou du tavernier, l'hôte-
lier est tenu du fait de ceux
qui habitent à demeure dans
son hôtellerie; mais non pas
du fait de celui qui est venu
soudainement dans l'hôtellerie
comme un voyageur de pas-
sage.

Toutefois, il semble résulter d'un texte de Philippe de Beaumanoir que dans le droit coutumier du Beauvoisis, au treizième siècle, il n'en était pas de même. Quand un voyageur volait les bagages d'un autre voyageur, et prenait la fuite, l'hôtelier n'était pas responsable indirectement du fait de ce voyageur : on laissait au juge seulement la faculté de rechercher si l'hôtelier était complice ou non du vol ou du dommage : l'hôtelier de bonne renommée était présumé non complice et non responsable; la présomption de complicité s'élevait au contraire contre l'hôtelier de mauvaise renommée. De sorte que l'hôtelier n'était pas responsable civilement du fait de ses voyageurs : il ne pouvait avoir qu'une sorte de responsabilité criminelle et seulement dans certains cas.

Et moult est grans
perix de herberguier
pour convoitise de
gaaing, qui loialment ne
le fet et qui n'a très

Le métier d'hôtelier est
plein de dangers pour qui ne
l'exerce loyalement et n'a très
bonne renommée. Il peut ar-
river, en effet, que plusieurs

bone renommée; car il avient aucune fois que cil qui entrent ensamble en un ostel, mordrissent l'un l'autre, ou emblent l'un à l'autre, que li oste n'en sait mot, devant que li malfeteur s'en sunt alé et qu'ils truevent le fet. En tel cas, on n'en set qui mescroire, fors les ostes; si en ont maintes fois li oste, qui coupes n'i ont, à souffrir; car de tix cas orbes on n'en set qui souspeçonner, for les ostes qui herbergeruier les avoient; ne en tel cas riens ne vaut tant as ostes comme quant on les trueve en bonne renommée, par bonne enqueste.

voyageurs arrivant ensemble dans une hôtellerie, s'y tuent ou se volent l'un l'autre, et que l'hôtelier ne s'en aperçoive qu'après le départ du malfeteur. En pareil cas, on ne sait qui croire, excepté les hôteliers. Ceux-ci en ont souvent à souffrir, sans être coupables; dans de tels cas obscurs, en effet, on ne sait qui soupçonner, excepté les hôteliers, et alors, rien ne vaut autant pour les sauver qu'une bonne renommée constatée par bonne enquête.

Mais le système le plus répandu et celui qui s'est généralisé dans les siècles suivants, est celui qui rend l'hôtelier responsable du fait des voyageurs qui logent dans son hôtellerie.

« L'hôte est tenu aussi, dit Danty, du vol au dommage, si le vol a été fait par ses voyageurs ou autres gens logés dans son hôtellerie, du fait desquels il est responsable. M. Le Prestre en rapporte un arrêt rendu consultis classibus, et Maynard en rapporte un autre du parlement de Toulouse, ce qui marque la conformité de la jurisprudence du pays de droit écrit avec celle du pays coutumier sur ce sujet. »

L'hôtelier est responsable, d'après Claude Serres, « même quelquefois du vol qui pourrait en avoir été fait par d'autres voyageurs ou passans, ce qui est un peu

dur : la nécessité qu'il y a de s'en fier aux hôtes et la sûreté publique l'ont ainsi établi. »

L'arrêt du parlement de Paris du 22 janvier 1675 (V. chapitre v, page 92) rendit un hôtelier responsable d'un vol commis par un voyageur au détriment d'un autre voyageur.

Quant à Pothier, il a copié successivement les textes du Digeste relatifs à l'action au simple et à l'action au double. Mais, voulant appliquer à l'action française unique des textes établis à Rome pour deux actions distinctes, ayant chacune son domaine propre, il interpréta ces textes et s'efforça de les faire concorder. Il n'appliqua les dispositions romaines de l'action au simple qu'au seul cas où les effets ont été expressément donnés en garde à l'hôtelier (V. chapitre vi, section 1, page 97) et rendit l'hôtelier en ce cas responsable du fait des autres voyageurs. « Lorsque, dit-il, les choses données en dépôt par un voyageur à un aubergiste ont été volées dans l'auberge par des allans et venans, ou par d'autres voyageurs logés dans l'auberge, l'aubergiste en est responsable, parce que ce vol est présumé être arrivé par le défaut de soin de l'aubergiste. »

Pothier appliqua, par opposition, les dispositions de l'action au double, au cas où les effets ont été simplement apportés dans l'hôtellerie et n'ont pas été expressément donnés en garde à l'hôtelier. Aussi appliqua-t-il à ce cas la distinction romaine des voyageurs de passage et des pensionnaires. « Ce dépôt, dit-il, n'est pas censé intervenu, par cela seul que le voyageur a apporté les effets dans l'auberge, au vu et au su de l'aubergiste, s'il ne les lui a pas expressément donnés en garde. C'est pourquoi, si les effets de ce voyageur sont volés, ou endommagés dans l'auberge par des allans et venans, ou même par d'autres voyageurs qui logent comme lui dans l'auberge, l'aubergiste n'en est pas responsable; mais si le vol avait été fait ou le dommage causé par les serviteurs de l'aubergiste, ou par ses pensionnaires, il en serait responsable, quand même les choses ne lui auraient pas été données en dépôt; car il ne doit se servir pour domesti-

ques, ni avoir pour pensionnaires que des personnes dont il connaisse la fidélité, au lieu qu'il n'est pas obligé de connaître les voyageurs qui ne logent qu'en passant dans son auberge. »

Tels étaient les principes de doctrine que Pothier avait tirés des textes du Digeste et qu'il aurait voulu voir appliquer partout dans l'ancienne France. Mais, comme on l'a vu, l'opinion dominante de la jurisprudence et de la majorité des jurisconsultes était de rendre l'hôtelier responsable du fait de tous les voyageurs logés chez lui et relativement à tous les bagages même non donnés expressément en dépôt.

Le seul cas où l'hôtelier n'était pas responsable était celui où deux voyageurs ayant accepté de coucher ensemble dans la même chambre, l'un volait l'autre.

On peut lire dans le répertoire de Guyot :

« Par un autre arrêt du 29 novembre 1664, le parlement de Paris a jugé qu'un hôtelier n'était pas responsable du vol fait à des voyageurs dans son hôtellerie, lorsque ses domestiques n'étaient point auteurs du délit. On prétendait dans cette espèce que le vol avait été commis par un passant, auquel on avait donné un lit dans la chambre même où était logée la personne volée. »

Guyot reconnaît aussi qu'en cas de vol d'effets ou de bagages « l'aubergiste doit en répondre quand même le vol aurait été fait par d'autres personnes que les domestiques de l'auberge. La raison en est qu'on présume que le vol est arrivé par le défaut de soin de l'aubergiste ».

Mais ce n'était pas seulement du fait personnel du voyageur que l'hôtelier était responsable : c'était encore du fait des animaux que ce voyageur avait amenés avec lui et qu'il avait mis à l'écurie de l'hôtel. Le cas le plus fréquent, en raison du mode de transport de l'époque, était celui où un cheval d'un voyageur blessait d'un coup de pied celui d'un autre voyageur : L'ancien droit rendait l'hôtelier responsable.

4^o DOMESTIQUES DU VOYAGEUR.

Un voyageur descendait dans une hôtellerie avec son propre domestique et celui-ci y volait son maître. Bien que le vol ait été commis sur les effets d'un voyageur et dans l'hôtellerie, l'ancien droit ne permettait pas au voyageur d'en rendre responsable l'hôtelier. On considérait que le voyageur était lui-même en faute d'avoir choisi un mauvais domestique. De plus ce n'était pas le fait d'être descendu dans telle hôtellerie qui avait occasionné le vol, puisque celui-ci aurait aussi bien pu se produire au domicile même du voyageur volé.

Un arrêt des Grands Jours de Clermont a déchargé un hôtelier d'un vol qui avait été commis dans son hôtellerie par le domestique d'un voyageur sur les effets de son maître.

5^o VOLEURS ET BRIGANDS.

Le vol des effets des voyageurs par des voleurs et des brigands dans une hôtellerie pouvait être effectué soit par une attaque à main armée, soit par suite d'un vol individuel.

Dans ce dernier cas, il s'agissait de voleurs habituels, de « professionnels » qui venaient habiter plus ou moins longtemps l'hôtellerie, guettant le bon coup à faire; l'hôtelier était toujours responsable de leurs vols. Si l'hôtelier ignorait la « profession » de son client, il était responsable de son fait, comme du fait de tout autre voyageur. Si l'hôtelier savait qu'il logeait un voleur, il en devenait complice, et était responsable à plus forte raison. Ce dernier cas était assez fréquent dans les hôtelleries isolées sur les grands chemins : des voleurs terrorisaient l'hôtelier par leurs menaces, le forçaient à les loger, se donnaient des apparences paisibles, volaient les voyageurs endormis, se sauvaient, laissant l'hôtelier responsable aux prises avec les réclamations des voyageurs volés, et se préparaient à recommencer le plus tôt possible, car l'hôtelier n'osait pas les dénoncer, de crainte d'avoir le cou tordu, étant isolé en rase campagne.

Cela arrivait si fréquemment et causait de tels torts à

ces hôteliers qu'en certains pays on ne trouva comme remède à cette situation que de supprimer les hôtelleries isolées.

On peut voir, à ce sujet, dans le traité de Danty :

« Mathæus cite Anselmo, sur les Ordonnances de Brabant, lequel, après avoir dit, avec raison, que l'hôtelier ne doit pas recevoir des voleurs et des assassins dans son hôtellerie, ajoute que comme la présomption commune est qu'il ne laisse pas d'y en recevoir, il leur a été défendu en Flandres d'y tenir des hôtelleries dans des lieux écartés, parce qu'il est presque impossible qu'ils puissent empêcher en ce cas que les voleurs ne s'en emparent, et qu'ils n'y volent les passans, même malgré eux. »

Quand, au contraire, une bande de brigands attaquait à main armée une hôtellerie, la pillait et volait les bagages des voyageurs, l'hôtelier était-il responsable? Il faut distinguer si l'hôtelier était complice ou non, si l'attaque était réelle, ou si elle était fictive, simulée, l'hôtelier ne se défendant que pour la forme, les armes des assaillants se gardant bien de le toucher, lui et ses gens.

Dans le premier cas, si l'hôtelier était de bonne foi, l'attaque réelle, l'hôtelier n'était pas responsable : il y avait cas de force majeure et sa responsabilité cessait. (Voir chapitre VI, section 2, page 102).

Dans le second cas, si l'hôtelier était de connivence avec les brigands assaillants, il était naturellement responsable. C'était ce second cas qui était toujours présumé; pour que l'hôtelier puisse se prévaloir du premier cas et, par suite être déchargé de toute responsabilité, il lui en fallait faire la preuve, preuve que l'on exigeait, au moyen âge, matérielle publique et apparente.

Dans son recueil des Coutumes du Beauvoisis, Philippe de Beaumanoir dit à ce sujet, au treizième siècle :

Et encore à ce qui est baillié as ostes especial- ment en commande, pot- il avoir remède por les	Et même, en ce qui concerne les objets donnés expressé- ment en dépôt, il y a des cas où l'hôtelier ne sera pas res-
---	---

ostes qu'il ne seront pas tenu à rendre ce qui sera emblé; si comme quand il est aperte coze et bien provée que li larron emblèrent des cozes à l'oste, aussi comme des cozes as osteles.

Mais por ce que li oste porroient muchier lor cozes et dire : « J'ai ce perdu », por eus oster du damace, ou pour embler les cozes à lor ostes meismes, il convient que ce soit prové par meson effossée, ou par wis ou par huce brisiés, là u les cozes estoient, ou par cri ou par hu après les malfeteurs; et par teles manières de voies qui apparent cleres sans barat, se poent li oste deffendre vers cix qu'il ont ostelé, quant lor cozes mises en le commande de l'oste sunt emblées.

Neporquant, en tel cas li offices du juge doit tenir grant lieu; car il doit savoir de quel vie et de quele renommée li ostes est; et s'on le trueve de malvese renommée, il ne doit estre creus ne por meson enfossés, ne por huce brisié; car tout ce porroit-il fere malicieu-

ponsable de leur perte; ainsi quand il est certain et bien prouvé que ces objets ont été enlevés par des voleurs en même temps que d'autres objets appartenant en propre à l'hôtelier.

Mais l'hôtelier pourrait cacher des objets à lui et objecter : « J'ai été volé moi-même », pour n'être pas responsable; il pourrait en ce cas voler lui-même ses voyageurs. Aussi le vol doit-il être prouvé par une porte enfoncée, un huis ou une armoire brisés à l'endroit où les objets étaient, ou par cris après les malfaiteurs. Par de telles preuves, apparaissant claires et sans tromperie, les hôteliers peuvent se défendre contre les réclamations de leurs voyageurs, quand les objets, qui leur ont été donnés en dépôt, sont volés.

Cependant, en pareil cas, le pouvoir d'appréciation du juge est très grand : il doit examiner la conduite et la renommée de l'hôtelier. Si cette renommée est mauvaise, une porte enfoncée, un huis ou une armoire brisés ne sont pas preuves suffisantes, car ce pourrait être une ruse de l'hôtelier. Il est bon, d'ailleurs, que le

sement; et moult est bone
coze et convenable au
juge de depecier malvès
ostix souspechonneux, si
que li trespasant puis-
ser aler en lor marcean-
dise et en lor besongnes
sauvement.

juge dénonce ainsi les mau-
vaises hôtelleries soupçon-
nées, afin que les voyageurs
qui descendent dans les hôtél-
leries pour leur commerce ou
leurs besoins, y trouvent toute
sécurité.

Ces règles de l'ancien droit sont encore attestées par Claude Serres, en 1753; il déclare l'hôtelier responsable « dans les cas où les portes ou murs du logis n'auraient pas été en bon état ou qu'il y aurait quelque soupçon d'intelligence contre l'hôte ».

CHAPITRE VIII

Preuves.

Il faut supposer qu'un voyageur, étant descendu dans une hôtellerie, y avait eu quelques-uns de ses effets ou bagages volés ou endommagés : il considérerait l'hôtelier comme responsable et lui intentait un procès pour obtenir de lui une indemnité compensant, dans son propre patrimoine, le préjudice causé. Voyageur et hôtelier comparaissant devant le juge, le voyageur-demandeur devait évidemment fournir des preuves de ses affirmations pour donner plus de poids à sa demande et faire fléchir de son côté la balance de la justice.

Ainsi se posait la question des preuves. Il convient d'examiner quelles étaient les choses à prouver et quels genres de preuves étaient admis. Quant à la question de savoir de quelle manière ces preuves devaient être produites en justice, ce n'est qu'une simple question de procédure civile, machinerie routinière peu intéressante.

Que fallait-il donc prouver pour établir la responsabi-

lité de l'hôtelier et obtenir une indemnité? Il fallait prouver :

1° Que les effets ont été apportés dans l'hôtellerie et qu'ils ont disparu (ou ont été détériorés), ainsi que leur valeur;

2° Que cette disparition (ou cette détérioration) est le fait de l'hôtelier et qu'il en est responsable.

§ 1. — **Preuve que les effets ont été apportés dans l'hôtellerie et qu'ils y ont disparu (ou y ont été détériorés), ainsi que celle de leur valeur.**

Il a été vu plus haut que dans l'ancien droit français, il n'y avait pas besoin d'un dépôt exprès : le simple fait de l'apport dans l'hôtellerie suffisait; c'était donc l'apport des effets qu'il fallait prouver : c'était aussi la disparition ou la détérioration, puisqu'elles faisaient naître le droit à indemnité, cela est évident.

Dans son *Traité de la preuve par témoin*, Danty dit, en 1697 : « Pour rendre l'hôte responsable des marchandises et hardes des voituriers ou voyageurs, selon nos mœurs, on a jugé qu'il n'était pas nécessaire qu'elles lui aient été données en garde, ni qu'il les ait vues, ou qu'il sache qu'elles sont entrées dans son hôtellerie, mais qu'il suffit qu'il y ait *preuve qu'elles y aient été apportées.* »

Cette preuve de l'apport et de la disparition suffisait quand la chose volée était une somme d'argent dont la valeur était indiquée par le chiffre même.

Mais, quand il s'agissait d'autres effets ou bagages volés, il y avait lieu de prouver la valeur des objets pour montrer que l'indemnité demandée correspondait bien à la diminution de patrimoine éprouvée. De même, en cas de dommage causé, de détérioration de ses effets, le voyageur devait prouver la différence de valeur de ses effets avant et après la détérioration.

« Au reste, dit Danty, c'est au voyageur à prouver que le vol lui a été fait dans l'hôtellerie, et la *valeur* de ce qui lui a été volé. »

Ces preuves pouvaient être faites soit par *témoins*, soit par *serment*, dans l'ancien droit.

D'ailleurs ces preuves, une fois faites, ne forçaient pas le juge à statuer conformément à elles. La conviction du juge n'était pas fixée, mais éclairée par elles. Il ne devait rendre sa sentence qu'en tenant compte de toutes les circonstances du fait et notamment de la qualité des parties; ceci était indispensable, puisqu'en ces temps-là une grande partie des hôteliers et de leur clientèle était de la plus franche canaille.

1^o PREUVE PAR TÉMOINS.

Alors que de nos jours la preuve par témoins est réputée moins bonne que la preuve par écrit, c'était au moyen âge la preuve par excellence. Un vieux dicton français disait : « Témoins passent lettres. » Il eût été d'ailleurs difficile d'exiger une preuve écrite de l'entrée des effets du voyageur dans l'hôtellerie. La plupart des gens au moyen âge ne sachant ni lire ni écrire, on ne voit pas bien un hôtelier et un voyageur illettrés tous deux, obligés à rédiger un écrit. Si l'hôtelier avait eu dans ce but un secrétaire lettré, le voyageur illettré aurait toujours soupçonné ses inscriptions. Enfin même en supposant un hôtelier et un voyageur, sachant tous deux lire et écrire, quelle peine et quelle perte de temps de rédiger à l'arrivée de chaque voyageur un inventaire descriptif et estimatif de tous les effets de ce voyageur. De plus, le prix élevé du parchemin à cette époque aurait singulièrement fait hausser la note du voyageur.

Ainsi on n'exigeait pas de preuve par écrit, et même, s'il y en avait eu une, on lui aurait préféré la preuve par témoins : « Témoins passent lettres », au moyen âge.

Mais voici qu'avec les progrès de la civilisation, avec les perfectionnements de l'industrie, avec surtout l'invention de l'imprimerie en 1440, l'instruction se répand de plus en plus. Le nombre des personnes sachant lire et écrire augmente de jour en jour, de siècle en siècle.

Aussi, au mois de février 1566, la célèbre ordonnance de Moulins peut-elle édicter, en son article 54, qu'il serait passé acte, devant notaires ou sous seings privés entre les parties, pour « toutes choses excédans la somme ou

la valeur de 100 livres pour une fois payer ». Il semblerait donc que l'apport des effets dans l'hôtellerie, ce dépôt dans l'hôtellerie, ait dû être constaté par un acte écrit dès qu'il s'agirait d'effets d'une valeur d'au moins 100 livres; et que l'ordonnance de Moulins s'applique au dépôt fait dans l'hôtellerie, puisque ce dépôt rentre naturellement dans l'expression « toutes choses », aucune exception en sa faveur n'étant exprimée dans l'ordonnance de Moulins.

Il n'en fut pas ainsi pourtant, et l'ordonnance de Moulins, par une exception tacite, ne fut jamais appliquée en ce qui concerne les hôteliers. La raison en est dans tous les inconvénients, indiqués ci-dessus, de la confection d'un inventaire pour un acte aussi fréquent que l'arrivée d'un voyageur dans une hôtellerie.

« Quoique, dit Danty, l'ordonnance de Moulins n'eût point parlé du dépôt dans les hôtelleries, on n'avait pas laissé d'admettre la preuve par témoins en ce cas. Louët en rapporte un arrêt du 25 octobre 1584, et telle était la jurisprudence par tout le royaume. »

Charondas Le Caron en cite également un exemple, datant de 1582, postérieur à l'ordonnance de Moulins; il parle du dépôt « fait es mains d'un hoste tenant hostellerie publique, dont la preuve est reçue par tesmoins, idque propter fidam publicam, ainsi qu'il a été jugé par arrest sur un appel du seneschal de Lyon, du 23 jour d'octobre 1582. »

Un siècle plus tard, sous Louis XIV, Colbert, ayant entrepris de codifier les règles du droit français, fit publier la grande ordonnance d'avril 1667 sur la procédure civile.

On y inséra sans changement la règle de l'ordonnance de Moulins, exigeant un écrit pour toutes choses excédant la somme ou la valeur de 100 livres. Et de plus on régularisa, en l'y insérant expressément, l'exception conservée par l'usage. On lit au titre 20, article 4 :

« N'entendons pareillement exclure la preuve par témoins pour dépôts faits en logeant dans une hostellerie, entre les mains de l'hoste et de l'hostesse, qui

pourra être ordonnée par le juge, suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait. »

« Ces divers termes, dit Pothier, ont été ajoutés pour avertir les juges de n'admettre à cette preuve, qu'avec beaucoup de circonspection et d'avoir égard à la bonne ou mauvaise réputation, tant du voyageur que de l'aubergiste. Autrement, comme l'observa M. le premier Président, lors du procès-verbal, si cette preuve était indistinctement accordée à toutes sortes de personnes, les aubergistes seraient à la discrétion des filous; un filou viendrait loger dans une auberge, demanderait à faire la preuve d'un prétendu dépôt qu'il dirait avoir fait à l'aubergiste; et, pour faire cette preuve, il ferait entendre, comme témoins, deux filous de ses camarades. »

Il n'y a là que la confirmation de ce qui a été dit plus haut, que le juge n'était pas tenu de statuer conformément aux affirmations des témoins, et que ces témoignages ne servaient qu'à éclairer l'esprit du juge.

Cet article 4 du titre 20 de l'ordonnance de 1667 fut copié presque textuellement par le duc Léopold de Lorraine, dans son ordonnance de novembre 1707, titre 5, article 2 :

« Pourra néanmoins être fait preuve par témoins du dépôt fait en cas de ruine, tumulte, incendie, naufrages ou autres accidents imprévus, qui auraient ôté la liberté de faire des actes par écrit, comme aussi du dépôt d'argent, nippes et hardes, fait dans une hôtellerie par le passant ou voyageur, suivant les circonstances du fait et la qualité des personnes. »

2° PREUVE PAR SERMENT.

La preuve précédente supposait par sa nature même qu'il y ait eu des témoins, au moment de l'arrivée du voyageur, de l'entrée des bagages dans l'hôtel. Or, il se présentait souvent des cas où hôtelier et voyageur étaient seuls à ce moment, sans témoins; il fallait alors employer un autre mode de preuve : la preuve par serment. Le juge déférait le serment au voyageur, pour que celui-ci affirme par serment ses prétentions.

La preuve par serment était donc par cela même inférieure à la preuve par témoins, mais elle la suppléait.

Elle ne servait d'ailleurs qu'à éclairer l'opinion du juge, dont la décision restait libre.

« Lorsqu'il n'y a pas de preuves, dit Claude Serres, en 1753, soit par écrit ou par témoins, de la valeur, qualité ou quantité des effets volés dans le logis, on donne même quelquefois contre l'hôte le serment in litem, jusqu'à une certaine somme, à celui qui se prétend volé, mais surtout si c'est un homme d'une réputation entière, et qu'il s'agisse de peu de chose; tout cela ne doit être fait qu'avec beaucoup de précautions, et dépend de la qualité des personnes et des circonstances du fait. »

« La seule déclaration des plaignants, dit Denisart, pourvu que d'ailleurs ils jouissent d'une réputation saine et entière, suffit pour faire condamner l'aubergiste à la restitution des effets que ceux-ci articulent avoir perdus. »

Un arrêt du 21 novembre 1562 a condamné un hôtelier sur un serment d'un voyageur : il s'agissait d'objets contenus, à l'arrivée, dans une valise fermée à clef et que le voyageur trouva, quelque temps après, ouverte et vide; comme le contenant était clos à l'arrivée, on n'avait pu constater le contenu et il fallait s'en rapporter, sur ce point, aux affirmations du voyageur. Le serment détermina le juge, d'autant plus que le fait de l'ouverture illicite de la valise constituait une présomption en faveur de la demande.

Suivant la coutume de Normandie, le Parlement de Rouen rendit, le 14 juin 1616, un arrêt, dans lequel un hôtelier était condamné à payer à des voituriers la valeur de marchandises qui leur avaient été volées dans la cour de l'hôtellerie, valeur déterminée par le serment de ces voituriers.

Des marchands en voyage avaient apporté avec eux dans une hôtellerie des balles de marchandises; l'hôtelier connaissait la présence de ces balles, mais ne savait ce qui se trouvait dedans. Or, une partie des marchandises fut volée dans les balles; les marchands actionnèrent

l'hôtelier en responsabilité, le serment leur fut déferé et un arrêt du 21 juin 1718 condamna l'hôtelier.

De même, dans l'affaire, déjà vue plus haut, du vol fait, dans une hôtellerie de la route d'Orléans, au chanoine d'Agen et au curé d'Aiguillon en Agenois, ceux-ci déclarèrent, par serment, qu'on leur avait volé 2000 livres; un arrêt conforme à ce serment condamna l'hôtelier, le 7 juillet 1724 (Parlement de Paris).

3° COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ÉCRIT.

Enfin, dans certains cas, des écrits pouvaient servir de commencement de preuve contre l'hôtelier et rendaient vraisemblable leur complément effectué par témoins ou par serment. Tels étaient les écrits des messagers ou des voituriers, registres de route ou lettres de voiture.

En ce qui concerne le « *Messenger* », son livre de route faisait foi de la quantité de marchandises et de leur qualité, et si ces marchandises venaient à être volées pendant un arrêt du messenger dans une hôtellerie, ce livre servait de preuve; toutefois cette preuve n'était pas complète, car le messenger avait pu décharger une partie de ses marchandises avant d'entrer dans l'hôtellerie.

Le juge devait donc, dans ce cas, déférer au messenger le serment pour qu'il affirme qu'il avait bien apporté dans l'hôtellerie ces marchandises dont la quantité et la qualité étaient indiquées dans le livre de route.

« Que si c'est un *Messenger*, dit Danty dans son traité de la preuve par témoins, dont les marchandises et paquets aient été volés, il peut représenter son livre, et il doit y être ajouté foi, s'il est en bonne forme, en affirmant par lui qu'il les a apportés dans l'hôtellerie, et qu'il ne les a point déchargés ailleurs, avant d'y arriver, sauf néanmoins la preuve du contraire par l'hôtelier, qui ne lui peut être refusée. »

Cette règle de droit s'appliquait aux marchandises, importantes par leur valeur, dont le signalement complet était déclaré au messenger et inscrit par lui sur son livre de route; mais, selon les usages de l'époque, usages

qu'on retrouve encore actuellement sur un grand nombre des voitures de correspondance des chemins de fer qui desservent les campagnes, le messenger se chargeait aussi d'une quantité de petits paquets de valeur minime, les « colis postaux » du temps, dont il ne faisait pas mention sur son registre, ou qu'il y indiquait seulement d'une façon sommaire : « Un paquet pour un tel, tel village... » Quand de tels colis étaient volés ou endommagés dans une hôtellerie, le livre de route ne pouvant servir de preuve, le messenger était considéré comme un voyageur ordinaire et devait employer les moyens de preuve du droit commun : la preuve par témoins et, à défaut, le serment.

« Et, dit Danty, quant aux marchandises en ballots, et hardes en paquets, qu'on n'a point déclarés au messenger en détail, mais dont on a seulement chargé son livre, l'hôtelier doit indemniser le messenger envers ceux à qui elles appartiennent, et ils peuvent, en exerçant les actions du messenger (qui en ce cas est regardé comme voyageur), prouver la valeur par témoins. Que si l'hôte soutient qu'ils sont en faute de n'avoir pas pris leurs sûretés en chargeant le registre du messenger, par le menu, de tout ce qui était dans les ballots, l'ayant pu faire; on peut répondre que l'usage est au contraire, et qu'il n'est même pas possible, ni à propos, de charger le registre du messenger du détail de ce qu'on lui donne à porter, outre qu'il faut le regarder comme un dépositaire nécessaire qu'on ne choisit point, la bonne foi publique doit suppléer à cette précaution, qui ne doit avoir lieu qu'à l'égard du dépositaire volontaire. »

Si, au lieu du messenger, chargé d'un service public de transport, il s'agit d'un simple voiturier, dont les marchandises viennent à être volées dans une hôtellerie, il faut distinguer s'il avait ou non une lettre de voiture. S'il en avait une, elle servait de preuve et c'était au juge, selon les circonstances, à apprécier, si elle faisait preuve complète contre l'hôtelier ou si elle ne pouvait servir que de commencement de preuve, à compléter par témoins ou par serment. S'il n'avait pas de lettre de voiture,

le voiturier était considéré comme un voyageur ordinaire et avait recours aux preuves de droit commun contre l'hôtelier : les témoins ou le serment.

« Si c'est un simple voiturier qui ait été volé dans l'hôtellerie, il peut aussi être reçu à la preuve par témoins de ce qui lui a été volé, et de la valeur, et s'il a une lettre de voiture, elle peut servir de commencement de preuve par écrit et même de preuve complète, si elle est représentée sur le champ, et qu'il n'y ait point de suspicion de fraude. Ce qui doit néanmoins toujours dépendre de la prudence du juge et des circonstances. »

§ 2. — Preuve que la disparition (ou la détérioration) des effets du voyageur est le fait de l'hôtelier et qu'il en est responsable.

Le voyageur ayant prouvé d'abord qu'il a apporté ses effets dans l'hôtel et qu'ils y ont disparu (ou ont été endommagés), il restait à prouver que c'était l'hôtelier qui en était la cause et l'auteur responsable. Cette dernière preuve était indispensable pour que le juge puisse condamner l'hôtelier à une indemnité envers le voyageur.

Mais qui devait faire cette preuve? Incombait-elle au voyageur? Non. Cette preuve était faite d'avance par la loi elle-même : il y avait une *présomption légale*, dispensant le voyageur de prouver par les moyens ordinaires la culpabilité de l'hôtelier. L'hôtelier avait une obligation d'accomplir ses fonctions avec soins, d'exercer une surveillance attentive dans son hôtel; dès lors, si les effets d'un voyageur venaient à disparaître, et que le voyageur l'ait prouvé, il y avait présomption légale que l'hôtelier avait manqué de soins et qu'il avait ainsi causé la disparition plus ou moins indirectement : la loi le présumait coupable et le rendait responsable.

« Si les choses, dit Guyot, données en dépôt par un voyageur à l'aubergiste, viennent à être volées dans l'auberge, l'aubergiste doit en répondre. La raison en est qu'on présume que le vol est arrivé par le défaut de soins de l'aubergiste. »

Y avait-il ici une présomption *juris et de jure*, ou une

présomption *juris tantum*, une présomption contre laquelle la preuve du contraire n'est pas admise, ou une présomption qui permet de prouver le contraire? Dans l'ancien droit français, la présomption légale contre l'hôtelier étant une présomption *juris tantum* : l'hôtelier était toujours admis à fournir devant le juge la preuve qu'il n'était pas responsable de la disparition ou de la détérioration dont on l'accusait.

Il y a même un cas où la loi elle-même dresse contre cette présomption légale, une deuxième présomption légale qui annihile la première et l'empêche d'accomplir son effet; c'est le cas de la *force majeure*, exposé plus haut. Dans la force majeure, la loi présume que l'hôtelier a été mis, par des circonstances indépendantes de sa volonté, dans l'impossibilité d'accomplir ses obligations de garde et de surveillance. Par conséquent, on ne peut lui reprocher d'avoir manqué de soins et la présomption de responsabilité tombe.

Enfin, dans l'ancien droit, l'hôtelier pouvait s'opposer à la présomption légale de responsabilité en prouvant qu'il avait été volé lui-même, et que les voleurs avaient emporté en même temps et les effets du voyageur et les effets de l'hôtelier. On considérait qu'on ne pouvait demander à l'hôtelier de donner plus de soins aux effets des voyageurs qu'aux siens propres, qu'on pouvait seulement exiger qu'il les traite comme les siens, égalité de traitement qui était attestée par la simultanéité des deux vols.

Seulement cette exception aurait pu engendrer des abus : un hôtelier se serait toujours défendu en cachant chaque fois quelque objet lui appartenant et en prétendant avoir été volé en même temps que le voyageur. Aussi l'ancien droit n'autorisait-il l'hôtelier à prouver ce vol que par des faits matériels et publics : bris de porte ou de clôture, clameurs dans la rue.

Philippe de Beaumanoir dit à ce sujet :

Et encore à ce qui est		Et même en ce qui concerne
baillié as ostes especial-		les objets donnés expressé-

ment en commande, pot-il avoir remède por les ostes qu'il ne seront pas tenu à rendre ce qui sera emblé; si comme quand il est aperte coze et bien provée que li laron emblèrent des cozes à l'oste, aussi comme des cozes as osteles.

Mais por ce que li oste porroient muchier lor cozes et dire : « J'ai ce perdu », por eus oster du damace, on pour emblar les cozes à lor ostes meismes, il convient que ce soit prové par meson effossée, ou par wis ou par huce brisiés, là u les cozes estoient, on par cri ou par hu après les malfeteurs, et par teles manières de voies qui aparent cleres sans barat, se poent li oste defendre vers cix qu'il ont ostelé, quant lor cozes mises en le commande de l'oste sunt emblées.

Neporquant, entel cas, li ofices du juge doit tenir grant lieu; car il doit savoir de quel vie et de quele renommée li ostes est; et s'on le trueve de malvese renommée, il ne doit être creus ne por meson enfossés ne por

ment en dépôt, il y a des cas où l'hôtelier ne sera pas responsable de leur perte; ainsi quand il est certain et bien prouvé que ces objets ont été enlevés par des voleurs en même temps que d'autres objets appartenant en propre à l'hôtelier.

Mais l'hôtelier pourrait cacher des objets à lui, et objecter : « J'ai été volé moi-même », pour n'être pas responsable; il pourrait en ce cas voler lui-même ses voyageurs. Ainsi le vol doit-il être prouvé par une porte enfoncée, un huis ou une armoire brisés, à l'endroit où étaient les objets, ou par cris après les malfaiteurs. Par de telles preuves, apparaissant claires et sans tromperie, les hôteliers peuvent se défendre contre leurs voyageurs, quand les objets qui leur ont été donnés en dépôt sont volés.

Cependant, en pareil cas, le pouvoir d'appréciation du juge est très grand : il doit examiner la conduite et la renommée de l'hôtelier. Si cette renommée est mauvaise, une porte enfoncée, un huis ou une armoire brisés ne sont pas preuves suffisantes, car ce

huce brisié ; car tout ce | pourrait être une ruse de l'hô-
porroit-il fere malicieu- | telier.
sement. »

Philippe de Beaumanoir termine enfin ce même para-
graphe par une phrase qui résume à elle seule toute
l'orientation de l'ancien droit en ce qui concerne la res-
ponsabilité de l'hôtelier :

Et moult est bone coze et convenable au juge de depecier malvès ostix souspechonneux, si que li trespasant puisser aller en lor marceandise et en lor besongnes sau- vement.		Il est bon d'ailleurs que le juge dénonce ainsi les mau- vaises hôtelleries soupçon- nées, afin que les voyageurs qui descendent dans les hôtel- leries pour leur commerce ou leurs besoins, y trouvent toute sécurité.
---	--	--

QUATRIÈME PARTIE

LA RESPONSABILITÉ DES HOTELIERS

DANS LE DROIT DE LA RÉVOLUTION ET DU CONSULAT

CHAPITRE PREMIER

La responsabilité des hôteliers pendant la Révolution.

On vient d'exposer précédemment les règles de droit sur la responsabilité des hôteliers dans l'ancien droit.

Cette législation était calquée sur celle du droit romain, avec les seules modifications soit nécessitées par l'évolution des mœurs et par la transformation de fond et de forme de la procédure, soit apportées par des divergences de vues dans la traduction et l'interprétation des textes romains.

Telle était cette législation plus de vingt fois séculaire, quand éclata la Révolution française.

Celle-ci fut l'œuvre d'une pléiade d'hommes entrepreneurs et hardis, mais intransigeants, cruels et sectaires au point de trancher la tête à toute personne qui avait l'impudence de diverger d'opinion avec eux. Ces hommes bouleversèrent tout : institutions politiques, civiles, familiales, religieuses.

Or, que devint, au milieu de ce bouleversement général, la législation sur la responsabilité des hôteliers ?

Elle demeura intacte et immuable, et traversa la tourmente révolutionnaire comme elle avait déjà traversé tous les grands cataclysmes de l'histoire.

La Révolution fut la révolte exagérée du peuple contre la royauté et la féodalité en raison de certains abus que celles-ci avaient commis et qu'elles n'avaient pas su réprimer à temps. La Révolution s'efforça d'anéantir toutes les institutions royales et féodales, soit en elles-mêmes, mises à mort du roi et des nobles, soit dans leur fondement, luttas contre Dieu, contre la religion et ses ministres, soit dans toutes leurs conséquences familiales ou économiques, abolition et réformes en matière de droit d'aînesse, mariage, divorce, condition des terres, régime de la propriété, égalité de tous les citoyens, etc...

Au contraire, en ce qui concerne les institutions économiques ne dérivant pas de la féodalité, il ne fut presque rien changé à leur législation. C'est ainsi que la responsabilité des hôteliers n'ayant aucun rapport avec la féodalité ne fut pas touchée par la Révolution.

Mais quand la plus grande partie de la législation civile de l'ancien droit fut abolie, il apparut à la Convention qu'il fallait donner à la nation une nouvelle législation en rapport avec les idées nouvelles. Devait-on, pour l'établir, procéder par lois successives réglant chaque matière séparément, et sans rapport les unes avec les autres ou devait-on procéder par codification, c'est à-dire par une immense loi embrassant d'un seul coup tout le droit civil et le régissant avec une méthode et un esprit uniques. Le premier système ayant été celui de l'ancien régime, il était tout naturel que la Convention adoptât le second, et cela d'autant plus que les idées de codification étaient depuis longtemps à l'ordre du jour chez les juriconsultes, qu'elles n'avaient pu être appliquées à cause de la résistance des parlements provinciaux et que ces parlements venaient d'être eux-mêmes anéantis par la Révolution.

§ 1. — **Premier projet de Code civil de Cambacérés**
(8 août 1793).

La Convention voulant donc un Code civil et n'aimant pas voir les choses trainer en longueur, chargea son comité de législation de préparer en un mois un projet complet de Code civil. Dans le délai voulu, ce projet fut rédigé par Cambacérés et présenté par lui au mois d'août 1793.

Tout le droit civil y était très et même trop condensé en 695 articles. La question de la responsabilité des hôteliers ne fut point omise, mais son principe seul fut indiqué.

Dans cette question on réglementa le fait juridique, le contrat, dont la violation entraîne la responsabilité de l'hôtelier : le contrat de dépôt. On plaça ce dépôt spécial après le dépôt nécessaire proprement dit, dans le titre du dépôt.

PREMIER PROJET DE CODE CIVIL DE CAMBACÉRÈS

8 août 1793.

LIVRE III.

Titre 9. — Du dépôt.

Article 6. — Le dépôt fait dans un cas de nécessité, tel qu'un incendie, un naufrage ou tout autre événement imprévu, se prouve par témoin, à quelque valeur que puissent monter les choses déposées.

Article 7. — Le maître de l'hôtellerie garantit la sûreté des effets qui lui sont confiés à titre de dépôt, par celui qui loge dans sa maison.

Le Comité de législation,

CAMBACÉRÈS, CHARLIER, GENISSIEU, MERLIN (DE DOUAI),
L. B. GUYTON, C. F. OUDOT, BEZARD, BAR, J. PH.
GARAU, AZEMA, HENTZ, FLORENT GUYOT, BERLIER.

La Convention rejeta ce projet dans son ensemble, ne le trouvant pas assez révolutionnaire.

**§ 2. — Deuxième projet de Code civil de Cambacérès
(8 fructidor an 2).**

Après la chute de Robespierre, la Convention sentit de nouveau la nécessité d'un Code civil. Le comité de législation, composé de Cambacérès, Merlin (de Douai), F. Berlier, Bézard, Treilhard, Pons (de Verdun), Bar, C. F. Dudot, Hentz, prépara un deuxième projet de Code civil; ce projet, encore plus bref que le premier, ne comprenait que 297 articles; aussi un grand nombre de matières, et notamment la responsabilité des hôteliers et le dépôt nécessaire, furent-elles omises. Ce projet fut encore rédigé par Cambacérès; il porte la date du 8 fructidor an 2 (25 août 1794), et ne fut pas adopté.

**§. 3. — Troisième projet du Code civil de Cambacérès
(16 prairial an 4).**

La Convention ayant fait place au Directoire. Celui-ci réclama un projet de Code civil, qu'il ne devait jamais pouvoir discuter, d'ailleurs; Cambacérès le rédigea, moins bref et plus complet que les deux précédents. La responsabilité des hôteliers y fut traitée dans le titre du dépôt.

TROISIÈME PROJET DE CODE CIVIL DE CAMBACÉRÈS.

16 PRAIRIAL AN 4.

LIVRE III.

Titre 12. — Du dépôt.

Article 1062. — Il y a dépôt aussitôt que les effets des voyageurs ont été remis par ceux-ci, soit entre les mains des conducteurs de voitures ou des aubergistes, soit entre les mains de ceux qui sont censés préposés par ces personnes pour remplir les devoirs de leur état.

Ces dépositaires sont responsables de leur faute, quelque légère qu'elle soit.

*La section civile de la commission de la classification des lois,
CAMBACÉRÈS, GUILLEMOT, C. F. OUDOT, DUHOT, T. BERLIER
et PARISOT.*

CHAPITRE II

La responsabilité des hôteliers lors de la confection du Code civil.

Ce fut le premier consul Bonaparte qui, quelques années plus tard, put enfin donner à la nation un Code civil. Il nomma, le 24 thermidor an 8, une commission de quatre membres pour rédiger un projet.

§. 1. — Projet de l'an 8.

PROJET DE CODE CIVIL, PRÉSENTÉ PAR LA COMMISSION
NOMMÉE PAR LE GOUVERNEMENT, LE 24 THERMIDOR AN 8.

(MM. Tronchet, Bigot-Prémeneu, Portalis, Maleville).

LIVRE III.

Titre 16. — Dépôt et Séquestre.

Section 4. — Du dépôt nécessaire.

Article 30. — Le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage de maison, un naufrage ou autre événement imprévu : il ne diffère du dépôt volontaire, qu'en ce que la preuve testimoniale en peut être admise, même pour une somme au-dessus de 150 francs.

31. — L'hôtelier est responsable, comme dépositaire, des effets apportés par le voyageur qui loge chez lui : le dépôt de ces sortes d'effets est regardé comme un dépôt nécessaire.

32. — L'hôtelier est responsable des effets apportés par le voyageur, encore qu'ils n'aient point été remis à sa garde personnelle.

33. — Il est responsable du vol fait ou du dommage apporté aux effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage eût été causé par ses domestiques et préposés, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie.

34. — Il n'est pas responsable des vols faits avec force armée, ou effraction extérieure, ou autre force majeure.

35. — La preuve testimoniale est admise pour les dépôts d'hôtellerie, même pour une valeur excédant la somme de 150 francs. Le juge ne doit cependant l'admettre qu'avec circonspection, suivant les circonstances du fait et l'état des personnes.

Bonaparte eut l'heureuse idée, avant de soumettre ce projet aux pouvoirs législatifs, d'en envoyer copie au Tribunal de cassation et à tous les tribunaux d'appel, et de leur ordonner de l'étudier et de lui renvoyer leurs observations.

§ 2. — Observations du Tribunal de cassation.

Le Tribunal de cassation fut frappé de ce que l'article 31 assimilait le dépôt chez l'hôtelier au dépôt nécessaire; dès lors, pensait-il, l'hôtelier ne serait responsable que des objets dont le voyageur serait dans la nécessité de se séparer et de laisser à la garde de l'hôtelier, objets qu'il lui serait impossible de monter dans sa chambre d'hôtel (voitures, chevaux, grosses malles ou caisses) : l'hôtelier ne serait pas responsable des valises et vêtements apportés dans la chambre. Or, il importe pour le voyageur que l'hôtelier en soit responsable. Mais, d'autre part, le Tribunal de cassation trouvait excessif de rendre l'hôtelier responsable de l'argent ou des objets précieux renfermés dans une valise qu'un voyageur apporterait dans sa chambre sans avertir l'hôtelier de son contenu. Aussi le Tribunal de cassation, poursuivant ce double but, proposa-t-il une nouvelle rédaction de l'article 32, comme suite à l'article 31.

« Article 32. — Texte proposé par le Tribunal de cassation :

« 32. — S'il s'agit néanmoins d'effets que leur volume
« permet et que les voyageurs sont dans l'usage de trans-
« porter dans l'intérieur de la maison, la responsabilité
« n'a lieu qu'autant qu'ils ont été remis à la garde per-
« sonnelle de l'aubergiste. »

« D'après l'article 32 du Projet de la commission, l'hô-

telier ne paraît devoir être responsable des effets qui ont été apportés par le voyageur, mais non remis à sa garde personnelle, qu'autant qu'il s'agit de ceux que tout voyageur est dans l'usage d'abandonner aux soins des gens de l'auberge, tels que chevaux, voitures et malles chargées sur ces voitures : mais un sac de nuit qui contiendrait quelque chose de précieux, un nécessaire, de l'argent, de l'argenterie, etc., il serait juste de n'en rendre responsable l'hôtelier qu'autant qu'on a spécialement confié ces sortes d'objets à sa garde personnelle. »

Ainsi, d'après le Tribunal de cassation :

1° Les objets qu'on est dans la nécessité de laisser dans les lieux communs de l'hôtel, chevaux, voitures, grosses caisses, seraient sous la responsabilité de l'hôtelier, comme constituant un « dépôt nécessaire ».

2° Les objets de valeur faible ou moyenne, montés dans la chambre du voyageur, valises, vêtements, linges, etc., seraient également sauvegardés par la responsabilité de l'hôtelier, et cela sans déclaration formelle, par seul fait de leur apport dans l'hôtel.

3° Les objets précieux, de grande valeur, argent, bijoux, argenterie, etc., ne seraient garantis par la responsabilité de l'hôtelier que s'ils avaient été remis à la garde personnelle de l'hôtelier.

Le Tribunal de cassation attirait ainsi l'attention du législateur sur la limitation indispensable de la responsabilité, limitation que les auteurs du Code civil repoussèrent, mais qui, par sa nécessité économique, fut admise près d'un siècle plus tard en ce qui concerne l'argent et qui ne tardera pas à l'être en ce qui concerne les bijoux et objets précieux.

§ 3 — Observations des Tribunaux d'appel.

Quelques-uns des tribunaux d'appel envoyèrent également des observations sur la question de la responsabilité de l'hôtelier.

1° ORLÉANS.

Article 33. — Le Tribunal d'appel d'Orléans, étudiant les personnes dont le fait engage la responsabilité de

l'hôtelier, fait remarquer combien est équivoque l'expression : « étrangers allant et venant dans l'hôtellerie. »

Faut-il entendre par là seulement les personnes non logées dans l'hôtellerie ou bien les autres voyageurs ; doit-on distinguer comme en droit romain pour l'action prétorienne au double, entre les pensionnaires et les voyageurs de passage ? En s'en tenant à la lettre du texte, il semble que le fait du voyageur logé n'engage pas la responsabilité de l'hôtelier, l'expression « étranger allant et venant », désignant quelqu'un qui ne passe que quelques minutes dans l'hôtel. Mais l'esprit du texte et surtout le but poursuivi implique que le mot « étranger » comprenne tout voyageur. Dès lors, ce texte doit être rendu plus explicite.

« Sur ces mots, les étrangers allant et venant dans l'hôtellerie, a-t-on entendu comprendre les autres voyageurs ? Il semble que cette expression ne peut pas convenir aux voyageurs logés dans l'hôtellerie : mais ce qui pourrait faire naître du doute, c'est que plusieurs lois romaines, plusieurs arrêts, et les plus récents, étendent la garantie au fait des voyageurs. Cette question mérite d'être expressément résolue. La sûreté publique semble exiger que ce soit pour l'affirmative, à moins que des circonstances bien décisives ne prouvent que l'hôtelier n'a à se reprocher ni faute, ni négligence, qu'il n'a pu aucunement prévoir, ni empêcher le vol. »

2° PARIS.

Article 34. — A propos de cet article, le Tribunal d'appel de Paris signale une grave erreur commise dans la rédaction du Code, erreur qui subsiste toujours, d'ailleurs. On veut faire rentrer dans la catégorie des dépôts nécessaires, le dépôt que le voyageur fait de ses effets et bagages en logeant dans un hôtel. Or ce dépôt n'est pas plus un dépôt nécessaire qu'un dépôt ordinaire : c'est un dépôt spécial d'une troisième espèce, et à qui Pothier a donné avec beaucoup de raison le nom spécial de « Dépôt d'hôtellerie ».

« Il ne paraît pas exact de dire que le dépôt d'hôtellerie

est regardé comme un dépôt nécessaire. C'est un dépôt d'un genre particulier, et qui diffère, à plusieurs égards, du dépôt ordinaire; mais ce n'est point un dépôt nécessaire : on ne connaît pour tel que celui dont il est parlé dans l'article 30. »

Article 35.

« ... *Suivant les circonstances du fait et l'état des personnes.* L'ordonnance de 1667, titre 20, article 4, dit : *suivant la qualité des personnes*, c'est-à-dire leur moralité, leur bonne ou leur mauvaise réputation, ce qui est juste.

3^o RENNES.

Ce ne sont plus de légères critiques de mots ou de termes inexacts que le Tribunal d'appel de Rennes prononce contre le Projet du gouvernement : ce sont les principes mêmes sur lesquels il était fondé. Ce tribunal, en effet, épousant étroitement les idées de Pothier sur le dépôt d'hôtellerie, prétend avec lui que, seule, l'interprétation des textes romains par Pothier constitue la vérité, et que celle de Danty, de la plupart des jurisconsultes et des Parlements du moyen âge et de l'ancien régime, celle des rédacteurs de projet est fausse et mauvaise.

Articles 32 et 33.

« Les dispositions de ces deux articles contre l'hôtelier sont trop rigoureuses. Les rédacteurs paraissent avoir préféré le sentiment de Danty, étayé de quelques arrêts dont les circonstances ne sont pas bien connues, à celui de Pothier, qui est appuyé sur des principes puisés dans la raison écrite. Ces principes sont :

« 1^o Que l'hôtelier n'est responsable que des effets qui ont été remis soit à lui-même, soit à ses domestiques ou autres personnes préposées pour recevoir les effets des voyageurs;

« 2^o Qu'il est responsable, en ce cas, que le vol ait été commis ou le dommage causé soit par ses domestiques, soit par les allans ou venans, soit même par d'autres voyageurs;

« 3^o Que lorsqu'on ignore par qui le vol a été fait ou le dommage causé, l'hôtelier à qui les effets n'ont pas

été donnés en garde soit à sa personne même, soit à ses domestiques, n'est pas responsable des effets entrés dans son auberge;

« 4^o Enfin que, dans le cas de responsabilité, elle ne porte que sur des corps apparents, non sur ce que le voyageur alléguerait y avoir renfermé, si ce n'est qu'il y eut effraction; auquel cas le voyageur en est cru sur son affirmation.

« Le Tribunal est d'avis que les articles 32 et 33 soient réformés et réduits aux principes qui viennent d'être exposés par sa commission. »

4^o ROUEN.

Le Tribunal d'appel de Rouen présente une observation fort sage : la question de la preuve (preuve de l'apport, de la disparition, de la valeur) n'est réglée qu'au point de vue de la forme, forme testimoniale. Le fond, l'objet même de la preuve est négligé par le projet.

« Suffira-t-il au voyageur de prouver qu'il est entré dans l'auberge avec tel objet qu'il aurait pu lui-même soustraire ensuite? Suffira-t-il également de prouver qu'il était porteur de telle somme qu'il n'aurait pas particulièrement confiée au maître? S'il prouve qu'il a apporté une malle, en sera-t-il cru sur la valeur des objets qu'elle contenait? La difficulté sur tous ces articles consiste à savoir comment s'établira la preuve du fait. La fin de l'article 35 est fort sage; mais c'est surtout l'objet même de la preuve qu'il faudrait déterminer et restreindre : les règles sur cette matière auraient besoin d'être perfectionnées. »

5^o TOULOUSE.

Article 35.

Le Tribunal d'appel de Toulouse pense que la circonspection recommandée au juge pour les affirmations des témoins serait encore bien plus à recommander pour l'affirmation du voyageur, premier intéressé à affirmer des choses fausses.

« Le juge ne doit pas être moins circonspect dans l'admission de l'affirmation du voyageur. »

§ 4. — Organisation législative.

D'après la Constitution de l'an 8, alors en vigueur, le pouvoir législatif était exercé par quatre corps :

1^o Le Conseil d'Etat. — Il discutait la loi, préparée par une de ses sections, mais ne la votait pas.

2^o Le Tribunal. — Il discutait aussi la loi, après le Conseil d'Etat, ne la votait pas, et pouvait seulement donner un avis favorable ou défavorable à l'ensemble de la loi.

3^o Le Corps législatif. — Il votait la loi sans la discuter : la discussion était faite devant lui par trois membres du Conseil d'Etat et par trois membres du Tribunal.

4^o Le Sénat conservateur. — Il avait seulement la garde de la Constitution.

Le projet de Code civil avait donc à passer par ces trois étapes successives. Mais le Tribunal y faisant une obstruction politique, Bonaparte, pressé de donner un Code civil à la nation, modifia quelque peu la Constitution. Il élimina du Tribunal tous les membres hostiles au projet et imagina de faire communiquer les projets à titre officieux au Tribunal avant que le Conseil d'Etat ne les rédige définitivement. Il y avait ainsi collaboration effective de ces deux corps avant la rédaction définitive : on gagnait ainsi beaucoup de temps, car la communication officielle au Tribunal n'était plus qu'une formalité et le projet était discuté de suite devant le Corps législatif.

§ 5. — Discussion du Conseil d'Etat.

CODE CIVIL.

Discussion du Conseil d'Etat.

19 janvier 1804.

Séance du 28 nivôse, an 12 de la République.

Le second consul préside la séance. Le troisième consul est présent.

..... M. Portalis présente le titre 16 du livre 3 (du dépôt et du séquestre) du projet de Code civil.

CHAPITRE II.

Du dépôt proprement dit.

Article 6. — Le dépôt est nécessaire ou volontaire.

Section 5. — Du dépôt nécessaire.

Article 34. — Le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage de maison, un naufrage ou autre événement imprévu.

35. — La preuve par témoins peut être reçue pour le dépôt nécessaire, même quand il s'agit d'une valeur au-dessus de 150 francs.

36. — Le dépôt nécessaire est d'ailleurs régi par toutes les règles précédemment énoncées.

37. — Les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux : le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire.

38. — L'hôtelier ou aubergiste est responsable des effets apportés par le voyageur, encore qu'ils n'aient point été remis à sa garde personnelle.

39. — Il est responsable du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie, ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie.

40. — Il n'est pas responsable des vols faits avec force armée ou autre force majeure.

La section 5 du Dépôt nécessaire est soumise à la discussion.

Les articles 34, 35, 36, 37, 38, 39 et 40, qui la composent sont adoptés.

Le Consul ordonne que le titre qui vient d'être discuté sera communiqué officieusement par le Secrétaire général

du Conseil d'Etat, à la section de législation du Tribunal, conformément à l'arrêté du 18 germinal an 10.

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire général du Conseil d'Etat,
J.-G. LOCRÉ.

§ 6. — Communication officieuse au Tribunal.

CODE CIVIL.

*Communication officieuse à la section de législation
du Tribunal.*

4 pluviôse an 12 — 25 janvier 1804.

Observations du Tribunal.

Article 6. — Le projet porte : Le dépôt est *nécessaire ou volontaire*.

On propose de dire : le dépôt est *volontaire ou nécessaire*.

L'interversion de ces deux mots est fondée sur ce que les articles suivants s'occupent du dépôt volontaire avant de régler ce qui concerne l'autre espèce de dépôt.

34. — Au lieu de *pillage de maison*, dire simplement *pillage*.

La disposition du projet doit s'appliquer à toute espèce de pillage.

Son expression ne doit donc pas être restrictive : le changement proposé la généralise.

38. — L'article 38 est ainsi conçu :

« L'hôtelier ou aubergiste est responsable des effets apportés par le voyageur, encore qu'ils n'aient point été remis à sa garde personnelle. »

La section pense que cet article doit être supprimé. Elle regarde comme suffisant l'article 37, qui déclare formellement les aubergistes ou hôteliers responsables des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux ; le dépôt de ces sortes d'effets, porte le même article, devant être regardé comme un dépôt nécessaire. Il a paru beaucoup trop rigoureux d'assujettir les aubergistes ou hôteliers, sans distinguer aucune circonstance et sans excep-

ter aucun cas, à la responsabilité de tout ce qu'un voyageur aurait apporté chez eux, quand même ce serait des objets du plus léger volume et du plus grand prix, et que même le voyageur n'aurait prévenu personne. Cette extrême rigueur deviendrait quelquefois une grande injustice, et comme il est impossible que la loi prévoie ces différents cas, elle doit se contenter d'établir le principe général, et doit laisser le reste à l'arbitrage du juge. C'est ce qu'elle a déjà fait au titre des Contrats et obligations conventionnelles en général.

L'article 247 de ce titre, en dispensant de la preuve par écrit les dépôts nécessaires, dans lesquels il comprend ceux faits par le voyageur en logeant dans son hôtellerie, cet article, disons-nous, ajoute en finissant : « Le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait. »

L'article 38 du projet actuel étant supprimé, l'article 37 du même projet et l'article 247 de la loi sur les contrats paraîtront dictés tous deux par le même esprit; tous deux laisseront dans le domaine du juge ce qu'ils ne pouvaient en retirer sans les inconvénients les plus grands.

§ 7. — Rédaction définitive du Conseil d'Etat.

Les deux modifications aux articles 6 et 34, demandées par le Tribunat, furent consenties par le Conseil d'Etat, ainsi que la suppression de l'article 38.

CODE CIVIL.

Rédaction définitive du Conseil d'Etat.

Séance du 10 ventôse, an 12 de la République — 1^{er} mars 1804.

Le second Consul préside la séance.

M. Portalis, d'après la conférence tenue avec le Tribunat, présente la rédaction définitive du titre 16 du livre 3 du projet du Code civil : Du dépôt et du sequestre.

Le Conseil l'adopte en ces termes :

Article 6. — Le dépôt est volontaire ou nécessaire.

35. — Le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par

quelque accident, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage, ou autre événement imprévu.

36. — La preuve par témoins peut être reçue pour le dépôt nécessaire, même quand il s'agit d'une valeur au-dessus de 150 francs.

37. — Le dépôt nécessaire est d'ailleurs régi par toutes les règles précédemment énoncées.

38. — Les aubergistes ou hôteliers sont responsables comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux : le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire.

39. — Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie.

40. — Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure...

La séance est levée.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire général du Conseil d'Etat,

J.-G. LOCKÉ.

§ 8. — Présentation au Corps législatif.

CODE CIVIL

Présentation au Corps législatif et exposé des motifs.

18 ventôse an 12 — 9 mars 1804.

Monsieur Réal :

Citoyens Législateurs,

Le gouvernement vous présente aujourd'hui le titre 16 du troisième livre du Code civil; c'est celui qui traite du *Dépôt et du Séquestre*.

Dans une matière où les principes sont fixés depuis longtemps, il s'agissait non de créer des règles, mais de recueillir celles dont un long usage a démontré la justice et l'utilité; c'est ce que nous faisons dans le projet de loi qui vous est soumis.

Après avoir défini le dépôt, le projet conserve sa division naturelle en *dépôt volontaire* et *dépôt nécessaire*.

Après avoir traité du dépôt volontaire, le projet de loi qui vous est soumis règle ce qui est relatif au dépôt nécessaire.

Il ne s'agit plus ici d'un contrat, mais plus exactement, d'un quasi-contrat fondé sur la nécessité, et qui mérite d'autant plus la protection de la loi, que, dans la plupart des cas où il y a lieu d'en faire l'application, cette application est réclamée par des êtres malheureux, victimes d'un incendie, d'une ruine, d'un pillage ou d'un naufrage.

Quand, au milieu d'une telle catastrophe, on peut sauver ses effets, on le fait sans recourir aux moyens que la loi prescrit pour établir les conventions ordinaires; ainsi la preuve par témoins d'un tel dépôt sera admise, quand même son objet s'élèverait au-delà de 150 francs.

C'est aussi un dépôt regardé comme nécessaire que celui des effets qu'un voyageur apporte dans une auberge ou hôtellerie; car ils y sont placés sous la foi publique, et l'aubergiste répond et du dommage qui leur aurait été causé, et même du vol qui en aurait été fait, à moins qu'il ne soit l'effet d'une force majeure.

Cette disposition, depuis longtemps admise par nos lois, était trop utile pour n'être pas maintenue dans notre nouveau Code. Sans doute, elle impose de grandes obligations aux aubergistes et hôteliers; mais elle pourvoit à l'ordre public, et elle est indispensable pour la sécurité des voyageurs.

Législateurs, la matière dont je viens de vous entretenir n'offrait pas de difficultés sérieuses; simple dans son objet et juste dans ses détails, le projet qui vous est présenté n'a sans doute pas besoin de plus amples développements pour mériter et obtenir votre sanction.

§ 9. — Communication officielle au tribunal.

CODE CIVIL

Communication officielle au tribunal.

Le Corps législatif adressa le projet avec l'exposé des motifs au tribunal, le 19 ventôse an 12 (10 mars 1804), et M. Favard en fit le rapport à l'assemblée générale le 22 du même mois de ventôse (13 mars 1804).

Le tribunal émit dans la même séance un vœu d'adoption, que MM. Favard, Cassion-Nisas et Perrée furent chargés de porter au Corps législatif.

§ 10. — Discussion du Corps législatif.

CODE CIVIL

Discussion devant le Corps législatif.

Séance du 23 ventôse an 12 (14 mars 1804).

DISCOURS PRONONCÉ PAR LE TRIBUN FAVARD, LE 14 MARS 1804.

Législateurs,

La loi sur les obligations conventionnelles en général a eu pour base les principes de la morale la plus pure. Le projet de loi sur le dépôt doit surtout porter l'empreinte de cette sévère probité qui caractérise l'homme de bien. Quoi de plus sacré, en effet, que les obligations qui naissent des diverses espèces de dépôt! Qu'il soit nécessaire, volontaire ou judiciaire, le dépôt qui repose toujours sur la confiance doit être exécuté avec un scrupule religieux.

Si la confiance n'eût jamais été trahie, on n'aurait jamais songé à donner des lois à ce contrat; et cette vérité me fait naître l'idée qu'on pourrait juger de la moralité d'un peuple par l'exactitude des dépositaires à remplir les obligations naturelles que la conscience leur impose. Les lois très anciennes sur le dépôt attestent donc que, depuis longtemps, on a méconnu et violé ces obligations; et il est du devoir du législateur de les tracer avec tant de clarté qu'il soit impossible à l'homme

qui résiste à la voix de la conscience de se soustraire à ses devoirs.

C'est aussi l'objet du projet soumis à votre examen.

Passons à une autre espèce de dépôt qui doit être rangé dans la classe du dépôt nécessaire. C'est celui que le voyageur fait de ce qu'il apporte dans l'hôtellerie où il descend. Il faut que la plus grande sécurité l'y accompagne, et qu'il la conserve par la certitude que la loi lui donne que ses effets ne seront pas impunément divertis, soit par l'aubergiste, soit par les domestiques qu'il emploie, soit par les étrangers qui vont et viennent dans l'hôtellerie. Cette responsabilité qui paraît rigoureuse est peut-être la base la plus solide de la prospérité des aubergistes. C'est la confiance qu'ils inspirent, ou la bonne foi et la surveillance à laquelle la loi les oblige, qui rend les voyages plus faciles, plus multipliés, et qui appelle les voyageurs chez eux.

Aussi l'ordonnance de 1667 a-t-elle mis dans la classe des dépôts nécessaires ceux faits entre les mains de l'hôte ou de l'hôtesse en logeant dans leur hôtellerie. Elle déclare « n'entendre empêcher que la preuve par témoins n'en puisse être admise *suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait* ».

Le même principe a déjà été consacré au titre des contrats ou des obligations conventionnelles en général. Il est bon de remarquer que l'article 247 de ce titre, en dispensant de la preuve écrite les dépôts nécessaires, dans lesquels il comprend ceux faits par le voyageur, en logeant dans une hôtellerie, ajoute également : « Le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait. »

Ainsi, en rapprochant du projet l'article 247 (titre des contrats), vous voyez que notre nouveau Code ne fait que maintenir une disposition admise par nos anciennes lois. La faculté laissée au juge d'ordonner ou de rejeter, suivant les circonstances, la preuve offerte par le voyageur, fait que les intérêts de ce dernier et ceux de l'hôtelier ne pourront jamais être compromis.

.....
Telle est, Citoyens législateurs, l'analyse d'une loi basée tout entière sur les règles de l'équité. Vous n'y avez pas remarqué des dispositions nouvelles : s'il est permis au législateur de chercher le mieux, il sent qu'il ne peut le trouver quand les lois anciennes sur une matière sont l'expression de la morale publique.

.....
Le Tribunat a voté, citoyens législateurs, l'adoption du titre sur *le dépôt et le séquestre*; il l'a cru digne de notre sanction.

§ 11. — **Vote et promulgation.**

Le décret fut rendu par le Corps législatif le même jour 23 ventôse an 12 (14 mars 1804), et la promulgation en fut faite le 3 germinal an 12 (24 mars 1804).

La loi du 30 ventôse an 12 (21 mars 1804) a réuni en un seul Code civil les 36 lois, dont celle du dépôt et du séquestre.

Le numérotage des articles fut refondu en une seule série; l'article 6 ci-dessus devint 1920; les articles 35-40 reçurent les numéros 1949-1954.

Ce sont ces textes du Code civil qui régissent depuis un siècle la question de la responsabilité des hôteliers, dont la législation actuelle va être exposée dans les chapitres suivants.

CINQUIÈME PARTIE

LA RESPONSABILITÉ DES HOTELIERS

DANS LE DROIT FRANÇAIS ACTUEL

CHAPITRE PREMIER

Motifs de la responsabilité des hôteliers.

Les articles du Code civil, promulgués en 1804, une loi du 18 avril 1889, une abondante jurisprudence réglant toutes les questions de détail négligées par le Code, telles sont les sources de la législation actuelle sur la responsabilité des hôteliers.

Quant aux motifs qui légitiment ces règles de droit, ce sont toujours les mêmes que dans la législation romaine et dans celle de l'ancien droit. Ces motifs procèdent tous d'une même idée :

Le voyageur s'arrête dans un hôtel pour se reposer et pour dormir ; ce voyageur pourra avoir avec lui des effets et des bagages, mais il ne pourra dormir tranquille et se reposer que s'il a la certitude que ses bagages sont en sécurité dans l'hôtel, que l'hôtelier veille sur eux, et que s'ils venaient à être volés ou endommagés, l'hôtelier lui fournirait une indemnité de valeur correspondante. Au contraire, si le voyageur savait que ses bagages ne sont pas en sûreté, que lui-même en est responsable et qu'ils peuvent lui être dérobés pendant son sommeil, il ne

dormirait pas et ne se reposerait pas ; dès lors, il n'aurait pas besoin de se payer une chambre et un lit plus ou moins chers, s'il ne doit pas plus y dormir en sécurité que dans une grange abandonnée ou sous le marché couvert de la place publique. La sécurité disparaissant, la raison d'être des hôtels disparaîtrait avec elle. Il est donc indispensable, même au point de vue purement économique, pour que l'industrie hôtelière puisse subsister, que les effets et bagages soient en sécurité dans l'hôtel où le voyageur descend, que l'hôtelier en soit responsable.

Mais, cette responsabilité indispensable, comment doit-on l'organiser, comment le droit actuel l'a-t-il organisée ?

On a vu plus haut qu'à Rome, il y avait une double responsabilité, deux actions, l'une née d'un pacte prétoire muni d'action, le *receptum*, l'autre née d'un quasi-délit.

Puis, dans l'ancien droit français, on en vint à considérer la garde des effets des voyageurs comme un dépôt, et ce fut par les obligations d'un dépositaire spécial que fut organisée la responsabilité.

Cette idée de dépôt et celle qu'une responsabilité était indispensable, donc nécessaire, se mêlèrent ; on considéra que le dépôt des effets dans l'hôtel était nécessaire, et quand on rédigea l'ordonnance de 1667 on assimila ce dépôt spécial, que Pothier appelait justement « Dépôt d'hostellerie », aux *dépôts nécessaires* proprement dits.

Comme il a été dit ci-dessus, lors de la confection du Code civil, on ne fit guère que copier l'ancien droit, aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que l'article 1952 considère, lui aussi, le dépôt d'hostellerie comme un dépôt nécessaire : « Le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire. »

Or, si on cherche le fond des choses, on se rend compte qu'il y a là un dépôt, évidemment, mais un dépôt d'une espèce particulière, et qui n'est pas plus un dépôt nécessaire qu'un dépôt ordinaire.

Le tribunal d'appel de Paris, consulté au moment de la rédaction du Code civil, l'avait bien expliqué dans ses Observations (V. p. 136), mais il n'en fut pas tenu compte.

« Le dépôt nécessaire est celui qui a été forcé par quelque *accident*, tel qu'un incendie, une ruine, un pillage, un naufrage, un autre événement *imprévu*. » (Art. 1949, Code civil.)

Il résulte de là que, pour qu'un dépôt soit nécessaire et non pas ordinaire, il faut un *accident*, c'est-à-dire un événement *malheureux*, et que cet événement malheureux soit *imprévu*. L'article cite quatre cas et généralise, à tous les autres cas, à la condition qu'ils revêtent le double caractère de *malheureux* et d'*imprévu*. Or, le fait qui engendre le dépôt d'hôtellerie, le repos qu'un voyageur prend dans un hôtel, n'offre aucun caractère d'événement malheureux et imprévu. La personne qui part en voyage sait d'avance, a prévu que chaque nuit elle couchera dans un hôtel; et même le voyageur, qui compte rentrer chez lui le soir même et qui se trouve subitement forcé de passer la nuit dans une autre ville, ayant, par exemple, manqué le dernier train, ne considérera pas du tout comme un événement malheureux, quoique imprévu, le fait de trouver un hôtel et un lit pour dormir, plutôt que de passer sa nuit sur un banc dans l'avenue de la gare.

Pourquoi donc considérer comme dépôt nécessaire un dépôt qui résulte d'un fait n'ayant pas les caractères exigés? Cette assimilation entraîne des conséquences très graves, au point de vue de la preuve, par exemple. L'article 1950 admet la preuve par témoins, en matière de dépôt nécessaire, même pour une valeur au-dessus de 150 francs. On comprend aisément que l'on n'exige point d'écrit quand on compte les minutes et même les secondes, quand une maison brûle, quand un torrent envahit un village, quand un navire est battu par les lames sur un récif. Mais y a-t-il vraiment autant d'urgence quand un voyageur entre dans un hôtel et demande une chambre pour dormir? Si fatigué soit-il, il n'en est pas à deux ou trois minutes près, et on concevrait tout aussi bien un

système exigeant à ce moment une preuve écrite du dépôt d'hôtellerie; quelques secondes suffiraient pour remplir de quelques mots et chiffres une formule imprimée de reçu.

D'autre part, le dépositaire nécessaire a la garde des objets déposés : il en est responsable, mais il peut les mettre en sûreté dans une pièce fermée à clé. Au contraire, l'hôtelier est responsable d'objets dont les voyageurs gardent la jouissance et l'usage, d'objets qu'il ne peut mettre en sûreté en les enfermant à clé. Il y a donc encore là une différence fondamentale entre le dépôt d'hôtellerie et le dépôt nécessaire.

Enfin, l'article 1927 dit que « le dépositaire doit apporter, dans la garde de la chose déposée, les *mêmes soins* qu'il apporte dans la garde *des choses qui lui appartiennent* ». Or, on verra plus loin que l'hôtelier est tenu d'apporter dans la garde des effets des voyageurs des soins beaucoup plus grands qu'à la garde de ses propres choses, en raison même de la rigueur de sa responsabilité.

En résumé, il est indispensable que l'hôtelier soit responsable. Mais appliquer les règles du dépôt nécessaire à cette responsabilité n'est peut-être pas le meilleur système et l'on en pourrait imaginer un qui, tout en assurant la sécurité pour le voyageur, expose l'hôtelier à moins de risques. Ceci serait encore à l'avantage du voyageur, car diminuer les risques de l'hôtelier, c'est abaisser le prix payé par le voyageur : l'hôtelier, en effet, courant de grands risques, est obligé de demander au voyageur un prix plus élevé que celui qu'il lui demanderait s'il ne courait pas de risques; la différence entre ces deux prix formant, en somme, la prime d'une assurance formée par lui-même sur lui-même.

CHAPITRE II

Personnes responsables.

§ 1. — **Hôtelier.**

La personne responsable visée normalement par les textes est l'hôtelier, c'est-à-dire la personne qui fait profession de fournir aux voyageurs le logement, la nourriture contre une rémunération pécuniaire. Peu importe, d'ailleurs, qu'il soit propriétaire ou simple locataire de l'immeuble. Ce n'est pas l'immeuble qui est responsable et par conséquent son propriétaire, mais c'est l'homme, le commerçant qui y exerce la profession d'hôtelier.

Cette profession d'hôtelier est exercée en France par quatre catégories de personnes qui ont reçu des noms distincts en rapport avec les établissements qu'ils exploitent, et le rang social de la clientèle qu'ils y reçoivent : hôteliers, aubergistes, loueurs en garni, logeurs en garni.

1° HÔTELIERS ET AUBERGISTES.

L'article 1952 du Code civil déclare : « Les aubergistes ou hôteliers sont responsables. » La loi assimile donc l'aubergiste à l'hôtelier, et avec raison, car l'un et l'autre fournissent aux voyageurs à titre onéreux le logement et la nourriture. La différence entre l'hôtel et l'auberge est d'ordre purement économique ; l'auberge est installée et tenue simplement, sans luxe, prend des prix modiques et s'adresse, par suite, plutôt aux classes inférieures de la société ; l'hôtel est surtout destiné aux classes moyennes et riches ; il offre un confortable et un luxe plus ou moins grand et demande, par suite, des prix proportionnels.

Il serait, au contraire, faux de soutenir que l'auberge est l'établissement du village et l'hôtel l'établissement de la ville, comme on l'a prétendu ; car on voit souvent de véritables auberges dans des chefs-lieux de département et de luxueux hôtels de touristes dans de petits hameaux.

« Les mots *hôtellerie* et *auberge*, a dit la Cour de cassation dans un arrêt du 27 juin 1811, sont les expressions générales qui comprennent, selon leur acception commune et reconnue, les hôtels et maisons ou partie d'hôtels et maisons où l'on est reçu, moyennant un prix ou une rétribution, pour y prendre le logement ou la nourriture. »

2° LOUEURS EN GARNI ET LOGEURS EN GARNI.

Il s'agit maintenant de commerçants qui fournissent contre une rémunération pécuniaire, le logement comme les hôteliers, mais non pas la nourriture contrairement à eux.

Le Code civil ne nomme pas les loueurs et logeurs en garni comme responsables, à côté des aubergistes et hôteliers. Doit-on, néanmoins, les leur assimiler?

La Cour de cassation s'est prononcée pour l'affirmative dès 1811; c'était, d'ailleurs, en matière pénale, à propos de l'article 386 qui ne parle que des aubergistes et hôteliers et que l'on voulait appliquer à une maison garnie. Si l'article 386 du Code pénal et l'article 1952 du Code civil ne parlent que des *aubergistes* et *hôteliers*, en d'autres textes les logeurs leur sont assimilés : *logeurs* et *aubergistes* » (art. 154, Code pénal) « *aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons garnies* » (art. 475-2° Code pénal). « *Aubergistes, maîtres d'hôtels garnis et logeurs* » (art. 5; loi des 19-22 juillet 1791.)

« La cause ayant été reportée à la Cour de cassation, M. le comte Merlin, procureur général, a établi que, dans son acception usuelle, le mot *hôtellerie* embrasse les maisons garnies; il a cité le Dictionnaire de l'Académie, et Denisart dernière édition; — Que, dans l'intention du législateur, il devait en être de même, attendu que, pour les maisons garnies comme pour les hôtelleries, il y avait un égal besoin de sévir contre les coupables abus d'une *confiance nécessaire*; — Que si, dans les diverses dispositions du Code, il n'y avait pas identité d'expression, c'est parce que la rédaction en avait été confiée à diverses plumes; — M. le Procureur général observait qu'il importait d'autant plus de fixer le sens du mot

hôtellerie, que les mêmes questions pouvaient se produire, en *matière civile*, à l'occasion de la *responsabilité établie*, par l'art. 1952, Code Napoléon, qui ne parle que des aubergistes ou hôteliers. » La Cour de cassation s'est rangée à l'avis de M. le Procureur général, comte Merlin, et a assimilé les maisons meublées aux hôtels et auberges.

On appelle *loueur en garni* la personne qui meuble les pièces d'une maison, dont elle est propriétaire ou principale locataire, d'une manière plus ou moins luxueuse et les loue, isolées ou groupées, à des personnes plus ou moins riches pour plusieurs semaines, mois, ou années.

Le *logeur en garni* exerce exactement la même profession, mais l'ameublement est sommaire, les prix modiques, et la clientèle pauvre.

La jurisprudence a complètement adopté en matière civile l'opinion de l'arrêt de 1811, de la Cour de cassation, ainsi qu'en témoignent beaucoup d'arrêts :

Le 20 novembre 1883, le tribunal civil de la Seine condamne la dame Descamps, comme responsable : « Attendu que toute personne qui descend dans un hôtel garni, soit qu'elle y loge à la nuit ou au mois, est considérée comme voyageur au regard de l'hôtelier; attendu que la responsabilité de la dame Descamps est certaine; qu'elle résulte à un double titre de sa qualité d'hôtesse et du fait de ses négligence et imprudence. »

Justice de paix d'Angoulême, 19 novembre 1884 : « Attendu que les logeurs en garni sont soumis à la même responsabilité que les aubergistes et hôteliers; que Fradon est logeur en garni, et qu'à ce titre il est responsable des objets que Favre fils, avait déposés chez lui. »

Justice de paix de Reims, 30 décembre 1893 : « Attendu que cette responsabilité rigoureuse doit s'étendre notamment et a été étendue par la jurisprudence au cas où le dépôt a été fait à des personnes exerçant des professions analogues à celles d'aubergiste et hôtelier et donnant lieu comme elles à une confiance indispensable; — attendu qu'on doit placer par ce motif dans la catégorie des dépôts nécessaires ceux qui sont confiés par le locataire au logeur de profession, ayant, comme dans l'espèce,

la garde des clés des chambres meublées qu'il loue soit à des voyageurs, soit, le plus souvent, à des employés installés à demeure; — Attendu que cette extension a d'ailleurs été positivement consacrée par la loi du 25 mai 1838, sur la compétence des juges de paix, et par un avis du conseil d'Etat du 10 octobre 1871; qu'ainsi toute personne qui descend dans une maison meublée, soit qu'elle y loge à la nuit ou au mois, est également prémunie contre la négligence ou la mauvaise foi du logeur. »

Le juge de paix de Sceaux, dans sa sentence du 25 juin 1897, copie exactement et presque mot pour mot, la sentence de son collègue de Reims reproduite immédiatement ci-dessus.

« Il n'est pas douteux que les personnes qui tiennent des hôtels ou logements garnis sont comprises dans la dénomination des articles 1952 et suivants du Code civil, en qualité d'aubergistes ou hôteliers. (Tribunal civil de Lyon, 24 mai 1899.)

« Il est vrai que les personnes qui tiennent des maisons meublées ou des logements garnis sont comprises dans la dénomination de l'article 1952. » (Justice de paix de Paris, 16 janvier 1903).

§ 2. — Femme de l'hôtelier.

Un hôtelier est marié et sa femme l'aide dans l'exercice de sa profession; la femme est-elle personnellement responsable des effets des voyageurs?

Il faut établir une distinction, suivant que l'on conçoit la femme comme associée de son mari ou comme simple préposée de son mari.

L'article 5 du code de commerce déclare : « Elle n'est pas réputée marchande publique si elle ne fait que détailler les marchandises du commerce de son mari; elle n'est réputée telle, que lorsqu'elle fait un commerce séparé. » Aux termes de cet article, la femme de l'hôtelier ne serait donc qu'une simple préposée engageant la responsabilité de l'hôtelier, son mari, sans engager la sienne propre.

Toutefois un arrêt de la chambre des requêtes de la Cour de cassation du 5 mai 1857, a décidé que la femme est *commerçante* quand elle se livre à des opérations commerciales, de concert avec son mari, et que « notamment, si elle fait habituellement les acquisitions nécessaires à l'alimentation de l'établissement du mari, elle ne jouit pas, vis-à-vis des tiers avec lesquels elle a traité, du bénéfice de l'article 5, exclusivement applicable à la femme chargée par le mari de la gestion des intérêts de celui-ci. » On peut la considérer comme commerçante et elle est tenue des obligations qu'elle a contractées par l'exploitation du commerce auquel elle se trouve liée par une véritable association de fait.

La Cour de Montpellier, dans un arrêt du 6 août 1867, a précisément appliqué cette théorie de la femme associée de son mari, à la femme de l'hôtelier. Le Tribunal civil d'Espalion ayant déclaré la femme de l'hôtelier non responsable, la Cour de Montpellier infirme ce jugement : « Considérant qu'il est établi que la femme Galdemard exerce à Aubrac, avec l'autorisation évidente de son mari, la profession d'aubergiste, qu'ils agissent tous les deux comme associés, et qu'elle reste seule à la tête de l'établissement, lorsque celui-ci s'absente de son domicile pour se livrer à la fabrication du beurre, à une distance assez éloignée et que c'est entre elle et les voyageurs que se forme le contrat tacite de dépôt nécessaire qui naît de l'admission de ces derniers dans son hôtellerie... »

Cette dame Galdemard se pourvut en cassation contre cet arrêt. Mais la Cour rejeta le pourvoi et confirma l'arrêt de Montpellier. Cependant la Cour de cassation ne jugea pas que « il soit nécessaire d'examiner dans l'espèce si la femme qui exerce la même industrie que le mari doit, en cas d'absences fréquentes de celui-ci, être réputée marchande publique, ou seulement préposée au mari ». Elle estima qu'une imprudence, ayant occasionné le vol, avait été établie contre la femme de l'hôtelier, et que cette imprudence la rendait responsable dans tous les cas, même si on la considérait comme une simple préposée, car un préposé est personnellement respon-

sable de ses fautes et ne peut opposer à un tiers qu'il n'est qu'un simple mandataire. « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. » (Art. 1382, Code civil.)

Ainsi, il résulte, sinon de l'arrêt de cassation, du moins de l'arrêt de Montpellier, que la femme de l'hôtelier est personnellement responsable des effets des voyageurs, en vertu de l'article 1952 du Code civil et dans les mêmes cas que l'hôtelier lui-même, mais qu'il faut pour cela qu'elle ait agi comme associée de son mari le remplaçant en cas d'absence ou d'empêchement.

§ 3. — Personnes assimilables aux hôteliers.

La responsabilité des hôteliers, établie par l'article 1952, étant exceptionnellement avantageuse pour ceux qui l'invoquent, il était naturel qu'on ait essayé de la faire appliquer par les tribunaux à des personnes n'ayant souvent que les plus lointains rapports avec un hôtelier. Mais la jurisprudence fut unanime à repousser toutes ces assimilations intempestives, sauf quelques hésitations relativement à certaines personnes.

Il n'y a lieu ici qu'à une simple énumération, car la discussion de ces questions rentrerait dans une « étude sur la responsabilité de l'article 1952 et les personnes auxquelles elles s'appliquent »; mais elle ne rentre pas dans la présente « étude sur la responsabilité des hôteliers ».

1^o PROPRIÉTAIRE LOUANT EXCEPTIONNELLEMENT EN GARNI.

Ce propriétaire ne peut être considéré comme loueur ou logeur en garni, soit qu'il ne loue meublée qu'une partie de son habitation personnelle (Cassation, 3 novembre 1827), soit qu'il ne loue en meublé qu'à une époque exceptionnelle, pour une foire, par exemple. (Nîmes, 18 mai 1825). (Cassation, 9 septembre 1853).

2^o TENANCIERS DE RESTAURANTS, CAFÉS, CABARETS.

Ces trois sortes d'établissements diffèrent des hôtels

et auberges en ce qu'on y donne seulement la nourriture et non pas le logement.

La jurisprudence refuse encore l'assimilation de ces tenanciers à des hôteliers.

Tribunal civil de la Seine, 19 mai 1897, café.

Tribunal civil de Lyon, 11 mai 1900, restaurant.

Tribunal civil de Lyon, 10 août 1903, café.

3° DIRECTEURS DE THÉÂTRES.

Une sentence du juge de paix d'Alger (6 août 1887) et un jugement du tribunal de la Seine (5 janvier 1888) avaient rendu des directeurs de théâtre responsables d'effets déposés dans leurs vestiaires, en vertu de l'article 1952 du Code civil. Mais, depuis, un arrêt de la Cour d'appel de Paris (23 avril 1902) a décidé au contraire que l'on ne pouvait, en ce cas, assimiler un directeur de théâtre à un hôtelier. Un jugement du Tribunal de Marseille (26 février 1903), très discutable et critiqué, a rendu un directeur de théâtre responsable, comme un hôtelier, des effets d'une artiste volés dans sa loge.

4° MAÎTRES D'ÉTABLISSEMENTS DE BAINS.

Le Tribunal de la Seine a fixé la jurisprudence par deux jugements, 4 janvier 1880 et 21 mars 1882, où il refuse d'assimiler un établissement de bains à un hôtel. Un juge de paix de Paris a cru bon de se signaler en déclarant le contraire, le 27 juillet 1887.

5° PROPRIÉTAIRES DE LAVOIRS.

La Cour de cassation a repoussé leur assimilation à des hôteliers par un arrêt du 26 janvier 1875. Des juges de paix de Paris, le 1^{er} août 1901 et le 9 mars 1905, se sont conformés à cette jurisprudence.

6° COMPAGNIE INTERNATIONALE DES WAGONS-LITS ET DES GRANDS EXPRESS EUROPÉENS.

La jurisprudence considère que l'on ne peut assimiler la Compagnie des wagons-lits à un hôtelier, même quand

il s'agit d'un train entièrement composé de wagons-lits et d'un wagon-restaurant et présentant des analogies avec un hôtel : le voyageur ne prend pas place dans un wagon-lits pour simplement trouver un lit et se reposer, mais avant tout pour être transporté d'un point à un autre. (Tribunal civil de Nice, 9 février 1892. — Tribunal civil de la Seine, 14 mai 1892 et 25 novembre 1892. — Cour de cassation, 3 février 1896.)

7° PROPRIÉTAIRES DE VILLAS.

Les propriétaires de villas meublées, dans les localités de villégiature, ne sont pas assimilables à des hôteliers. (Tribunal civil d'Abbeville, 27 décembre 1898).

8° MAÎTRES DE PENSIONS.

Un maître de pension ne peut être assimilé à un hôtelier, même s'il loge et nourrit ses élèves : le but de son établissement est d'élever, instruire et surveiller. (Tribunal civil de Caen, 12 mars 1888.)

9° PATRON INDUSTRIEL.

Le patron, directeur d'un établissement industriel, qui loge un ouvrier, n'est pas assimilable à un hôtelier. (Tribunal civil de Lyon, 12 juillet 1892.)

10° ASSOCIATION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS DE PARIS.

Une sentence d'un juge de paix de Paris, le 17 août 1906, a refusé de considérer cette association comme un hôtelier.

Ainsi, la jurisprudence, reconnaissant le caractère exceptionnel et contraire au droit commun de la responsabilité des hôteliers, a toujours refusé d'en étendre la sphère d'application.

La Cour de cassation a exprimé cette idée dans son arrêt du 26 janvier 1875 :

« Attendu que la responsabilité presque sans limites imposée par ces articles aux aubergistes ou hôteliers, comme dépositaires des objets apportés par le voyageur qui loge chez eux, est soumise à des règles particulières

dont le régime trouve sa justification dans des raisons d'ordre public, et surtout dans la nécessité de pourvoir par des mesures énergiques, même prises en dehors du droit commun, à la sécurité des voyageurs; — Attendu que si la généralité de ces expressions, *aubergistes et hôteliers*, permettait d'y comprendre les logeurs et les loueurs de maisons meublées, qui, exerçant, en réalité, la même industrie, devaient être soumis aux mêmes obligations, et si cette interprétation a été consacrée par un avis du Conseil d'Etat, ledit approuvé le 10 octobre 1871, on ne saurait toutefois étendre ces dispositions exceptionnelles et par suite essentiellement limitatives, aux propriétaires de l'établissement qui, bien qu'ouvert au public, ne rentre pas dans la catégorie des auberges ou hôtelleries. »

CHAPITRE III

Personnes qui peuvent invoquer la responsabilité des hôteliers.

§ 1. — Le voyageur.

La responsabilité de l'hôtelier étant établie dans l'intérêt du voyageur et pour garantir la sécurité de ses effets, il est évident que c'est ce voyageur lui-même qui devra invoquer la responsabilité de l'hôtelier et agir en justice contre lui, si ses effets viennent à disparaître ou à être endommagés.

C'est le voyageur même qui a traité avec l'hôtelier qui jouit de la responsabilité. Si ce voyageur prête pour une ou plusieurs nuits sa chambre à son ami et que cet ami y ait des effets volés ou endommagés, l'hôtelier ne sera pas responsable envers lui, car la responsabilité naît du contrat d'hôtellerie et qu'il n'y a pas eu contrat d'hôtellerie entre l'hôtelier et l'ami. Justice de paix de Paris (3 juillet 1893).

§ 2 — Le pensionnaire en séjour prolongé.

En ce qui concerne le pensionnaire en séjour prolongé, c'est-à-dire la personne qui reste dans l'hôtel non plus une ou plusieurs nuits comme le voyageur ordinaire, mais plusieurs semaines, mois ou même années, on peut concevoir l'hôtelier comme responsable et assimiler le pensionnaire au voyageur, et on peut aussi concevoir l'hôtelier comme non responsable et assimiler le pensionnaire à un locataire d'immeuble ordinaire.

La jurisprudence, après avoir adopté le premier système, s'est rangée au second depuis quelques années.

Le 20 novembre 1883, le tribunal civil de la Seine avait déclaré que la longueur du séjour du client ne pouvait en rien modifier le principe de la responsabilité :

« Attendu que toute personne qui descend dans un hôtel garni, soit qu'elle y loge à la nuit ou au mois, est considérée comme voyageur à l'égard de l'hôtelier ; que ce dernier ne peut pas invoquer l'existence d'un séjour plus ou moins long de son client pour s'affranchir de ses obligations et de ses devoirs. » — Le locataire volé habitait depuis trois ans l'hôtel, et l'hôtelier fut condamné comme responsable.

Le juge de paix de Reims a de nouveau formulé cette opinion dans sa sentence du 30 décembre 1893 :

« Attendu qu'on doit placer, par ce motif, dans la catégorie des dépôts nécessaires ceux qui sont confiés par le locataire au logeur de profession, ayant comme dans l'espèce la garde des clefs des chambres meublées qu'il loue soit à des voyageurs, soit le plus souvent à des employés installés à demeure ; — qu'ainsi toute personne qui descend dans une maison meublée, soit qu'elle y loge à la nuit ou au mois, est également prémunie contre la négligence ou la mauvaise foi du logeur ; que ce dernier ne saurait plus utilement invoquer désormais l'existence d'un séjour plus ou moins long de son client pour s'affranchir de ses obligations et de ses devoirs. »

Mais en 1899, le 24 mai, le tribunal civil de Lyon, con-

firmant le jugement d'un juge de paix, adopte le système de la non-responsabilité :

« Attendu qu'il n'est pas douteux que les personnes qui tiennent des hôtels ou logements garnis sont comprises dans la dénomination des articles 1952 et suivants du Code civil, en qualité d'aubergistes ou hôteliers, mais que la responsabilité spéciale qui leur incombe n'est encourue que dans l'intérêt des voyageurs qu'ils reçoivent à titre temporaire, passager, comme gardiens nécessaires des objets déposés chez eux par les voyageurs; — que dans l'espèce l'appelant, ayant loué une chambre ou un logement pour un temps prolongé d'habitation, ne peut être assimilé à un voyageur; — que, pour cette raison, des objets perdus ou volés à son préjudice ne rentrent pas dans la catégorie des choses apportées à titre de dépôt nécessaire; et qu'ainsi l'intimé n'en est pas responsable dans les termes des articles 1952 et 1953 du Code civil. »

Le tribunal civil de la Seine, abandonnant son opinion de 1883 et adoptant, presque mot pour mot, le système du tribunal de Lyon, ajoute : « Attendu que... la responsabilité... ne s'applique point aux personnes qui ont loué une chambre ou un logement pour un temps prolongé d'habitation; — attendu en effet que les articles 1952 et suivants sont restrictifs du droit commun et qu'il n'est point permis dès lors de les étendre à des cas qui ne rentrent pas absolument dans leur application stricte. » (Tribunal civil de la Seine, 16 décembre 1901.)

Le tribunal civil de la Seine, le 3 janvier 1907, ne reconnaît pas le droit d'invoquer la responsabilité de l'hôtelier, à une personne qui habite à titre permanent dans un hôtel, un appartement indépendant où elle vit avec sa famille, servie par ses propres domestiques.

Déjà le 23 novembre 1888, le tribunal civil de Marseille avait refusé d'assimiler à un voyageur ordinaire l'habitant à demeure d'un hôtel garni, mais ce texte est moins décisif, car dans les motifs le Tribunal paraissait vouloir refuser à ce garni le caractère d'hôtel et par suite l'application de l'article 1952.

§ 3. — La personne qui ne loge pas dans l'hôtel.

Dans le § 2 ci-dessus, on a vu que la jurisprudence avait d'abord accordé au pensionnaire en séjour prolongé le droit d'invoquer la responsabilité de l'hôtelier, et qu'ensuite elle le lui avait refusé. De même, en ce qui concerne la personne qui ne loge pas dans l'hôtel, la jurisprudence, après lui avoir accordé la protection de la responsabilité, la lui refusa, obéissant encore ici à l'idée que la responsabilité de l'article 1953 est exceptionnelle et ne doit être appliquée que dans les cas déterminés par la loi, sans être susceptible de généralisation.

Un voiturier s'étant arrêté dans une auberge, y laissa sa voiture et ses marchandises; l'hôtelier en était dès lors responsable; mais le voiturier alla coucher en ville chez des parents et, pendant la nuit, des marchandises furent volées. Le voiturier pouvait-il ou non invoquer la responsabilité de l'hôtelier, bien qu'il n'ait pas logé dans l'hôtel?

La cour impériale de Metz, le 17 avril 1812, trancha la question par l'affirmative : un voyageur qui ne loge pas dans l'hôtel peut quand même invoquer la responsabilité de l'hôtelier.

Le même principe est affirmé dans un arrêt de la cour royale de Rennes, le 26 décembre 1833 : un aubergiste fut déclaré responsable de quatre bœufs qu'un paysan avait logés dans l'écurie d'une auberge, sans coucher lui-même dans cette auberge : « Qu'il est indifférent pour l'application de ces principes que le voyageur ait ou n'ait pas séjourné dans le lieu du dépôt, puisqu'il est beaucoup de cas où, comme dans l'espèce, ce dépôt nécessaire a pu s'effectuer, sans que le propriétaire des effets, animaux ou marchandises qui en ont été l'objet, ait logé dans l'hôtellerie où ils avaient été reçus. »

Le droit à la responsabilité de l'hôtelier fut, au contraire, refusé au voyageur qui ne loge pas dans l'hôtel, par un jugement du Tribunal de Vouziers, du 29 avril 1880 : « Attendu en droit que l'article 1952 n'est pas applicable aux voyageurs qui déposent leurs effets dans un hôtel

sans y loger. » Il s'agissait d'un cheval déposé dans l'écurie d'une auberge et mort dans l'incendie de cette écurie. Il y a, dans ce jugement, une saine application du caractère limitatif de l'article 1952.

Un arrêt de la Cour d'appel de Riom, du 31 mars 1906, a confirmé cette opinion dans une espèce analogue.

On ne peut non plus permettre d'invoquer la responsabilité à la personne qui loue dans une auberge une ou plusieurs pièces pour en faire des bureaux et des magasins, mais qui n'y loge pas elle-même.

C'est ce qu'a décidé un jugement du Tribunal de Saumur, du 23 mai 1857, qui a été confirmé par un arrêt de la Cour d'Angers du 15 juillet 1857.

Enfin, voici un cas où une personne doit être considérée comme logeant dans un hôtel sans y coucher, et pouvant invoquer la responsabilité de l'hôtelier pour ses effets et bagages. Il s'agit du jeune homme de condition aisée qui accomplit son service militaire dans une ville, est forcé de coucher à la caserne, mais se paye une chambre dans un hôtel de la ville pour y venir de 5 à 9 heures chaque jour, faire sa toilette, changer de linge et dîner. Il y a chaque année des milliers de cas de ce genre. Or, doit-on refuser à ce militaire le droit à la responsabilité, en alléguant soit qu'il ne couche pas dans l'hôtel, soit que c'est un pensionnaire en séjour prolongé, plusieurs mois ou même deux ans?

La Cour d'appel d'Agen a reconnu qu'un tel militaire (engagé conditionnel, à l'époque), devait être assimilé à un voyageur et pouvait actionner l'hôtelier en justice comme responsable. — 16 mai 1890.

« Attendu qu'étant venu à Agen au mois de novembre 1886, appelé par l'autorité militaire pour y faire l'année de service qui lui était imposée comme engagé conditionnel, Goguillot, domicilié à Nîmes, ne tarda pas à s'aboucher avec Martin, tenant l'hôtel connu sous le nom d'hôtel Georges; qu'il allait assez régulièrement y prendre ses repas, y trouvait l'hospitalité à certaines heures de loisirs, y logeait ses vêtements, livres et papiers, les y prenant et rapportant partiellement, en

diminuant ou en augmentant le fonds et la qualité, suivant ses besoins et les circonstances, notamment lorsqu'il allait en permission ou en revenait;

Que, des explications données à l'audience, et en particulier, par le demandeur, il est résulté pour la Cour la certitude d'une part que Goguillot, dans ses rapports avec Martin, doit être considéré comme un voyageur, sinon dans sa forme ordinaire, du moins comme un voyageur *sui generis*, ayant fait un voyage qui a duré près d'un an, comme sa cause, l'appel au service militaire, sans autres discontinuités que les allées et venues, conséquences forcées de cette cause même, et du voyage, son effet. »

CHAPITRE IV

Objets dont l'hôtelier est responsable.

Section 1. — Effets et bagages.

L'hôtelier est responsable de la disparition ou de la détérioration de certains objets; quels sont ces objets?

Les « effets apportés par le voyageur qui loge chez eux », dit l'article 1952 du Code civil.

Ce mot *effets* est un terme générique qui désigne un ensemble d'objets, une collectivité. Mais quelles doivent être les limites de cette collectivité d'objets? Quel est le critérium auquel on distinguera qu'un objet est un effet garanti, ou non? Il y en a deux de possible : le simple apport des objets, la nécessité des objets pour le voyage. Dans le premier cas seront effets au sens de l'article 1952, tous les objets, quels qu'ils soient, que le voyageur apportera dans l'hôtel. Dans le second cas, on ne considérera comme effets que les objets utiles et nécessaires au voyageur pour son voyage et relativement à sa condition sociale.

Le premier système, qui est adopté par le droit français actuel, est évidemment le plus libéral pour le voya-

geur, mais, par contre, le plus rigoureux pour l'hôtelier et dont la rigueur est parfois contraire à l'équité.

La Cour de cassation, dans son arrêt du 11 mai 1846, dit : « Attendu que cette responsabilité n'est point subordonnée à la nature et à la valeur des effets volés. »

On lit, dans l'arrêt du 15 mai 1865, de la Cour d'appel de Paris : « Considérant qu'encore bien que la lettre des dispositions dont il s'agit semblerait indiquer que la responsabilité a été établie pour garantir les voyageurs contre la disparition particulière des effets qu'ils ont apportés avec une destination d'appropriation personnelle, néanmoins, cette distinction n'étant pas écrite dans la loi, il n'y a lieu de s'y arrêter; — Qu'on ne saurait ainsi restreindre la portée du mot *effets*, dont la signification n'a pas de spécification déterminée, et qui, par cela même, embrasse dans sa généralité tous les objets dont les voyageurs peuvent se faire accompagner, et qui peuvent être réellement reçus à titre de dépôt. »

« L'article 1952, dit M. Laurent, rend l'aubergiste responsable des effets apportés par le voyageur, sans limitation aucune et sans aucune condition, et l'article 1953, qui applique la responsabilité au vol et au dommage, est tout aussi général. La restriction, qui n'est pas dans le texte, résulte-t-elle peut-être des principes qui régissent la matière? Le voyageur est libre de transporter avec lui tels effets qu'il veut : lui seul peut apprécier ses convenances, son intérêt. Ces considérations sont tout à fait étrangères à l'aubergiste. »

Donc seront considérés comme objets dont l'hôtelier est responsable, comme *effets*, au sens de l'article 1952, les vêtements, le linge, soit portés sur le voyageur, soit en réserve dans ses malles, les objets de toilette, livres, appareils de photographie, accessoires de sport; de même les draps, matelas et objets de literie personnels que les riches Russes ne manquent jamais d'emporter avec eux; de même les voitures, les bicyclettes, les automobiles; de même encore les marchandises de toute sorte que les négociants et commis-voyageurs emportent avec eux dans leurs voyages. De même, enfin, les valeurs

et espèces monnayées, les objets précieux et les animaux qui feront l'objet des trois sections suivantes.

L'hôtelier est responsable, en ce qui concerne les voitures, non seulement de la voiture elle-même, mais encore de toutes les marchandises chargées sur la voiture, sans qu'il soit nécessaire de la décharger. Ceci était surtout nécessaire autrefois, et l'est encore souvent aujourd'hui en ce qui concerne les rouliers et entrepreneurs de transports sur route, qui s'arrêtent chaque soir dans une auberge et ne peuvent s'astreindre à décharger leurs voitures toustles jours.

Un arrêt rendu par le tribunal d'appel de Rouen, le 13 germinal an X, pendant la confection du Code civil, porte, « qu'en principe général, les hôteliers et aubergistes sont garants des objets quelconques qui leur sont déposés par ceux qu'ils logent; que les messagers sont dans le cas de transporter journallement des sommes en argent comme tous autres effets ou marchandises plus ou moins précieux; que l'aubergiste, en recevant dans son auberge lesdits messagers avec leurs voitures, se rend gardien et responsable tant de leurs dites voitures que desdits dépôts d'argent, effets ou marchandises contenus dans icelles ».

La Cour d'appel de Paris, dans son arrêt du 14 décembre 1881, rapporte mot pour mot le motif de la Cour de cassation cité plus haut.

Dans le second système, on ne considère comme effets que les objets utiles et nécessaires au voyageur pour son voyage et relativement à sa condition sociale.

Ce système se fonde sur la trop grande rigueur du précédent pour l'hôtelier, et cherche à la corriger en atténuant la responsabilité de l'hôtelier, principalement en ce qui concerne les objets de grande valeur : valeurs, espèces monnayées, objets précieux. Cette dernière question fera l'objet des deux sections suivantes.

Le rapport du Tribunat (voir page 141) s'était déjà rangé à cette opinion.

L'arrêt du 21 novembre 1836, Cour de Paris, dit :

« Attendu que cette responsabilité ne peut s'étendre

qu'aux effets que les voyageurs portent avec eux pour la nécessité du voyage; — Que cette responsabilité ne peut être illimitée; — Que, d'ailleurs, elle doit être restreinte dans les termes où, raisonnablement, on peut croire que les aubergistes consentiraient à l'accepter. »

Des décisions analogues furent rendues par la Cour d'appel de Paris, le 23 mai 1863, et par le Tribunal civil de Nantes, le 20 avril 1864.

En réservant ce qui sera dit plus loin des valeurs, espèces monnayées, bijoux, objets précieux et animaux, on peut dire que l'hôtelier est responsable de tous les objets que le voyageur amène dans l'hôtel sur lui, avec lui ou dans ses bagages.

Section 2. — Espèces monnayées et valeurs au porteur.

En se conformant strictement aux termes de l'article 1952, on devait considérer comme *effets* les sommes d'argent et les valeurs mobilières, quel qu'en fût le montant (voir page 168; arrêt de Rouen, 13 germinal an 10).

Tel était le principe; mais l'application de ce principe était capable d'entraîner de véritables iniquités : dans une petite auberge de village, couchait une nuit un riche voyageur ayant cent mille francs sur lui, par exemple; il était volé, et ce petit aubergiste était condamné à payer une somme que non seulement il n'avait pas, mais qu'il n'avait peut-être jamais entrevu la possibilité d'avoir, même en ses rêves les plus dorés.

Un vieil hôtelier, au déclin de sa vie, pouvait être forcé de verser d'un seul coup à un étranger volé chez lui les économies de toute une vie de labeur et de privations; et cela sans qu'il ait à se reprocher aucune faute directe : le voleur pouvait être entré et logé dans l'hôtel sous les apparences d'un honnête et paisible voyageur.

L'injustice de cette responsabilité illimitée n'était pas apparue clairement aux yeux des législateurs du Code civil, et cela se comprend : alors encore, comme dans l'ancien régime, la principale richesse, le placement normal d'une fortune, c'était le fond de terre, bâti ou non,

la propriété immobilière; la richesse portative, celle que le voyageur aisé pouvait avoir avec lui en descendant dans une auberge, consistait uniquement en or ou en argent, monnaie relativement encombrante et lourde.

Or, au cours du dernier siècle, la propriété mobilière est née, s'est développée et dépasse aujourd'hui de beaucoup la propriété immobilière : la raison en est le développement prodigieux de l'industrie et du commerce. A présent les billets de banque, les valeurs mobilières permettent de faire tenir plusieurs millions en une petite liasse de papier; un voyageur peut ainsi apporter avec lui des sommes considérables sans que l'hôtelier puisse le soupçonner. Or, d'après le Code civil, il est responsable indéfiniment.

Il fallait modifier cette situation; cela se fit en deux étapes, d'abord la jurisprudence établit des atténuations à la rigueur du principe, puis la réforme capitale fut accomplie par une loi, en 1889, modificative du Code civil.

On se trouve donc ainsi amené à étudier successivement la législation antérieure à 1889, la confection de la loi de 1889, et enfin la législation postérieure à 1889.

§ 1. — AVANT LA LOI DU 18 AVRIL 1889.

La jurisprudence du dix-neuvième siècle, désirant éviter les inconvénients d'une responsabilité illimitée, arriva à son but en établissant une distinction entre les sommes que le voyageur aurait déclarées et celles qu'il n'aurait point déclarées.

1^o Déclaration par le voyageur.

Si le voyageur, en arrivant dans l'hôtel, déclarait à l'hôtelier qu'il était porteur de telle somme, l'hôtelier en était responsable; et il l'était de la somme entière, quelle que fût son importance. Il n'y avait d'ailleurs rien d'exorbitant à cela, puisque, si l'hôtelier était effrayé par la somme et ne voulait pas en courir le risque, il n'avait qu'à ne pas recevoir ou garder le voyageur.

Un jugement du tribunal de la Seine du 19 juillet 1836, confirmé par un arrêt de la Cour royale de Paris, 21 novembre 1836, pose en principe : « Que si les voyageurs sont porteurs de valeurs considérables, ils doivent en prévenir l'aubergiste, pour savoir s'il en accepte la responsabilité et, dans ce cas, pour le mettre à même d'augmenter sa surveillance. »

Mais il faut que la déclaration par le voyageur soit suffisamment explicite pour attirer l'attention de l'hôtelier sur l'importance du dépôt et sa valeur pécuniaire. Aussi la jurisprudence ne rendait-elle pas responsable l'hôtelier à qui l'on n'avait fait qu'une vague formule de recommandation, ainsi qu'en témoignent les deux arrêts ou jugements suivants. La cour de Colmar, le 14 avril 1812, rejeta l'appel d'un voyageur : « Attendu que l'appelant, logeant chez l'intimé, aubergiste, ayant confié à celui-ci un sac de chasse contenant de l'argent...; — Attendu que l'appelant n'a pas prouvé avoir déclaré à l'intimé, lorsqu'il lui a remis le sac de chasse, qu'il contenait une somme de 6000 francs; qu'au contraire deux témoins de son enquête ont déposé qu'il avait dit seulement à l'intimé : « Gardez-moi ce sac, je le retirerai tantôt. » — Attendu, dès lors, qu'il faut tenir pour constant en fait que l'appelant, en confiant à l'intimé un sac de chasse fermé, ne lui a pas dit ce qu'il contenait en argent; que l'intimé, d'après l'article 1931 du Code civil, n'a pas dû chercher à connaître ce que renfermait ce sac de chasse ficelé. »

Le sieur Thomas, arrivant un jour de foire dans une petite auberge de Saint-Julien (Loire-Inférieure), tenue par le sieur Gohand, dit à celui-ci en lui montrant un sac de voyage et deux couvertures : « Ramassez-moi ça avec soin, je vous le recommande. » Or, ce sac contenait 6000 francs en or, et il fut volé. Le tribunal de Nantes, le 20 avril 1864, considéra que l'aubergiste n'était pas responsable des 6000 francs. « Attendu que Thomas ne prit pas soin de déclarer que son sac contenait de l'argent, n'en dit pas un mot à Gohand et se borna à une recommandation qui peut s'appliquer à un dépôt ordinaire, et

qui semble avoir été commune au sac et aux deux couvertures; — Que si l'attention de Gohand avait été éveillée, comme elle aurait dû l'être, la raison autorise à croire que ce précieux sac, ramassé avec des couvertures, aurait été tout particulièrement l'objet de sa sollicitude; qu'il n'eût pas confié à d'autres qu'à lui-même le soin de l'enfermer sûrement, et que, sachant qu'il y allait de sa ruine en cas de perte, il ne l'aurait pas laissé exposé à être remis par sa fille à un autre que Thomas; que le poids de 6000 francs en or, au-dessous de 2 kilogrammes, n'accusait pas par lui-même la présence dans le sac d'une somme d'argent considérable. »

Ainsi, il fallait une déclaration du voyageur indiquant soit la somme *exacte*, soit une valeur *considérable, importante*; l'hôtelier était alors responsable du tout.

2° Pas de déclaration par le voyageur.

Si, au contraire, le voyageur ne faisait pas de déclaration à l'hôtelier, la jurisprudence établissait une autre distinction entre les sommes nécessaires au voyageur pour son voyage ou proportionnées à son état social, et les grosses sommes.

L'hôtelier était responsable de la somme qu'il était nécessaire à un voyageur d'avoir avec lui pour subvenir aux frais de son voyage, ou même d'une somme plus forte, si elle était proportionnée à l'état social du voyageur, c'est-à-dire s'il s'agissait de la petite somme que les gens riches ont l'habitude de porter sur eux pour régler leurs dépenses imprévues et payer leurs fantaisies.

Au contraire, l'hôtelier n'était pas responsable des grosses sommes, des sommes disproportionnées avec l'état social du voyageur, avec surtout sa situation sociale telle qu'elle a pu apparaître à l'hôtelier. Dans ce cas toutefois l'hôtelier n'était pas dégagé de toute responsabilité, mais il n'était responsable, comme dans le cas précédent, que de la somme jugée nécessaire ou proportionnée par le tribunal.

La Cour royale de Paris, le 21 novembre 1836, confirmant un jugement du tribunal de la Seine, déclare « que

cette responsabilité ne peut s'étendre qu'aux effets que les voyageurs portent avec eux pour la nécessité du voyage; — que cette responsabilité ne peut être illimitée et garantir toutes les valeurs qu'il plairait aux voyageurs de porter avec eux; — que d'ailleurs elle doit être restreinte dans les termes où raisonnablement on peut croire que les aubergistes consentiraient à l'accepter; »

Le tribunal civil de Rouen, le 17 juillet 1846, n'admet pas la responsabilité d'un hôtelier, « attendu d'abord qu'on n'admettra jamais que le voyageur, qui n'en fait pas de déclaration, soit réputé avoir avec lui des objets étrangers aux bagages ordinaires et d'un grand prix, tels que bijoux et valeurs de portefeuille; que sans doute il arrive souvent qu'il les possède, mais alors il se charge lui-même de veiller à leur conservation et dès lors, pour l'hôtelier, c'est comme s'il ne les avait pas. »

Et sur la même affaire la Cour de Rouen a rendu un arrêt le 4 février 1847 : « Attendu d'autre part, que l'hôtelier ne peut être obligé de rembourser, dans tous les cas, toutes les valeurs dont le voyageur serait nanti, et qui lui auraient été soustraites; — qu'il ne peut être tenu qu'au paiement des sommes dont il doit être présumé avoir, en sa qualité d'hôtelier, accepté la responsabilité, eu égard à la position sociale du voyageur et à la tenue habituelle de l'hôtel dans lequel il le reçoit. »

D'un arrêt du 23 mai 1863, Cour de Paris, il résulte « que, dans ces circonstances, la maîtresse d'hôtel ne saurait être tenue à l'indemniser que de la perte de la somme que dans sa position de fortune il pouvait et devait raisonnablement avoir pour ses besoins usuels et ordinaires, somme qui demeure fixée par le tribunal, d'après les documents de la cause et les éléments d'appréciation qui lui sont fournis, au chiffre de 4000 francs. »

Dans le jugement du 20 avril 1864, relaté ci-dessus (1^o, page 171), le tribunal de Nantes dit que l'hôtelier « est seulement tenu, dans les circonstances de la cause, de répondre de la valeur d'un sac contenant des effets de voyage ».

Le 6 décembre 1887, un jugement du tribunal de la Seine fixe à 1200 francs la somme à payer par un hôtelier à un voyageur volé d'une forte somme : « Attendu qu'il n'est pas douteux que l'aubergiste soit responsable, dans les termes des articles 1952 et 1953 du Code civil; qu'en principe même l'hôtelier doit restituer la valeur entière des objets volés, même quand ils consistent en numéraire; — mais attendu que le voyageur, lorsqu'il porte une somme de quelque importance, doit mettre l'hôtelier à même d'exercer une surveillance spéciale dans la garde du dépôt, en lui déclarant cette somme, et même en la lui déposant; — que L... est donc en faute lui-même et que cette circonstance atténue la responsabilité de l'hôtelier; — attendu que dans ces circonstances, en limitant à 1200 francs la somme dont doit répondre Mivelaz, ce sera faire bonne justice. »

Cette jurisprudence était excellente en ce qu'elle réparait les trop graves injustices de la loi. Mais cette idée, de limiter la responsabilité à une somme proportionnée à l'état social du voyageur, ne suffisait pas dans certains cas. S'il s'agissait en effet d'un voyageur riche, la somme proportionnée pouvait atteindre plusieurs milliers de francs, 10 000 peut-être, et le versement d'une telle somme pouvait tout de même ruiner d'un seul coup le petit aubergiste d'un village.

Ainsi le tribunal de la Seine, le 19 janvier 1838, et la Cour royale de Paris, le 7 mai suivant, jugèrent qu'un notaire pouvait avoir à sa disposition une somme de 1800 francs; « attendu que la loi ne limite pas cette responsabilité aux linge et vêtements; que les dispositions de la loi, sagement interprétées, s'étendent aux sommes que le voyageur est présumé, d'après sa position sociale et les circonstances de la cause, avoir eues en sa possession au moment du vol. »

La Cour royale de Paris, le 26 décembre 1838: « Considérant que la somme de 2400 francs, qui pouvait être gardée sans imprudence par Wright, n'était pas disproportionnée avec sa fortune et ses besoins », confirme le jugement du tribunal de commerce de la Seine qui con-

damnait l'hôtelier à payer cette somme de 2400 francs.

§ 2. — CONFECTION DE LA LOI DU 18 AVRIL 1889.

Les atténuations de la jurisprudence ne remédiaient pas à tous les cas; de plus les tribunaux sur chaque affaire nouvelle étaient libres de ne pas appliquer cette jurisprudence et cela d'autant plus qu'elle n'avait pas été consacrée par la Cour de cassation. Enfin, la fixation de la somme dont l'hôtelier était responsable était entièrement laissée à l'appréciation et au bon vouloir des tribunaux.

Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que l'on ait désiré une réforme radicale par la voie législative.

1^o Proposition de loi Lisbonne et Gatineau 1880.

Dans la séance du 9 avril 1880, MM. Lisbonne et Gatineau, députés, ont déposé sur le bureau de la Chambre des députés la proposition de loi suivante.

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Messieurs, les articles 1952 et 1953 du Code civil sont ainsi conçus :

.
Tout en assimilant au dépôt nécessaire le dépôt spécial des effets apportés par le voyageur dans l'hôtellerie où il descend, les articles 1952 et 1953 étendent la rigueur des principes que le Code civil applique au dépôt nécessaire lui-même.

Le dépôt nécessaire en effet est régi, d'après l'article 1951, par toutes les règles précédemment énoncées; ces règles ne sont autres que celles du dépôt volontaire. Or le dépositaire volontaire est déchargé par l'article 1933 des cas fortuits que l'article 1953 laisse à la charge des hôteliers.

Les dispositions des articles 1952 et 1953 sont donc très exceptionnelles; c'est pourquoi il y a lieu d'en restreindre l'application aux hypothèses que le législateur de 1804 a voulu prévoir, aux « effets » qu'il a entendu préserver.

Il ne pouvait être question en 1804 de billets de banque

ou de valeurs au porteur, objets à l'égard desquels la responsabilité de l'hôtelier peut être ruineuse et que ne comprend pas nécessairement l'expression d'*effets* employée par la loi.

Est-ce à dire qu'il faille exclure complètement, quant à ce, la responsabilité de l'hôtelier?

Non, car il résulte des travaux préparatoires que le législateur a entendu donner à l'expression *effets* le sens le plus large.

Mais il est juste, raisonnable, tout en admettant le principe de la responsabilité, d'en limiter autant que possible l'étendue par une nouvelle disposition qui aura tout au moins pour conséquence sinon de faire cesser, tout au moins d'atténuer les inconvénients des décisions par trop discrétionnaires et souvent contradictoires de la jurisprudence.

PROPOSITION DE LOI :

Article unique. — Le paragraphe 2 de l'article 1953 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Les deux derniers articles qui précèdent ne sont pas applicables aux valeurs au porteur de toute nature, apportées ou déclarées par les voyageurs et qu'ils n'auraient pas déposées aux mains de l'hôtelier.

« La limite de garantie à raison de la perte ou disparition, dans l'hôtel ou ses dépendances, desdites valeurs apportées ou déclarées et non déposées est portée à 1000 francs.

« Il n'est rien innové aux règles de la responsabilité directe ou indirecte édictée par les articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil. »

2° Rapport de M. Bizarelli sur la proposition
de loi de MM. Lisbonne et Gatineau.

Cette proposition de loi fut renvoyée à la 27^e commission d'initiative parlementaire. M. Bizarelli, au nom de cette commission, établit un rapport qu'il déposa sur le bureau de la Chambre des députés, à la séance du 18 juin 1881.

RAPPORT DE M. BIZARELLI :

« Messieurs, les articles 1952 et 1953 du code civil rendent les aubergistes responsables des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux, en assimilant le dépôt de ces effets à un dépôt nécessaire; mais cette responsabilité n'est pas autrement définie et, à part le cas de force majeure, elle est illimitée. Il en résulte des interprétations diverses de la part des juges et des jurisconsultes; on voit souvent à cet égard, pour des cas à peu près identiques, des jugements contradictoires des tribunaux et des avis différents dans les traités de droit.

« Il y a plus : les dispositions légales dont nous nous occupons ont cessé de s'adapter exactement à notre temps et exigent un remaniement rendu nécessaire par les changements qu'ont subis les habitudes sociales. Le mot « effets » doit être entendu dans son sens le plus large; il s'applique non seulement aux effets d'habillement, mais aussi aux effets de commerce, aux billets de banque, aux valeurs au porteur. Or, au moment de la promulgation du code civil, les billets de banque ne circulaient pas encore, les valeurs au porteur n'existaient pas. Il faut croire que par le mot « effets » le législateur a voulu entendre les objets nécessaires pour les besoins du voyage, vêtements ou argent; il ne pouvait prévoir le cas où le voyageur aurait avec lui une fortune, comme cela arrive souvent aujourd'hui. S'il est jusqu'à un certain point possible à des juges d'apprécier quels sont les effets, argent ou autres objets, que le voyageur a dû porter avec lui pour les besoins de son voyage, il est plus difficile d'arriver à reconnaître quelles sont les valeurs, quelle est la fortune que le même voyageur a pu laisser dans un portefeuille enfermé dans sa malle ou oublié sur un meuble de l'appartement qu'il occupe. Il peut se faire alors ou que le voyageur soit de mauvaise foi, ce qui peut injustement léser et même ruiner l'hôtelier; ou que le voyageur ne puisse réussir à faire triompher la vérité, ce qui l'exposerait lui-même à ne pas obtenir la restitution des valeurs qui lui ont été volées.

« Une modification à notre législation est donc nécessaire sur ce point; les voyageurs n'y sont pas moins intéressés que les hôteliers.

« Préoccupés de cette situation, 823 maîtres d'hôtels et de maisons meublées, de Paris et des départements, viennent d'adresser à la Chambre une pétition dans laquelle, après avoir exposé l'état de la question et fait valoir qu'il est juste de les soustraire à l'arbitraire, de les mettre à l'abri d'une déclaration faite de mauvaise foi, ils demandent que « tout en restant illimitée pour les objets directement déposés entre leurs mains, leur responsabilité, « quand ce dépôt n'aura pas été effectué, ne puisse dépasser la somme de 500 francs ».

« Pour remédier à l'état de choses en question, nos honorables collègues, MM. Lisbonne et Gatineau, ont présenté une proposition de loi aux termes de laquelle la responsabilité prévue par les articles 1952 et 1953 du Code civil, ne s'étendrait pas aux valeurs au porteur de toute nature, apportées ou déclarées par le voyageur et non déposées entre les mains de l'hôtelier, lorsque ces valeurs dépasseraient 1000 francs. En d'autres termes, pour ce qui concerne les valeurs au porteur dépassant 1000 francs, le dépôt ne serait pas considéré comme nécessaire et le voyageur ne pourrait les faire garantir qu'au moyen d'un dépôt volontaire.

« Votre 27^e commission d'initiative parlementaire a été appelée à se prononcer sur cette proposition de loi : elle a entendu M. Lisbonne, un de ses auteurs; aucune objection n'a été faite. Un membre a fait seulement observer que les mots *ou déclarées* introduits dans la loi pourraient porter le voyageur à déclarer les valeurs qu'il a avec lui sans en opérer le dépôt, ce qui serait inutile et imprudent; inutile puisque la déclaration non suivie de dépôt ne constituerait aucune garantie; imprudent, parce qu'une telle déclaration pourrait éveiller l'attention des malfaiteurs. M. Lisbonne a reconnu la justesse de ces observations et s'est engagé à accepter la suppression des mots « *ou déclarées* ».

« Cette proposition de loi répond à un besoin réel; elle

ne porte aucune atteinte à ce qui existe et ne fait qu'y ajouter des dispositions nécessitées par un ordre de choses absolument nouveau; elle donne satisfaction aux justes réclamations des hôteliers, tout en laissant une latitude suffisante aux voyageurs dont elle sauvegarde les intérêts; elle mérite donc à tous égards un examen sérieux.

« Pour ces motifs, votre 27^e commission d'initiative vous demande de prendre en considération la proposition de loi dont il s'agit. »

Mais la Chambre ne mit pas de suite cette proposition à son ordre du jour et la fin de la législature, en 1881, arriva sans que la loi fût votée.

La proposition tomba, conformément au règlement. Il fallait déposer une nouvelle proposition de loi, devant la nouvelle législature. On n'en déposa aucune pendant la législature de 1881 à 1885.

*3^e Proposition de loi de MM. Monis, Bizarelli,
Passy et Faure. — 1887.*

La Chambre des députés ayant encore une fois été renouvelée, MM. Monis, Bizarelli, Frédéric Passy et Fernand Faure déposèrent une proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article 1954 du Code civil.

EXPOSÉ DES MOTIFS

« Messieurs, dans la séance du 18 juin 1881, la Chambre des députés a pris en considération une proposition de loi, présentée par MM. Lisbonne et Gatineau, tendant à modifier les articles 1952 et 1953 du Code civil en ce qui concerne la responsabilité des hôteliers dans le cas de vol portant sur les valeurs et objets précieux de toute nature que les voyageurs n'auraient pas déposés entre leurs mains.

« La Chambre, n'ayant pu donner suite à cette prise en considération, nous avons l'honneur de la reprendre aujourd'hui, et pour cela nous ne pouvons mieux aire que de reproduire l'exposé des motifs contenu dans le rapport sommaire déposé par l'honorable M. Bizarelli au

nom de la 27^e commission d'initiative parlementaire, sous cette réserve que la disposition dont nous proposons l'adoption était ajoutée, dans le projet de MM. Lisbonne et Gaîneau, à l'article 1953, tandis qu'il nous a paru préférable de l'ajouter à l'article 1954.

« Pour ces motifs, nous demandons à la Chambre de prendre en considération la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

Article unique. — Il est ajouté à l'article 1954 du Code civil les dispositions suivantes :

« Pareillement, ils ne sont pas responsables des vols portant sur les valeurs et objets précieux de toute nature que les voyageurs n'auraient pas déposés entre les mains de l'hôtelier.

« La limite de garantie desdites valeurs ou objets précieux non déposés est fixée à 1000 francs. »

4^e Rapport de M. de la Batie, sur la proposition de loi de MM. Monis, etc.

La proposition de loi précédente, ayant été renvoyée pour étude à une commission, fut l'objet d'un rapport de M. de la Batie, déposé le 16 mars 1889, et ainsi conçu :

RAPPORT DE M. DE LA BATIE.

« Messieurs, les articles 1952 et 1953 du Code civil rendent les hôteliers et les aubergistes responsables des effets apportés chez eux par le voyageur.

« Cette responsabilité spéciale est indépendante de celle du droit commun, dérivant des articles 1382 à 1386 du Code civil; elle frappe de plein droit l'hôtelier ou l'aubergiste, dès qu'il est démontré qu'un effet apporté par le voyageur a été endommagé ou a disparu, sans qu'il soit nécessaire de prouver, ni même d'alléguer une faute quelconque contre le maître de l'hôtellerie.

« Les tribunaux, appelés à faire l'application des articles 1952 et 1953 ont attribué au mot « effets » une signifi-

cation large, conforme à celle donnée par l'article 535 du Code civil : il en est résulté, à l'encontre des hôteliers, une responsabilité applicable aux objets de toute nature apportés par le voyageur dans l'hôtel, ce qui comprend non seulement les espèces d'or et d'argent, mais aussi les billets de banque, les titres au porteur et toutes les valeurs de banque ou de bourse.

« Tout ce que le voyageur a avec lui se trouve donc, dans l'état actuel de notre législation, implicitement compris dans le dépôt nécessaire institué par le Code civil entre le voyageur et l'hôtelier.

« Cependant, depuis la promulgation du titre XI du Code civil relatif au dépôt, de graves changements sont survenus dans la consistance des fortunes et dans les mœurs. D'une part, la richesse mobilière a pris un grand développement, et la monnaie fiduciaire, sous les diverses formes de billets de banque et de nombreux titres au porteur, est devenue d'un usage fréquent. Il est aujourd'hui facile de transporter, sous un petit volume, des valeurs importantes, dont les titres au porteur, transmissibles de la main à la main, sont pour les voleurs une proie aussi facile que les monnaies d'or et d'argent. D'autre part, l'amour des voyages et de la vie mondaine, dans les stations thermales et dans les résidences adoptées par la mode, grandit chaque jour, en même temps que s'établissent partout des habitudes de confortable et de luxe. Ces diverses causes amènent dans les hôtels des voyageurs portant avec eux, parfois une partie de leur fortune, presque toujours des valeurs considérables, dont la soustraction est souvent opérée par d'adroits filous, habiles à exploiter les chambres d'hôtel.

« La jurisprudence a eu bien souvent à intervenir alors entre les voyageurs et les hôteliers, pour décider si la responsabilité imposée à ceux-ci devait s'étendre, au delà même de leurs prévisions, sur ces valeurs au porteur dont la consistance et même la présence avaient pu être ignorées de ceux qui, cependant, en sont garants, comme dépositaires légaux. Des décisions diverses ont été rendues, s'inspirant surtout des circonstances particulières

à chaque espèce. Lorsque la possession des valeurs et leur perte ont été bien démontrées, si la responsabilité légale des hôteliers a été supprimée ou atténuée, c'est seulement parce qu'il a été établi aussi qu'une faute personnelle du voyageur devait exonérer en totalité ou en partie le maître de l'hôtel. Mais souvent il a paru difficile de décider si les déclarations du voyageur, relativement à la possession des valeurs disparues, étaient bien sincères; et les tribunaux ont dû trancher alors la difficulté en appréciant, en leur sagesse, quelles sommes ou valeurs le voyageur plaignant avait pu raisonnablement emporter pour son voyage et conserver avec lui, dans sa malle ou dans les meubles de sa chambre, sans prendre la précaution de les confier spécialement à l'hôtelier.

« De telles appréciations, toujours délicates, peuvent être suspectes d'arbitraire ou d'erreur; aussi les hôteliers ont-ils réclamé d'être soumis à une législation moins périlleuse pour eux...

...
« ... Le 14 janvier 1887, nos honorables collègues, MM. Monis, Bizarelli, Frédéric Passy et Fernand Faure, ont déposé, dans le même but que celui visé par MM. Lisbonne et Gatineau, une nouvelle proposition de loi (n° 1539), ainsi rédigée :

...
« ... Cette proposition de loi fut soumise à la 11^e commission d'initiative, qui proposa aussi de la prendre en considération, ainsi que le constate un rapport de M. Colfavru, annexé à la séance du 28 février 1888 (n° 2473).

« Presque en même temps, l'union des chambres syndicales lyonnaises était saisie par la chambre syndicale des hôteliers de l'examen de la proposition de MM. Monis, Bizarelli, Frédéric Passy et Fernand Faure, et elle déclarait, dans sa séance du 10 mai 1887, lui donner son entière approbation.

« Cette décision a été portée à la connaissance de la Chambre par une pétition signée du président du conseil central de l'Union des Chambres syndicales lyonnaises,

le 25 janvier dernier. Déposée par notre collègue M. Burdeau, le 28 janvier, cette pétition a été soumise à la 28^e commission des pétitions, qui, sur le rapport de M. Montaut, a conclu à la prompte nomination d'une commission spéciale, pour étudier la proposition de M. Monis et plusieurs de ses collègues. C'est ainsi que notre commission a été instituée pour essayer de faire discuter et voter la proposition de loi dont il s'agit avant la fin de la législature actuelle.

« L'exposé complet, qui vient d'être fait, démontre que les divers promoteurs de la modification législative dont nous nous occupons sont d'accord sur le principe même de cette modification, et aussi sur la somme à laquelle doit être limitée la responsabilité des hôteliers pour les valeurs non déposées entre leurs mains.

« Il importe de bien constater d'abord l'accord sur la question de principe, pour ne pas nous laisser égarer par l'ambiguïté, seulement apparente, du texte de la proposition de M. Monis et de ses collègues :

« Quand on lit l'exposé des motifs de la proposition de MM. Lisbonne et Gatineau, puis l'exposé des motifs de M. Monis, on est facilement convaincu que les auteurs de ces deux propositions ont poursuivi le même but, lequel consiste à atténuer la responsabilité des hôteliers, uniquement en ce qui concerne les valeurs au porteur de toute nature, sans modifier les dispositions du Code civil au sujet des autres effets mobiliers que les voyageurs ont avec eux.

« Le texte de la proposition de MM. Lisbonne et Gatineau ne laisse aucun doute à ce sujet; s'il est un peu long, il a du moins le mérite d'une clarté exempte de toute équivoque.

« Si le texte de la proposition de M. Monis, pour être plus concis, est devenu moins clair, il ne peut y avoir sur son interprétation aucune hésitation lorsqu'on rapproche les motifs et le dispositif de cette proposition. Il suffira, pour se bien convaincre, que M. Monis et ses collègues n'ont pas eu un autre but que celui visé par MM. Lisbonne et Gatineau, de citer le passage suivant des motifs

exposés par M. Monis et ses collègues, dans la page 3 de leur proposition.

« Pour remédier à l'état de choses en question, etc...

« Les hôteliers, eux aussi, sont d'accord avec les honorables députés, auteurs des propositions de 1881 et 1887, car on lit à la page 4 du rapport, en date du 29 avril 1887, imprimé et distribué au nom de leur chambre syndicale :

« En second lieu, le mot effets, qu'emploient les articles 1952 et 1953, a, par la jurisprudence, acquis une signification des plus larges. Le législateur de l'an XII voulait sans doute entendre par effets, les objets nécessaires pour les besoins du voyage : vêtements, bijoux usuels, argent. La jurisprudence y a fait comprendre les effets de commerce, les billets de banque, les valeurs au porteur, etc. — Or, les billets de banque et les valeurs au porteur n'existaient pas au moment de la promulgation du Code civil ou du moins n'avaient pas la circulation intense qu'ils ont aujourd'hui. — La jurisprudence, en devenant si compréhensive, a donc encore aggravé ce qu'il y avait déjà d'excessif dans les dispositions du Code sur la responsabilité des hôteliers. »

« Il est donc bien certain que l'innovation, demandée par les hôteliers et proposée par nos collègues, n'a eu en vue que la responsabilité relative aux valeurs au porteur et billets de banque, et qu'elle ne doit pas s'appliquer au surplus des effets des voyageurs.

« Ainsi limitée, la modification législative proposée paraît juste. Elle ne le serait pas, si on devait l'étendre à l'ensemble des effets quelconques du voyageur, car les habitudes de luxe et de confortable ont tellement passé dans les coutumes des voyageurs, qu'on ne saurait songer à limiter à 1000 francs l'importance des effets que chaque voyageur pourrait avoir à sa disposition. D'une façon absolue même, il est impossible de concevoir que les voyageurs soient tenus de consigner, au vestiaire de l'hôtelier, leurs effets d'habillement, leurs fourrures et dentelles, pas plus que leurs montres et leurs bijoux d'un

usage ordinaire, quelle que soit la valeur totale de ces divers objets. Les hôteliers eux-mêmes ne voudraient pas s'assujettir à telle garde et à l'obligation de recevoir et remettre à tout instant les effets déposés ou retirés par les voyageurs à chaque changement de toilette. Au reste, cela n'a jamais été demandé et on ne peut pas songer à le prescrire.

« Renfermée dans la limite tracée par les documents analysés, la réforme a encore son importance; mais les motifs exposés au début de ce rapport, et ceux invoqués par les pétitionnaires et par les auteurs des propositions législatives en démontrent l'équité et doivent la faire admettre.

« Il ne peut y avoir de difficulté sérieuse dans la limitation du maximum de la garantie, pour les valeurs qui, par leur nature, sont assujetties au dépôt réel et qui ont été cependant conservées par le voyageur. Sur ce point, il y a accord entre les pétitions et les deux propositions de loi de 1881 et 1887; car si la pétition de 1881 demandait la limitation de la garantie sur les valeurs non déposées à la somme de 500 francs, ce chiffre primitif a été presque aussitôt abandonné par tout le monde, même par les hôteliers; et unanimement on propose aujourd'hui de fixer ce maximum à 1000 francs.

« Votre commission, après en avoir délibéré, a accepté ce chiffre comme équitable, eu égard à la nécessité de laisser une certaine latitude aux voyageurs dans le maniement de leurs fonds journaliers. Il n'y a d'ailleurs, dans cette fixation, aucun forfait; et le voyageur plaignant sera toujours obligé de faire la preuve de l'importance de la somme disparue.

« Avant d'arriver à la rédaction définitive du texte destiné à modifier notre Code civil, une difficulté juridique s'est présentée à l'appréciation de la commission : MM. Lisbonne et Gatineau, dans leur proposition, n'avaient rien dit de nature à faire croire qu'ils eussent l'intention de changer le caractère légal du dépôt que le voyageur serait tenu d'effectuer réellement entre les mains du maître de l'hôtel; dès lors ce dépôt, tout en devenant effectif, n'en

restait pas moins un dépôt nécessaire. Mais, dans l'exposé des motifs de leur proposition, M. Monis et ses collègues, après avoir fidèlement analysé la proposition de MM. Lisbonne et Gatineau, ont ajouté ce commentaire :

« En d'autres termes, pour ce qui concerne les valeurs « au porteur dépassant 1000 francs, le dépôt ne serait pas « considéré comme nécessaire, et le voyageur ne pourrait « les faire garantir qu'au moyen d'un dépôt volontaire. »

« Faut-il entendre cette observation dans le sens absolu de la distinction juridique établie par le Code civil entre le dépôt volontaire, qui ne peut être prouvé que par écrit lorsque sa valeur excède 150 francs (art. 1923 et 1924, C. c.) et le dépôt nécessaire, dont la preuve, au contraire, peut être faite par témoins, même au-dessus de 150 francs (art. 1348 et 1950, C. c.)? Votre commission n'a pas cru que ce fût dans la pensée de M. Monis et de ses collègues, et elle ne l'a pas admis non plus. Elle a reconnu, au contraire, qu'il y aurait de graves inconvénients à modifier la nature du contrat de dépôt créé par le Code civil entre l'hôtelier et les voyageurs qu'il reçoit, et elle estime qu'il faut laisser à ce dépôt le caractère de dépôt nécessaire pour le tout, pour les objets conservés par le voyageur comme pour ceux remis entre les mains de l'hôtelier, afin de ne pas instituer entre les mêmes personnes, à l'occasion d'un même contrat, deux dépôts différents : l'un nécessaire et l'autre volontaire; l'un susceptible d'être établi par tous moyens de preuve, l'autre soumis à la nécessité d'un acte écrit.

« Imposer la nécessité d'un écrit pour la constitution du dépôt imposé au voyageur relativement aux valeurs au porteur, ce serait déroger aux usages reçus entre hôteliers et voyageurs, et ce serait créer des difficultés continues dans leurs relations quotidiennes.

« Il faut remarquer, d'ailleurs, que si quelqu'un a intérêt, en pareil cas, à retirer un titre écrit, c'est uniquement le voyageur; puisque, pour recourir à la responsabilité de l'hôtelier, il sera désormais nécessaire de prouver, d'une façon précise, le dépôt, réellement effectué aux mains de l'hôtelier, de valeurs déterminées. D'après les

règles ordinaires du droit, le voyageur ne pourrait invoquer ni le témoignage des membres de sa famille, ni celui des domestiques de l'hôtel, il lui sera donc bien difficile de se procurer des témoignages oraux, et il aura le plus grand intérêt à retirer un titre écrit, s'il ne veut pas s'en remettre complètement à la bonne foi de l'hôtelier.

« Sans doute, dans la pratique, des récépissés seront habituellement remis par les hôteliers, mais il ne faut pas que la perte de ce titre, ou l'oubli de le retirer, laisse le voyageur sans recours possible, s'il a cependant d'autres preuves dignes de confiance, pour justifier sa réclamation.

« A l'exemple de MM. Lisbonne et Gatineau, nous proposons de ne rien innover, en ce qui concerne le caractère juridique du contrat de dépôt intervenu tacitement ou expressément, entre l'hôtelier et le voyageur. Ce dépôt reste donc, dans tous les cas, nécessaire, comme l'a institué le Code civil; il n'est modifié que pour la réalisation imposée, par le texte nouveau, aux détenteurs de valeurs au porteur; et sa preuve reste, en conséquence, régie par les articles 1348 et 1950 du Code civil.

« Pour accomplir son mandat, votre commission avait enfin à arrêter la rédaction définitive de la proposition de loi qui lui était soumise et à fixer la place que cette rédaction doit prendre dans le Code civil.

« MM. Lisbonne et Gatineau avaient proposé de placer la modification, rédigée par eux, à la fin de l'article 1953 du Code civil. M. Monis et ses collègues ont trouvé préférable de placer le nouveau texte à la suite de l'art. 1954.

« Pour décider convenablement cette première question, relative au choix à faire entre l'article 1953 et l'article 1954 du Code civil pour l'insertion de la modification proposée, il a paru utile de reproduire le texte des art. 1952, 1953 et 1954 du Code civil, lesquels sont ainsi conçus :

.
« La lecture de ces articles montre que la responsabilité des hôteliers, définie par l'article 1952, est précisée par l'article 1953, et que l'article 1954 cesse de s'occuper de la

règle générale pour viser uniquement l'exception dérivant du cas de force majeure. Il résulte ainsi de l'examen comparatif de ces textes que c'est bien sous l'article 1953, comme l'avaient demandé MM. Lisbonne et Gatineau, que la réforme projetée doit être inscrite.

« La disposition qui sera adoptée devrait, en conséquence, compléter l'article 1953 par un second paragraphe, en laissant subsister le premier tel qu'il est actuellement.

« Nous avons déjà signalé que la rédaction de MM. Lisbonne et Gatineau paraissait trop longue; elle renferme, en outre, dans son troisième paragraphe, une disposition inutile, parce qu'elle est surabondante. Il est, en effet, de principe, que les dérogations au droit commun ne se présument pas; qu'elles doivent être expresses; il suffit donc de garder le silence, en ce qui concerne les règles ordinaires relatives aux responsabilités de droit commun, pour que ces règles conservent toute leur application aux relations réciproques des voyageurs et des hôteliers, s'il y a lieu. Les articles 1382 et suivants du Code civil restent en vigueur par cela seul que nous ne leur apportons aucune modification expresse.

« Quant à la rédaction proposée par M. Monis et ses collègues, elle doit nécessairement être modifiée, si on veut l'adapter au texte de l'article 1953 du Code civil, au lieu de l'introduire à la suite de l'article 1954. Par cette transposition, elle gagnera déjà en clarté.

« Mais il convient aussi d'en changer les termes pour éviter tout équivoque : les mots objets précieux de toute nature employés par nos collègues sont d'une élasticité telle qu'on pourrait les étendre aux dentelles, fourrures, bijoux usuels et tous autres objets de prix, dont les voyageurs ne peuvent être tenus de se déposséder momentanément pour en opérer le dépôt réel aux mains de l'hôtelier.

« Nous pensons donner satisfaction à tous les intérêts en adoptant, par préférence, la définition de MM. Lisbonne et Gatineau, que nous compléterons par l'addition des mots *espèces monnayées*, pour éviter encore toute ambi-

guité et pour bien montrer que nous entendons soumettre ces espèces monnayées aux mêmes règles que les valeurs au porteur, parce que leur conservation dans la chambre du voyageur présente les mêmes dangers que pour les valeurs au porteur, lorsque ces espèces dépassent une certaine somme.

« Nous aurions pu ajouter aussi expressément les billets de banque; mais cela nous a paru inutile, car ces billets sont assurément des valeurs au porteur, et nous avons préféré ajouter à la rédaction de MM. Lisbonne et Gati-neau le mot « titres », qui, par sa généralité, vise tous les titres quelconques de créances, pourvu qu'ils soient au porteur, ainsi que l'explique bien notre rédaction.

« En conséquence, votre commission vous propose d'approuver l'atténuation proposée à la responsabilité des hôteliers et aubergistes, et de voter la proposition de loi ainsi libellée :

PROPOSITION DE LOI

« *Article unique.* — Il sera ajouté à l'article 1953 du Code civil le paragraphe suivant :

« Cette responsabilité est limitée à 1000 francs pour les
« espèces monnayées et les valeurs ou titres au porteur
« de toute nature non déposés réellement entre les mains
« des aubergistes ou hôteliers. »

5^e Discussion à la Chambre des députés.

La proposition de loi vint enfin en discussion à la séance du 26 mars 1889. Il n'y eut pas de débats, sauf une déclaration de M. Frédéric Passy, l'un des auteurs de la proposition :

« M. Frédéric Passy. — D'accord avec M. le garde des sceaux, j'ai l'honneur de prier la Chambre de prononcer l'urgence. Je lui fais observer que cette proposition de loi est depuis quatorze ans pendante devant la Chambre et le Sénat... (*On rit*) et qu'elle n'a jamais soulevé d'opposition. Les retards proviennent des changements de législature, et il y a urgence absolue à ce qu'elle soit votée avant l'ouverture de l'Exposition universelle. (*Très bien! Très bien!*) »

La proposition de loi fut adoptée, après l'urgence déclarée, et transmise de suite au Président du Sénat.

6^e Rapport de M. Bérenger sur la proposition de loi adoptée par la Chambre.

Cette proposition fut examinée par une commission du Sénat, et M. Bérenger rédigea le Rapport.

RAPPORT DE M. BÉRENGER

« Messieurs, il n'est pas contestable qu'il y ait dans nos lois civiles, à côté des principes de justice absolue qui en forment la base, certaines dispositions d'un ordre moins général dont la transformation de nos habitudes sociales peut justifier la revision.

« On a depuis longtemps pensé que les règles relatives à la responsabilité spéciale imposée aux aubergistes et hôteliers à l'égard des voyageurs logés chez eux pouvaient être de ce nombre.

« Empruntées sans modification au droit romain, elles se sont, jusqu'à présent, maintenues dans notre législation sans qu'il ait été tenu aucun compte des changements profonds que la vapeur, l'électricité, la multiplicité des rapports internationaux et la mobilité de plus en plus grande des fortunes privées ont apportés dans les mœurs.

« Si bien qu'à l'heure présente comme avant l'ère chrétienne, a pu dire un auteur, qu'il s'agisse d'un barbare arrivant en litière par la porte Esquiline avec quelques pesantes monnaies de bronze, ou d'un banquier d'Australie descendant de son sleeping-car avec toute une fortune dans son imperceptible carnet de poche, la loi reste la même. »

« Or, quelle est cette loi? Il faut citer ses termes...

« Ainsi, la responsabilité est exceptionnelle et absolue.

« Elle dépasse les termes ordinaires du droit en ce que l'hôtelier ne répond pas seulement de son fait ou de celui des personnes placées sous sa surveillance, suivant le principe général des articles 1382 et suivants du Code,

mais qu'il est encore responsable des faits de l'étranger qui s'introduit furtivement dans sa maison.

« Elle porte sur tout ce qui compose le bagage du voyageur, quelles que soient la nature ou la valeur des objets, et alors même que l'hôtelier en a été constitué, par la fiction de la loi, dépositaire à son insu.

« Enfin, par une conséquence de l'assimilation au dépôt nécessaire, la preuve par témoins ou même par simple présomption est admissible, quelle que soit la valeur de la demande. (Art. 1348 à 1353.)

« Déjà, au temps de Pothier, ces règles étaient trouvées dures, et le célèbre jurisconsulte cherchait à faire prévaloir la doctrine, « que le dépôt n'est pas censé intervenu par cela seul que le voyageur a apporté ses effets dans l'auberge au vu et au su de l'aubergiste, s'il ne les lui a pas expressément donnés en garde ».

« Loin de suivre cette opinion, la jurisprudence, enchaînée par les textes et les travaux préparatoires du code, a été conduite à étendre encore dans l'application les conséquences du principe.

« Ainsi, elle a, par de nombreux arrêts, décidé que les mots « effets apportés par le voyageur » devaient s'entendre non seulement des effets à son usage, mais encore des objets précieux de toute nature dont il peut se faire suivre, et aussi des effets de commerce, des billets de banque, des titres au porteur.

« Elle a, de plus, refusé de ratifier les conséquences contractuelles que les hôteliers ont souvent cherché à tirer de l'affichage, dans les diverses chambres de leurs établissements, d'avis portant qu'ils ne répondent que des objets et valeurs directement déposés entre leurs mains.

« Le seul soulagement qu'elle ait pu apporter à la rigueur de la règle a été d'admettre le système judiciaire de la responsabilité partagée et de décharger partiellement l'hôtelier des conséquences de dommage, lorsque l'imprudence du voyageur a pu avoir quelque part dans l'événement qui l'a causé.

« Et encore cette doctrine n'est-elle point partout adoptée.

« Une telle législation n'avait rien de contraire aux

règles de la justice, alors que la difficulté des moyens de transport limitait nécessairement le nombre des voyageurs et la quantité des bagages, alors surtout que la fortune publique, consistant principalement en numéraire, excluait le déplacement de valeurs importantes, sous un volume souvent inappréciable.

« La surveillance de l'hôtelier n'ayant à s'exercer que sur un petit nombre de voyageurs, et d'ailleurs inévitablement éveillée par le poids ou le volume des effets d'une importance exceptionnelle, pouvait être plus effective et sa responsabilité, illimitée en principe, se trouvait en réalité fort restreinte en fait.

« Il n'en est plus de même aujourd'hui. L'habitude de plus en plus développée des voyages, la création des immenses établissements où le goût du confortable aime à trouver réunies toutes les commodités de la vie, l'extrême mobilité que la création des valeurs fiduciaires a donnée aux fortunes privées ont profondément modifié les conditions de la profession.

« La grande affluence de voyageurs, l'énorme quantité d'étrangers attirés à toute heure, par leur présence, le mouvement incessant des arrivées et des départs, et par-dessus tout, l'extrême facilité de dissimuler dans ses bagages, sans que rien en révèle la présence, les valeurs les plus importantes, apportent désormais à la surveillance les obstacles les plus graves.

« Si la responsabilité doit néanmoins rester la même, les risques de l'industrie dépasseront de beaucoup ses chances de bénéfice. Un petit nombre d'accidents contre lesquels la vigilance la plus attentive n'aura pu se prémunir, entraîneront inévitablement la ruine de l'hôtelier.

« Toutefois, si graves que soient ces conséquences, elles ne suffiraient peut-être pas à justifier une limitation des obligations imposées par la loi à l'hôtelier, si cette limitation devait diminuer les garanties que le voyageur est en droit de trouver dans le logis temporaire qu'il est dans la nécessité d'accepter.

« Sa parfaite sécurité est, en effet, le principe qui doit ici dominer.

« Mais il ne semble pas qu'il soit lui-même sans quelque intérêt à une modification de la loi.

« Outre que la doctrine de la responsabilité partagée, généralement admise aujourd'hui, autorise les tribunaux à réduire arbitrairement sa demande, ce qu'ils ne manquent point de faire lorsque la somme réclamée a quelque importance, on se demande quel intérêt il peut avoir à une législation qui, en risquant de ruiner l'hôtelier, le menace lui-même de toutes les conséquences de son insolvabilité.

« Il importe donc, d'un côté comme de l'autre, que la situation soit modifiée.

« Elle peut l'être, d'ailleurs, non seulement sans blesser aucun principe de droit, mais en se rattachant, au contraire, plus étroitement aux règles ordinaires du droit commun.

« Il s'agit simplement, tout en maintenant la responsabilité illimitée en ce qui touche les effets à usage personnel, tels que vêtements, objets de toilette, bijoux, etc., dont le voyageur ne pourrait pas, sans un réel embarras, se séparer, de transformer en règle, par la simple adoption d'une clause pénale en cas d'inexécution, l'usage déjà adopté en fait par un très grand nombre de voyageurs, du dépôt réel entre les mains de l'hôtelier, quand il s'agit de numéraire ou de valeurs fiduciaires au porteur.

« Si le dépôt a été effectué, la responsabilité sera entière. S'il ne l'a pas été, l'hôtelier ne pourra pas être tenu au delà d'une somme déterminée. Ce n'est, en réalité, qu'une application du système parfaitement juste de la responsabilité partagée, l'absence de dépôt constituant le voyageur en état d'imprudence manifeste.

.
« La commission chargée de l'examen du projet a jugé avec raison que cette rédaction ne pouvait être conservée.

« Les mots « objets précieux de toute nature » étaient trop larges.

« Le voyageur ne pouvait être obligé à se séparer des objets ou bijoux, même de prix, pouvant servir à son usage personnel et journalier.

« Il semblait, en outre, qu'il y eût contradiction entre le paragraphe 1^{er} et le paragraphe 2. La loi ne pouvait à la fois décharger l'hôtelier de toute responsabilité, et lui imposer cependant l'obligation d'une garantie jusqu'à concurrence de 1000 francs.

« Le texte suivant a été, en conséquence, substitué, au rapport de M. de La Batie, à la rédaction proposée.

« Ainsi formulé, le principe nouveau laisse la règle ancienne en ce qui touche les effets, bijoux ou autres objets à l'usage personnel des voyageurs, et les conséquences dans tous les cas de l'assimilation au dépôt nécessaire du contrat de fait résultant de la réception des bagages dans l'hôtel.

« Il innove seulement en ce qui touche la responsabilité relative aux espèces monnayées, valeurs ou titres au porteur de toute nature.

« A leur égard, si le dépôt réel est effectué aux mains de l'hôtelier, la responsabilité reste entière. S'il n'a pas eu lieu, l'imprudence commise par le voyageur autorise sa limitation.

« Rien n'est d'ailleurs changé aux règles ordinaires du Code lorsqu'il y a eu faute de l'hôtelier ou des personnes dont il répond suivant les termes des articles 1382 et suivants :

« La Chambre des députés a voté la proposition sans discussion dans sa séance du 26 mars dernier.

« Votre commission vous propose également de l'adopter.

« Quelques-uns de ses membres auraient voulu y ajouter une disposition ayant pour objet de prescrire l'affichage de la loi dans tous les établissements où elle devra recevoir son exécution.

« La majorité a pensé que cette mesure, dont elle a d'ailleurs reconnu l'utilité, rentrait plutôt dans le domaine de la police municipale. Elle croit devoir, en conséquence, se borner à recommander expressément à l'administration supérieure de veiller à ce qu'il soit pris partout des arrêtés tant pour satisfaire à cet objet que

pour soumettre la constatation et la garde des dépôts aux garanties nécessaires. »

7° Discussion au Sénat.

A la séance du 13 avril 1889, l'urgence ayant été déclarée, la proposition de loi fut adoptée sans débats.

8° Promulgation.

La loi fut promulguée le 18 avril 1889 et parut au *Journal officiel* au 19 avril 1889.

§ 3. — DEPUIS LA LOI DU 18 AVRIL 1889.

A quels objets s'applique la loi?

Elle dit : « Les espèces monnayées et les valeurs ou titres au porteur de toute nature. »

Les espèces monnayées, cela comprend évidemment toutes les pièces de monnaie, or, argent, nickel, bronze, soit françaises, soit étrangères. S'il s'agissait de pièces démonétisées, la valeur à attribuer serait celle du seul métal évalué au poids et au cours du jour.

Par le mot *valeurs*, il faut entendre tous les titres de bourse, actions et obligations, commerciales, industrielles d'Etat ou de ville. De même, dans les *titres au porteur* rentrent naturellement les billets de banque.

Mais il faut que ces valeurs ou titres soient *au porteur*; s'ils sont *nominatifs* ou *à ordre*, ils restent en dehors de la loi de 1889 et soumis au droit commun : telles sont les actions et obligations nominatives, les lettres de change, les billets *à ordre*, les chèques *à ordre*.

Il faut, non pas que la somme ait été déclarée à l'hôtelier, mais qu'elle ait été déposée réellement entre ses mains ou entre les mains d'un préposé qui le remplace dans cette fonction, sous-directeur ou caissier dans les grands hôtels.

Si la somme a été ainsi déposée, l'hôtelier est responsable de cette somme quelle qu'elle soit.

Si, au contraire, la somme n'a pas été déposée, il faut

distinguer entre les sommes inférieures à 1000 francs et les sommes supérieures.

Pour les sommes inférieures ou égales à 1000 francs, l'hôtelier en est entièrement responsable.

Pour les sommes supérieures à 1000 francs, l'hôtelier n'est responsable que jusqu'à concurrence de 1000 francs, il ne doit rien pour le surplus.

La limite de 1000 francs ne s'applique qu'aux espèces monnayées et aux valeurs au porteur. Si donc un voyageur est volé à la fois, par exemple, de cinq billets de 1000 francs non déposés et de bagages d'une valeur de 3000 francs, l'hôtelier sera responsable de 1000 francs pour les valeurs et de 3000 pour les bagages, soit de 4000 francs en tout.

Il s'agit ici d'un dépôt et on doit appliquer les règles du dépôt ordinaire. En consultant les articles 1930, 1931 et 1932 du Code civil, on voit que l'hôtelier doit rendre identiquement la chose même qu'il a reçue. Ainsi le dépôt des sommes monnayées doit être rendu dans les mêmes espèces qu'il a été fait, soit dans le cas d'augmentation, soit dans le cas de diminution de leur valeur. L'hôtelier ne doit point chercher à connaître quelles sont les choses qui lui ont été déposées, si elles lui ont été confiées dans un coffre fermé ou sous une enveloppe cachetée. L'hôtelier ne doit pas se servir de l'argent déposé, sans la permission du voyageur, pour payer ses fournisseurs, par exemple, ou pour jouer à la bourse.

Si l'hôtelier commet une imprudence grave dans la garde du dépôt et qu'il soit volé, il est responsable du tout. Ainsi un jugement du tribunal de commerce de Lyon, du 15 novembre 1904, a décidé que le gérant d'un hôtel qui, devant s'absenter, a retiré du coffre-fort de son bureau divers dépôts faits par des voyageurs, afin qu'ils puissent leur être restitués pendant son absence, et s'est contenté de placer ces dépôts sur un fauteuil situé dans son bureau, de fermer la porte de celui-ci, et d'en remettre la clé à un employé, alors qu'il savait qu'il n'était difficile ni de s'emparer de la clé du bureau ni même d'y pénétrer en raison de la faible hauteur des

cloisons, commet une imprudence grave engageant sa responsabilité.

Il résulte de la loi de 1889 et de ses travaux préparatoires, que rien n'a été changé à la responsabilité de droit commun qui résulte pour un hôtelier, d'une faute prouvée contre lui, en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil :

1382. — Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer.

1383. — Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

Par conséquent si un voyageur, ayant été volé d'une somme de plus de 1000 francs non déposée, peut prouver que c'est par la faute de l'hôtelier que le vol a été commis, l'hôtelier sera responsable de la somme totale.

La Cour d'appel de Bordeaux s'est prononcée en ce sens le 20 mai 1892 :

« Attendu que la loi du 18 avril 1889, qui limite à 1000 francs la responsabilité des aubergistes ou hôteliers pour les espèces, etc., n'a rien changé aux principes consacrés par le Code civil, lorsqu'une faute a été commise, ou par l'hôtelier lui-même, ou par les personnes dont il doit répondre, suivant les articles 1382 et suivants du Code civil; que cette vérité a été reconnue dans la discussion de la loi nouvelle, qui a simplement restreint la responsabilité légale, reconnue trop sévère dans ses termes absolus; qu'il n'est donc pas douteux que Lopez (voyageur), victime d'un vol dont l'importance a été fixée à 2620 francs, serait fondé à réclamer à David (hôtelier), le remboursement de la somme soustraite dans son hôtel, où ledit Lopez était descendu, s'il était établi qu'une faute engageant sa responsabilité dans les termes du droit commun a été commise par le propriétaire de cet hôtel ou par ses préposés. »

Section 3. — Objets précieux. Bijoux, etc.

Au point de vue de la responsabilité de l'hôtelier, les objets précieux, bijoux, etc., présentent une grande analogie avec les espèces monnayées et les valeurs au porteur. Comme elles, ce sont des objets de grande valeur sous un petit volume, que le voyageur peut apporter dans ses poches ou dans ses bagages sans que l'hôtelier s'en aperçoive, qu'un voleur peut soustraire facilement et sortir aisément de l'hôtel sans éveiller l'attention de l'hôtelier. Comme elles encore, les objets précieux sont compris dans la dénomination : *effets* de l'article 1952 qui en rend l'hôtelier responsable.

Il était donc naturel que la rigueur des principes présentât pour les objets précieux les mêmes inconvénients d'iniquité que pour les valeurs et espèces monnayées. Ces mêmes inconvénients appelant même remède, on vit ici encore atténuation de jurisprudence, puis réforme législative : toutefois la jurisprudence postérieure revint à la rigueur primitive ; quant à la réforme législative, elle est en cours et inachevée.

§ 1. — PRINCIPES RIGoureux DU CODE CIVIL.

En vertu de l'article 1952 du Code civil, l'hôtelier est responsable des *effets* du voyageur sans limitation. Or, les objets précieux, bijoux, etc., sont compris dans le mot effets et comme ces objets peuvent s'élever à une valeur considérable, on voit que la responsabilité de l'hôtelier est gravement engagée de ce chef.

Ces objets peuvent être des pierres précieuses brutes ou taillées, des joyaux, des bijoux d'or, d'argent, des montres, chaînes, etc.

Ainsi un arrêt de la Cour de Paris, 10 avril 1843, rend un hôtelier responsable des montres volées à un horloger logé chez lui. La même Cour, le 29 août 1844, range parmi les effets, des bijoux, montres, bagues diverses, cachets en or, breloques. Ce peut encore être des diamants, des brillants (Cassation, 11 mai 1846) et (Amiens, 4 décembre 1846). La Cour de Riom, le 7 novembre 1894,

cite comme *effets* des bijoux, bagues, bracelets, montres, etc.

§ 2. — JURISPRUDENCE ANCIENNE.

Comme pour les valeurs et espèces monnayées, la jurisprudence voulut atténuer la rigueur de l'article 1952, en ce qui concernait les objets précieux.

Elle employa la même distinction, déjà usitée dans l'ancien droit français, entre les objets précieux déclarés par le voyageur en arrivant dans l'hôtel et ceux non déclarés. S'il y avait eu déclaration, l'hôtelier était responsable, sinon il ne l'était pas.

La Cour impériale de Paris dit, le 2 avril 1811 :

« Attendu qu'il n'est pas constant qu'Halimbourg ait été volé dans l'auberge de l'intimée; que lors même qu'Halimbourg aurait été volé des objets dont il réclamait la valeur, l'intimée n'ayant pas été instruite qu'il avait avec lui de l'argent, et surtout des bijoux, cet argent et ces bijoux ne lui ayant pas été montrés ni vérifiés, l'article 1953 du Code Napoléon ne pourrait être invoqué contre elle. »

La Cour de Grenoble, le 13 août 1813, ne reconnut pas un hôtelier responsable du vol d'objets précieux qu'un voyageur n'avait pas déclarés à l'hôtelier et qu'il avait laissés dans un coffre sur sa voiture : dans le même cas, l'hôtelier aurait été responsable d'effets ordinaires, comme on le verra au chapitre v.

Le Tribunal civil de Rouen, confirmé par la Cour de Rouen, le 4 février 1847, exige une déclaration :

« Attendu d'abord qu'on n'admettra jamais que le voyageur qui n'en fait pas de déclaration, soit réputé avoir avec lui des objets étrangers aux bagages ordinaires et d'un grand prix, tels que bijoux; que sans doute il arrive souvent qu'il les possède, mais alors il se charge lui-même de veiller à leur conservation, et, dès lors, pour l'hôtelier, c'est comme s'il ne les avait pas. »

§ 3. — JURISPRUDENCE NOUVELLE.

Mais la jurisprudence subit au milieu du dix-neuvième siècle un revirement complet et considéra l'hôtelier

comme toujours responsable des bijoux et objets précieux, même sans aucune déclaration de la part du voyageur.

La Cour d'appel de Paris, le 29 août 1844, pose ces principes, en confirmant un jugement du tribunal de la Seine, qui avait condamné un hôtelier comme responsable d'un vol de bijoux commis chez lui, « Considérant que vainement, pour se soustraire à cette responsabilité, Martin et C^{ie} (hôteliers) excipent du défaut de déclaration antérieure des effets apportés par les époux de Magnoncourt dans l'hôtel; qu'aucune disposition ne prescrit la déclaration préalable des effets apportés; que souvent même il pourrait y avoir danger à le faire. »

Cette jurisprudence rigoureuse reçut une sorte de consécration lors de la discussion de la loi de 1889 et cela d'une manière indirecte. Il avait été question, à ce moment, d'assimiler les objets précieux aux espèces monnayées et aux valeurs au porteur et de faire une loi unique. (Voir la proposition de loi Monis, etc., page 180). Mais cette assimilation fut formellement repoussée dans les deux rapports de M. de La Batie (Voir page 184) et de M. Bérenger (Voir page 193) qui en donnèrent les raisons, inconvénients pratiques pour le voyageur, et le texte fut modifié en conséquence.

Si donc le législateur de 1889 a repoussé une modification aux règles rigoureuses du Code civil en ce qui concerne les objets précieux, c'est qu'il entendait que ces règles continuent à être appliquées dans leur rigueur.

On voit cette jurisprudence affirmée par le tribunal de commerce de Marseille, le 9 novembre 1898.

« Attendu en droit qu'il est généralement enseigné et apprécié par la doctrine et par la jurisprudence, d'une part, que l'hôtelier est responsable dans les termes des articles précités d'un vol de bijoux appartenant à un voyageur logeant chez lui, alors même que ce voyageur aurait négligé de les lui confier et de se conformer ainsi à l'avis imprimé, placardé dans les chambres et l'y invitant, et, d'autre part, que les bijoux comme tous les autres objets précieux ne sont point compris au nombre des valeurs à l'égard desquelles la loi du 18 avril 1889

limite la responsabilité de l'hôtelier lorsque le dépôt n'a pas réellement été effectué entre ses mains. »

La Cour d'appel d'Aix déclare, le 26 octobre 1899, « considérant qu'aux termes des articles 1952 et 1953 du Code civil, les hôteliers, assimilés à des dépositaires nécessaires, répondent notamment et sans réserves des exceptions prévues, du vol des effets du voyageur qui loge chez eux; que ces textes législatifs ont reçu une force nouvelle de la limitation apportée à cette responsabilité par la loi du 18 avril 1889 en matière d'espèces monnayées et de valeurs ou titres au porteur de toute nature non déposés réellement entre les mains des responsables; — que les bijoux, n'ayant pas été compris à dessein dans le paragraphe qui fut ajouté à cette époque au second des articles précités, demeurent incontestablement rangés sous l'expression générale d'effets qu'a employée le rédacteur du Code civil; — qu'il serait aussi contraire à la lettre qu'à l'esprit de la loi ainsi modifiée et complétée d'exonérer les maitres d'hôtel de la responsabilité qui leur incombe pour tous les bijoux de prix que le voyageur n'aurait pas remis effectivement entre leurs mains, alors même qu'il y aurait été invité par un avis imprimé apposé dans l'appartement qu'il occupe, une pareille omission, volontaire ou non, ne pouvant pas par elle-même constituer une faute de sa part ».

§ 4. — RÉFORME LÉGISLATIVE.

La responsabilité en matière d'objets précieux, spécialement de bijoux, est très lourde pour les hôteliers; beaucoup de femmes du monde et surtout du demi-monde voyagent avec des bijoux d'une valeur considérable, atteignant souvent plusieurs centaines de mille francs. Aussi les hôteliers ont-ils fait de nombreuses démarches et pétitions pour obtenir que le législateur assimile les bijoux aux valeurs au porteur et aux espèces monnayées, et limite ainsi la responsabilité à 1000 francs.

Un congrès de l'Industrie hôtelière s'étant tenu à Paris les 15 et 16 mai 1903, le vœu suivant a été émis :

« Que la responsabilité des hôteliers, limitée à 1000 fr.

par la loi du 18 avril 1889 modificative des articles 1952 et 1953 du Code civil, en ce qui concerne le vol des espèces monnayées et des valeurs au porteur, reçoive une limitation semblable en ce qui concerne les bijoux et les objets précieux, comme cela se passe dans la plupart des pays étrangers.

« Il est observé, à ce sujet, que, dans l'état de la législation actuelle, et ce, par une dérogation extrêmement dangereuse aux principes généraux du droit en matière de dépôt ordinaire, l'hôtelier se trouve responsable de bijoux et autres objets précieux d'une valeur parfois considérable, alors qu'en fait il ne les détient pas et que, dès lors, il lui est impossible de proportionner sa vigilance à l'importance d'un dépôt dont il ne connaît pas la valeur et même, le plus souvent, l'existence. »

1^o Proposition de loi.

A la séance de la Chambre des députés du 28 décembre 1903, MM. François Arago, Raiberti, Bischoffsheim, Poullan et Maure, députés, ont déposé la proposition de loi suivante :

EXPOSÉ DES MOTIFS

« Messieurs, aux termes des articles 1952 et 1953 du Code civil, les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des *effets* apportés par le voyageur qui loge chez eux.

« Si l'on observe que le mot « effets » comprend, ainsi qu'il a été établi par une jurisprudence constante, tous les objets à son usage que le voyageur transporte avec lui — même les bijoux — ainsi que l'argent comptant, les billets de banque et autres titres au porteur, on est frappé de la très lourde responsabilité qui pèse sur les aubergistes ou hôteliers. Cette responsabilité, il est vrai, a été, dans une certaine mesure, atténuée par la loi du 18 avril 1889.

« Mais la situation de l'hôtelier n'est modifiée qu'en ce qui concerne les espèces monnayées et les titres au porteur. La loi laisse subsister entière la responsabilité de

l'hôtelier pour tous les autres « effets » du voyageur. — Un vol est commis dans un hôtel, un portefeuille contenant 10.000 francs a disparu, l'hôtelier n'est responsable que jusqu'à concurrence de 1000 francs. En vain, le voyageur fournirait-il la preuve que les espèces par lui apportées dans l'hôtel avaient une valeur beaucoup plus considérable.

« Autre hypothèse : c'est un sac qui a été volé; ce sac contenait des bijoux. Le voyageur estime à 50.000 francs la valeur des objets dérobés; il est admis à faire la preuve, par témoin, le dépôt d'hôtellerie étant, suivant l'art. 1952, assimilé au dépôt nécessaire. Le juge est investi, aux termes du paragraphe 2 de l'article 1348, d'un pouvoir absolu d'appréciation « suivant la qualité des personnes » et les circonstances du fait ». Il peut, en vertu de l'article 1369, déférer le serment aux voyageurs pour fixer la valeur de l'objet réclamé, et, dans ce cas, il déterminera d'avance « la somme jusqu'à concurrence de laquelle le « demandeur en sera cru sur son serment ».

« Il nous a paru que la loi du 9 avril 1899 n'a pas suffisamment protégé les aubergistes et hôteliers ;

« Contre le voyageur de mauvaise foi qui ne reculera pas devant un faux serment;

« Contre le voyageur qui, de très bonne foi, croit avoir été volé dans l'hôtel, alors que les effets ont été perdus par lui-même ou volés hors de l'hôtel;

« Contre l'imprudence d'un voyageur sur lequel, à cet égard, l'hôtelier ne peut exercer aucune surveillance rigoureuse.

« La responsabilité de l'hôtelier demeure donc, selon nous, véritablement excessive, car c'est inutilement qu'il cherche à en limiter l'étendue à l'aide d'avis affichés dans toutes les chambres de l'hôtel.

« Ces avis peuvent servir seulement à éveiller l'attention du voyageur, à solliciter sa propre surveillance sur les objets précieux qu'il aurait en sa possession...

. (Historique de la loi de 1889).

« Nous pensons que la facilité extrême des communications, le goût plus développé des déplacements,

l'affluence heureusement plus grande, chaque année, des voyageurs français, des voyageurs étrangers surtout, venant s'établir en France pour plusieurs mois, le séjour de plusieurs semaines qu'ils font dans le même hôtel dans des conditions de luxe, explique l'importance et la valeur souvent considérable des « effets » qu'ils apportent avec eux; nous pensons que la transformation des habitudes sociales se marquant de façon plus certaine depuis même la loi précitée de 1889 ont singulièrement aggravé les risques des hôteliers. Il serait injuste, à notre avis, de ne point tenir compte de faits aussi évidents.

« En conséquence, nous avons l'honneur de soumettre à la Chambre la proposition de loi suivante :

PROPOSITION DE LOI

« *Article unique.* — Au paragraphe 2 de l'article 1953 du Code civil est substitué le texte suivant :

« Cette responsabilité est limitée à 1000 francs pour les « espèces monnayées, valeurs ou titres au porteur et « objets précieux de toute nature non déposés réellement entre les mains des aubergistes ou hôteliers. »

2° *Rapports à la Chambre des députés.*

Cette proposition de loi fut renvoyée pour étude à la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle. M. Paul Bertrand, député, rédigea au nom de cette Commission le rapport suivant et le déposa le 21 décembre 1904.

« Messieurs, les aubergistes et hôteliers sont responsables, comme dépositaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux.

« Le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire.

« Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques ou préposés de l'hôtellerie, ou par des étrangers allant ou venant dans l'hôtellerie.

« Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou force majeure.

« Telles étaient, jusqu'en 1889, les dispositions légales du Code civil réglant, au point de vue de la responsabilité sur les effets apportés, les relations des voyageurs avec les aubergistes et les hôteliers.

« A ce sujet, nous croyons devoir reproduire ici quelques considérations intéressantes extraites d'un rapport de M. le sénateur Boulanger (N° 445. — Sénat. — Session de 1889).

« Déjà, au temps de Pothier..... (Voir page 191). •

« Aujourd'hui, l'honorable M. François Arago et plusieurs de ses collègues demandent à la Chambre de faire davantage : par la proposition de loi n° 1402, ils soumettent à la Chambre une nouvelle modification de l'article 1953 du Code civil, ou plutôt une extension de l'exception résultant en faveur des hôteliers et aubergistes de la loi précitée du 18 avril 1889.....

« Nous pensons, disent M. François Arago et ses collègues, que la facilité... (Voir page 203).

« En conséquence, comme conclusions de leurs observations motivées, nos honorables collègues demandent à la Chambre d'adopter le texte suivant, modifiant par les lettres en *italiques*, la loi du 18 avril 1889 :

« Cette responsabilité est limitée à 1000 francs pour les « espèces monnayées, valeurs et titres au porteur *et objets précieux* de toute nature non déposés réellement entre « les mains des aubergistes et hôteliers. »

« Tout d'abord, il convient de faire remarquer que les mots « objets précieux » se trouvaient dans le texte de la proposition de loi de M. Monis, dont nous avons parlé au commencement du présent exposé : mais, dans le rapport de M. le député de La Batie, n° 3614 de la 4^e législature, cette question a été résolue négativement, par différentes considérations, dont la suivante que nous croyons devoir reproduire textuellement :

« Il est donc bien certain que l'innovation demandée »..... (Voir page 184).

« D'un autre côté, dans son rapport au Sénat, du 11 avril

1889, M. le sénateur Bérenger a ainsi précisé la question :

« Il s'agit simplement »..... (Voir page 193).

« L'équité et la justice nous obligent à reconnaître que M. François Arago et ses collègues ne demandent pas l'addition, à l'exception prévue par le nouvel article 1953, du mot « effets » contenu dans l'article 1952; mais des mots « objets précieux », lesquels, à notre avis, ont un sens bien différent et une portée bien limitée.

« Or, dans les considérations de MM. de La Batie et Bérenger, les mots effets et objets précieux sont compris dans la même argumentation.

« En ce qui concerne les objets précieux, il est difficile de méconnaître la valeur des arguments exposés par nos collègues, l'augmentation constante des habitudes de luxe et, par suite, de la responsabilité encourue par les hôteliers et les aubergistes, se trouvant exposés à répondre des vols commis chez eux, mais aussi des combinaisons frauduleuses pouvant résulter de l'accord d'un voyageur aussi audacieux que malhonnête, avec des témoins complaisants et intéressés à faire une fausse déposition en justice.

« Votre commission estime donc, en principe, qu'il y a lieu d'accueillir la demande de nos collègues concernant les *objets précieux*. Mais elle ne croit pas pouvoir les suivre, lorsqu'ils réclament pour le voyageur l'obligation du dépôt réel de ces objets précieux entre les mains des aubergistes ou hôteliers.

« D'une part, comme le disais si justement M. de La Batie, dans son rapport de 1889, il y aurait, pour les voyageurs et pour les hôteliers, une difficulté pratique considérable, en obligeant les uns à remettre et ensuite à retirer, les autres à recevoir et à restituer ces objets précieux, à chaque changement de toilette et à toute heure du jour et de la nuit.

« D'autre part, il y aurait encore une source de difficultés à prévoir; relatives à l'indemnité des objets précieux, déposés ou retirés, objets faux, d'imitation, détériorés, etc.

« Votre commission désire, en effet, non pas créer des

sujets de contestations entre les hôteliers et les voyageurs, mais, au contraire, améliorer la situation existante, tout en cherchant à sauvegarder les intérêts en présence, également respectables et dignes de la sollicitude du législateur.

« Dans cet ordre d'idées, la législation en vigueur aux Etats-Unis d'Amérique nous a fourni une précieuse indication. Nous la trouvons résumée dans les quelques lignes suivantes, extraites de l'ouvrage de M. A. Carpentier (Répertoire général alphabétique du droit français, 1900, tome VI, page 380, n° 777) : « Aux termes d'une loi « new-yorkaise du 13 avril 1883, l'hôtelier qui a fait placer « dans le bureau de son hôtel un coffre-fort destiné à recevoir les objets de valeur des voyageurs et le leur a fait « savoir par des affiches apposées dans les lieux de réunion « publics de son hôtel, n'est pas responsable vis-à-vis de « ceux qui auraient déposé ces objets dans un autre endroit. Un tableau contenant la présente loi doit être « affiché dans les salles publiques dudit hôtel. »

« Mais pour éviter toutes causes de difficultés entre l'hôtelier et le voyageur nous entendons que ce dernier ait seul la clef du coffre-fort ainsi mis à sa disposition, ainsi que cela est d'ailleurs déjà pratiqué à Paris dans certains grands hôtels, et dans les grands établissements de crédit.

« Ainsi chaque voyageur, résidant à l'hôtel, aura à sa disposition un coffre-fort dont il a l'unique clef, et dépendant d'un plus grand coffre-fort réunissant tous ceux particuliers de l'hôtel.

« En outre, et comme condition essentielle; les aubergistes et hôteliers devront en aviser les voyageurs par des affiches apposées dans les lieux de réunion publics de l'hôtel.

« Avant de terminer ce rapport, rappelons une observation importante formulée, avant la loi du 18 avril 1889, par l'honorable M. Béranger dans son rapport au Sénat, n° 115, page 8 (V. page 194) :

« Quelques membres de la commission auraient voulu « ajouter une disposition ayant pour objet de prescrire

« l'affichage de la loi dans tous les établissements où elle
« devra recevoir son exécution.

« La majorité a pensé que cette mesure, dont elle a
« d'ailleurs reconnu l'utilité, rentrait plutôt dans le domaine
« de la police municipale. Elle croit devoir, en consé-
« quence, se borner à recommander expressément à l'ad-
« ministration supérieure de veiller à ce qu'il soit pris
« partout des arrêtés tant pour satisfaire à cet objet que
« pour soumettre la constatation et la garde des dépôts
« aux garanties nécessaires. »

« Nous insistons également d'une façon expresse, pour
que le gouvernement prenne, aussitôt le vote définitif de
la loi et sa promulgation, les mesures nécessaires à cet
effet, à la fois dans l'intérêt des voyageurs et dans celui
des aubergistes et hôteliers.

PROPOSITION DE LOI

« *Article unique.* — Il sera ajouté à l'article 1953 du
Code civil le paragraphe suivant :

« Cette responsabilité est également limitée à 1000 fr.
« pour les objets précieux, si les aubergistes ou hôteliers
« tiennent à la disposition personnelle et exclusive de
« chaque voyageur un coffre-fort spécialement destiné à
« recevoir ces objets et en avisent les voyageurs par des
« affiches apposées dans les lieux de réunion publics de
« l'hôtel. »

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE, PAR M. PAUL BERTRAND, LE 5 JUILLET 1905.

« Messieurs, un premier rapport a été distribué sur la
proposition de loi déposée par l'honorable M. François
Arago, député, et plusieurs de ses collègues : ce rapport,
qui porte le numéro 2167, est annexé au procès-verbal de
la séance du 21 décembre 1904.

« La commission de la réforme judiciaire a postérieure-
ment entendu en ses observations M. le garde des sceaux,
ministre de la justice, lequel a indiqué les difficultés qui
lui apparaissaient dans la pratique, si on maintenait
l'expression *objets précieux*. Il a en conséquence mani-
festé que l'expression *bijoux* était à son avis préférable.

« La commission s'est rangée à l'avis de l'honorable garde des sceaux ; en outre, il paraît utile que les affiches dont il s'agit soient également apposées *dans les chambres* de l'hôtel.

« En conséquence, votre commission a l'honneur de vous proposer l'adoption du texte suivant :

« Article unique. — Il serait ajouté à l'article 1953 du Code civil le paragraphe suivant :

« Cette responsabilité est également limitée à 1000 fr. pour les *bijoux*, si les aubergistes ou hôteliers tiennent à la disposition personnelle et exclusive de chaque voyageur un coffre-fort spécialement destiné à recevoir ces objets et en avisent les voyageurs par des affiches apposées *dans les chambres* et dans les lieux de réunion publics de l'hôtel. »

3° Discussion à la Chambre des députés.

La proposition de loi vint en discussion le 10 juillet 1905 et fut adoptée sans débats, conforme au texte immédiatement ci-dessus.

4° Transmission au Sénat.

La proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, fut envoyée au président du Sénat à la séance du 11 juillet 1905.

Le Sénat refusa de déclarer immédiatement l'urgence et renvoya la proposition aux bureaux.

Section 4. — Animaux.

En considérant le mot *effets* de l'article 1952, on comprend aisément qu'il signifie bagages, vêtements ; on a vu plus haut qu'il faut encore faire rentrer dans ce mot générique les valeurs, les objets précieux, de même que les voitures et autres véhicules de transport.

Mais ce n'est pas tout : le mot *effets* comprend encore, ce qui peut sembler extraordinaire, les animaux que les voyageurs ont avec eux, soit que ces animaux servent à leur transport, chevaux de selle ou chevaux attelés à leurs

voitures, soit que ces animaux soient de simples marchandises, bœufs, porcs, moutons, etc...

La jurisprudence moderne, suivant la jurisprudence des pays de droit écrit, a toujours appliqué ces principes; notamment pour les chevaux, Cour de Lyon, 26 janvier 1825; Tribunal de Lyon, 23 décembre 1865; Tribunal d'Amiens, 23 novembre 1882; Tribunal de Lyon, 19 décembre 1882; Cour de Poitiers, 7 décembre 1903; Justice de paix de Valençay, 23 février 1906; Cour de Chambéry, 5 juin 1906; Cour de Riom, 31 mars 1906. De même pour un mulet, Cour de Besançon, 21 mai 1859; de même encore pour des bœufs, Cour de Rennes, 26 décembre 1833.

Il n'y a pas lieu de se demander si l'hôtelier a perçu une rétribution spéciale pour la garde des animaux ou s'il les a reçus gratuitement, se contentant d'élever le prix du logement du voyageur : d'une façon comme de l'autre, l'hôtelier est responsable.

Mais si le voyageur, propriétaire de l'animal, l'a déposé dans un hôtel où il mange mais ne couche pas, l'hôtelier sera-t-il responsable de l'animal? La Cour d'appel de Nancy a tranché la question par l'affirmative, le 25 juin 1879 : « Attendu que c'est à tort que Perrut prétend décliner la responsabilité de la blessure faite au cheval de Collin, en demandant à prouver que Collin ne logeait pas dans son hôtel, puisqu'il ne faisait qu'y prendre ses repas, et qu'il ne payait aucune rétribution pour le séjour de ses chevaux dans l'écurie de l'hôtel; — que la responsabilité de l'hôtelier vis-à-vis du voyageur a pour base le contrat de dépôt nécessaire qui s'était formé dans l'espèce, d'où il suit que les faits articulés ne sont pas concluants. »

Une autre question, qui ne pouvait être soulevée au sujet des autres objets, inanimés, se pose à propos des animaux. Les animaux domestiques, les chevaux surtout, sont généralement paisibles et leur séjour à l'écurie est exempt d'incidents; mais il en est d'autres ombrageux et vicieux, et dont les vices mêmes peuvent augmenter considérablement la responsabilité de l'hôtelier, puis-

qu'ils sont susceptibles de se blesser eux-mêmes. Or, l'hôtelier peut d'autant moins s'apercevoir du caractère difficile d'un cheval, que ce cheval arrive généralement à l'hôtel après une longue course, fatigué et assagi, et que son caractère vicieux et ombrageux ne reparait qu'une fois à l'écurie, avec le repos et la nourriture. N'y a-t-il pas lieu en ce cas, sinon de supprimer, du moins de diminuer la responsabilité? La jurisprudence a décidé en effet que si le propriétaire du cheval n'a pas prévenu l'hôtelier qu'il était vicieux et que ce vice cause du dommage au cheval, il y avait lieu de tenir compte de cette circonstance dans l'évaluation des dommages-intérêts.

La cour de Besançon, le 21 mai 1859, a reconnu cette atténuation : « Attendu que les premiers juges ont, avec raison, reconnu la responsabilité en droit des aubergistes relativement aux animaux appartenant aux voyageurs et qu'ils reçoivent dans leurs écuries; qu'ils ont justement apprécié la faute...; qu'ils ont dû également reconnaître un principe d'atténuation de cette faute dans le naturel vicieux du mullet, circonstance non déclarée à l'aubergiste par Guinchard, à qui ce mullet appartenait; qu'il suit de là que l'accident qui a mis le mullet de Guinchard hors de service doit être considéré comme étant à la charge tant des mariés Vieille que de Guinchard... »

Le tribunal d'Amiens, le 23 novembre 1882, a également réduit l'indemnité à payer par un hôtelier dans un cas semblable, « attendu que Papegnay de son côté a eu le tort, en dissimulant l'habitude qu'avait son cheval de se débarrasser de son licol, de ne pas provoquer une surveillance spéciale à son égard ».

CHAPITRE V

Lieux sur lesquels s'étend la responsabilité de l'hôtelier.

§ 1. — Hôtel et dépendances.

La responsabilité de l'hôtelier s'étend sur tout l'hôtel, en ce sens qu'il faut que les effets du voyageur aient été apportés dans l'hôtel et que le vol ou le dommage causé ait été fait dans l'hôtel.

Le tribunal de la Seine, dans son jugement du 22 juin 1849, déclare : « Attendu qu'il suffit, pour entraîner la responsabilité, qu'un vol ait été commis dans l'hôtel au préjudice d'un voyageur y demeurant »; et considérant le vol comme prouvé par les faits, condamne l'hôtelier. Mais en appel, la cour de Paris, 30 avril 1850, reconnaît que le vol n'est pas prouvé et infirme le jugement précédent, parce que « les circonstances, par lui (le voyageur) alléguées, ne sont pas incompatibles avec la possibilité qu'il ait perdu ses valeurs en les portant au dehors, dans son portefeuille. »

Il résulte bien de là que l'hôtelier est responsable si le vol a eu lieu dans l'hôtel et qu'il ne l'est pas si ce vol a été commis en dehors.

Le 7 novembre 1894, la cour d'appel de Riom a confirmé un jugement du tribunal civil de Cusset, 10 mars 1893, qui est motivé par les mêmes principes de droit : « Attendu que, de ces faits, il résulte que le vol de bijoux a été commis dans l'hôtel; — attendu que les circonstances alléguées par les époux Paturet sont incompatibles avec la possibilité que la dame Paturet ait perdu ses bijoux ou les ait laissés dans une cabine de bains, ou enfin ait été victime d'un vol en dehors de l'hôtel; — attendu que, dans ces conditions, Dumas doit être déclaré responsable d'un vol commis dans son hôtel au préjudice des époux Paturet qui y demeuraient, bien que l'auteur de ce vol n'ait pas été découvert. »

La responsabilité ne garantit d'ailleurs que les objets, effets que le voyageur a mis dans sa chambre et qu'il a eu soin d'enfermer à clef pendant ses sorties ou pendant la nuit; toutefois l'hôtelier sera aussi responsable d'effets et de bagages momentanément placés dans les couloirs et vestibules, principalement au moment de l'arrivée ou du départ du voyageur.

Les bâtiments à voyageurs, annexes de l'hôtel, contigus ou voisins de l'hôtel principal, sont considérés comme le prolongement de cet hôtel au point de vue de la responsabilité.

Enfin la responsabilité s'étend encore sur les dépendances de l'hôtel, relativement aux choses qui, par leur nature, ne peuvent être montées dans la chambre du voyageur : tels sont les garages à bicyclettes et à automobiles, les remises, les écuries, les étables et même les cours des hôtels.

Cependant le Tribunal civil de Tours a jugé, le 10 septembre 1880, que la responsabilité de l'hôtelier ne s'étendait pas aux dépendances lorsque cet hôtelier en prévenait les voyageurs par un écriteau apparent : « Ecurie sans garantie. »

« Attendu que, si en principe, l'aubergiste est responsable des effets et animaux qu'il reçoit chez lui, il est exonéré de cette responsabilité lorsque, par une indication apparente et connue du voyageur, qui doit dès lors être considéré comme une convention tacite, il annonce les conditions sous lesquelles les effets et animaux sont tenus dans les dépendances de son auberge. »

Quant aux cours, l'hôtelier est responsable des voitures qui y sont garées vides ou chargées de marchandises : il ne serait pas responsable des voitures et des marchandises qui seraient simplement laissées près de l'hôtel sur la voie publique, sauf ce qui sera dit ci-dessous à ce sujet.

Mais si la jouissance de la cour n'appartient pas exclusivement à l'hôtelier, si un tiers y a une servitude de passage, cette cour sera-t-elle toujours considérée comme partie intégrante de l'hôtel, l'hôtelier sera-t-il responsable des voitures et marchandises qui y seraient garées?

La Cour de Metz a répondu par l'affirmative, le 17 avril 1812. « Considérant que la circonstance que des voisins sont allés dans la cour de l'auberge d'Ehrard, ne peut le soustraire à la garantie; c'est à lui à prendre, pour la sûreté des voyageurs qui ne peuvent connaître les servitudes qui peuvent rendre l'habitation incommode, les précautions pour placer les voitures ou marchandises dans un lieu où on ne puisse aborder. »

En ce qui concerne les bagages ou marchandises que le voyageur peut monter ou faire monter dans sa chambre, la responsabilité ne pourra s'étendre à ceux de ses objets que le voyageur laissera en permanence et sans en prévenir l'hôtelier, dans les vestibules, couloirs, escaliers et autres lieux communs de l'hôtel.

Ainsi a-t-il été jugé par le Tribunal civil de la Seine, le 16 janvier 1884 : Un commis-voyageur au lieu de faire monter ses caisses d'échantillons dans sa chambre ou de les faire déposer dans un endroit désigné par l'hôtelier, les laissa dans un couloir : un vol eut lieu et l'hôtelier ne fut pas responsable.

§ 2. — En dehors de l'hôtel; voie publique.

L'hôtelier responsable à l'intérieur de son hôtel et dépendances, ne l'est pas en dehors, notamment sur la voie publique, même devant son hôtel. Un voyageur habitant un hôtel qui subirait un vol pendant une sortie ne saurait invoquer la responsabilité de son hôtelier, cela se conçoit aisément.

Dans l'arrêt du 30 avril 1850 (voir ci-dessus § 1, page 212) l'hôtelier fut déclaré non responsable parce que, la preuve n'étant pas faite que le vol avait eu lieu dans l'hôtel, on pouvait supposer qu'il s'était produit en dehors : « Attendu que les circonstances par lui alléguées ne sont pas incompatibles avec la possibilité qu'il ait perdu ses valeurs en les portant au dehors, dans son portefeuille. »

Toutefois, à ce principe il y a une exception, il y a un cas où la responsabilité de l'hôtelier s'étend en dehors de son hôtel, à des objets laissés sur la voie publique.

Quand l'hôtel, ou plus spécialement l'auberge, n'a pas

de cour ni de remise pour loger les voitures des voyageurs et surtout des rouliers, ou que les remises et cours sont insuffisantes pour le nombre des voitures, ces rouliers, qui logent dans l'auberge, eux et leurs chevaux, sont forcés de laisser ces voitures sur la voie publique; vides ou chargées, elles sont garanties par la responsabilité de l'hôtelier. Ceci pourrait paraître inéquitable : mais cet hôtelier qui reçoit le roulier et ses chevaux, en tire profit; il ne peut ignorer que ces chevaux harnachés ont amené une voiture : dès lors, il peut ou refuser le roulier et ses chevaux et, par suite, la responsabilité de la voiture, ou les héberger et prendre la responsabilité de la voiture et de son chargement; il n'a, d'ailleurs, pour être en sûreté, qu'à payer sur son bénéfice un gardien de nuit des voitures. Ce système de gardien était très usité dans la première moitié du siècle passé, en raison de l'intensité du trafic par roulage; en certaines villes, des emplacements spéciaux étaient désignés par les municipalités pour ces voitures, et on pouvait, en quelque sorte, considérer ces emplacements comme une dépendance des auberges. Il en serait absolument de même, si ce n'était pas le manque ou l'insuffisance des cours et remises, mais les dimensions exceptionnelles du chargement, qui obligeaient le roulier à laisser sa voiture sur la voie publique.

Ces exceptions ont été consacrées par des arrêts et jugements rendus à l'époque où le roulage fut le plus intense, dans le demi-siècle qui précéda la construction des grandes lignes de chemins de fer.

Le 13 septembre 1808, la Cour de Paris confirma un jugement du tribunal de commerce de Reims : « Considérant que la circonstance particulière à l'espèce, que la voiture de Raussin était restée devant la porte de l'auberge, où il n'y avait pas de cour pour la remiser, ne peut rédimier l'aubergiste Homo de la garantie que ledit Raussin demande contre lui, parce qu'en ouvrant une auberge, fréquentée surtout par les rouliers, Homo ne doit pas ignorer les devoirs et les obligations de sa profession, et que, s'il n'a pas de cour pour remiser les voi-

tures, il doit avoir des préposés pour la garde de ces mêmes voitures; — que ce devoir est tellement senti et reconnu par les aubergistes, que, dans plusieurs villes, et notamment dans la ville de Reims, nombre d'aubergistes qui n'ont pas de cours assez spacieuses pour renfermer les voitures et équipages des rouliers qui logent chez eux, sont dans l'usage de préposer des gardiens pour la conservation de ces voitures et équipages pendant la nuit; — que, quand bien même Homo parviendrait à prouver que pareil usage n'existe point, et n'a jamais existé dans sa commune, le principe ci-dessus posé n'en subsisterait pas moins à son égard, comme à l'égard de tous les aubergistes en général. »

Un arrêt de la Cour royale de Paris, 14 mai 1839, confirmant encore un autre arrêt du tribunal de commerce, rend responsable un hôtelier de marchandises que leurs dimensions exceptionnelles ont forcé de laisser dans la rue : « Considérant que si la loi a imposé à l'aubergiste une responsabilité pour les effets apportés chez lui par le voyageur, elle n'a fait aucune distinction de ceux que le voyageur peut facilement remettre dans l'auberge d'avec ceux qui consistent en marchandises grosses et considérables, soit par leur poids, soit par leur volume; — que dès lors l'aubergiste n'en est pas moins garant des objets laissés forcément sur la voie publique que de ceux rentrés dans la maison. »

En 1846, le 1^{er} décembre, la Cour royale d'Amiens adopta les motifs d'un jugement du tribunal civil de Compiègne et condamna un aubergiste tenant établissement en pleine forêt, à un carrefour important, avec relais de diligences : « Attendu que cette responsabilité s'étend aux marchandises ou effets chargés sur des voitures qui, par le fait ou la volonté de l'aubergiste et à cause de l'insuffisance de ses bâtimens et de leurs accessoires, sont laissés en dehors de l'auberge, sur la voie publique; — attendu que l'auberge du bois de Lithus est située à l'embranchement de deux routes royales, dites de Flandre et de Rouen à Reims; qu'elle longe la première de ces routes, et qu'elle n'a pas d'autre cour qu'un espace tout

ouvert placé derrière les bâtiments; et qu'il est d'usage de laisser remiser les chariots au dehors sur le bord de la route. »

La Cour de Limoges, confirmant un arrêt du tribunal de commerce de cette ville, le 23 décembre 1847, déclare responsable un hôtelier, « considérant que la voiture du sieur Vitet a été placée sur la place publique, désignée par l'administration municipale pour déposer les chariots que les aubergistes ne pouvaient recevoir dans des cours qu'ils n'avaient point; que cette tolérance accordée par l'administration n'a pu l'être évidemment que sur la demande des aubergistes et qu'il est de jurisprudence que la place publique est considérée comme une dépendance de l'auberge toutes les fois qu'elle ne peut recevoir les voitures des rouliers qui s'y arrêtent; considérant d'ailleurs que le sieur Mallet (hôtelier) avait si bien compris qu'il était responsable, qu'un gardien avait été désigné par lui pour la garde des voitures; que l'allégation faite par lui que ce gardien était désigné par les voituriers et payé par eux ne saurait être admise; qu'on ne peut comprendre en effet comment des voituriers étrangers à la ville de Périgueux, arrivant souvent au milieu de la nuit, auraient pu aller à la recherche d'un gardien; que ce fait, presque matériellement impossible, contraire à tous les usages, ne pourrait être accueilli qu'autant qu'il serait parfaitement démontré que Mallet n'articule aucun fait pour prouver cette allégation; que, dès lors, il est présumable que c'est lui, aubergiste responsable, qui a choisi le gardien; considérant qu'il résulte des faits de la cause que l'incendie qui a détruit le ballot dont la valeur est réclamée aurait pu être empêché par la surveillance du gardien, puisqu'il dormait sur la voiture au moment où l'incendie a été communiqué ».

Ainsi la responsabilité de l'hôtelier, qui, en principe, ne s'étend qu'à l'intérieur de l'hôtel et dépendances, peut exceptionnellement s'étendre à la voie publique, en ce qui concerne les voitures que l'on ne peut garer à l'intérieur.

CHAPITRE VI

Durée de la responsabilité de l'hôtelier.

Section 1. — Quand commence la responsabilité de l'hôtelier.

La responsabilité de l'hôtelier sur les effets des voyageurs doit, le bon sens l'indique, durer autant que le séjour de ces voyageurs. Elle doit commencer à leur arrivée. Mais il y a lieu de déterminer le moment précis où la responsabilité commence, parce que c'est toujours à l'arrivée ou au départ que les vols sont le plus fréquents, alors que les colis du voyageur sont éparpillés dans les vestibules, couloirs, chambre ou dessus d'omnibus. Il faut, de plus, examiner si l'hôtelier a des moyens d'empêcher sa responsabilité de commencer.

§ 1. — A QUEL MOMENT COMMENCE LA RESPONSABILITÉ DE L'HÔTELIER?

Au moment où le voyageur entre dans l'hôtel et où l'hôtelier le reçoit, il se forme entre eux expressément ou tacitement une convention, un « contrat d'hôtellerie », par lequel le voyageur s'engage à payer un certain prix soit qu'il le débattenne immédiatement, soit qu'il s'en remette pour le fixer à la bonne foi et aux usages de l'hôtelier, et par lequel réciproquement l'hôtelier s'engage à lui fournir le vivre, le coucher et la sécurité de sa personne et de ses effets. Ce contrat d'hôtellerie engage la responsabilité de l'hôtelier. Donc, d'une part, la responsabilité commence au moment de la formation du contrat d'hôtellerie. D'autre part, il a été vu au chapitre précédent que la responsabilité ne s'étendait qu'à l'hôtel et locaux assimilés, aussi la responsabilité ne peut-elle commencer avant l'apport des bagages à l'hôtel.

La responsabilité commence donc au moment où ces

deux conditions sont réalisées et dans cet ordre seulement : 1° contrat d'hôtellerie; 2° apport des bagages.

Il résulte de là : 1° que si le voyageur arrive à l'hôtel en même temps que ses bagages, la responsabilité commence aussitôt que le contrat d'hôtellerie se forme; — 2° que, si le voyageur arrive avant ses bagages, la responsabilité ne commencera que lorsque ces bagages seront arrivés dans l'hôtel et dès cet instant; — 3° que si les bagages arrivent avant le voyageur, cas fréquent des bagages envoyés à l'avance, la responsabilité de l'hôtelier ne commencera jamais par rapport à ces bagages. En effet, leur expédition d'avance à un hôtelier constitue un dépôt volontaire; et ce dépôt restera volontaire même après l'arrivée du voyageur, car l'article 1952 parle des « effets apportés par le voyageur qui loge chez eux ». Or, au moment où les effets ont été apportés, le voyageur ne logeait pas chez eux.

La condition de la formation du contrat d'hôtellerie n'a été contestée par personne, cela est naturel, car cette responsabilité est établie par le voyageur logé dans l'hôtel.

Au contraire, la condition de l'apport des bagages a été contestée : on l'a trouvée insuffisante, étant donné l'énormité de la responsabilité. On a proposé de ne faire commencer la responsabilité qu'au moment où les objets auraient été confiés, remis entre les mains de l'hôtelier, ou encore qu'au moment où les objets lui auraient été déclarés en quantité et qualité. Mais ceci n'a guère été proposé que pour les valeurs et objets précieux ainsi qu'il a été vu au chapitre 4.

Les errements de l'ancien droit, le sens exact et précis du Code (*apportés*), et la jurisprudence s'accordent à affirmer que le *simple apport* suffit pour engager la responsabilité de l'hôtelier, le contrat d'hôtellerie étant formé, bien entendu, toujours.

La cour impériale de Metz dit, le 17 avril 1812 : « Considérant d'ailleurs qu'au moment où un voyageur ou un voiturier entre dans une auberge, il se forme un contrat entre lui et l'aubergiste, par lequel celui-ci s'oblige de

veiller à la conservation des personnes et des choses qui entrent chez lui... »

Le Tribunal de la Seine, approuvé par la Cour de Paris, le 29 août 1844, dit qu'il n'y a pas besoin de déclaration du voyageur, l'apport suffit, même si l'hôtelier l'ignore : « Vainement, pour se soustraire à cette responsabilité, Martin et C^{ie} excipent du défaut de déclaration antérieure des effets apportés par les époux de Magnoncourt dans l'hôtel...; qu'aucune disposition ne prescrit la déclaration préalable des effets apportés. »

Un arrêt du 8 avril 1845 de la Cour de Colmar porte : « Attendu qu'il est constant et reconnu par toutes les parties, que le 5 juillet 1843, le charretier de Galet est entré avec son chargement dans la cour de l'auberge tenue par Boucherat; que dès cet instant les marchandises conduites par Bouteillier ont été placées sous la surveillance de l'aubergiste, et que, dès cet instant également, la responsabilité de celui-ci s'est trouvée dans les limites établies par les articles 1952 et 1953 du Code civil. »

La Cour de cassation, le 11 mai 1846, déclare « que cette responsabilité a lieu, encore bien que les effets volés n'aient pas été confiés à l'hôtelier. »

Cette phrase est reproduite mot pour mot par un jugement du Tribunal de la Seine, 21 décembre 1879, confirmé par un arrêt de la Cour d'appel de Paris, en date du 14 décembre 1881.

La Cour de Nîmes, le 9 mars 1865, arrête que « la loi ne distingue pas entre le cas où les effets ont été déposés, c'est-à-dire remis aux mains de l'aubergiste, et le cas où ils ne lui ont pas été livrés ».

Le cheval d'un voyageur s'étant échappé au moment où il le dételait dans la cour d'un hôtel et s'étant blessé dans sa fuite, l'hôtelier fut déclaré responsable par le juge de paix de Valençay, le 23 février 1906.

Toujours en ce sens, il y a d'autres arrêts, par exemple, Paris, 7 mai 1838; Amiens, 4 décembre 1846; Bordeaux, 27 avril 1854, etc...

De même on voit d'analogues décisions de jurispru-

dence dans deux pays où le Code Napoléon constitue ou constituait la base du droit.

Le 29 décembre 1894, le tribunal supérieur de Cologne déclare que cette responsabilité « est la conséquence naturelle du contrat passé entre l'aubergiste et le voyageur, et commence au moment où sont apportés dans l'hôtel les effets du voyageur qui y loge... Le voyageur « n'est pas tenu de veiller sur ses effets jusqu'à ce qu'ils aient été portés dans sa chambre ».

La Cour de cassation de Belgique s'est exprimée en ces termes, le 26 novembre 1896 : « Attendu que les termes généraux de cet article (1952) excluent la distinction faite par le demandeur entre les effets déposés par le voyageur entre les mains de l'hôtelier et ceux qui ont été apportés par le voyageur dans la chambre qu'il a louée sans avoir été confiés à sa garde ; — Que l'hôtelier est constitué par la loi dépositaire et responsable des effets apportés par un voyageur par le seul fait de leur apport dans son hôtellerie ; — Attendu que, pour restreindre l'étendue de la responsabilité des hôteliers, le demandeur invoque en vain la suppression de l'article 38 du projet soumis au Conseil d'Etat, qui portait que « l'hôtelier ou aubergiste est responsable » des effets apportés « par le voyageur, encore qu'ils n'aient pas été remis à « sa garde personnelle » ; — Que la section du Tribunal a demandé la suppression de cet article 38, parce qu'il regardait comme suffisant l'article 37 du projet (devenu l'article 1952), et qu'il lui semblait trop rigoureux de rendre les hôteliers responsables « sans distinguer aucune circonstance et sans excepter aucun cas » ; — « La « loi, disait le Tribunal, doit se contenter « d'établir le « principe général et laisser le reste à l'arbitrage du « juge » qui statuera, comme le porte l'article 1348, « suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait » ; — Que ces observations du Tribunal ne tendent donc qu'à attribuer au juge du fait un pouvoir souverain d'appréciation, et laissent à l'article 1952 son caractère de règle générale. »

Il est nécessaire qu'il y ait apport dans l'hôtel, et un

arrêt du 30 avril 1850, de la Cour d'appel de Paris, n'a pas admis la responsabilité d'un hôtelier, en se fondant sur ce que le vol avait pu avoir lieu avant l'apport des effets dans l'hôtel et par conséquent avant que la responsabilité ait commencé.

La responsabilité de l'hôtelier, dit l'article 1952, ne commence qu'avec l'apport dans l'hôtel; si donc le voyageur confie ses bagages, à la gare, au pisteur de l'hôtel ou à l'omnibus de l'hôtel, l'hôtelier n'en est pas responsable comme *hôtelier* (art. 1952); il sera cependant responsable comme *maître* d'un *domestique* (pisteur), article 1382. « Les maîtres et les commettants (sont responsables) du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés », c'est là une responsabilité de droit commun; il pourra être encore responsable des bagages transportés par son omnibus, en tant que *voiturier*, en vertu de l'article 1782 du Code civil qui porte, il est vrai, que « les voituriers par terre et par eau sont assujettis, pour la garde et la conservation des choses qui leur sont confiées, aux mêmes obligations que les aubergistes. »

Toutefois, en Italie, pays de législation analogue à la nôtre, un arrêt de la Cour de Milan, du 19 octobre 1886, a décidé que la responsabilité de l'hôtelier commençait au moment où ses préposés offraient leurs services au voyageur et étaient agréés par eux, même à la gare.

Outre l'apport, il faut un contrat d'hôtellerie; un voyageur ayant, malgré le refus d'un hôtelier, mis quand même, à son insu, son cheval dans l'écurie de cet hôtelier, la Cour d'Amiens, le 17 novembre 1894, a repoussé la responsabilité de l'hôtelier, le contrat d'hôtellerie ne s'étant pas formé.

§ 2. — PEUT-ON EMPÊCHER LA RESPONSABILITÉ DE L'HÔTELIER DE COMMENCER ?

C'est l'hôtelier qui a intérêt à n'être pas responsable, c'est donc lui qui pourra essayer d'empêcher la responsabilité de commencer. Comment s'y prendra-t-il ? De

deux manières : ou il emploiera un moyen bilatéral, synallagmatique, une convention passée avec le voyageur, où il usera d'un moyen unilatéral, d'une simple manifestation de sa propre volonté par une affiche ou une pancarte.

1° Convention.

Le contrat d'hôtellerie étant une convention entre voyageur et hôtelier, un accord de leurs volontés, il est clair qu'en le concluant ils peuvent y insérer telle condition que bon leur semblera, la condition, par exemple, que l'hôtelier ne sera pas responsable des effets des voyageurs. L'article 1952 a une portée générale et s'applique à tous les cas où la responsabilité de l'hôtelier n'a pas été prévue et réglée par le contrat d'hôtellerie, mais il ne constitue une règle impérative d'ordre public qui rend nulle toute convention contraire. Toutefois le contrat d'hôtellerie, qui est généralement tacite, devra naturellement être exprès lorsqu'il contiendra une convention de non-responsabilité, car il est dérogatoire au droit commun, à la règle du Code, et les dérogations ne se présument pas.

Certains auteurs ont prétendu que l'hôtelier ne pouvait faire une convention de ce genre quand il était seul de son métier dans la localité, car alors le voyageur étant forcé de coucher chez lui et d'accepter ses conditions, ne pouvait donner un libre consentement à la convention de non-responsabilité. A cela on peut répondre que le voyageur, dans ce cas, n'est nullement obligé de descendre dans l'hôtellerie, et qu'il doit s'estimer heureux d'y coucher même sans responsabilité, car l'hôtelier n'est pas tenu de la recevoir et pouvait le laisser coucher à la belle étoile : « Le fait, par un aubergiste ou un hôtelier, de refuser de recevoir un voyageur n'est pas punissable. » (Cassation, 18 juillet 1862).

2° Pancarte.

L'hôtelier pourrait poser dans les vestibules et chambres de son hôtel une pancarte annonçant à MM. les

voyageurs qu'il n'entend pas être responsable, ou ne l'être que jusqu'à une certaine somme, ou ne l'être que des objets qui lui seraient confiés. La jurisprudence a toujours été unanime à juger que ces affiches n'empêchaient pas la responsabilité de l'hôtelier de commencer et de courir : il y a ainsi une manifestation unilatérale de volonté et, de plus, le voyageur n'en prend connaissance qu'une fois le contrat d'hôtellerie formé et la responsabilité commencée.

Le tribunal de Boulogne et la cour de Douai, 19 août 1842, ayant jugé qu'une pancarte de ce genre affranchissait l'hôtelier de sa responsabilité, ces jugements furent cassés par un arrêt du 11 mai 1846 de la Cour de cassation.

« L'hôtelier ne peut être déchargé de cette responsabilité parce que le voyageur ne se serait pas conformé à l'avertissement imprimé et affiché dans chaque chambre de l'hôtel ». (Rouen, 4 février 1847.)

Le 10 décembre 1864, jugement du tribunal de la Seine : « Attendu que Galvier, en affichant dans toutes les chambres l'avis qu'il n'entendait pas répondre des valeurs qui ne lui seraient pas déposées, ne pouvait pas s'affranchir de la responsabilité qui résulte au profit des voyageurs des dispositions des articles 1952 et 1953 du Code Napoléon. »

La cour de Paris déclare, le 15 mai 1865, « que les avertissements contenus aux affiches qui auraient été placardées dans l'hôtel, ne sauraient avoir pour effet d'exonérer l'appelant, en tout ou en partie, de la responsabilité qui pèse sur lui. »

Jugement du 11 août 1880, tribunal civil de la Seine :

« Attendu que, pour se soustraire aux conséquences de cette faute personnelle qui, en vertu de l'article 1382 du Code civil, engage sa responsabilité, Vannier prétend qu'en marge de ses quittances de loyer est inscrit l'avis suivant : « Le maître de l'établissement n'est responsable « que des objets, valeurs, bijoux, etc..., déposés au bureau « contre un reçu, » et que Frocinel, en n'exécutant pas cette prescription, a commis une négligence dont il doit

seul subir les conséquences ; — mais attendu qu'il n'est même pas établi que les quittances remises à Frocinel contiennent la mention sus-énoncée, et que ce fait, fût-il établi, ne serait pas de nature à faire disparaître ou à atténuer la responsabilité de Vannier en présence de la faute personnelle qu'il a commise. »

Un juge de paix de Lyon ayant jugé qu'une pancarte pouvait atténuer la responsabilité de l'hôtelier, le tribunal civil de Lyon, le 31 mai 1882, mit ce jugement à néant et condamna l'hôtelier.

Jugement analogue du 16 février 1905, tribunal de la Seine.

Le tribunal de Tours a cependant jugé, le 10 septembre 1880, qu'un hôtelier était exonéré de la responsabilité d'un cheval logé dans son écurie, s'il avait affiché sur ce local : « Ecurie sans garantie. » Toutefois, il faut observer qu'il s'agissait non de l'hôtel principal, mais d'une dépendance, et, de plus, que l'affiche était placée à l'extérieur, au-dessus de la porte et en caractères très apparents, de sorte que le voyageur ne pouvait pas « apporter » son cheval dans l'écurie sans avoir vu la pancarte.

Section 2. — Quand cesse la responsabilité de l'hôtelier ?

§ 1. — A QUEL MOMENT CESSE LA RESPONSABILITÉ DE L'HÔTELIER ?

Pour fixer le moment où commence la responsabilité, il faut envisager deux choses : la formation du contrat d'hôtellerie et l'apport des bagages ; de même, pour fixer le moment où cesse la responsabilité, il faut envisager la sortie des bagages de l'hôtel et la cessation du contrat d'hôtellerie : celle-ci se produit quand le voyageur, ayant payé sa note, quitte définitivement l'hôtel.

Ici encore, trois cas peuvent se présenter :

1° *La sortie des bagages a lieu avant la cessation du contrat d'hôtellerie* : un voyageur, par exemple, expédie ses malles quelques heures avant son départ. La responsabilité de l'hôtelier cesse dès la sortie de l'hôtel de ces bagages.

2° *La sortie des bagages et la cessation du contrat d'hô-*

tellerie sont simultanées : le voyageur part avec ses bagages. La responsabilité cesse au moment où le voyageur quitte l'hôtel. Ainsi, si l'on descend d'avance les malles du voyageur dans un vestibule, qu'on les charge sur une voiture ou un cheval dans la cour, quelques minutes avant le départ du voyageur, l'hôtelier en demeure responsable tant que le voyageur n'a pas quitté l'hôtel.

Ceci résulte d'un arrêt de la cour de Rouen, du 14 août 1824 : Attendu que les hôteliers « sont responsables dès que les effets ont été apportés par le voyageur qui loge chez eux, et que leur responsabilité dure autant de temps que ces effets apportés sont déposés dans l'auberge, parce qu'ils continuent d'y être sous la surveillance et la garantie de l'hôtelier ou de ses préposés; — que cette garantie commence au moment de l'arrivée du voyageur et de l'apport de ses effets, et se perpétue jusqu'au moment de son départ et de leur transport hors de l'hôtellerie, parce qu'on ne peut concevoir d'autre instant que celui du départ pour faire cesser la responsabilité; — attendu qu'il est constant, en fait, qu'Ouvry a déposé, le 9 janvier 1822, son cheval et une valise contenant 4000 francs dans l'auberge d'Adam; qu'elle a été confiée à l'un de ses préposés, et qu'Adam n'ignorait pas qu'elle contenait de l'argent; qu'elle a été volée sur le cheval d'Ouvry, dans la cour de l'hôtellerie, dont la porte était fermée; — que peu importe qu'Ouvry ait repris sa valise des mains du préposé; qu'il l'ait attachée lui-même ou fait attacher sur son cheval par une des personnes de l'auberge; qu'il soit ensuite rentré plus ou moins longtemps dans cette auberge; — qu'il suffit que le cheval et la valise soient restés dans la cour, et par conséquent sous la surveillance de l'aubergiste, pour que ce dernier soit responsable de la valise et de l'argent qu'elle renfermait ».

3° *La cessation du contrat d'hôtellerie* (le départ du voyageur), a lieu avant la sortie des bagages. — Ainsi, un voyageur, en s'en allant, laisse tout ou partie de ses bagages à l'hôtel, soit qu'il veuille les reprendre lui-même

plus tard, soit que l'hôtelier doive les lui renvoyer ultérieurement, ou les remettre à un tiers.

Si le voyageur laisse ces effets involontairement, ce sont des effets oubliés, il en sera parlé plus loin.

Si le voyageur laisse ces effets volontairement, ce peut être avec ou sans le consentement de l'hôtelier; si c'est sans le consentement de l'aubergiste, ce sont des effets abandonnés, dont on parlera avec les effets oubliés; si c'est avec le consentement de l'hôtelier, celui-ci en sera responsable comme dépositaire; mais de quel dépositaire s'agira-t-il? Du dépositaire nécessaire de l'article 1952, ou du dépositaire volontaire?

MM. Laurent et Merlin sont d'avis que l'hôtelier est dépositaire nécessaire de l'article 1952, le même dépôt continue, avec le même caractère. Mais, au contraire, il est certain que, dans ce cas, le dépôt est purement volontaire. La responsabilité de l'hôtelier de l'article 1952, en raison de son but même, cesse au départ du voyageur. S'il consent à garder quelques effets après le départ du voyageur, il agit comme dépositaire volontaire, et sa responsabilité sera celle d'un dépositaire volontaire, c'est-à-dire beaucoup moins rigoureuse que celle de l'article 1952.

Cette opinion a été consacrée par la Cour de cassation, le 10 janvier 1832 :

« Attendu, en droit, que si l'on doit considérer comme nécessaire le dépôt des effets apportés dans l'auberge par le voyageur qui loge chez l'aubergiste, il n'en est pas de même des effets apportés chez lui pour être *gardés et rendus à des tiers, après le départ du voyageur*; que, dans ce cas, les effets sont censés remis à l'aubergiste, à titre de *confiance et d'amitié*, hors de sa qualité, « *extra negotium caupone* » (art. 1952, Code civil; loi 3, § 2, *Nautæ caupones*, etc.); — Que, dès lors, le jugement attaqué, en décidant, dans les circonstances particulières du procès, que le dépôt ne devait pas être considéré comme nécessaire, mais comme volontairement effectué, s'est conformé, et à la lettre, et à l'esprit de l'article ci-dessus. »

Cette jurisprudence fut adoptée par le tribunal civil de la Seine, le 23 avril 1890 : Un voyageur, en quittant un hôtel meublé, tenu par Prunier, laissa à la garde de ce dernier une malle et des caisses fermées, contenant des vêtements et du linge : un vol fut fait dans ces caisses et le tribunal jugea que l'hôtelier n'était pas responsable, en vertu de l'article 1952, « Attendu que, bien que le dépôt ait été accepté sans réserves, il y a lieu, d'après les conditions et les circonstances dans lesquelles il a été effectué et l'aveu de Prunier, de le ranger dans la catégorie des dépôts volontaires, et d'appliquer à l'espèce les règles posées par les articles 1923 et suivants du Code civil ; qu'il s'ensuit que si le défendeur est responsable de la perte ou du vol des objets confiés à sa garde, c'est à lui que la loi réserve le droit de fixer la valeur desdits objets. »

Ainsi le voyageur une fois parti, le dépôt des effets qu'il laisse est *volontaire*. Si, au lieu de laisser ses effets, il les emporte, puis les renvoie chez l'hôtelier peu de temps après, il n'y aura toujours pas dépôt nécessaire. C'est ce qui ressort d'un arrêt de la Cour de Paris, du 30 janvier 1874.

Quant aux objets oubliés involontairement, ou abandonnés volontairement, il faut distinguer suivant que l'on sait ou non à qui ils appartiennent. Si le propriétaire est connu, l'hôtelier doit le prévenir, puis, sur sa demande, lui remettre ou lui expédier les objets. Mais si le propriétaire est inconnu, ou si, étant connu, il ne veut pas qu'on lui renvoie les objets, à cause de leur faible valeur, l'hôtelier devait garder indéfiniment ces objets pour une réclamation possible ; de plus, il ne pouvait jamais les acquérir par prescription ; en vertu de l'article 2236 du Code civil, le dépositaire qui détient précairement la chose du propriétaire, ne peut la prescrire. Les greniers d'hôtels s'encombraient d'une multitude de vieux objets disparates, la plupart sans valeur, mais dont l'hôtelier ne pouvait se débarrasser. Aussi une loi est-elle intervenue, le 31 mars 1896, pour autoriser les hôteliers à s'en défaire :

« Article 1. — Les effets mobiliers apportés par le voyageur ayant logé chez un aubergiste, hôtelier ou logeur, et par lui laissés en gage pour sûreté de sa dette, ou abandonnés au moment de son départ, peuvent être vendus dans les conditions et formes déterminées par les articles suivants. » Il y a vente publique par autorité de justice, le prix est versé à la Caisse des dépôts et consignations, et acquis par l'Etat, deux ans après. Ainsi l'hôtelier se trouve dégagé de sa responsabilité par la vente des objets oubliés ou abandonnés.

On a vu que la responsabilité cessait lorsque le voyageur partait avec ses bagages, que l'hôtelier les lui remettait au moment du départ. Il faut que ce soit au voyageur propriétaire des bagages que l'hôtelier les remette. En effet, le Code assimile le dépôt de l'article 1932 à un dépôt nécessaire; l'article 1931 dit : « Le dépôt nécessaire est, d'ailleurs, régi par toutes les règles précédemment énoncées. » Or, l'article 1937 dit : « Le dépositaire ne doit restituer la chose déposée qu'à celui qui la lui a confiée, ou à celui au nom duquel le dépôt a été fait, ou à celui qui a été indiqué pour le recevoir. » La Cour de Rennes, appliquant ces principes, a condamné un hôtelier à payer la valeur de quatre bœufs, qu'il avait remis inconsidérément à un individu quelconque. (26 décembre 1883.)

§ 2. — LA RESPONSABILITÉ DE L'HÔTELIER PEUT-ELLE CESSER
AVANT LE DÉPART DU VOYAGEUR?

1° *Cessation totale. Force majeure.*

Parlant des hôteliers, l'article 1934 du Code civil dit : « Ils ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure. »

La loi ajoute ainsi expressément le vol avec force armée à la force majeure, cas de cessation de responsabilité déjà réglé par l'article 1929 : « Le dépositaire n'est tenu, en aucun cas, des accidents de force majeure », et par l'article général 1148 : « Il n'y a lieu à aucuns dommages et intérêts, lorsque, par suite d'une force majeure

ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit. »

Quels événements doit-on comprendre dans la force majeure ? Il y a, d'abord, le pillage complet ou partiel de l'hôtel par une troupe armée, qu'il s'agisse d'une sédition en cas de guerre civile, ou d'une armée ennemie envahissant le territoire. Ceci résulte d'un jugement du juge de paix d'Amiens, du 16 mars 1871 : Dans une localité occupée par l'armée prussienne, des soldats sont venus voler, sous prétexte de réquisition, une voiture déposée chez un aubergiste, le cas fut déclaré de force majeure et l'hôtelier non responsable.

En temps de paix, la force majeure comprend le vol avec force armée : groupe de bandits armés faisant le siège de l'hôtel, l'envahissant et le pillant : dans ce cas, en effet, on considère que l'hôtelier a dû céder à une puissance supérieure et que sa vigilance et sa bonne volonté n'y pouvaient rien. M. Troplong pense, d'ailleurs, que ceci ne s'applique qu'au cas où le vol avec force armée est commis par des personnes venues du dehors, et non par les employés ou les autres voyageurs de l'hôtel, « car, dit-il, il est tenu envers le public, soit de ceux qu'il emploie, soit de ceux qu'il reçoit, et plus le crime de ces personnes est audacieux et coupable, plus il y a lieu de resserrer la responsabilité promise aux voyageurs ».

Un principe d'ailleurs domine cette matière : la force majeure ne fait cesser la responsabilité de l'hôtelier que si la vigilance ou la surveillance que l'on est en droit d'exiger d'un bon hôtelier, n'a pas pu empêcher l'événement.

Ainsi le vol avec fausses clés ne sera force majeure que si l'hôtelier avait soin d'employer des serrures de sûreté, et des verroux suffisants, et prenait la précaution de ne jamais laisser ses clés dans la journée à la disposition des personnes.

La force majeure comprend-elle le vol avec effraction ? Les deux opinions ont été admises, oui et non. M. Pont

considère le vol avec effraction et escalade comme un cas fortuit et, en vertu de l'assimilation de l'article 1148, lui applique l'article 1954. — Un arrêt de la Cour de Poitiers du 20 floréal an XI exprimait la même opinion : « Considérant que si les lois rendaient les aubergistes responsables des choses confiées à leur garde, ce ne pouvait être néanmoins dans le cas où elles leur avaient été enlevées sans leur faute et par force majeure ; — que dans l'espèce, il était constaté que la veuve Chevreau avait pris toutes les précautions dictées par la prudence, et que l'enlèvement des bestiaux n'avait eu lieu qu'à l'aide d'escalade et d'effraction extérieures. »

Toutefois cet arrêt a été rendu avant la promulgation de l'article 1954 et comme son opinion a été repoussée par un arrêt de la cour de Paris du 10 avril 1843, il faut déclarer avec cet arrêt que le vol avec effraction n'est pas un cas de force majeure et ne fait pas cesser la responsabilité de l'hôtelier. En effet, un vol avec effraction ne se fait pas sans bruit, sans rupture des modes de clôture, choses qui doivent éveiller la vigilance de l'hôtelier et le mettre à même d'empêcher le vol.

L'incendie est-il un cas de force majeure ? Il faut distinguer si l'incendie a été en partie causé par une faute ou une imprudence de l'hôtelier ou des personnes dont il répond ou s'il a eu lieu sans aucune faute de l'hôtelier. Il n'y aura force majeure et cessation de responsabilité que dans ce dernier cas. Le tribunal de commerce de Villefranche a déclaré, le 18 mars 1883, « que le dépositaire étant tenu de rendre ce qu'il a reçu en dépôt est un débiteur dans le sens général de l'article 1302 et qu'il ne suffit pas d'établir qu'un incendie a détruit le corps certain qui lui a été confié, parce qu'un incendie n'est pas par lui-même un cas de force majeure, et ne peut être considéré comme tel qu'autant qu'il n'a pas été occasionné par la faute de celui qui était détenteur de la chose déposée ».

L'accident survenu à un cheval dans l'écurie de l'hôtelier peut-il être un cas de force majeure ? Oui, mais il faut prouver qu'il y a cas fortuit ou de force majeure, et par

suite application de l'article 1954 et que, toujours en vertu du même principe, il s'agit d'un cas que la vigilance et la surveillance, que l'on est en droit d'exiger de l'hôtelier, ne pouvaient pas empêcher. Des décisions conformes à cette opinion ont été rendues par la Cour de Bourges, le 17 décembre 1877, et par le tribunal de commerce de Villefranche, le 18 mars 1883. Un hôtelier, actionné en responsabilité à la suite d'un accident de cheval dans son écurie, alléguait la force majeure, la Cour de Lyon repoussa l'application de l'article 1954, établissant que l'hôtelier n'avait pas pris toutes les précautions que la vigilance aurait dû lui dicter (26 janvier 1825).

2° Cessation partielle.

Atténuation par faute ou imprudence du voyageur.

Il peut encore arriver que la responsabilité de l'hôtelier cesse avant le départ du voyageur. Ceci peut se produire quand le vol ou le dommage causé est le résultat, a été occasionné ou facilité plus ou moins par une imprudence du voyageur. Le voyageur est tenu en somme de prendre les précautions ordinaires et de ne pas laisser ses effets trop inconsidérément exposés à la cupidité des voleurs. Toutefois aucun article du Code n'intervient ici, comme pour la force majeure, pour supprimer, pour faire cesser entièrement la responsabilité de l'hôtelier, si le voyageur a commis une faute ou une imprudence. Aussi l'effet de cette faute ou de cette imprudence est simplement *d'atténuer* la responsabilité : c'est la Jurisprudence se fondant sur l'équité et les principes généraux du droit qui a établi cette atténuation. La quotité de cette atténuation est laissée à la libre appréciation des tribunaux et est proportionnelle à l'importance de la faute ; certains tribunaux ont été jusqu'à la décharge complète de l'hôtelier, en cas de faute grave et certaine ; il semble qu'il y ait là quelque exagération.

La Cour de Paris, le 15 mai 1865, dit : « Considérant que les magistrats ont d'ailleurs le devoir, dans l'appréciation des circonstances, de faire la part des impru-

dences imputables au voyageur pour en décharger proportionnellement les hôteliers. »

Attendu que l'imprudence du voyageur « ne saurait avoir pour effet de dégager entièrement la responsabilité rigoureuse que la loi fait peser sur le maître de l'hôtel » (Tribunal de la Seine, 30 juin 1880).

Mais il faut, bien entendu, qu'il y ait relation directe, corrélation, entre la faute ou l'imprudence du voyageur, et le préjudice que lui cause le vol ou le dommage de ses effets.

Le Tribunal de commerce de Nantes a décidé, en effet, le 10 juillet 1886 : « que, dans le cas de perte ou de vol, cette responsabilité est basée sur une présomption de faute; que dès lors il est juste de dire que, de son côté, le voyageur doit répondre de ses fautes ou de ses négligences, si elles ont été la cause de la perte subie ou ont contribué à faciliter cette perte; — que, dans ces conditions, il appartient aux juges d'apprécier, suivant les circonstances de la cause, la situation de chacune des parties, et de tenir compte au besoin dans l'évaluation du préjudice causé, de la négligence du voyageur et de la mesure dans laquelle cette négligence a atténué la faute de l'hôtelier. »

Le juge de paix d'Oran dit, le 30 novembre 1892, « que cette responsabilité à l'égard des effets des voyageurs qu'ils reçoivent n'est limitée que par la force majeure, ou par une faute caractérisée du voyageur, de nature à mettre en défaut la vigilance du logeur; cette faute aurait certainement pour effet d'atténuer, sans la supprimer, la responsabilité ».

Le voyageur doit fermer sa porte à clé quand il sort et remettre la clé au bureau de l'hôtel ou au tableau à ce destiné. De même il doit s'enfermer à clé pendant la nuit dans sa chambre. S'il néglige ces mesures de précautions, la responsabilité de l'hôtelier est atténuée par sa faute.

Le 2 avril 1844, la cour impériale de Paris juge « que le sieur Halimbourg (voyageur) pouvait d'autant moins invoquer cet article (1952), qu'il lui avait été fait remise des clés de la chambre qui lui avait été destinée pendant

son séjour à Reims, ce qui l'avait mis dans le cas d'empêcher la soustraction des objets par lui réclamés. »

« Attendu que Leroux, en ne retirant pas la clé de la porte de sa chambre, a commis une grave imprudence. » (Cour d'appel de Rouen, 4 février 1817).

Tribunal civil de la Seine, 30 juin 1880 : « Attendu qu'il résulte des termes mêmes de la plainte, déposée à la suite du vol entre les mains du commissaire de police du quartier, que le vol a eu lieu la nuit dans la chambre occupée par le voyageur, alors que ce dernier avait négligé d'enlever la clé, qui est restée extérieurement à la porte, et facilité ainsi l'introduction de l'auteur du vol ; — attendu que ce fait, qui paraît être habituel à Ainslie (voyageur), constitue de sa part une imprudence. »

La Cour d'Aix, le 26 octobre 1899, considère « que la responsabilité de ce dernier (hôtelier) ne disparaît ou ne s'atténue que s'il est en mesure de reprocher au voyageur une imprudence ou une négligence qui ont déjoué toute surveillance ou l'ont rendue plus difficile et moins efficace...; que le fait par la dame Hamoir d'avoir laissé sa clé sur la serrure de sa chambre, lorsqu'elle est descendue au restaurant, au lieu de la déposer à l'endroit à ce destiné, ne suffit pas à la faire entièrement disparaître; que sans doute, en agissant ainsi, elle a commis un acte de négligence...; considérant toutefois que, pour atténuée qu'elle puisse être, l'imprudence dont il s'agit, n'en subsiste pas moins et qu'elle doit avoir pour conséquence d'affaiblir dans une certaine mesure, qu'il appartient à la Cour d'arbitrer, la responsabilité des propriétaires de l'hôtel ».

De même, le 30 janvier 1906, le juge de paix de Bordeaux considère comme une faute du voyageur le fait de n'avoir pas retiré la clé de sa chambre.

En ce qui concerne la fermeture à clé pendant la journée, quand le voyageur sort, il y a lieu de considérer si le service de la chambre était fait ou non. Ainsi un arrêt du 22 avril 1893, de la Cour de Paris, a considéré comme faute de laisser la clé sur la porte à une heure où le service était fait. Au contraire, si le service de la

chambre n'est pas fait et que le domestique fasse le ménage des chambres voisines, ou se trouve dans le couloir, il n'y a pas imprudence de la part du voyageur à laisser la clé à la disposition du garçon. C'est ce qui résulte d'un jugement du tribunal civil de Lyon du 31 mai 1882 : « Attendu que le jugement dont cet appel a fondé le partage de la perte, sur la faute qu'aurait commise de Verdelon en laissant, au moment où il s'éloignait, la clé de sa chambre à la porte ; mais qu'il est établi aux débats que la chambre n'était pas faite, que le garçon de l'étage était dans le corridor et enfin que de Verdelon l'avait averti ; qu'il est d'ailleurs d'un usage constant que les voyageurs abandonnent ainsi leur clé au garçon qui doit faire leur chambre et sur qui reposent la surveillance et la responsabilité du maître de la maison. »

Non seulement le voyageur doit fermer sa porte à clé, mais s'il y a dans sa chambre un meuble fermant à clé, il doit y enfermer ses objets de valeur, faute de quoi il y aura imprudence de sa part.

Un voyageur est en faute de ne pas s'être servi d'une armoire dont on lui avait remis la clé (Paris, 2 avril 1811).

La Cour de Rouen, le 4 février 1847, déclare « que Leroux, en laissant exposés sur la cheminée de cette chambre sa montre en or, etc..., quand il se trouvait dans la chambre des meubles fermant à clé, où il pouvait placer ces objets précieux, a commis une grave négligence. »

Des décisions pareilles sur des cas analogues furent rendues par la Cour de Paris, le 10 avril 1843, et par le juge de paix de Bordeaux, le 30 janvier 1906.

Au contraire, dans l'affaire de la Cour d'Aix, du 26 octobre 1899, l'imprudence de la voyageuse, qui avait laissé sa clé sur sa porte, fut déclarée moins grave, parce qu'elle avait enfermé à clé les objets volés dans une armoire de la chambre.

Avant 1889, on considérait comme une imprudence le fait de conserver dans sa chambre, sans déclaration, des valeurs trop considérables. (Tribunal de la Seine, 19 décembre 1882.)

De même, il y a faute à enfermer des valeurs dans un simple carton à chapeau, posé dans une antichambre. (Tribunal de la Seine, 25 juillet 1838.)

Il y a de même imprudence pour un commis-voyageur à laisser des caisses précieuses dans une remise ouverte d'un hôtel, au lieu de les faire monter dans sa chambre ou de les faire mettre dans une pièce fermée, et la responsabilité de l'hôtelier se trouve atténuée. (Tribunal de commerce de Nantes, 10 juillet 1886).

Toutefois ni la faute ni l'imprudence du voyageur ne peuvent atténuer et faire cesser partiellement la responsabilité de l'hôtelier dans un cas : lorsque le vol ou le dommage a été causé par un domestique de l'hôtelier ; car il s'agit non plus seulement de la responsabilité spéciale et exceptionnelle de l'article 1953, mais de la responsabilité de droit commun de l'article 1384 : les maîtres sont responsables du dommage causé par leurs domestiques.

Un arrêt de la Cour de Douai du 19 août 1842 avait déclaré un hôtelier non responsable, pour imprudence du voyageur, bien que le vol ait été commis par un domestique de l'hôtel. Un arrêt de la Cour de cassation a cassé cette décision en se fondant sur les termes absolus de l'article 1384.

CHAPITRE VII

Faits qui mettent en mouvement la responsabilité de l'hôtelier.

Cette responsabilité, dont on vient d'étudier toutes les conditions nécessaires d'exercice, sommeille en quelque sorte dans le cas normal du voyageur hébergé dans un hôtel ; la vie économique de l'hôtel restant normale, la responsabilité de l'hôtelier n'a pas lieu de s'exercer.

Pour que la responsabilité de l'hôtelier se réveille en quelque sorte, se mette en mouvement et produise alors

des effets juridiques, il faut l'événement de certains faits matériels, faits accomplis sur les objets soumis à la responsabilité et qui en détruisent la sécurité ou l'intégrité.

Il conviendra donc d'examiner d'abord quels sont ces faits, puis de rechercher par quelles personnes ils doivent être accomplis pour pouvoir mettre en mouvement cette responsabilité.

Section 1. — Quels sont les faits qui mettent en mouvement la responsabilité de l'hôtelier ?

L'article 1953 du Code civil dit : « Ils sont responsables du vol ou du dommage des effets du voyageur. » Voici donc indiqués par la loi les deux faits :

1^o VOL.

Le vol est la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui (art. 379 du Code pénal). Donc, si un effet, un bagage du voyageur vient à lui être soustrait, il y a vol et la responsabilité de l'hôtelier est engagée.

Pour le vol avec effraction, il en a été parlé à propos de la force majeure (voir page 230).

2^o DOMMAGE.

A. *Dégât matériel.* — Le dommage consiste en un dégât matériel causé à l'un des bagages, des effets du voyageur : un vêtement déchiré, taché; objets de toilette, flacons cassés; malle ou valise brisée, etc...

B. *Blessures des animaux.* — Les animaux des voyageurs placés dans les écuries peuvent être blessés : il y a là un dommage, absolument analogue à un dégât matériel arrivé à un objet inanimé; l'hôtelier en est responsable, et pratiquement c'est le cas le plus fréquent du dommage causé.

Un nombre considérable d'arrêts et de jugements ont statué ainsi sur des blessures d'animaux et de chevaux surtout, dans des écuries d'hôtel.

Ainsi la Cour de Riom a déclaré, le 31 mars 1906, que

l'hôtelier devait indemniser le voyageur dont le cheval était mort des suites d'une blessure reçue dans l'écurie de l'hôtel.

La Cour de Chambéry a jugé également, le 3 juin 1906, que l'hôtelier peut être poursuivi par un voyageur en réparation du dommage causé à son cheval blessé dans l'hôtel.

C. Incendie. — L'incendie rentre dans le dommage causé : un incendie détruit tout ou partie des bagages du voyageur, anéantit entièrement un effet ou l'endommage légèrement, il y a toujours dommage causé. L'hôtelier devrait donc en être toujours responsable en vertu de l'article 1953. Mais le code a inséré l'article 1954, sur la force majeure. Il faut donc établir une distinction entre l'incendie venu du dehors, communiqué par l'incendie d'un immeuble voisin, et l'incendie causé ou occasionné par la faute ou l'imprudence de l'hôtelier ou de ses employés. L'incendie venu du dehors constitue un cas de force majeure et l'hôtelier n'est pas responsable en vertu de l'article 1954. Il est au contraire responsable dans l'autre cas.

Le 8 avril 1845, la Cour de Colmar déclare à propos d'un cas d'incendie, « qu'en effet, la responsabilité de l'aubergiste s'étend d'une manière générale, sans distinction, à toute espèce de soustractions ou de dommages dont peuvent devenir l'objet, les effets ou marchandises apportées par le voyageur dans l'hôtel ».

L'arrêt du 17 janvier 1850, porte, Cour de Paris, « Considérant que dans l'expression générale de dommage rentre évidemment le cas particulier d'incendie; — que de l'ensemble de ces dispositions il résulte » que l'hôtelier ne sera déchargé de la responsabilité que dans le cas de force majeure.

Le tribunal civil de la Seine, le 22 avril 1896, déclare que « il n'est pas douteux que la responsabilité de l'aubergiste s'applique au cas d'incendie, comme au cas de dommage ou de vol. »

On voit quelle responsabilité énorme peut peser sur l'hôtelier en cas de l'incendie total de son hôtel : des

hôteliers ont souvent été ruinés en pareil cas. Aussi tout hôtelier prudent se fait-il assurer contre l'incendie et notamment fait-il assurer à forfait l'ensemble des effets des voyageurs qu'il peut loger.

Toutefois il n'y a là qu'une mesure de prudence et non une obligation. C'est ce qu'a décidé le tribunal civil de Lyon, le 19 décembre 1882 : « Qu'on ne saurait, en effet, faire une obligation à un aubergiste d'assurer les chevaux qui lui sont confiés par ses clients ; — que ces derniers ne pourraient relever de ce chef un grief contre lui que s'ils lui avaient confié leurs chevaux sous la condition expresse qu'ils seraient assurés. »

Qu'il s'agisse du vol ou du dommage, l'hôtelier est responsable et doit la réparation non seulement de la diminution de valeur, que le vol ou le dommage a causée au patrimoine du voyageur, mais encore une indemnité pour le préjudice que ce vol ou ce dommage lui a causé : interruption de son voyage, retard dans son départ, démarches diverses, etc...

Le 3 décembre 1890, le Tribunal de Commerce de la Seine a rendu une décision en ce sens : « Attendu qu'il est constant en fait que le paiement à Campuzano (voyageur) des objets volés ne suffira point à réparer le préjudice qu'il a subi ensuite du vol accompli dans les circonstances ci-dessus rappelées ; que les frais, les retards et les peines qui ont été la conséquence directe pour Campuzano dudit vol comportent une indemnité de 500 francs, et qu'il y a lieu d'accueillir la demande en dommages-intérêts à concurrence de cette somme. »

Section 2. — Par quelles personnes doivent être accomplis les faits qui mettent en mouvement la responsabilité de l'hôtelier ?

§ 1. — PAR L'HÔTELIER.

Lorsque ces faits, vol ou dommage, sont accomplis par l'hôtelier lui-même, il va de soi que sa responsabilité est engagé

De plus le Code pénal édicte une répression plus sévère en cas de vol par un aubergiste :

Article 386. — « Sera puni de la peine de la réclusion, tout individu coupable de vol commis dans l'un des cas ci-après :

« 4° Si le vol a été commis par un aubergiste, un hôtelier, un voiturier, un batelier ou un de leurs préposés, lorsqu'ils auront volé tout ou en partie des choses qui leur étaient confiées à ce titre. »

Quant à la responsabilité de l'hôtelier qui a volé ou causé un dommage sur les effets des voyageurs, elle s'établit d'après les règles de droit commun des articles 1382 et 1383 :

« 1382. — 'Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. »

« 1383. — Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. »

L'hôtelier est donc responsable de sa faute. Mais dans les fautes, il faut distinguer entre la faute lourde et la faute légère. Or les textes du Code rendent l'hôtelier responsable non seulement de sa faute lourde mais encore de sa faute légère.

Dans les fautes légères il faut aussi distinguer entre la faute légère *in concreto*, celle qu'on ne commettrait pas dans l'administration de ses propres affaires, et la faute légère *in abstracto* (encore plus légère), celle que ne commettrait pas un bon administrateur, un bon père de famille.

Le dépositaire volontaire n'est tenu que de la faute légère *in concreto* : « Article 1927 : Le dépositaire doit apporter, dans la garde de la chose déposée, les mêmes soins qu'il apporte dans la garde des choses qui lui appartiennent. » Or, l'article 1952 assimile le dépôt dans un hôtel au dépôt nécessaire, et l'article 1951 rend applicable au dépôt nécessaire les règles du dépôt volontaire. Il semblerait donc que l'hôtelier ne soit tenu que de sa faute légère *in concreto*.

Mais il n'en est rien, la tradition et les textes du Code le rendent responsable de sa faute légère *in abstracto*.

En effet, en ouvrant son hôtel aux voyageurs, il s'est offert lui-même pour les loger et recevoir leurs dépôts d'effets; de plus, il ne s'agit pas là d'un dépôt entièrement gratuit; si aucun salaire n'est fixé pour le dépôt, il faut considérer cependant que ce salaire est compris dans le prix de « la journée du voyageur et qu'il s'agit d'un dépôt salarié. » Or, l'article 1928 dit : « La disposition de l'article précédent doit être appliquée avec plus de rigueur : 1° si le dépositaire s'est offert lui-même pour recevoir le dépôt; 2° s'il a stipulé un salaire pour la garde du dépôt. » Il y a donc une double raison d'appliquer l'article 1928 au dépôt d'hôtellerie. « Plus de rigueur » que la faute *in concreto*, c'est donc la faute légère *in abstracto* que l'on doit appliquer à l'hôtelier. On ne fait d'ailleurs ainsi que de rentrer dans le droit commun, posé par l'article 1137, et auquel il est dérogé pour le dépositaire volontaire : « 1137. — L'obligation de veiller à la conservation de la chose, soit que la convention n'ait pour objet que l'utilité de l'une des parties, soit qu'elle ait pour objet leur utilité commune, soumet celui qui en est chargé à y apporter tous les soins d'un bon père de famille. »

§ 2. PAR LES EMPLOYÉS ET DOMESTIQUES DE L'HÔTELIER.

Le droit commun considérerait comme un quasi-délit de la part de l'hôtelier, le fait d'employer de mauvais employés ou domestiques, susceptibles de voler ou endommager les effets des voyageurs.

Cette idée est toujours celle qui règle la matière aujourd'hui. L'hôtelier doit apporter tous ses soins dans le recrutement de son personnel. Si l'un de ses domestiques commet un vol ou dommage, l'hôtelier est responsable.

L'article 1953 dit : « Ils sont responsables... soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par les domestiques et préposés de l'hôtellerie. » Ce texte si précis n'est que l'application de l'article 1384 : « Les maîtres et commettants (sont responsables) du dommage

causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. »

Ainsi, que le délit soit commis par l'hôtelier ou par un membre de son personnel, l'hôtelier est toujours responsable, et aucune imprudence du voyageur ne peut l'atténuer : c'est ce qui a été vu plus haut (V. page 236) et ce qu'a décidé l'arrêt de la Cour de cassation du 11 mai 1846 : « Attendu que cette responsabilité (article 1384) est absolue; que le domestique est regardé comme représentant du maître, et que celui-ci n'est même pas admis à prouver qu'il n'a pas pu empêcher le fait qui donne lieu à sa responsabilité. »

Ce sera donc ainsi de tout son personnel que l'hôtelier répondra. Employés et domestiques, sous-directeur, caissier, portier, pisteur, valets de chambre, femmes de chambre, grooms, maîtres d'hôtel, sommelier, chef, cuisiniers, plongeurs, etc.....

Si l'un des services de l'hôtel, les écuries par exemple, sont louées à un entrepreneur qui les exploite en y logeant les chevaux des voyageurs descendus à l'hôtel, cet entrepreneur doit être considéré comme un préposé de l'hôtelier. Le voyageur pourra donc, s'il a cheval blessé, recourir directement à la responsabilité de l'hôtelier lui-même. (Caen, 19 mai 1890.) — Il en serait de même, si l'hôtelier affermait à un entrepreneur un autre service de l'hôtel, le service des cuisines et de la table d'hôte et restaurant, comme le cas est assez fréquent.

§ 3. — PAR LES VOYAGEURS DE L'HÔTEL.

Quand le vol ou le dommage commis sur les effets d'un voyageur ont pour auteur un autre voyageur de l'hôtel, l'hôtelier en est responsable. L'hôtelier répond du fait de tous les voyageurs qu'il loge. Cette règle peut sembler dure, puisque l'hôtelier admet généralement chez lui des gens qu'il ne connaissait pas avant et qu'il n'a que quelques secondes pour les examiner avant de les admettre chez lui. Il est indispensable cependant pour la sécurité des effets qu'il en soit ainsi : si l'hôtelier, à la première

vue du voyageur qui se présente, a des doutes sur son honorabilité et son honnêteté, il n'a qu'à le refuser, car aucune loi, aucun règlement n'oblige l'hôtelier à recevoir quelqu'un contre son gré.

L'article 1953 dit : « Ils sont responsables... soit que le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé par... ou par des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie. » Cette expression *étrangers* comprend évidemment les voyageurs logés dans l'hôtel. C'est à l'hôtelier à prendre dans son hôtel des mesures de précautions pour empêcher que les voyageurs se volent mutuellement. On a vu plus haut que le voyageur est tenu de tenir sa porte fermée à clé pendant la nuit quand il dort, et à toute heure quand il s'absente. L'hôtelier doit donc veiller à ce que toutes les serrures soient en bon état et toutes dissemblables ; à ce que les portes de communication séparant deux chambres soient munies de solides verrous et d'une clé qui reste en sa possession ; à ce qu'aussi les balcons communs soient munis de séparations suffisantes ; à ce que lui-même et ses employés fassent de fréquentes rondes de jour et de nuit dans les couloirs. L'hôtelier qui observera ces mesures de précaution, n'aura jamais de vols à redouter d'un voyageur. S'il est imprudent, il sera responsable du délit commis.

Un jugement du Tribunal de la Seine du 16 février 1905 a décidé que « lorsqu'un voyageur de passage dans un hôtel a été victime du vol de ses effets commis la nuit pendant son sommeil par le voyageur qui occupait la chambre voisine et qui s'est introduit dans la sienne par une porte séparant les deux chambres, l'hôtelier est responsable du préjudice qui lui a été ainsi causé, aux termes des articles 1952 et suivants du Code civil ; l'hôtelier ne saurait prétendre, pour se soustraire à cette responsabilité, qu'il ne peut exercer sa surveillance lorsque les voyageurs se trouvent dans leur chambre ; alors surtout qu'il s'agit, comme dans l'espèce, non d'une porte donnant sur le corridor, mais d'une porte séparant les chambres, et souvent dissimulée derrière un meuble ; ces précautions sont du domaine exclusif de l'hôtelier, à

qui il appartient de faire le nécessaire, soit en mettant des verrous de sûreté, soit en procédant à des vérifications pour assurer le repos et la tranquillité des voyageurs. »

Un hôtelier a été jugé responsable des dégâts causés par un incendie allumé par des rouliers habitant l'hôtel qui se trouvaient dans une écurie. Cour de Paris, 17 janvier 1850 : « Considérant que l'enquête à laquelle il a été procédé établit : 1° que l'incendie qui a dévoré le chariot chargé de marchandises et les six chevaux avec leurs harnais, appartenant à la veuve Bonnet Vernèze, commissionnaire de roulage, a éclaté vers neuf heures et demie du soir dans l'une des écuries de l'auberge de Lancelot; 2° que le feu a été vu d'abord dans la litière des chevaux, et que Lancelot lui-même a dit être certain que le feu avait pris à cette litière; 3° que, selon toute vraisemblance, ce feu a été causé par le fait d'un ou plusieurs rouliers réunis dans cette écurie au nombre de cinq; qu'en effet, après que Lancelot avait fermé les portes de l'écurie, deux d'entre eux avaient envoyé le domestique de Lancelot leur acheter deux pipes, et qu'ils avaient fumé; que, d'après sa propre déclaration, il a soupçonné un de ces rouliers d'être allé voir ses chevaux dans l'écurie en fumant sa pipe, et d'avoir laissé tomber du feu de sa pipe, ou sa pipe elle-même, sur la paille servant de litière aux chevaux; que ces rouliers sont nécessairement compris dans la qualification « d'étrangers allant et venant dans l'hôtellerie », du fait desquels l'aubergiste est déclaré responsable par l'article 1953. »

§ 4. — PAR LE DOMESTIQUE D'UN VOYAGEUR.

Un voyageur descend dans un hôtel avec son propre domestique; ce domestique commet un vol ou un dommage sur un effet d'un voyageur, l'hôtelier en est-il responsable? Il faut considérer deux cas : le domestique a volé son propre maître, ou il a volé un autre voyageur quelconque.

1° *Le domestique d'un voyageur a volé un autre voyageur.* — Dans ce cas, il faut considérer le domestique

comme un voyageur ordinaire : l'hôtelier est donc responsable de son fait, mais il aura un recours contre le maître de ce domestique; en effet, d'après l'article 1384, « les maîtres (sont responsables) du dommage causé par leurs domestiques », et cela est juste que ce soit le maître qui supporte finalement la conséquence du vol, car c'est lui qui a choisi le domestique, c'est lui qui en a en quelque sorte imposé la présence à l'hôtelier. Toutefois, pour que l'hôtelier puisse ainsi recourir contre le maître, il faut qu'il puisse prouver que c'est le domestique l'auteur du vol ou du dommage; si cette preuve ne peut être faite, c'est l'hôtelier qui supportera le risque définitivement.

2^e *Le domestique d'un voyageur a volé ce voyageur, son maître.* — Si l'on applique ici la règle précédente, voici ce qui se produira : le voyageur-maître volé actionne l'hôtelier en responsabilité et le fait condamner; puis celui-ci intente son recours contre le maître du domestique en vertu de l'article 1384; ces deux actions réciproques ayant le même objet se balancent, se compensent en somme, elles sont donc inutiles, et il vaut mieux dire que si un voyageur est volé par son propre domestique, il ne peut actionner l'hôtelier en responsabilité; ou, en d'autres termes, l'hôtelier, en ce cas, n'est pas responsable du fait de ce domestique.

§ 5. — PAR DES PERSONNES CIRCULANT DANS L'HÔTEL.

Il s'agit ici non plus des voyageurs habitant l'hôtel, mais de toute personne qui circule dans les salles et couloirs de l'hôtel, visite pour les voyageurs, fournisseurs des voyageurs ou de l'hôtelier, blanchisseurs, coiffeurs, couturières, tailleurs, etc.

L'hôtelier est responsable du fait de toutes ces personnes : elles sont comprises dans l'expression de l'article 1963, « étrangers allant et venant dans l'hôtellerie ».

L'hôtelier n'est pas obligé de laisser ces personnes monter dans les chambres; s'il ne les connaît pas personnellement et qu'il agisse prudemment, il les recevra dans le vestibule ou le salon et fera descendre les voya-

geurs pour leur parler ; s'il ne prend pas ces mesures de précaution, il est juste qu'il soit responsable du vol ou du dommage commis par ces visites ou ces fournisseurs.

§ 6. — PAR LES ANIMAUX DES VOYAGEURS.

L'hôtelier est responsable encore du fait des animaux des voyageurs. Le cas du vol par un animal est rare et peu important. Un chien, un chat, un singe appartenant à un voyageur peut dérober un objet à un autre voyageur ; mais la chose n'aura généralement que peu de gravité, car il ne s'agira guère que d'une friandise sans valeur.

Au contraire le dommage causé par un animal appartenant à un voyageur est un cas très fréquent et pouvant entraîner des indemnités importantes ; il s'agit presque toujours des chevaux placés ensemble dans l'écurie d'un hôtel : un de ces chevaux, appartenant à un voyageur, blesse d'un coup de pied le cheval voisin, appartenant à un autre voyageur.

L'hôtelier est-il responsable envers ce dernier de la blessure reçue par son cheval ? La question a été très agitée en ces dernières années par plusieurs Cours d'appel.

Dans tous ces arrêts on part de l'idée contenue dans l'article 1385 du Code civil : « Le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé... » Et l'on recherche si on peut comprendre dans l'expression, *celui qui s'en sert*, l'hôtelier qui garde dans son écurie le cheval d'un voyageur. La question est controversée.

Certaines Cours d'appel se sont prononcées pour l'affirmative et considèrent que l'hôtelier est *celui qui s'en sert*. Ce mot *servir* ne signifie pas seulement faire travailler l'animal, mais encore en tirer un profit : or l'hôtelier en tire un profit soit direct s'il perçoit un droit d'écurie, soit indirect si son écurie est gratuite et qu'il élève le prix du voyageur ou qu'il le fasse comme réclame.

Donc l'hôtelier est *celui qui s'en sert*, il est responsable de la blessure à l'exclusion du propriétaire de l'animal fautif. — Montpellier, 2 février 1899; — Agen, 13 mars 1902; — Poitiers, 7 décembre 1903; — Riom, 31 mars 1906.

D'autres Cours d'appel ont été d'un avis contraire : l'hôtelier n'est pas *celui qui s'en sert*; il a la garde de l'animal, il n'en a pas l'usage; il l'abrite dans son écurie pour le faire reposer et ne pourrait s'en servir pour faire ses propres courses. L'hôtelier a la garde, le propriétaire de l'animal en conserve l'usage : ce propriétaire est donc seul responsable; la responsabilité de l'hôtelier ne joue pas. — Orléans, 10 décembre 1896; — Alger, 18 janvier 1899; — Bourges, 19 novembre 1900; — Douai, 31 mars 1903.

Mais ces deux opinions, ces deux jurisprudences avaient le tort commun de ne vouloir chercher la responsabilité de l'hôtelier que dans l'article 1385.

Déjà, en pareil cas, le Tribunal civil de Lyon, le 23 décembre 1865, avait fondé la responsabilité de l'hôtelier sur les articles 1952 et suivants du Code civil. Tout récemment, la Cour de Chambéry a repris cette idée dans son arrêt du 5 juin 1906. L'hôtelier est responsable du dommage causé par le voyageur, soit par lui-même, soit par son domestique (dont ce voyageur est responsable en vertu de l'article 1384, § 3), soit par son animal (dont ce voyageur est responsable en vertu de l'article 1385); l'hôtelier est donc responsable envers le voyageur propriétaire du cheval blessé, en vertu de l'article 1953. D'autre part, l'hôtelier n'ayant que la garde et non l'usage du cheval auteur de l'accident, le propriétaire de ce cheval demeure responsable de l'accident (article 1385). De la sorte, le voyageur dont le cheval est blessé peut agir à son choix, soit contre le propriétaire du cheval auteur de l'accident, s'il peut prouver d'où vient l'accident (1385), soit dans tous les cas, sauf la force majeure, contre l'hôtelier (1953).

D'après cette opinion, qui semble la meilleure, l'hôtelier sera responsable du dommage causé par l'animal d'un voyageur, comme il l'est du dommage causé par le

voyageur, par le domestique du voyageur, par une personne quelconque allant et venant dans l'hôtellerie.

CHAPITRE VIII

Preuves.

Lorsqu'un voyageur, descendu dans un hôtel, y a été victime d'un vol ou d'un dommage causé à ses effets, l'hôtelier peut le rembourser et l'affaire se traite à l'amiable. Dans le cas contraire, le voyageur cite en justice l'hôtelier et un procès s'engage : pour obtenir justice, il faut que le voyageur apporte à l'appui de ses affirmations certaines preuves qui sont en quelque sorte des poids mis dans la balance de la justice pour la faire pencher de son côté.

Il y aura ici deux preuves à fournir pour qu'un hôtelier puisse être condamné :

1° La preuve que les effets du voyageur ont été apportés dans l'hôtel, qu'ils y ont disparu (ou y ont été détériorés), ainsi que la preuve de la valeur de ces effets;

2° La preuve que cette disparition (ou cette détérioration) est le fait de l'hôtelier et que, par suite, il en est responsable.

§ 1. — Preuve que les effets du voyageur ont été apportés dans l'hôtel, qu'ils y ont disparu (ou y ont été détériorés) ainsi que la preuve de la valeur de ces effets.

Qu'il s'agisse de prouver l'apport, la quantité, la valeur, il y a ici une grosse exception au droit commun.

Ce droit commun est indiqué par l'article 1341 du Code civil, ainsi conçu : « Il doit être passé acte devant notaires ou sous signature privée de toutes choses excédant la somme ou valeur de cent cinquante francs, même pour dépôts volontaires. »

L'article 1923 (titre du dépôt) répète : « Le dépôt volontaire doit être prouvé par écrit. La preuve testimoniale n'y est point reçue pour valeur excédant cent cinquante francs. »

Mais quand il s'agit du dépôt nécessaire, il n'en est plus de même; l'article 1950 dit : « La preuve par témoins peut être reçue pour le dépôt nécessaire, même quand il s'agit d'une valeur au-dessus de cent cinquante. »

Or l'article 1952 assimile le *dépôt d'hôtellerie* au dépôt nécessaire; il n'y a donc aucune limite à la preuve par témoins en matière de dépôt d'hôtellerie. On comprend aisément que pour le vrai dépôt nécessaire on n'ait ni les matériaux ni le temps pour rédiger un écrit; au contraire, à l'arrivée du voyageur à l'hôtel, les matériaux pour écrire ne manquent pas dans le bureau de l'hôtel, et on pourrait fort bien prendre les quelques secondes nécessaires. Aussi ne faut-il pas voir dans l'exception du dépôt d'hôtellerie une nécessité impérieuse, mais une simple survivance d'anciens usages.

Cette exception est encore affirmée par l'article 1348 du Code civil qui, parlant des règles générales de l'article 1341, dit : « Elles reçoivent encore exception toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui. Cette seconde exception s'applique : 2° aux dépôts nécessaires faits en cas d'incendie, ruine, tumulte ou naufrage, et à ceux faits par les voyageurs en logeant dans une hôtellerie, le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait. »

Il résulte de cette dernière phrase que si la preuve par témoins est admise, les abus qui en pourraient être faits (faux témoins, connivence avec des voleurs, etc.), seraient réduits au minimum par un pouvoir discrétionnaire donné au magistrat de statuer *suivant la qualité des personnes et les circonstances du fait*. Le Tribunal entend les témoins, mais s'ils lui paraissent de mauvaise foi, il peut statuer contrairement à leurs dépositions.

Un arrêt du 7 mai 1838, Paris, a jugé que le voyageur volé d'une somme d'argent n'était pas tenu d'en prouver

exactement le montant, une évaluation approximative suffisait.

Il faut prouver que le vol a eu lieu dans l'hôtel : la Cour de Paris, le 30 avril 1850, a déclaré un hôtelier non responsable « considérant que rien ne prouve que le vol dont se plaint Goettig ait eu lieu dans l'hôtel ».

Un jugement du tribunal civil de la Seine, du 21 décembre 1879, confirmé par la Cour de Paris, le 14 décembre 1881, dit : « Attendu que le voyageur qui se prétend volé n'a qu'une preuve à faire, c'est qu'il était réellement possesseur des objets dont il se prétend dépouillé; qu'il n'est même pas tenu de prouver exactement le montant des sommes volées; qu'il suffit que, d'après sa condition et les circonstances de la cause, il soit présumé les avoir eus en sa possession au moment du vol, les tribunaux ayant à cet égard un pouvoir d'appréciation souverain. »

Le 30 décembre 1893, le juge de paix de Reims a débouté un voyageur de sa demande en responsabilité : « Attendu que Fèvre (voyageur) reconnaît d'une façon formelle être dans l'impossibilité de prouver que la soustraction, base du litige, a été perpétrée à son préjudice; — que cependant, en la matière qui nous occupe, cette preuve initiale est indispensable; car il serait trop facile à un voyageur ou un locataire de mauvaise foi de profiter des rigueurs de l'article 1952; — attendu que la preuve du vol peut résulter soit de la constatation matérielle, soit de l'enquête à laquelle aurait procédé la justice répressive; que les présomptions ne sauraient évidemment être invoquées qu'en ce qui concerne la nature et la valeur des choses déposées. »

Le 7 novembre 1894, la Cour de Riom adopte un jugement du tribunal civil de Cusset : « Attendu qu'il résulte des dépositions des témoins... que le vol des bijoux a été commis dans l'hôtel; — attendu que dans ces conditions, Dumas (hôtelier) doit être déclaré responsable du vol commis dans son hôtel au préjudice des époux Paturet qui y demeuraient; bien que l'auteur de ce vol n'ait pas été découvert. »

C'est encore en ce sens que s'est prononcée la Cour de Chambéry, le 22 janvier 1903.

Mais généralement en ce qui concerne la nature et la valeur des objets renfermés dans les malles d'un voyageur, aucune preuve par témoin n'est possible, force est alors de croire le voyageur sur son serment.

Un arrêt de Rouen, 13 germinal an 10, condamna un hôtelier sur le serment du voyageur : « Considérant que le tribunal n'ayant, sur la vérité du chargement de 610 francs appartenant à Robinc, et la valeur des effets volés dans le coffre, que sa propre déclaration, qui toute seule serait insuffisante si elle n'était consolidée par le serment *in litem*, et qu'il est de jurisprudence de l'admettre en pareil cas. »

« D'ordinaire, dit M. Troplong, le serment *ad litem* que l'on défère au voyageur est le moyen de preuve admis en pareil cas; mais le juge exige alors une déclaration détaillée et une affirmation assermentée de la sincérité de ce détail. Et encore si le juge estime que l'évaluation donnée par le voyageur est trop forte, il est dans son pouvoir discrétionnaire de la réduire dans de justes limites. »

Il résulte des travaux préparatoires de la loi du 18 avril 1889, que les règles ci-dessus sur les preuves continuent à s'appliquer, comme auparavant, en ce qui concerne les espèces monnayées et les valeurs au porteur. — Bordeaux, 20 mai 1892. — Tribunal de Reims, 14 décembre 1893. — Justice de paix, Sceaux, 25 juin 1897.

§ 2. — Preuve que cette disparition (ou cette détérioration) est le fait de l'hôtelier et que par suite il en est responsable.

Le voyageur n'a pas à faire cette preuve, elle est faite par lui d'avance par la loi : les articles 1952 et 1953 établissent une présomption légale que, s'il y a vol ou dommage, c'est par suite d'une négligence ou d'une imprudence de l'hôtelier, et que par suite il en est responsable.

Cette présomption est-elle une *présomption juris et de*

jure, contre laquelle il n'y a pas de preuve contraire possible? Non, elle est une *présomption juris tantum*, et l'hôtelier peut prouver que le vol ou le dommage ne lui est point imputable.

Ainsi l'hôtelier peut prouver que le vol a été fait avec force armée ou autre force majeure (article 1954).

La Cour d'appel de Paris, le 17 janvier 1850, a jugé « que de l'ensemble de ces dispositions, il résulte que la présomption légale est contre l'aubergiste, et que, pour être déchargé de la responsabilité qui pèse sur lui, c'est à lui de prouver qu'aucun fait d'imprudence ou de négligence ne lui est imputable, et que le dommage est uniquement provenu d'un accident de force majeure ».

La Cour de Bourges, le 17 décembre 1877, considère que, « aux termes des articles 1953 et 1954 du Code civil, l'hôtelier ne pourrait s'exonérer de la responsabilité de cet accident qu'en prouvant qu'il est arrivé par cas fortuit, et qu'aucune vigilance ou précaution de sa part n'aurait pu le prévenir. »

Un arrêt du 14 décembre 1881, Cour de Paris, appliquant toujours les mêmes principes, décide que cette responsabilité de l'hôtelier a lieu, « à moins que l'hôtelier ne prouve que le vol a été commis par des tiers étrangers à l'hôtel, et dans des circonstances de nature à déjouer la surveillance et les mesures de précaution auxquelles il est tenu ».

Le 18 mars 1885, le tribunal de commerce de Villefranche juge encore « que l'article 1929 décide que le dépositaire n'est jamais tenu des accidents fortuits ou de force majeure, mais qu'aux termes de l'article 1302 tout débiteur d'un corps certain est obligé de prouver le cas fortuit ou de force majeure; que le dépositaire étant tenu de rendre ce qu'il a reçu en dépôt est un débiteur dans le sens général de l'article 1302 ».

Vu, le Doyen de la Faculté de Droit,
Ch. LYON-CAEN.

Vu, le Président,
H. BERTHÉLEMY.

Vu, le Président du Conseil
de l'Université de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

1^{re} PARTIE

	Pages.
Introduction historique et économique.	1

2^e PARTIE

La responsabilité des hôteliers en droit romain.

CHAPITRE 1 ^{er} . — <i>Motifs de la responsabilité des hôteliers.</i> . .	27
CHAPITRE II. — <i>L'action prétorienne au simple contre l'hôtelier.</i>	30
§ 1. — Par qui fut créée cette action prétorienne au simple contre l'hôtelier?	30
§ 2. — Qui peut intenter cette action prétorienne au simple contre l'hôtelier?	32
1 ^o Le voyageur.	32
2 ^o L'héritier du voyageur.	32
3 ^o Le voyageur reçu gratuitement.	32
4 ^o L'hôtelier descendu chez un autre hôtelier. . . .	33
§ 3. — Contre qui peut-on intenter cette action prétorienne au simple contre l'hôtelier?	33
1 ^o Contre l'hôtelier.	33
2 ^o Contre l'héritier de l'hôtelier.	33
3 ^o Contre l'hôtelier fils de famille ou esclave. . . .	35
4. — Quelles choses sont garanties par cette action prétorienne au simple contre l'hôtelier?	36
§ 5. — Que doit-il être arrivé à ces bagages pour qu'on puisse intenter cette action prétorienne au simple contre l'hôtelier?	38
1 ^o A l'arrivée du voyageur.	38
A) Convention.	38
B) Simple fait.	39
2 ^o Au départ du voyageur.	42
6. — Quelle est la condamnation dans cette action prétorienne au simple contre l'hôtelier?	45
§ 7. — D'autres actions peuvent-elles coexister avec cette action prétorienne au simple contre l'hôtelier? . .	46

	Pages.
1 ^o Action du dépôt.	46
2 ^o Action du louage.	46
3 ^o Action Furti (du vol).	48
4 ^o Recours de l'hôtelier contre le voleur.	48
§ 8. — L'exercice de cette action prétorienne au simple contre l'hôtelier peut-il être écarté par un pacte entre hôtelier et voyageur?	50
CHAPITRE III. — <i>L'action prétorienne au double contre l'hô- telier.</i>	50
§ 1. — Par qui fut créée cette action prétorienne au double contre l'hôtelier?	50
§ 2. — Qui peut intenter cette action prétorienne au double contre l'hôtelier?	51
1 ^o Le voyageur.	51
2 ^o L'héritier du voyageur.	51
3 ^o Le voyageur reçu gratuitement.	51
4 ^o Le voyageur au pair.	52
5 ^o Pas l'employé de l'hôtelier.	52
§ 3. — Contre qui peut-on intenter cette action préto- rienne au double contre l'hôtelier?	53
1 ^o Contre l'hôtelier.	53
2 ^o Contre plusieurs hôteliers gérant ensemble une même hôtellerie.	53
3 ^o Contre l'héritier de l'hôtelier.	54
4 ^o Contre le père ou le maître d'un hôtelier fils de famille ou esclave.	55
§ 4. — Quelles choses sont garanties par cette action prétorienne au double contre l'hôtelier?	57
§ 5. — Que doit-il être arrivé à ces bagages pour qu'on puisse intenter cette action prétorienne au double contre l'hôtelier?	57
1 ^o A l'arrivée du voyageur.	57
2 ^o Au départ du voyageur.	57
3 ^o Troisième circonstance.	57
4 ^o Dans l'hôtellerie.	65
§ 6. — Quelle est la condamnation, dans cette action prétorienne au double contre l'hôtelier?	66
§ 7. — D'autres actions peuvent-elles exister avec cette action prétorienne au double contre l'hôtelier?	67
1 ^o Action furtæ ou damni injuriâ dati.	67
2 ^o Action prétorienne au simple.	70
1) Le voyageur a intenté d'abord l'action prétorienne au simple.	70

	Pages.
2) Le voyageur a intenté d'abord l'action prétorienne au double.	70
§ 8. — L'exercice de cette action prétorienne au double contre l'hôtelier peut-il être écarté par un pacte entre hôtelier et voyageur?	71
CHAPITRE IV. — <i>Immutabilité du système romain.</i>	72

3^e PARTIE

La responsabilité des hôteliers dans l'ancien droit français.

CHAPITRE I. — <i>Motifs de la responsabilité des hôteliers.</i> . . .	74
CHAPITRE II. — <i>Personnes responsables.</i>	77
§ 1. — L'hôtelier.	77
§ 2. — La femme de l'hôtelier.	78
§ 3. — L'hôtelier fils mineur ou serf.	79
CHAPITRE III. — <i>Personnes qui peuvent invoquer la responsabilité de l'hôtelier.</i>	81
1 ^o Le voyageur descendu dans l'hôtellerie.	81
2 ^o La personne qui fait un dépôt dans l'hôtellerie.	81
3 ^o Le voyageur reçu gratuitement.	81
CHAPITRE IV. — <i>Objets dont l'hôtelier est responsable.</i> . . .	82
§ 1. — Effets et bagages.	82
§ 2. — Espèces monnayées.	83
§ 3. — Objets précieux, bijoux.	84
§ 4. — Animaux.	85
CHAPITRE V. — <i>Lieux sur lesquels s'étend la responsabilité de l'hôtelier.</i>	87
CHAPITRE VI. — <i>Durée de la responsabilité de l'hôtelier.</i> . .	93
Section 1. — Quand commence la responsabilité de l'hôtelier?	93
Section 2. — Quand cesse la responsabilité de l'hôtelier?	101
CHAPITRE VII. — <i>Faits qui mettent en mouvement la responsabilité de l'hôtelier.</i>	104
Section 1. — Quels sont les faits qui mettent en mouvement la responsabilité de l'hôtelier?	104
1 ^o Vol.	104
2 ^o Dommage.	105
Section 2. — Par quelles personnes doivent être accomplis ces faits qui mettent en mouvement la responsabilité de l'hôtelier?	106

	Pages.
1 ^o Hôtelier.	106
2 ^o Employés et domestiques de l'hôtelier.	107
3 ^o Autres voyageurs de l'hôtellerie.	108
4 ^o Domestiques du voyageur.	113
5 ^o Voleurs et brigands.	113
CHAPITRE VIII. — <i>Preuves.</i>	116
§ 1. — Preuve que les effets ont été apportés dans l'hôtellerie et qu'ils y ont disparu (ou y ont été détériorés) ainsi que celle de leur valeur.	117
1 ^o Preuve par témoin.	118
2 ^o Preuve par serment.	120
3 ^o Commencement de preuve par écrit.	122
§ 2. — Preuve que la disparition (ou la détérioration) des effets du voyageur est le fait de l'hôtelier et qu'il en est responsable.	124

4^e PARTIE

La responsabilité des hôteliers dans le droit de la Révolution et du Consulat.

CHAPITRE I ^{er} . — <i>La responsabilité des hôteliers pendant la Révolution.</i>	129
§ 1. — Premier projet de Code civil de Cambacérès. — 8 août 1793.	131
§ 2. — Deuxième projet de Code civil de Cambacérès. — 8 fructidor an 2.	132
§ 3. — Troisième projet de Code civil de Cambacérès. — 16 prairial an 4.	132
CHAPITRE II. — <i>La responsabilité des hôteliers lors de la confection du Code civil.</i>	133
§ 1. — Projet de l'an 8.	133
§ 2. — Observations du Tribunal de cassation.	134
§ 3. — Observations des Tribunaux d'appel.	135
1 ^o Orléans.	135
2 ^o Paris.	136
3 ^o Rennes.	137
4 ^o Rouen.	138
5 ^o Toulouse.	138
§ 4. — Organisation législative.	139
§ 5. — Discussion du Conseil d'Etat.	139
§ 6. — Communication officieuse au Tribunat.	141

	Pages
§ 7. — Rédaction définitive du Conseil d'Etat.	142
§ 8. — Présentation au Corps législatif.	143
§ 9. — Communication officielle au Tribunal.	145
§ 10. — Discussion du Corps législatif.	145
§ 11. — Vote et promulgation.	147

5^e PARTIE

La responsabilité des hôteliers dans le droit français actuel.

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Motifs de la responsabilité des hôteliers.</i>	149
CHAPITRE II. — <i>Personnes responsables.</i>	153
§ 1. — Hôtelier.	153
1 ^o Hôteliers et aubergistes.	153
2 ^o Loueurs en garni et logeurs en garni.	154
§ 2. — Femme de l'hôtelier.	156
§ 3. — Personnes assimilables aux hôteliers.	158
1 ^o Propriétaire louant exceptionnellement en garni.	158
2 ^o Tenanciers de restaurants, cafés, cabarets.	158
3 ^o Directeurs de théâtres.	159
4 ^o Maîtres d'établissements de bains.	159
5 ^o Propriétaires de lavoirs.	159
6 ^o « Compagnie internationale des Wagons-lits et des grands express européens ».	159
7 ^o Propriétaires de villas.	160
8 ^o Maîtres de pensions.	160
9 ^o Patron industriel.	160
10 ^o Association générale des Étudiants de Paris.	160
CHAPITRE III. — <i>Personnes qui peuvent invoquer la respon- sabilité des hôteliers.</i>	161
§ 1. — Le voyageur.	161
§ 2. — Le pensionnaire en séjour prolongé.	162
§ 3. — La personne qui ne loge pas dans l'hôtel,	163
CHAPITRE IV. — <i>Objets dont l'hôtelier est responsable.</i>	166
Section 1. — Effets et bagages.	166
Section 2. — Espèces monnayées et valeurs au porteur.	169
§ 1. — Avant la loi du 18 avril 1889.	170
1 ^o Déclaration par le voyageur.	170
2 ^o Pas de déclaration par le voyageur.	172
§ 2. — Confection de la loi du 18 avril 1889.	175
1 ^o Proposition de loi de MM. Lisbonne et Gati- neau. 1880.	175

	Page
2 ^o Rapport de M. Bizarelli sur la proposition de loi de MM. Lisbonne et Gatineau.	176
3 ^o Proposition de loi de MM. Monis, Bizarelli, Passy et Faure, 1887.	179
4 ^o Rapport de M. de la Batie sur la proposition de loi de MM. Monis, etc.	180
5 ^o Discussion à la Chambre des députés.	189
6 ^o Rapport de M. Bérenger sur la proposition de loi adoptée par la Chambre.	190
7 ^o Discussion au Sénat.	195
8 ^o Promulgation.	195
§ 3. — Depuis la loi du 18 avril 1889.	195
Section 3. — Objets précieux, bijoux, etc.	198
§ 1. — Principes rigoureux du Code civil.	198
§ 2. — Jurisprudence ancienne.	199
§ 3. — Jurisprudence nouvelle.	199
§ 4. — Réforme législative.	201
1 ^o Proposition de loi.	202
2 ^o Rapports à la Chambre des députés.	204
3 ^o Discussion à la Chambre des députés.	209
4 ^o Transmission au Sénat.	209
Section 4. — Animaux.	209
CHAPITRE V. — <i>Lieux sur lesquels s'étend la responsabilité de l'hôtelier.</i>	212
§ 1. — Hôtel et dépendances.	212
§ 2. — En dehors de l'hôtel; voie publique.	214
CHAPITRE VI. — <i>Durée de la responsabilité de l'hôtelier.</i>	218
Section 1. — Quand commence la responsabilité de l'hôtelier?	218
§ 1. — A quel moment commence la responsabilité de l'hôtelier?	218
§ 2. — Peut-on empêcher la responsabilité de l'hôtelier de commencer?	222
1 ^o Convention.	223
2 ^o Pancarte.	223
Section 2. — Quand cesse la responsabilité de l'hôtelier?	225
§ 1. — A quel moment cesse la responsabilité de l'hôtelier?	225
1 ^o La sortie des bagages a lieu avant la cessation du contrat d'hôtellerie.	225

	Pages
2° La sortie des bagages et la cessation du contrat d'hôtellerie sont simultanées.	225
3° La cessation du contrat d'hôtellerie (départ du voyageur) a lieu avant la sortie des bagages.	226
§ 2. — La responsabilité de l'hôtelier peut-elle cesser avant le départ du voyageur?	229
1° Cessation totale. — Force majeure.	229
2° Cessation partielle. — Atténuation par faute ou imprudence du voyageur.	232
CHAPITRE VII. — <i>Faits qui mettent en mouvement la responsabilité de l'hôtelier.</i>	236
Section 1. — Quels sont les faits qui mettent en mouvement la responsabilité de l'hôtelier?	237
1° Vol.	237
2° Dommage.	237
A) Dégât matériel.	237
B) Blessures des animaux.	237
C) Incendie.	238
Section 2. — Par quelles personnes doivent être accomplis les faits qui mettent en mouvement la responsabilité de l'hôtelier?	239
§ 1. — Par l'hôtelier.	239
§ 2. — Par les employés et domestiques de l'hôtelier.	241
§ 3. — Par les voyageurs de l'hôtel.	242
§ 4. — Par le domestique d'un voyageur.	244
1° Le domestique d'un voyageur a volé un autre voyageur.	244
2° Le domestique d'un voyageur a volé ce voyageur son maître.	245
§ 5. — Par des personnes circulant dans l'hôtel.	245
§ 6. — Par les animaux des voyageurs.	246
CHAPITRE VIII. — <i>Preuves.</i>	248
§ 1. — Preuve que les effets du voyageur ont été apportés dans l'hôtel, qu'ils y ont disparu (ou y ont été détériorés) ainsi que la preuve de la valeur de ces effets.	248
§ 2. — Preuve que cette disparition (ou cette détérioration) est le fait de l'hôtelier, et que, par suite, il en est responsable.	251

